

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LE SPECTRE DE MONSIEUR X: LA CRISE PARADIGMATIQUE DANS LE
MILIEU DE L'EXPERTISE POLITIQUE AUX ÉTATS-UNIS À LA FIN DE LA
GUERRE FROIDE, 1987-1993.

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR

RENAUD CORBEIL

JANVIER 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Entreprise de longue haleine, la réalisation de ce mémoire n'aurait pu être la même sans l'apport de plusieurs personnes qu'il m'importe ici de remercier. En premier lieu, mes pensées vont vers mon directeur de recherche, Jean Lévesque, qui a su, par ses conseils, critiques et encouragements, à la fois me donner l'heure juste et stimuler l'approfondissement de mes raisonnements. Par sa compétence, son implication et sa disponibilité, il m'a apporté un soutien indispensable à l'aboutissement de ce projet. Je tiens aussi à remercier Christopher Goscha, professeur d'histoire à l'UQAM, qui a choisi de m'intégrer à ses projets d'enseignement, de recherche et de diffusion du savoir, me permettant d'acquérir une expérience importante qui me suivra longtemps. Je salue aussi tous les professeurs qui ont croisé mon parcours et enrichi mes connaissances, ainsi que Micheline Cloutier-Turcotte, qui, par son intérêt pour les étudiants et son aide de tout instant, contribue à faire du département d'histoire un endroit agréable et stimulant. De façon plus pragmatique mais toutefois cruciale, je me dois de remercier les donateurs et organismes qui ont contribué à financer mes projets : le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (CRSH), la Fondation de l'UQAM, la Faculté des sciences humaines de l'UQAM et d'une façon plus personnelle, Greg Robinson, lui aussi professeur d'histoire à l'UQAM, qui a créé sa propre bourse, dont j'ai été le bénéficiaire.

La rédaction de mon mémoire ayant été une aventure pénétrant aussi la sphère personnelle, je remercie ma famille, mes amis, mes employeurs et collègues, qu'il serait trop long d'énumérer ici, d'avoir supporté mes absences, physiques ou psychologiques, d'avoir témoigné de l'intérêt envers mes projets et de m'avoir sorti de la tourmente lorsque les choses devenaient plus lourdes. Finalement, ma gratitude la plus profonde va à Christine qui, en plus d'être à l'origine de mon retour aux études, a su m'encourager et m'appuyer sans défection au cours des étapes les plus difficiles de cette réalisation, assumant plus que sa part de responsabilités. Sans toi, je ne peux envisager cette réussite ayant été possible et ne peux que t'en être éternellement reconnaissant.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	I
TABLE DES MATIÈRES.....	II
LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES.....	V
RÉSUMÉ	VII
INTRODUCTION	1
Bilan historiographique	2
La guerre froide durant la guerre froide.....	3
La fin de la guerre froide à la lumière des archives	10
La guerre froide réévaluée	16
Le monde de l'expertise et les <i>think tanks</i>	24
Problématique et hypothèse	28
Approche et cadre conceptuel.....	30
La guerre froide comme paradigme.....	30
Pour une histoire des idées en contexte	32
Méthodologie et sources	34
Plan du mémoire.....	41
CHAPITRE I	
LA MARCHÉ INCERTAINE VERS LA FIN DE LA GUERRE FROIDE (1979-1993)	
.....	42
CHAPITRE II	
LE PARADIGME CONTESTÉ : DES ANOMALIES DANS LE MODÈLE DE	
GUERRE FROIDE (1987-1989).....	64
2.1 L'adversaire soviétique.....	66
2.1.1 La menace reconsidérée.....	66
2.1.2 L'Union soviétique entre stagnation, crises et révolutions	70

2.1.3	L'effet Gorbatchev.....	74
2.2	L'ordre mondial questionné.....	76
2.2.1	Une guerre froide persistante ou amenuisée	77
2.2.2	Un monde en transformation.....	79
2.2.3	La remise en cause du modèle	82
2.3	La mission américaine	85
2.3.1	La gestion de l'adversaire.....	86
2.3.2	Les États-Unis et le monde.....	89
2.3.3	Le regard sur soi.....	94
2.4	Conclusion	97

CHAPITRE III

LE PARADIGME DÉCONSTRUIT : L'INCERTITUDE ET L'OUVERTURE DES POSSIBLES (1989-1991).....

3.1	L'Empire en question.....	101
3.1.1	La concrétisation du changement.....	101
3.1.2	La tourmente soviétique	106
3.2	Un « nouvel ordre mondial » ?.....	112
3.2.1	<i>Post mortem</i> de la guerre froide	112
3.2.2	Les nouveaux critères de la puissance	115
3.2.3	Les définitions d'un ordre en formation	117
3.2.4	Les formes multiples d'ordre et de désordre	120
3.3	Un nouveau rôle pour les États-Unis	122
3.3.1	Que faire de l'Union soviétique ?	123
3.3.2	Quelle nouvelle Europe?	127
3.3.3	Les États-Unis dans un monde nouveau.....	130
3.4	Conclusion	133

CHAPITRE IV	
L'ILLUSION D'UNE RECONSTRUCTION : LA CRISE IDENTITAIRE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE (1992-1993).....	135
4.1 La normalisation de la Russie.....	137
4.1.1 L'espace postsoviétique.....	137
4.1.2 Le chaos et la transition	141
4.1.3 Définir l'identité russe	145
4.2 Les concepts et la réalité	147
4.2.1 Le passage à l'histoire.....	148
4.2.2 Conceptualiser le présent.....	151
4.2.3 Héritages et vestiges d'une vision.....	154
4.3 Le pourquoi et le comment de la politique étrangère américaine	156
4.3.1 La politique étrangère vue de l'intérieur	157
4.3.2 La redéfinition des oppositions	158
4.3.3 La régionalisation de la Russie et de l'Europe	162
4.3.4 La conscience d'une dissonance	165
4.4 Conclusion	167
CONCLUSION	169
ANNEXE A	
INDEX DES AUTEURS ET ÉDITEURS	183
BIBLIOGRAPHIE	204

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

ABM (traité)	<i>Anti-Balistic Missile Treaty</i>
CE	Communauté européenne
CEE	Communauté économique européenne
CEI	Communauté des États indépendants
CEIP	<i>Carnegie Endowment for International Peace</i>
CFR	<i>Council on Foreign Relations</i>
CIA	<i>Central Intelligence Agency</i>
COMECON	Conseil d'assistance économique mutuelle
CSCE	Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe
CSIS	<i>Center for Strategic and International Studies</i>
FMI	Fonds monétaire international
FSLN	Front sandiniste de libération nationale
G-7	Groupe des sept
GATT	<i>General Agreement on Tariffs and Trade</i>
GKCP	Comité d'État pour l'état d'urgence
ICBM	<i>Intercontinental Ballistic Missile</i>
INF (traité)	<i>Intermediate-Range Nuclear Forces Treaty</i>
IMEMO	Institut d'économie mondiale et de relations internationales
ISKRAN	Institut d'études des États-Unis et du Canada
KGB	Comité pour la Sécurité de l'État
MAD	<i>Mutually Assured Destruction</i>

MGD	Groupe interrégional des députés
MGIMO	Institut d'État des relations internationales de Moscou
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OECE	Organisation européenne de coopération économique
OMON	Forces spéciales du ministère de l'Intérieur de l'URSS
ONU	Organisation des Nations unies
OTAN	Organisation du traité de l'Atlantique nord
PCUS	Parti communiste de l'Union soviétique
PDPA	Parti démocratique populaire d'Afghanistan
PIB	Produit intérieur brut
RDA	République démocratique d'Allemagne
RFA	République fédérale d'Allemagne
RSFSR	République socialiste fédérative soviétique de Russie
SALT I (traité)	<i>Strategic Arms Limitation Talks</i>
SALT II (traité)	<i>Strategic Arms Limitation Talks II</i>
SAIS	<i>School of Advanced International Studies</i>
SDI	<i>Strategic Defense Initiative</i>
SDN	Société des Nations
START I (traité)	<i>Strategic Arms Reduction Treaty</i>
START II (traité)	<i>Strategic Arms Reduction Treaty II</i>
UE	Union européenne
URSS	Union des républiques socialistes soviétiques

RÉSUMÉ

Moment charnière de l'histoire politique récente et changement tangible dans l'ordre des relations internationales, la fin de la guerre froide a aussi été l'époque d'une crise dans la compréhension que les Américains avaient du monde, remettant en question leur rôle, voire leur identité. L'évolution dramatique des événements de la fin des années 1980, menant éventuellement à la disparition de l'adversaire soviétique, forçait en effet la réévaluation des bases conceptuelles établies durant la guerre froide et sur lesquelles était érigée la politique étrangère américaine. Des débats prirent alors forme dans des revues spécialisées en politique étrangère, où des « experts », analysant au présent et sans recul les événements de leur temps, tentèrent de leur donner du sens et d'avoir une influence sur les décisions de leurs dirigeants. C'est à ces remises en question du paradigme de guerre froide et à ces reconceptualisations que le présent mémoire s'intéresse, interrogeant les écrits issus du milieu de l'expertise politique, celui des *think tanks*, à travers trois des revues les plus influentes et représentatives de l'époque : *Foreign Affairs*, *Foreign Policy* et *The National Interest*.

Ce mémoire vise à déterminer si ces analystes politiques en sont venus à remplacer le paradigme de guerre froide dans ses dimensions descriptive, ontologique et opérationnelle dans leur façon de penser l'ordre mondial, éclairant aussi la dynamique de production et d'interaction discursive de ce milieu et de sa littérature particulière, au confluent de l'analyse et de l'influence. Il vise de plus à comprendre la valeur de ces textes en termes analytiques, leur place dans l'évolution du concept de guerre froide et dans la construction globale du savoir, ainsi que leur signification quant à l'évolution des idées et des questionnements de l'identité américaine. À travers l'étude de cette crise et malgré l'abandon de la guerre froide comme modèle descriptif du monde, c'est la prégnance de sa dimension ontologique qui ressort, à travers les visions et solutions envisagées pour gérer une situation transformée, devant l'incapacité de développer un nouveau cadre conceptuel consensuel et la nécessité de répondre aux demandes du présent et aux impératifs du politique. Aussi, ces textes, malgré leur présentisme et leurs limites analytiques, contribuent au développement d'une trame narrative globale, ouvrent des portes à de futures analyses et donnent des pistes de solution aux dirigeants, s'inscrivant de façon paradoxale comme témoins et acteurs de l'évolution des idées et du jeu politique américain.

MOTS-CLÉS : Fin de la guerre froide, Politique étrangère américaine, Ordre mondial, Union soviétique (URSS), Paradigme, *Think tank*, *Foreign Affairs*, *Foreign Policy*, *The National Interest*.

INTRODUCTION

La guerre froide comme réalité géopolitique, comme concept, comme objet d'analyse historique ou comme « période », a une histoire singulière. Entrée dans le langage populaire à la suite des articles de Walter Lippmann dans le *New York Herald Tribune*¹, critiquant celui de George Kennan, signé X, dans *Foreign Affairs*², qui prônait une politique de *containment* face à l'Union soviétique, le terme s'installa aussi dans le langage politique et universitaire. La guerre froide ayant la particularité d'avoir été conceptualisée concurremment à son développement, sans le recul temporel qui d'ordinaire en définit la pertinence pour l'historien, sa définition et ses caractéristiques ont évolué au gré des événements qui en ont forcé la réévaluation et alimenté les oppositions. Celles-ci ne l'empêchèrent toutefois pas de s'imposer comme paradigme principal de l'analyse des relations internationales aux États-Unis, mais devinrent problématiques lorsque vint le temps d'en déclarer la fin. Les événements se précipitant à la fin des années 1980, des « intellectuels publics », tels Lippmann et Kennan à leur époque, se précipitèrent pour analyser « à chaud » ces événements et leur donner un sens. Alors qu'aujourd'hui la fin de la guerre froide est généralement envisagée comme une borne stable, il nous semble intéressant d'analyser l'évolution du climat intellectuel chez les « experts » œuvrant dans la sphère de la littérature politique spécialisée, qui avait en bonne partie donné naissance au concept, au moment où il était possible, voire nécessaire, de le remettre en question. Nous nous intéresserons donc aux idées émises dans trois revues américaines traitant des

¹ Lippmann y décrit les dirigeants soviétiques comme les héritiers de l'empire tsariste, leur attitude étant une conséquence de la géopolitique issue de la Seconde Guerre mondiale, et prône la recherche d'un équilibre des puissances en Europe. Walter Lippmann, *The Cold War: A Study in United States Foreign Policy*, New York, Harper, 1947, 62 p.

² Kennan y décrit l'URSS comme expansionniste et idéologique, et encourage l'application du *containment* partout où il serait nécessaire sur le globe. X., « The Sources of Soviet Conduct », *Foreign Affairs*, vol. 25, n° 4, 1947, p. 566–582.

relations internationales, soit *Foreign Affairs*, *Foreign Policy* et *The National Interest*, étant publiées par des *think tanks*, instituts privés d'expertise politique. En étudiant les vues des auteurs y publiant quant aux changements prenant cours en URSS, à leurs conséquences sur l'ordre du monde et au rôle que les États-Unis devraient y jouer, nous espérons ainsi donner une nouvelle perspective idéale à l'histoire de la fin de la guerre froide et mieux comprendre comment se construisent les visions du présent et du passé.

Bilan historiographique

La guerre froide faisant l'objet d'une historiographie pratiquement inépuisable, il nous appartient de faire des choix éclairés pour contextualiser notre analyse. Dans un premier temps, nous aborderons donc les études scientifiques qui ont contribué à construire et mieux définir le paradigme de guerre froide durant celle-ci, à travers ses principales « écoles » et oppositions, pour comprendre l'état intellectuel des lieux dans lequel s'insère le discours des auteurs se commettant dans nos revues. Cette section sera généralement américaine, sinon anglo-saxonne, mais se permettra une digression vers des études européennes, notamment françaises, pour l'intérêt intrinsèque de leurs analyses, mais aussi pour démontrer le particularisme américain dans ce domaine. Elle s'étalera du début des années 1950 à la fin des années 1980. Nous recenserons ensuite les différentes analyses qui, à partir des années 1990, se sont penchées sur la dynamique et sur les causes de la fin de la guerre froide avec l'apport de nouvelles sources, dans une discipline historique qui s'internationalise, pour les comparer aux analyses de nos auteurs. La troisième partie s'attardera aux réévaluations de la guerre froide qui ont émergé avec le recul acquis depuis les événements, de la fin des années 1990 à aujourd'hui, qui la remettent dans des trames narratives nouvelles ou abordent la construction discursive du concept, pour donner une perspective au présentisme des analyses de l'époque. Finalement, nous nous pencherons sur le monde toujours mystérieux des *think tanks*, dont l'étude est peu développée chez les historiens, pour remettre nos articles et leurs auteurs dans leur contexte de production et comprendre la particularité des structures d'énonciation que sont ces revues.

La guerre froide durant la guerre froide

L'histoire des relations internationales aux États-Unis, est, dès la sortie de la Première Guerre mondiale, marquée par une opposition entre des historiens évaluant les choses dans une perspective nationaliste, teintée d'exceptionnalisme, et s'attardant surtout aux relations interétatiques, et d'autres mettant l'accent sur les inclinaisons intellectuelles des dirigeants américains, les liant aux contingences intérieures et aux conditions économiques dans la conduite de leurs relations avec l'étranger. Ce champ historiographique, où les liens avec les sciences politiques et leurs théories sont plus forts qu'ailleurs, connaît un nouvel essor à la suite de la Seconde Guerre mondiale, suivant le besoin de redéfinition de la politique étrangère américaine. La guerre froide en devient l'objet d'étude principal et un sujet polémique qui pénètre les débats politiques et polarise la discipline historique³. Le regard sur celle-ci est toutefois, à cette époque, très américanocentriste et assez éloigné de l'étude du nouvel adversaire soviétique, dont la connaissance aux États-Unis est plus que fragmentaire⁴.

Les premières productions historiennes traitant de la guerre froide se heurtent aux nécessités de définir leur objet d'étude et, partant, de lui donner une périodisation adéquate. Un premier débat se développe donc autour de la datation de ses origines⁵. Certains historiens, y voyant une confrontation fondamentalement idéologique, les situent en 1917 avec la révolution bolchévique et attribuent son développement à l'expansionnisme

³ Sur le particularisme américain dans l'histoire des relations internationales, voir Robert Frank, « L'historiographie des relations internationales : des "écoles" nationales », dans Robert Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, p. 34-40; Frank Costigliola et Thomas G. Paterson, « Defining and Doing the History of United States Foreign Relations: A Primer », dans Michael J. Hogan et Thomas G. Paterson (dir.), *Explaining the History of American Foreign Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004 (1991), p. 10-34.

⁴ Sur les connaissances lacunaires des chercheurs américains sur l'Union soviétique et les débuts du développement du champ, voir David C. Engerman, *Know Your Enemy : The Rise and Fall of America's Soviet Experts*, Oxford et New York, Oxford University Press, 2009, p. 13-93.

⁵ Pour une exposition plus large des premiers débats sur la guerre froide, voir Norman A. Graebner, « Cold War Origins and the Continuing Debate », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 13, n° 1, 1969, p. 123-132; Pour la suite des débats, voir Melvyn P. Leffler, « The Interpretative Wars around the Cold War, 1945-1960 », dans Gordon Martel (dir.), *American Foreign Relations Reconsidered, 1880-1993*, Londres et New York, Routledge, 1994, p. 106-125.

révolutionnaire inhérent à la doctrine communiste⁶. La plupart des chercheurs toutefois, la comprennent comme prenant ses racines dans la Seconde Guerre mondiale. En ce sens, certains la voient comme issue de la situation géopolitique particulière d'une Europe divisée *de facto* par les positions militaires des armées alliées sur les deux fronts, les ruines d'une Allemagne dévastée laissant un vacuum de pouvoir menant à un affrontement logique entre les deux nouvelles superpuissances et à la création de sphères d'influence⁷. D'autres voient son avènement comme issu de l'intransigeance et de l'agressivité de la politique étrangère soviétique d'après-guerre en Europe de l'Est, et de l'appétit insatiable de Staline, devant laquelle les États-Unis, à travers Roosevelt et Truman jugés trop conciliants, ne purent que résister⁸. Les débats sur les causes de la guerre froide se développent donc rapidement en attribution de responsabilités, et prennent une dimension politique ancrée dans la nécessité de définir la réponse américaine à la présence soviétique en Europe. Dans les années 1950 toutefois, la plupart des historiens adoptent sur cette question une certaine orthodoxie en accord avec le discours politique officiel de l'époque de la doctrine Truman et voient le *containment* comme une nécessité, que cela soit sur les bases réalistes de la nécessité de réagir aux velléités impérialistes de l'Union soviétique⁹ ou sur celles, plus idéologiques, de préserver la liberté et la démocratie¹⁰.

Certains contestent toutefois cette vision « orthodoxe », ne croyant pas à la propension expansionniste de l'Union soviétique ou à ses motivations idéologiques, voyant plutôt le désir légitime de sécurité d'un pays dévasté qui cherche des garanties en Europe de l'Est. Les tenants de cette école dite « réaliste » voient donc Staline comme fondamentalement pragmatique et prônent une réponse américaine proportionnée et axée sur la défense de

⁶ John F. O'Connor, *The Cold War and the Liberation: A Challenge of Aid to the Subject Peoples*, New York, Vantage Press, 1961, 611 p.

⁷ John Lukacs, *A History of the Cold War*, Garden City, N. Y., Doubleday and Company, 1961, 288 p.; Louis J. Halle, *The Cold War as History*, New York, Harper, and Row, 1967, 434 p.

⁸ William H. McNeill, *America, Britain, and Russia: Their Cooperation and Conflict, 1941-1946*, Londres, Oxford University Press, 1953, 819 p.; Herbert Feis, *Churchill, Roosevelt, Stalin: The War they Waged and the Peace they Sought*, Princeton, Princeton University Press, 1957, 692 p.; Norman A. Graebner, *Cold War Diplomacy, 1945-1960*, Princeton, Princeton University Press, 1962, 193 p.

⁹ Herbert Feis, *Between War and Peace*, Princeton, Princeton University Press, 1960, 367 p.

¹⁰ John W. Spanier, *American Foreign Policy since World War II*, New York, Praeger, 1960, 354 p.

l'intérêt national américain¹¹. Même Kennan, dans ses mémoires, affirme que sa vision du *containment* avait été mal comprise et appliquée au-delà de ses vues, par la tendance militariste de sa mise en pratique et la dimension de croisade idéologique qu'elle avait prise¹². Le paradigme de guerre froide se cristallise toutefois dans la discipline historique américaine malgré ces divergences d'interprétation.

Dans le contexte des années 1960, de la montée de la *New Left* et de la contestation de la guerre du Vietnam, une opposition plus dérangeante, parce que mettant en doute le consensus idéologique et critiquant implicitement la direction de la politique étrangère américaine, vient alors d'historiens que l'on qualifie de « révisionnistes ». Ceux-ci mettent une grande partie de la responsabilité de la dégradation des relations Est-Ouest non sur l'Union soviétique, mais sur les États-Unis, dont les intentions sont vues comme impérialistes. Situait les origines de la guerre froide au lendemain de la révolution bolchévique, D. F. Fleming croit celle-ci se développer d'abord à cause de l'ostracisme de l'Union soviétique de la communauté internationale¹³. Sans remonter aussi loin, David Horowitz, voit aussi dans les actions des États-Unis une dimension « contre-révolutionnaire », voulant, par la force, maintenir le monde dans un état de soumission et prévenir tout changement mettant en danger la domination politique américaine¹⁴. Gar Alperovitz, quant à lui, affirme que la décision de Truman d'utiliser la bombe atomique sur le Japon avait été motivée plus par un désir d'imposer un nouvel ordre à l'avantage américain en rapport à la menace soviétique, que par l'idée de vaincre son ennemi asiatique¹⁵. L'ouvrage le plus marquant de cette mouvance est toutefois *The Tragedy of American Diplomacy*, de William Appleman Williams, qui, mettant de l'avant une

¹¹ Hans J. Morgenthau, *In Defense of the National Interest*, New York, Knopf, 1951, 283 p.; Paul Seabury, *The Rise and Decline of the Cold War*, New York, Basic Books, 1967, 171p.

¹² George Kennan, *Memoirs, 1925-1950*, Boston, Little, Brown, 1967, 583 p.; Voir aussi John Lewis Gaddis, *George F. Kennan : An American life*, New York, Penguin Press, 2011, 784 p.

¹³ D. F. Fleming, *The Cold War and its Origins, 1917-1950*, New York, Double day, 1961, 559 p.

¹⁴ Horowitz compare le Plan Marshall, la politique de *containment* et les exactions américaines en Amérique latine et en Asie, attribuant aux États-Unis le rôle de l'agresseur, ce qui aurait poussé l'Union soviétique à la méfiance et favorisé l'antagonisme. David Horowitz, *The Free World Colossus: A Critique of American Foreign Policy in the Cold War*, New York, Hill and Wang, 1965, 451 p.

¹⁵ Gar Alperovitz, *Atomic diplomacy: Hiroshima and Potsdam*, New York, Simon and Schuster, 1965, 317 p.

interprétation économique, attribue au gouvernement américain l'intention d'instaurer une politique de la « porte ouverte » en Europe de l'Est à travers le Plan Marshall, pour construire un monde d'après-guerre favorable au commerce américain¹⁶. Tentant de synthétiser ces approches, Joyce et Gabriel Kolko produisent un ouvrage qui étend les idées révisionnistes au-delà de l'affrontement bipolaire entre les deux Grands, liant dans leur interprétation le désir des États-Unis de renforcer le système capitaliste mondial à leur faveur et leurs impératifs politiques de domination¹⁷. Daniel Yergin, quant à lui, démontre, par l'analyse des luttes bureaucratiques américaines à la mort de Roosevelt, comment prend forme une révolution idéologique et diplomatique qui instaure un messianisme anticommuniste pénétrant l'opinion publique, redéfinissant les relations des États-Unis avec le monde et permettant l'établissement d'un État désormais axé sur la sécurité nationale¹⁸. Ces assertions révisionnistes, relevant de l'hérésie pour ceux qui décrivent les Américains comme bien intentionnés et défensifs, provoquent des réactions fortes et des critiques acerbes, autant dans le milieu universitaire que dans la sphère publique¹⁹. Les visions orthodoxes ne disparaissent d'ailleurs pas du paysage idéal américain, étant même reprises par des historiens plus tardifs²⁰.

L'essor des approches révisionnistes dans les années 1970 amène aussi une réplique. L'historien John Lewis Gaddis récupère alors en partie leurs positions pour arriver à une

¹⁶ William Appleman Williams, *The Tragedy of American Diplomacy*, Cleveland et New York, The World Publishing Company, 1959, 219 p. Voir aussi, Walter LaFeber, *America, Russia and the Cold War*, New York, Wiley, 1967, 295 p.

¹⁷ Ils évoquent la tendance des États-Unis à réfréner les désirs autarciques de l'Europe de l'Ouest, leurs efforts pour coopter l'Allemagne et le Japon et pour réprimer les mouvements révolutionnaires dans le tiers-monde, ainsi que la peur d'un retour à la grande dépression. Joyce Kolko et Gabriel Kolko, *The Limits of Power : The World and the United States Foreign Policy, 1945-1954*, New York, Harper and Row, 1972, 820 p.

¹⁸ Yergin décrit le triomphe des partisans d'une vision antagoniste de l'URSS sur ceux qui voulaient créer un climat de collaboration dans l'après-guerre. Daniel Yergin, *Shattered Peace: The Origins of the Cold War and the National Security State*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1977, 526 p.

¹⁹ Arthur Schlesinger Jr., « Origins of the Cold War », *Foreign Affairs*, vol. 46, n° 1, octobre 1967, p. 22-52.; Robert James Maddox, *The New Left and the Origins of the Cold War*, Princeton, Princeton University Press, 1973, 168 p.

²⁰ Vojtech Mastny, *Russia's Road to the Cold War : Diplomacy, Warfare and the Politics of Communism, 1941-1945*, New York, Columbia University Press, 1979, 409 p.; William Taubman, *Stalin's American Policy : From Entente to Détente to Cold War*, New York, Norton, 1982, 291 p.

synthèse dite « postrévisionniste », acceptant les limites des ambitions offensives de Staline et l'importance des objectifs économiques et de l'idéologie américaine. Il met toutefois plutôt l'accent sur les impératifs de politique interne, notamment celui de garder l'appui du public, des dirigeants pour expliquer leur comportement sur la scène internationale²¹. Réitérant la responsabilité première de Staline dans le déclenchement de la guerre froide, il réaffirme aussi la nécessité de la stratégie de *containment*, voyant les leviers économiques comme des moyens parmi d'autres d'arriver à un équilibre des puissances, cooptant ainsi une partie des assertions réalistes. Les États-Unis arrivent donc, selon lui, à bâtir un empire par « invitation » plutôt que par « imposition »²². Alors que les rapprochements diplomatiques de la période Nixon-Kissinger en amènent certains à promouvoir le concept de détente²³, Gaddis continue dans sa ligne géopolitique en décrivant la guerre froide comme une « longue paix », où les deux superpuissances ont appris à gérer la nouvelle stabilité d'un monde bipolaire, sans affrontements, à cause de l'équilibre de la terreur potentielle des armes nucléaires²⁴.

Les années 1980 amènent aussi une diversification des études sur la guerre froide, analysant des acteurs différents et voyant la situation de façon plus globale. D'une part, les tenants d'une mouvance « corporatiste » en viennent à évaluer son développement comme celui d'un nouvel ordre économique promu par le gouvernement et le secteur privé américains pour réunifier l'Europe occidentale²⁵. D'autre part, des historiens s'intéressant

²¹ John Lewis Gaddis, *The United States and the Origins of the Cold War, 1941-1947*, New York, Columbia University Press, 1972, 432 p.

²² *Id.*, *Strategies of Containment : A Critical Appraisal of Postwar American National Security Policy*, Oxford, Oxford University Press, 1982, 448 p. Gaddis reprend le discours de l'historien norvégien Geir Lundestad, arguant que les pays d'Europe occidentale ont poussé les États-Unis à investir chez eux et à voir l'Union soviétique comme une menace. Cf. Geir Lundestad, *The American Non-Policy in Toward Eastern Europe, 1943-1947*, New York, Humanities, 1975, 654 p.; *Id.*, « Empire by Invitation? The United States and Western Europe », *Journal of Peace Research*, vol. 23, n° 3, 1986, p. 263-277.

²³ Sur les débats de conceptualisation de la détente, comme nouvelle politique étrangère remplaçant le *containment*, comme état de fait de l'ordre international ou comme nouvelle période historique, voir Brian White, « The Concept of Detente », *Review of International Studies*, vol. 7, n° 3, 1981, p. 165-171.

²⁴ John Lewis Gaddis, *The Long Peace: Inquiries into the History of the Cold War*, Oxford, Oxford University Press, 1986, 332 p.

²⁵ Michael J. Hogan, *The Marshall Plan: America, Britain and the Reconstruction of Western Europe, 1947-1952*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, 482 p.

à des sources étrangères, européennes et asiatiques, commencent à intégrer à leur analyse les dynamiques économiques et sociales à l'étranger, les conflits régionaux et les pressions exercées sur les Grands par des acteurs autrefois vus comme négligeables²⁶. Si ces études sont porteuses pour les développements subséquents de la compréhension de la guerre froide, le fait que la majeure partie de l'historiographie ne repose que sur des sources occidentales la laisse, à l'aube de la fin de l'affrontement, dans une certaine impasse argumentative et des oppositions aux lignes assez définies. La guerre froide est donc, tout au long de son déroulement, un phénomène débattu, mais son existence et sa pertinence comme concept semblent assez consensuelles.

En marge de cette historiographie américaine dominante, il nous apparaît important d'aborder les écrits français sur la guerre froide, émanant d'une tradition historique²⁷, d'une situation politique et d'une sensibilité différente²⁸. Un des auteurs sortant du lot par son engagement de tout instant et son érudition multidisciplinaire est évidemment Raymond Aron, intellectuel influent se faisant aussi très public. Difficile à classer selon la terminologie des « écoles » américaines, les écrits d'Aron s'approchent des visions orthodoxes par sa perception de l'idéologie communiste comme irréformable, mais il est réaliste dans son analyse des relations internationales, voyant le monde en termes de rapports de forces, et prône une réponse modérée de l'Occident face à l'Union soviétique, jumelant réarmement et négociation. Dans un ouvrage ambitieux, *Paix et guerre entre les nations*, il tente par l'analyse de la situation internationale une synthèse qui vise à régler l'antinomie qu'il perçoit entre la logique des oppositions de la guerre froide et son idéal de

²⁶ Nancy Bernkopf Tucker, *Patterns in the Dust: Chinese-American Relations and the Recognition Controversy*, New York, Columbia University Press, 1983, 396 p.; H. W. Brands, *The Specter of Neutralism: The United States and the Emergence of the Third World*, New York, Columbia University Press, 1989, 372 p.

²⁷ L'historiographie française des relations internationales a aussi une forte tradition diplomatique, mais s'est renouvelée avec Pierre Renouvin et Jean-Baptiste Duroselle, ouvrant leurs réflexions sur l'étude des « forces profondes » et des processus décisionnels. Robert Frank, *Loc. cit.*, p. 5-27.

²⁸ Le passé d'une guerre dévastatrice sur son territoire, la situation géographique de la France aux frontières de l'Allemagne, la présence d'un parti communiste ayant la faveur de plusieurs intellectuels, les guerres coloniales en Indochine et en Algérie ainsi que l'avenir de la construction européenne teintent en effet les intérêts et perspectives des chercheurs français et les différencient de ceux des Américains.

paix²⁹. Aussi, on peut dénoter dans ses articles la perception, antérieure à celle de ses homologues américains, de la dislocation de l'ordre de guerre froide dès 1956-1958, où les deux camps deviennent moins homogènes, et encore plus de 1969 à 1973, où des bouleversements rendent déjà le monde multipolaire³⁰. André Fontaine, autre figure importante de l'historiographie française s'intéressant à la guerre froide, se donnant comme projet d'évaluer la dynamique de confrontation idéologique à l'époque où le nucléaire rend obsolète la définition clausewitzienne de la guerre, voit la guerre froide comme un phénomène se construisant graduellement à partir de 1917. Loin des polémiques et des clivages inhérents à l'historiographie américaine, il vise à comprendre la guerre froide du point de vue de Staline et, sans l'absoudre, il partage les responsabilités des événements menant à l'affrontement³¹. Dans son analyse de la période de 1950 à 1963, il élargit le spectre et donne une place plus grande aux enjeux périphériques, voyant la guerre froide comme l'ensemble des conflits mondiaux de l'époque³². Il décrit aussi la détente comme l'ersatz d'une paix qui semble hors de portée, où deux empires, affaiblis par les dissensions et l'épuisement de leurs modèles respectifs, en viennent, par une connivence de fait, à exercer un condominium sur un monde où la crise plus profonde des inégalités ne saurait être stabilisée³³. Si ces deux auteurs ne font pas l'historiographie française, et encore moins européenne, ils permettent toutefois de singulariser le spectre des positions américaines, d'en démontrer les dimensions politiques et polarisées ainsi que de mettre la table pour une meilleure compréhension des confrontations et mises en commun futures de celles-ci.

²⁹ *Id.*, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, 794 p.

³⁰ Il évoque pour cela la rupture sino-soviétique, la sécession de la France de l'OTAN, la révolution diplomatique Nixon-Kissinger, le choc pétrolier, la fin de la convertibilité du dollar et celle du système de Bretton Woods, l'échec américain au Vietnam et le nouvel impérialisme soviétique au tiers-monde. Raymond Aron, *Les articles de politique internationale dans Le Figaro de 1947 à 1977*, présentation et notes, par Georges-Henri Soutou, Paris, Éditions de Fallois, 1990, 3 vol.

³¹ André Fontaine, *Histoire de la guerre froide. 1. De la révolution d'octobre à la guerre de Corée, 1917-1950*, Paris, Arthème Fayard, 1965, 496 p.

³² *Id.*, *Histoire de la guerre froide. 2. De la guerre de Corée à la crise des alliances, 1950-1963*, Paris, Arthème Fayard, 1967, 564 p.

³³ *Id.*, *Histoire de la « détente », 1962-1981*, Paris Arthème Fayard, 1981, 535 p.

La fin de la guerre froide à la lumière des archives

Les événements du tournant des années 1990 par leur idiosyncrasie, leur complexité et leur effet de surprise mettent à mal plusieurs visions de la dynamique de guerre froide chez les théoriciens des relations internationales, notamment celle de l'école réaliste³⁴. Tandis que les historiens font paraître les premiers ouvrages collectifs tentant d'expliquer le changement³⁵, ils ont aussi désormais l'opportunité de fouiller les archives du bloc de l'Est pour réévaluer la fin de la guerre froide et éclairer le côté soviétique du conflit, jusque-là assez spéculatif. Ces changements politiques et ces nouvelles sources d'information permettent une certaine dépolitisation et une désidéologisation de l'étude de l'URSS et de la guerre froide, ainsi qu'un rapprochement entre ces deux champs intrinsèquement reliés. La recherche s'internationalise aussi par l'apport de chercheurs soviétiques et est-européens³⁶, et les *Cold War Studies* s'institutionnalisent, créant leurs propres revues et centres de recherche³⁷. Toutefois, malgré cet engouement et le recul permis par le temps, les analyses du changement s'organisent généralement elles aussi autour de la recherche de causes et de responsabilités, ainsi que de questionnements sur la périodisation et la définition de la guerre froide. Sa fin alléguée, celle du communisme comme modèle idéologique et la chute de l'URSS se mêlent alors dans les recherches et explications.

³⁴ Sur la crise au sein de cette discipline, voir Dario Battistella, *Théories des relations internationales*, Paris, Sciences Po. Les Presses, 2012, p. 645-688. Pour la critique d'un historien envers ces politologues, voir John Lewis Gaddis, « International Relations Theory and the End of the Cold War », *International Security*, vol. 17, n° 3, 1993, p. 5-58.

³⁵ Voir notamment Geir Lundestad et Odd Arne Westad (dir.), *Beyond the Cold War: New Dimensions in International Relations*, Oxford, Oxford University Press, 1993, 257 p.

³⁶ Sur l'ouverture des archives soviétiques et l'apport des chercheurs de l'Est, voir Ilya V. Gaiduk, « Vers la nouvelle histoire de la guerre froide ? », dans Jean Delmas, Jean Kessler, Claude d'Abzac-Epezy (dir.), *Renseignement et propagande pendant la guerre froide, 1947-1953*, Paris, Éditions Complexe, 1999, p. 79-91; Norman M. Naimark, « Cold War Studies and New Archival Materials on Stalin », *The Russian Review*, vol. 61, n° 1, 2002, p. 1-15; Lynne Viola, « The Cold War in American Soviet Historiography and the End of the Soviet Union », *The Russian Review*, vol. 61, n° 1, 2002, p. 25-34; Sonia Combe, « Introduction : De la soviétologie à l'histoire du monde soviétique », dans Sonia Combe (dir.) *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*, Paris, La Découverte, 2009, p. 7-17.

³⁷ Le *Cold War International History Project* du *Woodrow Wilson International Center for Scholars* voit le jour en 1991, publiant des *Bulletins* et *Working Papers*, en plus de diffuser des traductions d'archives provenant de partout. Aussi, on crée des revues scientifiques traitant spécifiquement de la guerre froide : *Journal of Cold War Studies*, paraissant à partir de 1999, et *Cold War History*, à partir de 2000.

Plusieurs des premières interprétations de la fin de la guerre froide, chez les historiens et politologues américains, sont marquées par un certain triomphalisme, donnant une grande part du mérite au président Reagan et à son administration³⁸. Dans cette mouvance, Jack Matlock voit une suite logique entre les premières positions fermes du président et sa volonté subséquente de négocier dans la position de force qu'il a acquise. Ainsi, il voit la guerre froide se terminer avec l'abandon de Gorbatchev d'une politique antagoniste, concrétisant la victoire d'une idéologie sur une autre³⁹. Sortant de ses anciennes analyses plutôt systémiques, John Lewis Gaddis adopte lui aussi une explication donnant une grande part d'agentivité au président américain, en faisant la figure de proue de la « victoire »⁴⁰. Ces interprétations faisant la part belle à Reagan et à l'idéologie américaine se donnent toutefois peu la peine d'analyser le côté soviétique du conflit. Melvyn Leffler, remédie à la situation dans son ouvrage *For the Soul of Mankind*, dans lequel, après avoir analysé d'autres occasions manquées de mettre fin à la guerre froide, il s'attarde à la dynamique entre Reagan et Gorbatchev. Évoquant l'attitude plus ouverte du président américain dans son deuxième mandat, c'est pour lui surtout par Gorbatchev que passe le réel changement. Mettant comme Gaddis ses analyses stratégiques en toile de fond, il attribue au leader soviétique l'initiative de transcender l'antagonisme, de remettre en question le jeu à somme nulle de la guerre froide et de risquer le changement, pour faire baisser les tensions qui l'empêchent de réaliser sa restructuration⁴¹. Robert Service, donnant lui aussi une place

³⁸ Les raisons attribuées à cette « victoire » sont variées : certains y voient une conséquence de la politique agressive du premier mandat de Reagan asphyxiant les ambitions soviétiques sous la menace du SDI, le soutien aux guérillas anticomunistes ou la guerre économique empêchant l'URSS de suivre les États-Unis dans la course aux armements, d'autres, un triomphe de la patience, d'un *containment* systématique et de la construction d'une alliance solide avec les États occidentaux et le Japon. Pierre Grosser, *Les temps de la guerre froide. Réflexions sur l'histoire de la guerre froide et sur les causes de sa fin*, Bruxelles, Éditions Complexe, coll. « Questions au XXe siècle », 1995, p. 263-296.

³⁹ Matlock fait du discours de Gorbatchev à l'ONU à la fin 1988, proposant un désengagement unilatéral de forces soviétiques d'Europe, l'événement marquant la fin de la guerre froide. Jack F. Matlock Jr., *Reagan and Gorbachev: How the Cold War Ended*, New York, Random House, 2004, 363 p.

⁴⁰ Gaddis, comme Matlock, voit dans le changement d'attitude de Reagan une position stratégique, le louant aussi pour sa capacité à redonner confiance aux Américains par son optimisme et son ardeur. John Lewis Gaddis, *The Cold War: A New History*, New York, The Penguin Press, 2005, 333 p.

⁴¹ Melvyn P. Leffler, *For the Soul of Mankind: The United States, the Soviet Union, and the Cold War*, New York, Hill and Wang, 2007, 586 p.

équivalente aux deux côtés dans son récit, explique comment Gorbatchev d'une part, poussé aux réformes par une situation économique désastreuse, et d'autre part Reagan et Bush, recherchant la stabilité et la primauté américaine au sein d'un système de libre-marché, réussissent à juguler leurs oppositions réactionnaires internes respectives pour réaliser une paix improbable⁴². Vladislav Zubok préconise lui aussi un récit basé sur les grands hommes, y apportant toutefois la couleur et le savoir de son passé du côté soviétique du conflit. Il décrit un Gorbatchev développant graduellement ses idées réformatrices sous l'influence de collaborateurs éclairés, sa « nouvelle pensée » passant d'une proposition floue à un réel réaménagement idéologique mettant de l'avant l'intérêt de l'humanité, mais n'ayant pas eu la vision politique de les concilier avec l'intérêt national de l'URSS. Zubok fait donc de Gorbatchev le responsable paradoxal de la fin pacifique de la guerre froide et de la faillite de l'« empire » soviétique⁴³.

Pour certains auteurs toutefois, la réelle rupture de l'ordre de guerre froide, la différenciant d'une autre détente, passe par le recul géopolitique de l'Union soviétique en Europe et son éventuelle dissolution, qui ne sont pas uniquement l'œuvre des dirigeants. Le politologue québécois Jacques Lévesque, comme Zubok, voit ainsi en Gorbatchev une volonté optimiste d'atténuer les tensions issues de la division du monde et de transformer l'ordre mondial, par sa clémence face à l'Europe de l'Est. Sa difficulté à voir l'inadéquation entre les changements qu'il veut apporter et la situation internationale, ainsi que ses politiques ambiguës envers les membres du Pacte de Varsovie, feront qu'il sera dépassé par les initiatives populaires et celles d'autres dirigeants⁴⁴. Mark Kramer, éditeur du *Journal of Cold War Studies*, voit lui aussi l'intérêt d'analyser les causes de cette dissolution pacifique ne concordant pas avec la plupart des théories de l'évolution des empires de l'époque⁴⁵ et

⁴² Robert Service, *The End of the Cold War, 1985-1991*, New York, PublicAffairs, 2015, 643 p.

⁴³ Vladislav M. Zubok, *A Failed Empire: The Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gorbatchev*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2007, 468 p.

⁴⁴ Jacques Lévesque, *1989, la fin d'un empire. L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 1995, 331 p.

⁴⁵ Paul Kennedy croyait les grandes puissances destinées à s'écrouler par des guerres où les ressources et la puissance militaire seraient déterminantes. Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers: Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, New York, Random House, 1987, 677 p.

étant souvent vue comme inévitable *a posteriori*. Les spécialistes qu'il rassemble dans des numéros spéciaux de la revue s'intéressent tour à tour aux relations institutionnelles en URSS qui ont conduit à cette conclusion, aux dimensions sociales et identitaires du phénomène et à l'ambiguïté de l'influence de l'Ouest dans celui-ci, ouvrant sur une multiplicité d'explications pouvant cohabiter⁴⁶. Dans ses apports personnels, Kramer amène une dimension transnationale à la compréhension des événements, en insistant sur l'effet inspirant des politiques de Gorbatchev sur les mouvements démocratiques d'Europe de l'Est, puis sur la contagion inverse vers l'Union soviétique rendant la position du secrétaire général intenable⁴⁷. Autre auteur à s'intéresser à la désintégration de l'Union soviétique, l'historien ukrainien Serhii Ploky s'attarde aux causes internes du phénomène, insistant sur l'incompatibilité des ouvertures démocratiques faites par Gorbatchev, puis par Eltsine, et de la structure fédérale établie depuis la fondation de l'URSS⁴⁸. Mary Elise Sarotte apporte aussi une vision originale des changements prenant cours en Europe durant ces années en mettant l'accent sur la réunification allemande, autre évolution majeure vers un ordre post-guerre froide, réalisée selon le modèle de Kohl et de Bush, copié sur les démocraties occidentales. Elle ouvre ainsi sur un questionnement de la « victoire » occidentale, voyant, comme Ploky, dans l'exclusion de l'URSS du processus décisionnel

⁴⁶ Mark Kramer, « Special Issue: The Collapse of the Soviet Union (Part 1): Introduction », *Journal of Cold War Studies*, vol. 5, n° 1, 2003, p. 3-16. Voir les autres articles de ce numéro, détaillant les raisons de l'inaction des militaires, leur réticence à utiliser la force à la suite de l'échec du coup d'État du mois d'août 1991 et la montée de Boris Eltsine permise ironiquement par les réformes de Gorbatchev. *Id.*, « Special Issue: The Collapse of the Soviet Union (Part 2): Introduction », *Journal of Cold War Studies*, vol. 5, n° 4, 2003, p. 3-42. Voir les articles suivants s'attardant à la société civile soviétique, amorphe et cynique, n'ayant pas eu le rôle qu'on lui prête souvent, au rôle relativisé des nationalismes ethniques dans les républiques et à l'impact de la politique étrangère américaine, plus important dans la temporisation des violences entourant la dissolution de l'URSS, que dans la précipitation de celle-ci.

⁴⁷ *Id.*, « The Collapse of East Europe Communism and the Repercussions within the Soviet Union (Part 1) », *Journal of Cold War Studies*, vol. 5, n° 4, 2003, p. 178-256; *Id.*, « The Collapse of East Europe Communism and the Repercussions within the Soviet Union (Part 2) », *Journal of Cold War Studies*, vol. 6, n° 4, 2004, p. 3-64.; *Id.*, « The Collapse of East Europe Communism and the Repercussions within the Soviet Union (Part 3) », *Journal of Cold War Studies*, vol. 7, n° 1, 2005, p. 3-96.

⁴⁸ Ploky voit aussi dans l'accès de l'Ukraine à l'indépendance sur une base pro-occidentale et l'abandon de Gorbatchev par Bush, les ferments d'un possible ressentiment russe. Il évalue aussi l'association faite par Bush de la chute de l'URSS à une victoire américaine dans la guerre froide, comme une réponse électoraliste à un désir populaire, qui marquerait les esprits pour longtemps. Serhii Ploky, *The Last Empire: The Final Days of the Soviet Union*, New York, Basic Books, 2014, 489 p.

un manque de vision qui aurait ses conséquences⁴⁹. Semblant prendre la balle au bond, Angela Stent s'attarde à la suite des relations entre les États-Unis et la Russie. Selon elle, le « nouvel ordre mondial » de Bush prévoyant l'intégration docile de la Russie dans le système international libéral et les États-Unis faisant la promotion de la démocratie à travers l'expansion de l'OTAN à l'Est, la Russie vit alors le sentiment d'être traité en adversaire vaincu. Le manque d'empathie des États-Unis pour une Russie qui sort de ses priorités, la méfiance héritée de la guerre froide et la déconnexion des visions réciproques de l'équilibre des puissances rendent difficile la définition de nouvelles normes relationnelles⁵⁰.

Si ces interprétations s'attardent à des causes immédiates de la fin de la guerre froide ou de la chute de l'URSS, d'autres auteurs ont cherché dans le temps long les causes des bouleversements des années 1989-1991, pour ainsi repenser la rupture qu'elles constituaient. Pour certains, la fin de la guerre froide pourrait ainsi découler d'une homogénéisation idéologique marquée par l'épuisement du modèle communiste et par l'attrait de la démocratie libérale, de la réussite hégémonique du capitalisme néolibéral mondial ou du triomphe de la culture du consumérisme par son extension à de nouvelles parties du monde. Pour d'autres, elle résulterait d'une perte de contrôle des deux Grands et d'une montée de nouvelles forces, étatiques ou non, remettant en question la stabilité bipolaire et menant à une régionalisation des enjeux et à la diffusion de la puissance⁵¹. Stephen Kotkin fait quant à lui le pari audacieux de construire une chronologie misant sur la continuité (1970-2000) dans une analyse de l'effritement du projet civilisationnel que constituait le stalinisme. Celui-ci, s'étant érigé en alternative à la modernité capitaliste, n'a pas su selon lui s'adapter aux défis d'un monde en changements, malgré ses efforts de réinvention. Il voit donc l'effondrement de la structure fédérale, en 1991, plutôt comme un

⁴⁹ Mary Elise Sarotte, *The Struggle to Create Post-Cold War Europe*, Princeton, Princeton University Press, 2014 (2009), 349 p.

⁵⁰ Angela Stent, *The Limits of Partnership: U.S.-Russian Relations in the Twenty-First Century*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2014, 393 p.

⁵¹ Sur ces interprétations et débats, voir Pierre Grosser, *Op. cit.*, p. 226-262.

point d'exclamation que comme une réelle rupture. L'arrivée de Gorbatchev, issu d'une élite dont les idées réformatrices ne concordent pas avec celles qui prévalent dans les institutions de l'État, dans une fenêtre précise de conjectures où elles peuvent s'exprimer, fait donc partie d'une évolution paradoxale qui se poursuit dans les années 1990 et le chaos qui les caractérise⁵². D'une façon plus classique, André Fontaine remet lui aussi les années 1989-1991 en perspective. Retournant légèrement en amont à l'invasion soviétique de l'Afghanistan et poursuivant en aval jusqu'en 1995, il laisse paraître la complexité d'un changement qui ne peut se résumer en une seule grande rupture et l'incertitude de l'avenir en découlant même pour ceux croyant en sortir vainqueurs⁵³. Pierre Grosser quant à lui, conscient de la multiplicité des approches et des possibilités de périodisation de la guerre froide, s'attarde, dans *1989, l'année où le monde a basculé*⁵⁴, à la synchronie du tournant de 1989, mais en lui donnant une dimension mondiale et interconnectée et en exposant les évolutions régionales dans leur diachronie. Il se penche à la fois sur le conflit entre les États-Unis et l'URSS, sur ceux souvent qualifiés de périphériques et sur les « angles morts » de la guerre froide d'où émergent certains des problèmes que l'on a connus par la suite⁵⁵. Il réussit ainsi à dresser un portrait global d'une année miraculeuse, faisant des liens entre les différents enjeux et échelles, la campant dans son dynamisme, sans la cristalliser comme la borne qu'elle est trop souvent devenue. Malgré donc l'apport des archives et la mise en commun des savoirs, les analyses de la fin de la guerre froide, si elles concrétisent

⁵² Kotkin met en toile de fond de cette évolution la montée et la chute du cours du pétrole, l'action opportuniste des nationalistes des républiques et la pénétration de la culture du consumérisme en URSS, amenant la population à se comparer à l'Occident, malgré les avancées réelles de l'économie soviétique. Il explique, dans une perspective russe, les changements et continuités de l'ère Brejnev à l'ère Poutine, contredisant le récit, souvent pris pour acquis en Occident, de l'effondrement d'un système communiste problématique et de la transition vers une économie de marché. Stephen Kotkin, *Armageddon Averted: The Soviet Collapse, 1970-2000*, New York, Oxford University Press, 2001, 245 p.

⁵³ Fontaine partage son récit en trois périodes : le temps des empoignades (1979-1985), le temps des embrassades (1985-1989) et le temps des débandades (1991-1995), traitant ainsi moins des années 1989-1991 que de celles qui les entourent. André Fontaine, *Après eux, le déluge. De Kaboul à Sarajevo, 1979-1995*, Paris, Arthème Fayard, 1995, 658 p.

⁵⁴ Pierre Grosser, *1989, l'année où le monde a basculé*, Paris, Perrin, 2009, 605 p.

⁵⁵ Il parle du vide laissé en Afghanistan permettant l'essor de foyers islamistes, des crises humanitaires et politiques dans la corne de l'Afrique et du commerce international de la drogue. *Ibid.*, p. 444-565.

généralement une rupture dans le temps, ne convergent pas dans leurs interprétations et les modes d'analyses se diversifient.

La guerre froide réévaluée

Parallèlement aux tentatives de compréhension de sa fin et souvent dans les mêmes ouvrages, les historiens tentent aussi de donner un sens à une guerre froide que l'on pouvait désormais analyser comme une période close. John Lewis Gaddis fait encore figure de précurseur en statuant sur le savoir qu'il voit comme quasi définitif des causes et de la dynamique de la guerre froide et, s'éloignant de ses anciennes positions, semblent se ranger à une interprétation traditionaliste des événements, au grand dam de Melvyn Leffler⁵⁶. Toutefois, le temps n'est pas aux certitudes, et, malgré l'afflux de nouvelles données issues des déclassifications incessantes, les années 1990 sont aussi celles de l'essor des idées postmodernes qui ébranlent la discipline historique dans son ensemble, tout en l'ouvrant à de nouveaux questionnements⁵⁷. Cette dualité produit une période riche où des études spécifiques côtoient de nouvelles approches, où l'intérêt pour les idées précède parfois les connaissances empiriques, où le grand récit de cette « période » est contesté et où le concept même de guerre froide est réévalué.

À l'époque où certains redécouvrent l'ère stalinienne sous des angles nouveaux à l'aide de documents inédits et malgré la résurgence de condamnations explicites du communisme⁵⁸, il se fait sentir pour certains, comme Odd Arne Westad, un besoin de réévaluer une guerre froide qui semble trop rapidement sortir de l'espace de la compréhension pour se

⁵⁶ Gaddis, à la lumière de nouvelles recherches en archives, décrit la guerre froide comme inévitable, vu la personnalité de Staline, et sa fin comme prédéterminée par la supériorité du système capitaliste et démocratique. Si ses propos sont plus nuancés que son titre ne l'indique, il donne toutefois l'impression de vouloir imposer un métarécit unique et consensuel. John Lewis Gaddis, *We Now Know: Rethinking Cold War History*, Oxford, Oxford University Press, 1997, 425 p. Cf. Melvyn P. Leffler, «The Cold War: What Do “We Now Know” », *The American Historical Review*, vol. 104, n° 2, 1999, p. 501-524.

⁵⁷ Lynne Viola, *Loc. cit.*, p. 26-27.

⁵⁸ Exemple marquant de cette historiographie: Stéphane Courtois, Nicolas Werth, Jean-Louis Panné, Andrzej Paczkowski, Karel Bartosek et Jean-Louis Margolin (dir.), *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression*, Paris, Éditions Robert Laffont, 1997, 846 p.

crystalliser. Dans le but d'évaluer ce que pourrait être une « nouvelle histoire de la guerre froide », il dirige *Reviewing the Cold War*, un ouvrage collectif se voulant multidisciplinaire et réunissant des chercheurs de provenances diverses. Sorte de bilan d'étape permettant de mieux repartir, il en ressort pour ses collaborateurs, malgré leurs désaccords, une tendance à évaluer les idées, perceptions et motivations de part et d'autre, et à comprendre l'idéologie non comme justification des actions, mais comme catégorie analytique, dans un sens plus vaste incluant la culture, les identités, les processus d'apprentissages, les expériences collectives et la psychologie⁵⁹. Westad persiste dans son entreprise d'ouvrir les perspectives dans un autre ouvrage, publié en collaboration avec Jussi Hanhimäki, qui, dans une approche pédagogique, propose l'analyse de sources diversifiées, par leurs natures et leurs provenances, permettant de sortir partiellement de la domination américaine et diplomatique ayant toujours cours dans ce champ historiographique. Ils espèrent ainsi, en mettant l'accent sur les diverses expériences de la guerre froide, lui donner un visage humain et faire une réelle histoire internationale, qui dépasse celle des relations interétatiques, analysant aussi l'héritage de ces perceptions⁶⁰. Dans la foulée de ces ouvertures et réflexions, certains historiens en viennent aussi à s'intéresser plus spécifiquement aux répercussions locales de la dynamique globale en des endroits précis⁶¹, alors que de grands éditeurs témoigneront de l'étendue des connaissances

⁵⁹ On y retrouve les visions opposées de Gaddis, Leffler, Lundestad et Anders Stephanson sur les façons d'approcher la guerre froide, alors que Vladislav Zubok amène l'idée de mettre la guerre froide en relation avec les autres grandes dynamiques historiques du XXe siècle. Odd Arne Westad (dir.), *Reviewing the Cold War : Approaches, Interpretations, Theory*, Londres, Frank Cass Publishers, 2000, 382 p.

⁶⁰ Les auteurs exposent, par la diversité de leurs sources, la direction qu'ils veulent insuffler au champ, alternant entre documents diplomatiques, discours politiques, témoignages de la vie quotidienne et productions littéraires, et donnant une place assez équilibrée aux acteurs occidentaux, soviétiques et à ceux de ce qui fut le tiers-monde. Jussi M. Hanhimäki and Odd Arne Westad (dir.), *The Cold War: A History in Documents and Eye-Witness Accounts*, Oxford, Oxford University Press, 2003, 694 p.; Dans un même ordre d'idées, des historiens chinois traduisent des sources inédites permettant de mieux comprendre l'importance de l'idéologie dans les perceptions de leurs dirigeants, élargissant aussi les points de vue. Shu Guang Zhang et Jian Chen (dir.), *Chinese Communist Foreign Policy and the Cold War in Asia: New Documentary Evidence, 1944-1950*, Chicago, Imprint Publications, 1996, 240 p.

⁶¹ Jeffrey A. Engel (dir.), *Local Consequences of the Global Cold War*, Stanford, Stanford University Press, 2008, 384 p.; Andreï Kozovoï, *Par-delà le mur. La culture de guerre froide soviétique entre deux détentes*, Paris, Éditions Complexe, 2009, 311 p.; Philippe Buton, Olivier Büttner et Michel Hastings (dir.), *La guerre froide vue d'en bas*, Paris, CNRS Éditions, 2014, 381 p.

récemment acquises et de cette nouvelle diversité d'approches en les réunissant dans des ouvrages en faisant le bilan, sans contraindre à une interprétation unique⁶².

L'intérêt pour une utilisation différente de l'idéologie pour expliquer la dynamique de la guerre froide amène aussi un renouvellement de la compréhension des idées et motivations des dirigeants et du peuple soviétiques, autrefois fortement stigmatisées. Les premières réévaluations allant en ce sens viennent d'historiens russes ayant vécu le conflit de l'autre côté du rideau de fer. Ainsi, Constantin Pleshakov et Vladislav Zubok développent leur « paradigme révolutionnaire impérial », cadre conceptuel permettant de rendre compatibles et même de lier idéologie et pragmatisme, expliquant que les désirs de sécurité et de pouvoir de Staline pouvaient se comprendre à travers le filtre du marxisme-léninisme⁶³. Elena Zubkova insiste quant à elle sur les perceptions, expliquant l'importance de l'expérience désastreuse de la Seconde Guerre mondiale pour les Soviétiques, qui teinterait leurs visions et appréhensions et expliquerait leur insécurité, voire leur paranoïa⁶⁴. Ces études et la fin abrupte de la guerre froide, difficile à expliquer uniquement par des préceptes réalistes, amènent en Occident aussi un renouvellement du questionnement sur l'importance des idées dans l'analyse de la politique internationale. Les débats fusent alors à savoir si elles peuvent constituer des variables indépendantes ou doivent s'insérer dans un modèle constitutif plus large de causalité où la rationalité prime⁶⁵. Partisan de la première option, Robert English, s'intéresse aux conditions de développement de la

⁶² Ruud van Dijk (dir.), *Encyclopedia of the Cold War*, New York, Routledge, 2 vol., 2013; Melvyn P. Leffler et Odd Arne Westad (dir.), *The Cambridge History of the Cold War*, Cambridge et New York, Cambridge University Press, 3 vol., 2010.

⁶³ Zubok et Pleshakov contredisent ainsi la vision réaliste faisant de l'idéologie un outil justifiant une politique de puissance ou masquant des buts de consolidation du pouvoir de Staline. Vladislav Zubok et Constantin Pleshakov, *Inside the Kremlin's Cold War: From Stalin to Khrushchev*, Cambridge, Harvard University Press, 1996, 282 p.; Cf. Vojtech Mastny, *The Cold War and Soviet Insecurity : The Stalin Years*, Oxford, Oxford University Press, 1996, 285 p.

⁶⁴ Elena Zubkova, *Russia after the War: Hopes, Illusions and Disappointments*, New York, M.E. Sharp, 1998, 239 p.

⁶⁵ On parle alors d'un « tournant idéationnel » en histoire. Les explications basées sur les idées sont toutefois fortement contestées pour leurs ambiguïtés méthodologiques et sur leur potentiel explicatif. Sur ces débats, voir Nina Tannenwald et William Curtis Wohlforth, « Introduction: The Role of Ideas and the End of the Cold War », *Journal of Cold War Studies*, vol. 7, n° 2, 2005, p. 3-12.

« nouvelle pensée », généralement attribuée à Gorbatchev et à son cercle rapproché, y voyant la réussite d'un courant plus vaste de réformateurs internes du système, prenant ses racines dans l'effervescence de l'époque Khrouchtchev, tombant en dormance sous Brejnev, et en venant à supplanter l'orthodoxie néostaliniste, dont l'isolationnisme hostile et la xénophobie leur semblent sans issue⁶⁶. S'interrogeant aussi sur les idées en vogue en URSS, Andreï Kozovoï, historien français de descendance russe, s'attarde à interpréter la culture populaire soviétique au temps de la guerre froide, notamment à travers leurs représentations des Américains. Il analyse ainsi la culture comme facteur relativement autonome influant sur la guerre froide, où la population développe une vision des États-Unis souvent ambiguë ou contradictoire, jumelant dénonciation de l'impérialisme et idéalisation de l'Amérique, à travers les réappropriations et détournements de ce qu'elle reçoit⁶⁷. Concurrément aux États-Unis, Stephen Whitfield aborde la problématique inverse, se questionnant sur l'existence d'une culture américaine spécifique durant la guerre froide. Il explique ainsi à travers le maccarthysme, la contestation des années 1960 et la fin abrupte de la guerre froide, sa prégnance et son importance dans les « guerres culturelles » touchant au fondement de ce qu'il nomme l'« américanisme »⁶⁸. Dans une lignée semblable, David Foglesong s'intéresse à l'évolution et aux constantes dans les perceptions que les Américains ont des Russes, de la fin de l'époque tsariste aux années Poutine. Sortant ainsi des paramètres de la guerre froide, il expose toutefois les visions

⁶⁶ English répudie donc les interprétations faisant de la « nouvelle pensée » une conséquence de l'incapacité de l'Union soviétique à suivre les Américains, rétablissant à la fois l'importance des idées dans les actions politiques en Union soviétique et son agentivité dans la gestion de son destin. Robert D. English, *Russia and the Idea of the West*, New York, Columbia University Press, 2000, 401 p.; Dans un même ordre d'idées, Roger D. Markwick, utilisant les théories de Thomas Kuhn, décrit la trajectoire d'historiens révisionnistes soviétiques remettant en cause le paradigme historien staliniste, les érigeant en précurseurs de la *perestroïka*. Roger D. Markwick, « Rewriting History in Soviet Russia: The Politics of Revisionist Historiography, 1956-1974 », Basingstoke et New York, Palgrave, 2001, 327 p.

⁶⁷ Kozovoï se penche sur la réception des masses de la propagande officielle de l'État soviétique, à travers son contrôle et ses limites, sur la culture américaine permise et soigneusement sélectionnée, et sur celle émanant de la clandestinité. Andreï Kozovoï, *Op. cit.*

⁶⁸ Stephen J. Whitfield. *The Culture of the Cold War*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996 (1991), 275 p.; Pour un ouvrage relativisant l'influence de la guerre froide sur la culture américaine et vice versa, ainsi que l'idée d'une culture spécifique durant cette période, voir Peter J. Kuznick et James Gilbert (dir.), *Rethinking Cold War Culture*, Washington, Smithsonian Institution Press, 2001, 232 p.

souvent divergentes de la société civile et des dirigeants, s'insérant toutes deux dans la définition évoluant constamment de l'identité américaine et se définissant aussi à travers ces visions de l'autre⁶⁹. Ainsi, alors que l'on s'ouvre à l'analyse des idées du côté soviétique du conflit, un intérêt plus introspectif voit aussi le jour et la guerre froide devient un thème de l'histoire culturelle américaine.

Le caractère fini de la guerre froide permet aussi de repenser le grand récit qu'elle impose. Certains historiens tentent ainsi de sortir du cadre de l'affrontement Est-Ouest, de ses caractéristiques établies et des limites de la séquence historique généralement définie donnant à la guerre froide un caractère explicatif intrinsèque et en faisant une rubrique du passé organisant les relations internationales. Cela donne lieu à des redéfinitions d'échelles, spatiales et temporelles, qui souvent en altèrent la signification historique fondamentale. Georges-Henri Soutou, malgré le classicisme d'une histoire diplomatique et assez eurocentriste, replace la guerre froide dans le récit plus long de l'histoire européenne et de la formation graduelle d'un concert des nations, dans la lignée des guerres de cent ans et de trente ans, ainsi que du Congrès de Vienne, où 1990 et la réunification de l'Allemagne, préfigurés par les accords d'Helsinki de 1975, deviennent la suite logique des accords de Postdam. La guerre froide n'aura en fait que ralenti un processus plus vaste et enclenché depuis longtemps, constituant en ce sens une parenthèse⁷⁰. Dans une perspective plus globale, Odd Arne Westad, en faisant le récit des conflits « périphériques » de la guerre froide, démontre que celle-ci n'est pas étrangère au Sud et que celui-ci a en fait été le théâtre de ses affrontements les plus sanglants. Il croit d'ailleurs qu'elle s'inscrit, par des moyens et des idéologies semblables, dans la continuité du colonialisme européen du XIXe siècle⁷¹.

⁶⁹ Foglesong analyse l'évolution de la culture américaine, à travers les visions de journalistes, d'idéologues, de missionnaires, d'entrepreneurs et de politiciens, voyant des processus parallèles de stigmatisation, de démonisation et de promotion de sa libération. David S. Foglesong, *The American Mission and the "Evil Empire": The Crusade for a "Free Russia" since 1881*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, 352 p.

⁷⁰ Georges-Henri Soutou, *La guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, 767 p.

⁷¹ Westad lie les interventions des États-Unis et de l'URSS aux révolutions dans le tiers-monde, insistant sur l'importance de leurs idéologies universalistes respectives, l'une basée sur le marché et la théorie de la modernisation, l'autre voulant « libérer » les peuples colonisés de l'impérialisme, mais les deux n'arrivant

Se développant dans le sillage du courant de l'histoire mondiale, cette perspective fera des petits, si bien que la « guerre froide globale » en viendra à concurrencer le paradigme initial de guerre froide⁷². Dans une mouvance semblable, Christopher Goscha recentre quant à lui la géopolitique de la guerre froide dans l'espace eurasiatique, croyant plus pertinent de situer sa fin en 1979 avec la Troisième guerre d'Indochine où des forces communistes s'affrontent, cela invalidant la possibilité de croire à la persistance d'un conflit basé sur l'idéologique, alors que la bipolarité du monde avait déjà été mise à mal par la rupture sino-soviétique⁷³. Voyant aussi une rupture en 1979, Gérard Chaliand, en rétablissant la domination de l'Occident dans le temps long, émet la thèse que la pérennité envisagée de cette situation n'est qu'illusion et que la réémergence d'anciennes puissances, dont la Chine est la plus importante, vient déjà rétablir un équilibre multipolaire ressemblant plutôt à celui du XVIIIe siècle⁷⁴. Le grand récit de la guerre froide est donc de moins en moins consensuel et peut être déconstruit.

L'idée de réévaluer la définition et la signification historique de la guerre froide s'impose aussi à certains historiens, son historicisation devenant alors le réel défi. Dans *The Oxford Handbook of the Cold War*, un collectif d'auteurs, s'éloignant de la recherche de causes spécifiques, tentent de faire converger les approches et perspectives et entreprennent de réintroduire la guerre froide dans le contexte de l'histoire du XXe siècle où certaines dynamiques et certains enjeux apparaissent de façon plus claire avec le recul acquis depuis

qu'à poursuivre l'œuvre coloniale et celle d'une « guerre aux paysans » qui dure depuis des siècles. Odd Arne Westad, *La guerre froide globale : Le tiers-monde, les États-Unis et l'URSS (1945-1991)*, trad. de l'anglais par Christian Jeanmougin, Paris, Payot et Rivages, 2007 (2005), 492 p.

⁷² Dans une perspective semblable, voir Matthew Connelly, *A Diplomatic Revolution: Algeria's Fight for Independence and the Origin of the Post-Cold War Era*, Oxford, Oxford University Press, 2002, 400 p.; Hal Brands, *Latin America's Cold War*, Cambridge, Harvard University Press, 2010, 408 p.

⁷³ Goscha étudie la dynamique régionale Sud-est asiatique ayant sa logique propre qui, mise en relation avec la situation internationale, explique des ruptures passant sous le radar des approches occidentalocentristes. Christopher Goscha, « La géopolitique vietnamienne vue de l'Eurasie : quelles leçons de la troisième guerre d'Indochine pour aujourd'hui ? », *Hérodote*, vol. 2, n° 157, 2015, p. 23-38.

⁷⁴ Chaliand voit un changement majeur de l'ordre mondial et la fin de la domination de l'Occident à travers la convergence d'événements se déroulant en 1979: la révolution khomeyniste en Iran, la seconde crise pétrolière, l'invasion soviétique de l'Afghanistan et les réformes économiques de Deng Xiaoping. Gérard Chaliand et Michel Jan, *Vers un nouvel ordre du monde*, Paris, Éditions du Seuil, 2013, 299 p.

sa fin. Ils confrontent ainsi le paradigme de guerre froide au phénomène de globalisation, aux enjeux environnementaux, de race, de genre et de religion, évaluant les perspectives nationales, régionales et transnationales, pour comprendre leurs influences réciproques et leurs interactions dans une histoire se voulant la plus inclusive possible⁷⁵. Cette réévaluation ouvre aussi la porte à une relativisation plus radicale, voire à une déconstruction de la guerre froide, Akira Iriye en venant même à la décrire comme une note en bas de page de l'histoire de la mondialisation, des droits de l'homme et de la décolonisation, et à questionner sa pertinence en tant que période, voire la validité du paradigme pour les historiens⁷⁶.

Certains chercheurs tentent aussi de s'extirper de l'ubiquité du mythe américain de la guerre froide pour en comprendre la construction conceptuelle et la pénétration dans l'historiographie, tenant compte de sa charge morale et idéologique. Joel Isaac et Duncan Bell croient en effet qu'il serait salutaire de l'envisager comme un phénomène discursif métaphorique et non comme la période chronologique qu'elle semble être devenue⁷⁷. Ils veulent ainsi la soumettre à la même remise en question que d'autres concepts définissant des périodes ont subie, notamment la Révolution industrielle, les Lumières et la Renaissance⁷⁸. Sans espérer arriver à une vision neutre ou finale de la guerre froide, ils tentent tout au moins d'éclairer la généalogie d'une idée dont l'histoire est imbriquée dans celle de ses acteurs et ainsi permettre de tracer une nouvelle carte du passé ou de rendre le

⁷⁵ Richard H. Immerman et Petra Goedde (dir.), *The Oxford Handbook of the Cold War*, Oxford, Oxford University Press, 2013, 660 p.; Pour une autre remise en perspective de la guerre froide en relation avec le nationalisme, l'impérialisme et la mondialisation, voir Prasenjit Duara, « The Cold War as a Historical Period : An Interpretive Essay », *Journal of Global History*, vol. 6, n° 3, 2011, p. 457-480.

⁷⁶ Akira Iriye, « Historicizing the Cold War » dans Richard H. Immerman et Petra Goedde (dir.), *Op. cit.*, p. 15-31.

⁷⁷ Joel Isaac et Duncan Bell, « Introduction », dans Joel Isaac et Duncan Bell (dir.), *Uncertain Empire: American History and the Idea of the Cold War*, New York, Oxford University Press, 2012, p. 3-16.

⁷⁸ Pour des approches semblables sur d'autres périodes, voir Jan de Vries, « The Industrial Revolution and the Industrious Revolution », *Journal of Economic History*, vol. 54, n°2, 1994, p. 249-270. ; J.G.A. Pocock, *Barbarism and Religion, vol. 1: The Enlightenment of Edward Gibbon, 1737-1764*, New York, Cambridge University Press, 2001, 356 p.; Quentin Skinner, *Visions of Politics, vol. 2 : Renaissance Virtues*, New York, Cambridge University Press, 2002, 478 p.

concept moins homogène⁷⁹. Dans cette optique, Anders Stephanson définit la guerre froide comme une création de faiseurs d'opinions américains évoluant à travers les époques, mais restant un projet idéologique servant à justifier le globalisme des États-Unis, à la maison comme à l'étranger⁸⁰. Odd Arne Westad, quant à lui, croit cette interprétation trop centrée sur les États-Unis, et voit la guerre froide comme un outil de périodisation, permettant plusieurs conceptualisations par différents acteurs dans une bataille globale des idées⁸¹. Federico Romero, s'opposant aussi à la dilution du concept, revient à la vision d'une confrontation entre deux blocs, mais où les représentations issues du combat idéologique façonnent le développement des sociétés et de leurs cultures politiques⁸². Pierre Grosser, quant à lui, voit la guerre froide comme un écosystème particulier permettant une grande variété de trames narratives et d'investigations, dépendantes du point de vue de l'observateur, mais ayant une dimension et des caractéristiques bien réelles sans lesquelles l'histoire du vingtième siècle ne pourrait s'écrire de façon pertinente. La pluralité des histoires de la guerre froide se trouve pour lui dans les vécus et les situations géographiques et politiques différentes des individus, celles-ci pouvant coexister⁸³.

Alors que la recherche semble aujourd'hui plus posée, quoique plus éclatée, et les débats moins politisés, la guerre froide, mise à distance par le passage du temps, devient aussi objet de mémoire, provoquant une certaine nostalgie ressurgissant dans les discours alarmistes de politiciens ou de chercheurs l'utilisant comme objet de comparaison⁸⁴. Ainsi,

⁷⁹ Joel Isaac et Duncan Bell, *Loc. cit.*

⁸⁰ Anders Stephanson, « Cold War Degree Zero », dans Joel Isaac et Duncan Bell (dir.), *Op. cit.*, p. 18-50.; Anders Stephanson, « Fourteen Notes on the Very Concept of a Cold War », dans Gearóid Ó Tuathail et Simon Dalby (dir.), *Rethinking Geopolitics*, New York, Routledge, 1999, 62-85.

⁸¹ Pour Westad les différentes visions que l'on peut avoir de la guerre froide s'imbriquent pour former un tout qui ne pourrait être réduit à une seule de ses parties. Odd Arne Westad, « Exploring the Histories of the Cold War: A Pluralist Approach », dans Joel Isaac et Duncan Bell (dir.), *Op. cit.*, p. 51-60.

⁸² Federico Romero, « Cold War Historiography at the Crossroads », *Cold War History*, vol. 14, n° 4, 2014, p. 685-703.

⁸³ Pierre Grosser, « Looking for the Core of the Cold War, and finding a mirage? », *Cold War History*, vol. 15, n° 2, 2015, p. 245-252.

⁸⁴ Jussi M. Hanhimäki, « The (really) good war? Cold War nostalgia and American foreign policy », *Cold War History*, vol. 14, n° 4, 2014, p. 673-683; Michael Cox, « Learning from history? From Soviet collapse to the 'new' Cold War », *Cold War History*, vol. 14, n° 4, 2014, p. 461-485.

bien que déconstruite et analysée de façon plus détachée, elle garde une présence bien sentie dans le langage usuel, politique et universitaire.

Le monde de l'expertise et les *think tanks*

Pour bien comprendre les articles des revues sur lesquels nous nous penchons, il est essentiel de connaître le monde duquel elles émanent : celui des *think tanks*, phénomène à la base très américain et ayant été peu étudié par les historiens. Il nous faut donc faire une digression vers les sciences politiques et la sociologie, disciplines qui elles-mêmes ne les étudient de façon assidue que depuis les années 1980, pour aborder ces organisations. Définir un *think tank* reste un défi même pour les spécialistes, cela étant dû à leur diversité en termes de structures, de dimensions, de budgets et d'objectifs. Certaines caractéristiques leur sont toutefois généralement associées : ils sont des instituts de recherche non partisans et sans but lucratif, visant à produire un savoir original, proposant des solutions souvent opérationnelles et travaillant à les diffuser, dans l'objectif général du bien commun⁸⁵. Leur indépendance alléguée tient du fait qu'ils ne s'alignent officiellement sur aucun parti politique, mais leur financement, principalement privé, et leurs penchants idéologiques, quelquefois plus avoués que d'autres, font que cette condition est souvent relativisée⁸⁶.

Le flou entourant leur catégorisation tient aussi à leur histoire et à leur évolution, ainsi qu'au fait que le terme les définissant aujourd'hui ne fut adopté qu'à partir des années 1960, bien après la fondation de plusieurs d'entre eux, donnant ainsi aux définitions une dimension anachronique. Les spécialistes s'entendent toutefois généralement sur leurs différentes phases d'établissement et sur une typologie qui en découle. Selon eux, une première génération apparaît durant l'ère progressiste, de 1900 à 1945, alors que de puissants intérêts privés fondent des instituts de recherche permanents pour produire des

⁸⁵ Stephen Boucher et Martine Royo, *Les think tanks. Cerveaux de la guerre des idées*, préf. de Pascal Lamy, Paris, Félin, 2009, p. 34-35; Donald E. Abelson, *Do Think Tanks Matter? Assessing the Impact of Public Policy Institutes*, Montreal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002, p. 7-9.

⁸⁶ Thomas Medvetz, *Think Tanks in America*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 2012, p. 31-33.

analyses pouvant aider les dirigeants à prendre des décisions éclairées⁸⁷. Aussi déjà, par les idées et propositions des collaborateurs de ces « universités sans étudiants », provenant souvent des milieux universitaire, politique, financier ou médiatique, la ligne entre savoir et influence commence à se brouiller. La deuxième vague, assez différente, arrive après la Seconde Guerre mondiale et émane du gouvernement américain, qui, constatant l'efficacité des instituts existants, décide de se doter de ses propres centres de recherche « indépendants ». La *RAND Corporation*, financée par le Département de la défense, représente l'archétype de cette catégorie, lui fournissant une expertise principalement technique et militaire. Une autre révolution se produit dans les années 1970, avec l'arrivée des *advocacy think tanks*, alors que des chercheurs penchant plutôt à droite, ne trouvant plus leur place dans des universités sous-financées et dominées selon eux par la *New Left*⁸⁸, fondent des instituts beaucoup plus ouvertement idéologiques et agressifs dans leurs façons de « vendre » leurs idées, aux dirigeants, mais aussi au grand public. À partir de cette période, les *think tanks* se développent de façon accélérée, se spécialisent, se diversifient et en viennent à prendre une place plus stable dans le jeu politique américain⁸⁹. Il s'instaure alors une dynamique où certains chercheurs peuvent cumuler des postes universitaires et d'autres au sein des *think tanks* et où le personnel de ceux-ci est souvent recruté pour travailler dans les institutions gouvernementales et administrations présidentielles⁹⁰.

Les *think tanks* sont aussi abordés de différentes façons par les auteurs qui les étudient. Une première théorie, celle des élites, les dépeint comme des groupes d'intellectuels mercenaires travaillant pour un réseau fermé d'élite corporative, financière et politique, voulant plutôt faire avancer le programme politique des classes dirigeantes que l'état des

⁸⁷ Le *Carnegie Endowment for International Peace*, fondé en 1910, et le *Council on Foreign Relations*, fondé en 1921, entrent généralement dans cette catégorie.

⁸⁸ Sur ce phénomène, voir David C. Engerman, *Op. cit.*, p. 235-332.

⁸⁹ Cette classification et cette chronologie sont simplifiées, mais représentent de façon générale la vision des principaux spécialistes. J.G. McGann et R.K. Weaver (dir.), *Think tanks and civil societies: Catalysts for ideas and action*, New Brunswick (New Jersey), Transaction publishers, 2002, 618 p.; Donald E. Abelson, *A Capitol Idea. Think Tanks and US Foreign Policy*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2006, p. 43-96.

⁹⁰ David M. Ricci, *The Transformation of American Politics: The New Washington and the Rise of Think Tanks*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1993, 310 p.

connaissances. À l'opposé, la théorie pluraliste du marché des idées (*marketplace of ideas*) les voit comme une catégorie d'organisation parmi d'autres, compétitionnant équitablement pour promouvoir des idées de façon transparente dans un contexte démocratique. La théorie étatiste, quant à elle, affirme que les *think tanks* n'ont aucun pouvoir intrinsèque, que l'État fonctionne de façon rationnelle et que leur seul moyen d'influence passe par l'accession de leurs membres à des postes gouvernementaux permettant de participer au processus décisionnel. Une quatrième approche, la théorie institutionnelle, sans présupposer de la nature des *think tanks*, étudie le phénomène de façon structurelle et explique comment leurs membres, vus comme une « communauté épistémique » partageant la même façon de penser, formatent les débats et participent à l'implantation de politiques spécifiques⁹¹.

Le sociologue Thomas Medvetz, n'étant satisfait d'aucune de ces théories ou de ces catégorisations plutôt strictes, comprend les *think tanks* dans leur diversité et les voit comme des organisations hybrides s'étant taillé une place spécifique dans l'espace social américain, devenant un champ de pouvoir⁹² autonome, celui de l'expertise. Il établit leur émergence dans les années 1960⁹³, par la convergence de technocrates recherchant de la visibilité et d'activistes en manque de reconnaissance, se constituant en organisations se légitimant elles-mêmes et poussant les centres de recherche établis à évoluer, à s'ouvrir à leurs méthodes plus médiatiques et visibles dans l'espace social. Cela n'en fait toutefois pas pour lui une classe homogène, chacun bâtissant sa crédibilité et son influence en gérant son capital scientifique, politique, médiatique et corporatif, de façon différente. C'est ainsi à partir de la façon dont ils investissent ces différents capitaux que Medvetz définit sa typologie sociale des *think tanks*. Ceux-ci adoptent aussi selon lui des formes organisationnelles différentes, inspirées d'institutions d'autres champs qu'ils émulent, certains, ayant la flexibilité relative d'une université, permettent un certain débat et

⁹¹ Thomas Medvetz, *Op. cit.*, p. 8-13; Donald E. Abelson, *A Capitol Idea*, *Op. cit.*, 97-109.

⁹² Medvetz emprunte ici à la sociologie de Pierre Bourdieu. Thomas Medvetz, *Op. cit.*, p. 33-42.

⁹³ Il préfère parler de *proto-think tank* avant cette période. *Ibid.*, p. 47-72.

fonctionnent par *membership*, d'autres, copiant la hiérarchie d'une entreprise, imposent à leurs employés une ligne directrice⁹⁴. Medvetz croit aussi que dans cet espace se cristallisant dans les années 1970 et 1980, une certaine collaboration et une convergence s'installent entre les différents acteurs, malgré la compétition inhérente à leurs objectifs et leurs idéologies différentes⁹⁵. C'est dans cet axe analytique que se développera notre raisonnement.

Les *think tanks* cultivent des relations avec la sphère politique en lui fournissant une expertise qu'elle n'a souvent, ni le temps, ni les moyens de produire elle-même, mais s'investissent aussi dans l'espace public en diffusant leurs idées⁹⁶. *Foreign Affairs*, *Foreign Policy* et *The National Interest* sont des revues spécialisées, disponibles à tous, mais s'adressant à l'élite, proposant analyses, prospectives et prescriptions sur la politique étrangère américaine. Elles offrent des visions souvent plus étayées, globalisantes et rappelant dans leur ton la rigueur demandée dans la sphère universitaire, tout en permettant des prises de position ayant un objectif d'influence politique et s'insérant dans un jeu médiatique florissant à cette époque. Toutefois, contrairement à d'autres publications de *think tanks* où les lignes idéologiques sont plus étroitement définies, ces revues permettent les oppositions, ce qui camoufle en partie les limites du spectre de discours qu'elles permettent et leur donne un vernis d'objectivité. Elles renforcent aussi leur crédibilité dans différentes sphères en publiant des spécialistes universitaires, des célébrités politiques ou médiatiques, souvent extérieurs à leurs organisations, se donnant ainsi une apparence d'indépendance et d'ouverture. Elles constituent ainsi des forums au registre de discours hybride, faisant le pont entre l'analytique et le politique, et ont su se positionner

⁹⁴ Medvetz parle alors d'*academic think tank*, *politic think tank*, *media think tank*, *corporate think tank* et de combinaisons de ces tendances. Ces organisations utilisent aussi des terminologies empruntées à ces domaines pour désigner leurs membres : *Associate Member*, *Senior Fellow*, *Scholar*, *President*. Le fait de recruter des gens reconnus dans ces milieux ou de les amener à s'associer à eux, en écrivant des articles par exemple, constitue pour lui une opération commune de légitimation. *Ibid.*, p. 169-176

⁹⁵ *Ibid.*, p. 116-120.

⁹⁶ Les moyens pris pour y arriver varient selon les organisations: représentations devant des comités du Congrès, forums publics et conférences, campagnes de financement, commentaires à la télévision ou articles dans les journaux, publication de livres, de revues spécialisées ou grand public et, aujourd'hui, sites internet. Donald E. Abelson, *Do Think Tanks Matter?*, *Op. cit.*, p. 74-87.

avantageusement dans l'arène des débats sur les relations internationales, utilisant notamment le capital des auteurs qu'elles publient pour imposer un discours d'autorité. Ne prônant pas de ligne directrice unique et publiant des auteurs aux bagages et profils diversifiés, elles offrent une variété intéressante de savoirs et d'opinions, riches pour l'étude des idées aux États-Unis et pour la compréhension de ce milieu de façon plus générale⁹⁷. À travers des discours émanant d'une négociation implicite entre auteurs et éditeurs, elles contribuent à la fois au développement d'idées se voulant nouvelles, à la définition et au cadrage des débats, ainsi qu'à la promotion de lignes idéologiques et de solutions concrètes pour les dirigeants. Il nous semble donc intéressant d'étudier ces publications à une époque où la situation internationale suggère une réévaluation de l'ordre du monde et une redéfinition de la politique étrangère américaine, mais aussi où ce milieu d'expertise a l'occasion d'étendre son influence et l'obligation de la préserver.

Problématique et hypothèse

Nous nous intéressons donc à l'évolution de la compréhension et à la diffusion des idées sur les événements aujourd'hui vus comme mettant fin à la guerre froide, ainsi qu'aux propositions faites sur la façon de formuler la politique étrangère américaine dans ces trois revues spécialisées, entre 1987 et 1993. Les acteurs étudiés sont donc logiquement les auteurs des articles, mais aussi les éditeurs, acteurs moins visibles, qui, par leurs choix, participent à définir le discours permis et diffusé dans ces revues. Plus fondamentalement, nous nous interrogeons à savoir si, et comment, on assiste à la remise en question, à la déconstruction ou au remplacement de la guerre froide comme paradigme organisant la compréhension des relations internationales et définissant le rôle que les États-Unis devraient jouer dans le monde. À travers notre investigation, nous tenterons aussi de comprendre la dynamique menant à la production de cette littérature particulière et la

⁹⁷ Les auteurs publiant dans ces revues ont en effet des parcours variés - universitaires, membres de *think tanks* divers, anciens haut placés du gouvernement américain ou de la diplomatie internationale – œuvrant parallèlement dans diverses sphères de la société autres que celle de l'expertise politique.

logique de son évolution. En effet, quels sont les vecteurs définissant les intérêts, questionnements et oppositions dans l'analyse des événements, la construction de modèles et la proposition de solutions? Quelle part y joue la tradition intellectuelle établie durant la guerre froide et quelle est celle des contingences et impératifs d'un milieu recherchant aussi à peser sur les décisions du politique? Troisièmement et à la lumière de l'historiographie déployée plus haut, nous questionnerons la valeur à donner à ces visions du présent, à ces conceptualisations instantanées et à ces propositions dirigées, d'abord en termes de pertinence analytique, mais aussi à travers leurs apports et leur impact sur la construction plus globale du savoir et sur l'évolution des débats sur le concept de guerre froide. Finalement et de façon plus générale, nous nous interrogerons sur ce que ces débats nous apprennent sur cette époque de remise en question et sur la suite des questionnements quant au rôle des États-Unis dans le monde et à l'identité américaine.

Pour répondre à ces questions, nous postulons d'une crise non résolue se développant de façon spécifique dans ce milieu, mais qui s'insère dans un questionnement et un malaise plus larges au sein de la société américaine. Ainsi le paradigme de guerre froide en vient graduellement à être abandonné comme modèle de représentation de la réalité, mais aucun nouveau cadre d'analyse cohérent et consensuel ne s'impose pour le remplacer. Cette crise nous semble être à la fois modulée par le choc entre des événements surprenants et les visions du monde construites durant la guerre froide et par les impératifs d'éditeurs et d'auteurs ayant l'ambition de définir une nouvelle voie pour rediriger la politique étrangère américaine, inscrire leurs visions dans l'histoire ou préserver leur statut. À travers la difficulté à s'extraire d'un modèle si fortement implanté, la recherche exploratoire de nouvelles idées et des oppositions se redéfinissant, aucune vision ne s'impose alors aux esprits de façon durable, comme celles de Kennan et de Lippman, et les solutions proposées semblent toujours inspirées de celles en vogue durant la guerre froide. Aussi, si peu des idées émises sans grand recul dans cette littérature résisteront au passage du temps en termes analytiques, la dynamique discursive de ce milieu semble avoir contribué à façonner les débats de leur époque en faisant le lien entre les sphères politique, scientifique

et publique, solidifiant un régime de vérité spécifique où cohabitent analyse et opinion. Les idées déployées dans ces revues, contribuant d'abord à ouvrir des pistes de réflexion, ont toutefois ensuite été rattrapées par les demandes présentistes du politique pour des solutions concrètes, solidifiant au passage une vision plutôt lisse du passé qui devra attendre pour être repensée. Nous croyons ainsi découvrir dans ce climat de débats effervescents les symptômes d'une crise plus générale dans la société américaine, que ces revues contribuent aussi à alimenter, exposant la prégnance de conceptions issues de la guerre froide au-delà des bornes temporelles en venant à la caractériser et la difficulté des Américains à se redéfinir après la perte d'un ennemi, d'une confrontation et d'une cause qui avait contribué à former leur identité.

Approche et cadre conceptuel

La guerre froide comme paradigme

Il convient désormais d'explicitier ce que l'on entend par paradigme, concept qui est au centre de notre interrogation. Introduit dans la discipline par l'historien des sciences Thomas Kuhn en 1962⁹⁸, le terme a depuis pris un sens plus large⁹⁹. Ainsi, même si nous ne visons pas à adapter directement ce modèle conçu pour la compréhension de l'évolution de sciences plus dures à une étude sur les idées, il reste pertinent de l'évoquer pour situer notre approche qui s'en inspire. Kuhn donne aux paradigmes deux sens possibles et reliés. En premier lieu, il l'emploie pour définir l'ensemble des valeurs, modèles, théories et pratiques partagés par une communauté scientifique - une sorte de *matrice disciplinaire* - la connaissance n'ayant de sens que dans un groupe et à une époque donnés, et dans un contexte intellectuel défini. Le deuxième sens que Kuhn donne au paradigme est moins englobant et est, de fait, inclus dans le premier : il s'agit d'un *modèle exemplaire*, accepté

⁹⁸ Kuhn parle de paradigmes dans le cadre de l'évolution de théories en physique et en chimie. Thomas S. Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 2008 (1962), 284p.

⁹⁹ Olivier Lévy-Dumoulin, « Paradigme », dans Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt (dir.), *Historiographie. Concepts et débats*, Paris, Éditions Gallimard, 2010, p. 814-820.

par une communauté scientifique pour asseoir ses travaux et pouvant les réguler de façon efficace et rationnelle pour longtemps¹⁰⁰. Le principe reste le même, mais sa portée est ici réduite. C'est de cette deuxième définition que nous nous inspirons pour parler de la guerre froide comme d'un paradigme.

Selon Kuhn, dans une phase de *science normale*, où le paradigme est accepté par tous, la science peut progresser de façon cumulative et par découvertes mineures et consensuelles. Toutefois, lorsqu'une accumulation d'*anomalies* amène une communauté scientifique à ne plus pouvoir envisager la réalité à l'intérieur des règles du paradigme, celui-ci vit une crise. Le paradigme doit alors se réajuster et peut être concurrencé par de nouvelles théories. On parle alors d'une période de *science anormale*. Au terme de cette phase de crise, soit le paradigme évolue et intègre les anomalies, soit il est remplacé par un nouveau paradigme faisant consensus et effaçant le précédent des mémoires. Il y a alors *révolution scientifique*. Dans une communauté scientifique, le paradigme est aussi porté par des structures d'énonciation, qui elles aussi doivent s'adapter si elles veulent subsister¹⁰¹.

Ainsi, d'une façon plus personnelle, nous définirons la guerre froide comme paradigme au sens d'une idée simplifiant et rendant intelligible une réalité plus complexe, développant sa propre grammaire et sa cohérence intrinsèque, en venant à se dégager des références factuelles ayant mené à son élaboration. Issue de textes fondateurs et développée à travers une multitude d'écrits subséquents émanant de sphères diverses, la guerre froide en est venue à la fois à s'implanter comme concept descriptif et explicatif d'une époque, comme un cadre d'analyse ou un climat ontologique régissant les réflexions et questionnements, et comme une prémisses à l'élaboration de solutions¹⁰². Pour pouvoir l'aborder de façon plus précise, et toujours dans la ligne de Kuhn, nous avons décidé de la décomposer en

¹⁰⁰ Thomas S. Kuhn, « En repensant aux paradigmes », dans *Les tensions essentielles. Tradition et changement dans les sciences*, Paris, NRF Gallimard, 1990 (1974), p. 391-423.

¹⁰¹ Thomas S. Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*, *Op. cit.*, p. 45-133.

¹⁰² Cette définition est inspirée des réflexions de Giorgio Agamben sur les paradigmes et les applications de la théorie de Kuhn. Giorgio Agamben, « What is a paradigm? » dans *The Signature of All Things: On Method*, New York, Zone, 2009, p. 9-32.

objets d'adhésion, éléments constitutifs du paradigme transcendant les oppositions qu'il accepte et nous semblant pertinents pour l'analyser. Ces trois caractéristiques du paradigme sur lesquels nous interrogerons nos sources sont: la vision de l'Union soviétique comme adversaire, la conception de l'ordre du monde comme régie par une lutte bipolaire et le rôle primordial des États-Unis dans cette lutte. C'est donc en analysant les adéquations et discordances entre les visions exposées dans les articles à l'étude et ces fondements du paradigme que nous jugerons de l'évolution des idées.

Pour une histoire des idées en contexte

Il nous importe aussi de définir l'approche et l'échelle que nous adopterons, l'histoire intellectuelle et l'histoire des intellectuels comportant leurs débats et offrant plusieurs possibilités de problématiques¹⁰³. Notre étude s'engage donc dans l'idée de faire une « nouvelle histoire intellectuelle », telle que proposée par François Dosse, tentant de lier une approche internaliste étudiant les idées à travers les textes et une approche externaliste s'attardant aux parcours des auteurs et à la dynamique de leurs groupes¹⁰⁴. À l'instar de Quentin Skinner, nous cherchons à comprendre la rationalité de ces idées dans leur contexte, à travers leurs intentions et leurs tentatives de donner du sens au monde, plus que la véracité de leurs visions de la réalité¹⁰⁵. Nous analysons ces textes dans le contexte de leur civilisation et de leurs structures d'énonciation, vues comme « espace de possibilité d'une communication autonome »¹⁰⁶. Nous privilégions toutefois une analyse se développant plus au niveau des textes qu'à celui des acteurs spécifiques, sans tenter de classer leurs idées dans de grands courants comme dans une histoire classique des idées.

¹⁰³ François Chaubet, « Enjeu : Histoire intellectuelle, histoire des intellectuels. Bilan provisoire et perspectives », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 1, n° 101, 2009, p. 179-190; Marc Angenot, *L'Histoire des idées. Problématiques, objets, concepts, méthodes, enjeux, débats*, Liège, Presses universitaires de Liège, coll. « Situations », 2014, 394 p.

¹⁰⁴ François Dosse, *La marche des idées. Histoire des intellectuels-histoire intellectuelle*, Paris, La Découverte, 2003, p. 299-300.

¹⁰⁵ Quentin Skinner, *Visions of Politics, vol. 1: Regarding Method*, New York, Cambridge University Press, 2002, p. 57-89.

¹⁰⁶ François Chaubet, *Loc. cit.*, p. 185.

Nous envisageons donc ces articles comme témoins et acteurs de leur temps et de leur milieu, pour comprendre la logique de leur diffusion et les inscrire dans une histoire politique où les idées ont leur place. Le texte devient alors l'événement, un acte de communication par lequel auteurs et éditeurs s'inscrivent dans l'espace public et dans celui de la connaissance au sens large. C'est sur la base de cette production de discours que nous les assimilons comme une *communauté de communication* spécifique¹⁰⁷.

Nous visons par-là à comprendre les caractéristiques et la dynamique de l'*espace discursif*¹⁰⁸ qu'occupe la guerre froide dans les débats au sein de ces revues et analysons ces textes dans leurs dimensions rhétoriques et énonciatrices, les voyant comme des discours politiques ayant comme but d'agir sur l'autre¹⁰⁹. Nous en chercherons donc les affirmations, récurrences et nouveautés discursives, les répétitions et les reprises. Nous les envisageons aussi dans leur dimension interactionnelle, donc dans l'*interdiscours*¹¹⁰ se développant entre les auteurs des revues, à travers leurs réponses et réactions mutuelles, pour comprendre les codes implicites qu'ils utilisent, l'espace idéologique de chacune des revues et les parallèles possibles dans l'ordre du dicible qu'elles imposent. Nous ne faisons toutefois pas totalement l'impasse sur les parcours très variés des auteurs cités, que nous évoquerons pour ajouter de la substance à notre étude¹¹¹. Nous ne tentons par contre pas de définir de façon précise les réseaux personnels en action et les jeux d'influences sous-jacents, comme une histoire des intellectuels pourrait viser à faire, ni n'analysons la

¹⁰⁷ Ce terme désigne une communauté qui partage les mêmes comportements verbaux et utilise les mêmes genres de discours, sans nécessairement former un groupe uni et homogène. Dominique Maingueneau, *Les termes clés de l'analyse de discours*, Paris, Éditions du Seuil, 2009, p. 27-28.

¹⁰⁸ Maingueneau parle d'*espace discursif* comme de l'ensemble des positionnements interagissant et se définissant mutuellement sur un sujet précis et à un moment donné, au sein d'un *champ discursif* large. Ici, nos revues sont les *sous-champs* du champ de l'expertise ou l'on s'affronte pour le monopole de la légitimité énonciatrice. Dominique Maingueneau, *Op. cit.*, p. 23-24.

¹⁰⁹ Virginie Delmas, « Pour une analyse pluridimensionnelle du discours: le discours politique. », *La linguistique*, vol. 48, n° 1, 2012, p. 103-122; Dominique Maingueneau, *L'analyse de discours. Introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette, 1991, 268 p.

¹¹⁰ Maingueneau définit l'*interdiscours* comme l'ensemble des unités de discours entrant en relations de façons contradictoires, antagonistes ou légitimisantes, et ayant une fonction structurante sur les discours émergeant. Dominique Maingueneau, *Les termes clés de l'analyse de discours, Op. cit.*, p. 77-78.

¹¹¹ On retrouve en Annexe A un index biographique des auteurs cités et dont les articles sont discutés, ainsi que des éditeurs des revues.

réception et l'influence possible des idées véhiculées sur le grand public ou les dirigeants politiques.

Méthodologie et sources

Notre étude, analysant les idées de façon fondamentalement qualitative, nécessite toutefois d'être balisée en termes quantitatifs et temporels et le choix du cadre utilisé se doit d'être justifié pour en définir la portée et les limites. Le premier choix déterminant est celui des revues étudiées, qui ne sont évidemment pas représentatives de l'ensemble des opinions émises aux États-Unis, ni même dans le domaine de l'expertise politique. La relative homogénéité des genres de discours analysés pourrait même mener à de fausses conclusions si trop généralisées et il faut rester conscient de leur inclusion dans un interdiscours plus vaste au sein de la société. Aussi, si l'influence de telles revues est difficilement quantifiable, leur sélection nous semble justifiable par la place importante qu'elles ont prise dans le paysage idéal américain à travers leurs diffusions et leurs liens importants avec les milieux universitaire et politique. Aussi, leurs positionnements rejoignant les courants dominants dans la pensée américaine nous permettent d'esquisser un portrait, bien que partiel, des idées importantes émises durant cette période. Notre étude est aussi définie par la fenêtre temporelle que nous avons choisie. Cherchant à comprendre les perceptions du changement dans l'ordre international, nous avons restreint notre étude à la période qui, *a posteriori*, semble englober les ruptures les plus visibles de celui-ci, tout en étendant légèrement son spectre pour y inclure les anticipations et les bilans hâtifs. Nous avons donc analysé les numéros paraissant du début de 1987, dans les suites du sommet de Reykjavik et des premiers rapprochements entre Reagan et Gorbatchev, à ceux de la fin de 1993, où l'administration Clinton dit proposer une nouvelle politique étrangère dépariée des impératifs d'une lutte entre superpuissances. La quantité de textes publiés durant cette période étant substantielle, il nous a fallu constituer un corpus gérable et réfléchi des données semblant pertinentes à nos objectifs de recherche. Nous avons donc sélectionné les articles dont l'objet principal est l'évolution de l'Union soviétique, sa relation avec les

États-Unis, la direction de la politique étrangère américaine ou la guerre froide de façon spécifique, même si la ligne n'est souvent pas aussi claire qu'on pourrait le souhaiter et que celle-ci se retrouve en filigrane de pratiquement tous les textes de l'époque¹¹². Le choix s'est donc fait sur la base du contenu, sans égards à l'auteur ou à la direction de sa pensée, pour éviter les risques de circularité d'un corpus conditionné par nos appréhensions. Tout en prenant en compte la représentativité quantitative de ces textes dans l'évolution de notre période, nous avons adopté une démarche analytique qui combine analyse de contenu, pour aborder le sens que les auteurs donnent à leurs textes, et analyse de discours, qui en cherche le sens implicite et en expose les concordances ou discordances avec les objets d'adhésion du paradigme. Nous croyons ainsi pouvoir dégager les lignes d'homogénéité et hétérogénéités significatives dans l'interdiscours se développant entre les auteurs. Les revues que nous étudions, se ressemblant en matière de sujets traités, de registre de discours, de formats, et de cycles de parution, ont par contre chacune leurs caractéristiques et leur histoire qui s'inscrit dans celle des idées aux États-Unis.

Le Council on Foreign Relations et Foreign Affairs

Le *Council on Foreign Relations* (CFR), voit le jour en 1921 par la convergence d'un groupe sélect d'intellectuels, nommé *The Inquiry*, ayant accompagné Woodrow Wilson à la Conférence de Paris en 1919 et étant insatisfaits des résultats obtenus, et d'un groupe discret de financiers et d'avocats de New York, partageant leur vision internationaliste et leur support à la SDN, pour des raisons commerciales. Il se donne pour but d'« améliorer les connaissances »¹¹³ des Américains sur la politique étrangère, d'amener de nouvelles idées sur la façon de la diriger et de former la nouvelle génération de décideurs. Restant proche d'une dynamique de club privé élitiste, ses membres sont nommés sur invitation parmi des individus déjà établis dans leur domaine, cela favorisant une certaine similarité

¹¹² Notre corpus s'étend sur 90 numéros des trois revues : 34 de *Foreign Affairs*, 28 de *Foreign Policy* et 28 du *National Interest*. Nous avons sélectionné et analysé 386 articles: 142 de *Foreign Affairs*, 97 de *Foreign Policy* et 132 du *National Interest*. Seuls ceux qui sont spécifiquement utilisés ou cités dans le texte seront inclus en bibliographie.

¹¹³ A.C.C., « « Editorial Statement », *Foreign Affairs*, vol. 1, n° 1 (septembre 1922), p. 1-2.

dans leurs visions, malgré sa prétention de ne pas prendre de position officielle¹¹⁴. Largement financé par la *Carnegie Foundation*, la *Ford Foundation* et la *Rockefeller Foundation*, la confidentialité et le secret entourant les activités du CFR et l'ambiguïté de son action durant et après la Seconde Guerre mondiale, œuvrant en collaboration étroite avec le Département d'État, fera qu'à la critique d'une droite conspirationniste, le voyant comme une menace à la démocratie ou croyant à l'établissement d'un gouvernement mondial¹¹⁵, viendra s'ajouter celle d'une gauche révisionniste ou corporatiste, le décrivant comme représentant une classe dirigeante s'imposant aux autres strates de la société¹¹⁶. Une certaine évolution découle de cette contestation à partir des années 1970, amenant une diversification de ses membres, processus qui est toujours en cours à l'époque de la fin de la guerre froide¹¹⁷. Le CFR, ses buts réels et son influence sont donc sujets d'opposition chez les chercheurs, autant que la possibilité de l'envisager comme un groupe homogène et monolithique¹¹⁸.

Projet le plus visible du CFR¹¹⁹, constituant son accès à un public plus vaste, mais toujours élitiste, *Foreign Affairs* paraît à partir de 1922, dans un format plutôt austère, statuant sur son ouverture aux débats, son refus de s'identifier à quelque école de pensée et de proposer

¹¹⁴ Pour une histoire du CFR « autorisée » et un peu aseptisée, voir Peter Grose, *Continuing the Inquiry: The Council on Foreign Relations from 1921 to 1996*, New York, The Council on Foreign Relations, 1996, 83 p.; Voir aussi Robert D. Schulzinger, *The Wise Men of Foreign Affairs: The History the Council on Foreign Relations*, New York, Columbia University Press, 1984, 342 p.

¹¹⁵ Pour des publications dans cette mouvance, voir Kent Courtney et Phoebe Courtney, *America's Unelected Rulers*, New Orleans, The Conservative Society of America, 1962, 177 p.; Dan Smoot, *The Invisible Government*, Dallas, Dan Smoot Report inc., 1962, 250 p.

¹¹⁶ Pour une vision critique du CFR, voir Laurence H. Shoup et William Minter, *Imperial Brain Trust: The Council on Foreign Relations and United States Foreign Policy*, New York et Londres, Monthly Review Press, 1977, 334 p.; Pour une approche corporatiste, voir G. William Domhoff, *The Powers That Be: Processes of Ruling Class Domination in America*, New York, Vintage Book, 1979, 206 p.

¹¹⁷ Le *membership* se rajeunit et s'étend géographiquement en dehors de New York et de la côte Est, tandis que les femmes sont admises à partir de 1971.

¹¹⁸ Pour une historiographie plus complète de ces différentes approches du CFR, voir Michael Wala, *The Council on Foreign Relations and American Foreign Policy in the Early Cold War*, Providence et Oxford, Berghahn Books, 1994, p. 215-243; Inderjeet Parmar, «The Issue of State Power: The Council on Foreign Relations as a Case Study », *Journal of American Studies*, vol. 29, n° 1, 1995, p. 73-95.

¹¹⁹ Le CFR publie aussi des monographies sur l'état du monde et la politique étrangère américaine, organise des groupes de discussion, des rencontres avec des membres du gouvernement et avec des dirigeants étrangers, se déroulant à portes closes.

une vision consensuelle¹²⁰. La revue est administrée de façon indépendante du CFR et ses analyses restent généralement dans un registre occidentalocentriste et diplomatique. Les auteurs y publiant ne sont pas nécessairement membres du CFR et peuvent être autant d'allégeance démocrate ou républicaine. Après l'article de Kennan de 1947, le *containment* et la guerre froide deviennent des sujets de prédilection et *Foreign Affairs* renforce sa réputation déjà solide de référence en matière d'analyse politique¹²¹. La concurrence de *Foreign Policy* à partir de 1970 et la fin du consensus américain poussent toutefois *Foreign Affairs* à se moderniser. La facture de la revue devient plus invitante, les perspectives s'ouvrent aux analyses économiques, régionales et globales, et les articles, aux dires de sa direction, sont moins souvent l'objet de commandes, les oppositions y étant aussi plus tolérées¹²².

À l'époque qui nous intéresse, *Foreign Affairs* paraît cinq fois par année : un numéro pour chaque saison et une parution de fin d'année intitulée *America and the World*. Chaque numéro propose une douzaine d'articles, comptant généralement de 15 à 20 pages. Ils prennent la forme d'essais et ne sont pas soumis à un processus de révision par les pairs comme dans une revue scientifique. Les auteurs s'y commettant sont très variés, allant d'anciens membres de la bureaucratie ou de l'administration américaine, à des universitaires spécialistes des relations internationales et d'anciens ou actuels dirigeants étrangers. Leurs articles où cohabitent analyse, prospective et prescription sur la politique étrangère américaine sont évalués, voire commandés, par un comité éditorial stable, formé de membres éminents du CFR, dont les choix restent confidentiels. *Foreign Affairs* est dirigée, de 1983 à 1992, par l'éditeur William G. Hyland, historien de formation ayant eu une brillante carrière dans la haute bureaucratie américaine, qui, tout en publiant quelques articles lui-même, n'impose pas ouvertement une emprise éditoriale forte. Il laisse sa place au début de 1992 à James F. Hodge Jr., issu du monde journalistique. À l'époque de notre

¹²⁰ A.C.C., *Loc. cit.*

¹²¹ Peter Grose, *Op. cit.*, p. 35-44.

¹²² Robert D. Schulzinger, *Op. cit.*, p. 209-242.

étude, *Foreign Affairs* est la revue spécialisée traitant de politique étrangère la plus distribuée aux États-Unis¹²³.

Foreign Policy et le Carnegie Endowment for International Peace

Alors que la direction de *Foreign Affairs* vit une crise à la fin des années 1960, étant taxée d'être trop proche de l'*establishment* gouvernemental et corporatif dans sa couverture d'une guerre du Vietnam, de plus jeunes membres du CFR participent à la fondation d'une nouvelle revue permettant des approches moins convenues de la politique étrangère et une « révision » de ses objectifs : *Foreign Policy*. Le politologue Samuel P. Huntington et le diplomate et banquier Warren Demian Manshel, en deviennent les premiers éditeurs et son comité éditorial, comme celui de *Foreign Affairs* est formé de personnalité de haut niveau. *Foreign Policy* dit proposer des analyses sérieuses, mais non hermétiques sur les relations internationales, mais aussi aborder les nouveaux enjeux de la pollution, du contrôle des populations et de l'épuisement des ressources. Voulant se démarquer du caractère morne de son compétiteur, elle est publiée, durant la période qui nous intéresse, dans un format plus petit, pouvant s'insérer dans la poche intérieure d'un veston, cela facilitant sa circulation dans le monde politique¹²⁴. Évoquant elle aussi sa volonté pluraliste, elle espère stimuler les débats et affecter les pensées et actions dans les sphères du gouvernement, des entreprises et de la recherche¹²⁵.

Foreign Policy est publiée par le *Carnegie Endowment for International Peace* (CEIP), fondé en 1910 par Andrew Carnegie pour faire la promotion d'une paix entre les nations permettant l'essor du commerce. Cette organisation, basée sur des préceptes semblables à ceux du CFR et partageant avec lui certains de ses membres fondateurs, s'est développée en des structures plus intégrées, étant aussi plus ouverte dans sa relation avec le grand

¹²³ Entre 1987 et 1993, le tirage de chaque numéro de *Foreign Affairs*, varie entre 102 000 et 135 000. Pour les trois revues, ces chiffres sont issus des premières ou dernières pages des éditions d'hiver de chaque année.

¹²⁴ Robert D. Schulzinger, *Op. cit.*, p. 209-213.

¹²⁵ Samuel P. Huntington et Warren Demian Manshel, « Why Foreign Policy? », *Foreign Policy*, n° 1 (hiver 1970), p. 3-5.

public et ayant un personnel de chercheurs stable¹²⁶. *Foreign Policy* fonctionne elle aussi de façon indépendante et selon une structure ressemblant à celle de *Foreign Affairs*. À l'époque qui nous intéresse, Charles William Maynes en est l'éditeur, ayant une expérience substantielle dans l'exercice actif de la politique étrangère et ayant auparavant été le secrétaire du CEIP. *Foreign Policy* semble favoriser, plus que son compétiteur, les articles écrits par des universitaires moins connus que ceux étant l'œuvre d'hommes politiques renommés, la part de spécialistes étrangers y étant légèrement supérieure. Aussi, les membres du comité éditorial de *Foreign Policy*, étant pour la plupart des chercheurs actifs, prennent une plus grande part à la revue en tant qu'auteur - certains de façon récurrente - cela lui donnant une certaine consistance. Toutefois, dans les deux revues, les auteurs peuvent aussi être affiliés à d'autres *think tanks* tant que les idées qu'ils proposent entrent dans l'espace idéologique que les revues permettent, et il est tout à fait possible pour un auteur de publier dans l'une et dans l'autre. *Foreign Policy* propose un nombre semblable d'articles par numéro à celui de *Foreign Affairs* - certains étant toutefois plus courts, faisant moins de 10 pages – et arbore un ton comparable. À l'époque de notre étude, *Foreign Policy* paraît quatre fois par année et, tout en étant moins distribuée que sa rivale, reste une des revues de politique étrangère les plus influentes¹²⁷.

The National Interest

The National Interest apparaît en 1985, fondée par le penseur néoconservateur Irving Kristol. Elle se définit comme une revue conservatrice disant s'intéresser à la formulation de la politique étrangère américaine et non simplement aux affaires internationales. Ses éditeurs croient que celle-ci devrait être dédiée à l'avancement des valeurs et de l'intérêt national américains et s'articuler sur une politique de puissance, spécialement face à la menace soviétique, s'opposant ainsi à la remise en question de la dynamique

¹²⁶ Elihu Root, ancien secrétaire d'État sous Théodore Roosevelt, ayant convaincu Andrew Carnegie de fonder le CEIP dont il assura la présidence de 1912 à 1925, fut aussi à l'origine de la fondation du CFR, dont il fut le président d'honneur de 1921 à 1937. Donald E. Abelson, *A Capitol Idea, Op. cit.*, p. 56-59.

¹²⁷ Durant la période étudiée, chaque numéro de *Foreign Policy* rejoint entre 24 000 et 35 000 lecteurs.

d'affrontement bipolaire. Ils affirment toutefois que la pensée conservatrice n'est pas monolithique et poussent au débat en son sein, laissant aussi une place à la pensée réaliste, dans l'idée de la synthèse que Reagan avait réussi à accomplir dans sa première administration¹²⁸, et permettant les discussions entre néolibéraux et néoconservateurs, les deux groupes formulant les idées les plus intéressantes de l'époque selon eux¹²⁹. *The National Interest* définit donc de façon plus claire les balises des opinions et débats permis dans ses pages.

The National Interest est publiée par *National Affairs Inc.*, une organisation fondée et dirigée par Kristol, exclusivement dédiée à la publication de revues conservatrices¹³⁰ contrairement aux deux autres *think tanks* mentionnés plus haut dont les activités sont plus diversifiées. À sa fondation et durant la période étudiée, ses éditeurs sont le politologue Robert W. Tucker et l'intellectuel australien Owen Harries qui, comme le *publisher* Kristol, écrivent régulièrement dans la revue, lui donnant un caractère éditorial fort et défini. Son conseil éditorial est formé de figures emblématiques des courants réaliste et néoconservateur, qui participent aussi à la revue par leurs articles. Les autres auteurs sont des spécialistes de renommées variées, certains étant des habitués, et plusieurs provenant de *think tanks* idéologiquement compatibles avec la direction éditoriale. Leur composition est beaucoup plus américaine toutefois et, comme *Foreign Policy*, *The National Interest* obtient peu de participation de dirigeants étrangers, ne la recherchant probablement pas. L'attention des articles est, plus que chez ses compétiteurs, portée sur la dynamique Est-Ouest et le caractère identitaire américain y est souvent plus senti. Le ton y est aussi souvent plus affirmatif, voire provocateur, la prospective et surtout la prescription prenant plus de place en comparaison avec les analyses plus prudentes des autres revues. Encore une fois, la revue partage souvent ses auteurs avec les autres, plus avec *Foreign Affairs* qu'avec *Foreign Policy*, et il n'est pas rare de voir un membre du conseil éditorial de l'une publier

¹²⁸ Non signé, « A Note on "The National Interest" », *The National Interest*, n° 1 (automne 1985), p. 3-5.

¹²⁹ Benjamin Frankel (dir.), *In the National Interest: A National Interest Reader*, New York, University Press of America, 1990, p. ix.

¹³⁰ *National Affairs Inc.* a publié *The Public Interest* de 1965 à 2005 et, depuis 2009, *National Affairs*.

dans les pages de l'autre¹³¹. Paraissant dans une facture ressemblant à celle de *Foreign Affairs*, la composition des numéros est aussi semblable aux autres. Elle présente toutefois aussi des articles plus courts en fin de publication, nommés *Shorts* ou *Quarterly*, étant souvent l'œuvre des éditeurs ou de Kristol lui-même. *The National Interest* paraît quatre fois par année à partir de 1986 et même si sa distribution est moins importante, elle obtient un succès rapide avec des articles percutants¹³².

Plan du mémoire

Notre démonstration s'articule selon un plan chronologique pour mettre en relation nos sources, ces articles spécialisés, avec les événements marquants de la période étudiée. En ce sens, nous proposons d'abord un premier chapitre constituant une brève remise en contexte de l'évolution de la situation politique de l'époque, construite avec l'apport de la littérature récente, pour bien situer les événements analysés par nos auteurs et pouvoir mettre leurs discours en perspective. Nous procéderons ensuite à l'analyse des textes proprement dite à travers trois chapitres analytiques élaborés selon des périodes divisées par les ruptures que l'histoire a généralement retenues. Le chapitre II traitera des articles parus du début de 1987, dans l'expectative du sommet de Washington où les premiers accords seront signés entre les États-Unis et l'URSS, jusqu'à la chute du mur de Berlin en novembre 1989. Le chapitre III ira de cet événement symboliquement fort à la dissolution de l'Union soviétique confirmée par la démission de Gorbatchev, le 25 décembre 1991. Le chapitre IV couvrira la période qui suit jusqu'à la fin de 1993 où les États-Unis changent de président et où l'affrontement bipolaire semble devenir histoire du passé. À travers cette division, nous découvrirons les tendances, les ouvertures et les ruptures dans la conceptualisation de la guerre froide et de sa fin par ses analystes instantanés.

¹³¹ Aussi, fait intéressant, on retrouve des publicités à la fois de *Foreign Policy* et du *National Interest* dans *Foreign Affairs*, revue la plus établie et distribuée, tout au long de la période étudiée.

¹³² Entre 1987 et 1993, la revue est distribuée à hauteur de 5 000 à 8 000 copies pour chaque numéro.

CHAPITRE I

LA MARCHE INCERTAINE VERS LA FIN DE LA GUERRE FROIDE (1979-1993)

Ce chapitre vise à établir le contexte historique et le climat dans lequel furent produits les articles que nous analyserons, pour comprendre les relations entre les événements et la parution d'écrits suivant le rythme de l'édition et pour éviter des retours détaillés sur ces développements dans les chapitres subséquents. Nous adoptons ici un style plutôt événementiel, les débats historiographiques ayant été abordés plus haut, et la trame narrative suit un cours continu, pour ne pas suggérer de ruptures préalables et laisser ensuite la place aux visions des auteurs étudiés. En ce sens, il n'est pas problématisé et a surtout l'objectif pédagogique de permettre au lecteur moins au fait des événements de l'époque de saisir les arguments de la démonstration qui suivra. Dans cette reconstitution, nous mettons logiquement l'accent sur l'évolution de l'Union soviétique et sur ses relations avec les États-Unis, sans toutefois négliger d'autres développements internationaux qui seront mis en toile de fond, émergeant à l'avant-scène lorsque leur importance se fera incontournable. Aussi, nous avons jugé pertinent de retourner légèrement en arrière pour bien faire comprendre le climat de tension qui s'était installé et, par-là, la nature des changements advenant à l'époque où s'expriment nos auteurs.

La fin des années 1970 voit le climat de détente s'amenuiser par la direction erratique de la politique étrangère soviétique, menée par un Brejnev diminué, et par l'action hésitante de Jimmy Carter, oscillant entre conciliation, fermeté et un idéalisme axé sur le respect des

droits de l'homme¹³³. En 1979, certains événements convergent pour faire évoluer l'ambivalence des relations Est-Ouest vers une opposition plus marquée alors que les États-Unis et la Chine de Deng Xiaoping, en plein processus de modernisation, rétablissent officiellement des relations diplomatiques, que le Shah quitte l'Iran comme conséquence de la révolution qui établira Khomeiny à la tête d'un État foncièrement antiaméricain, et que le FSLN¹³⁴ fait du Nicaragua un nouvel État marxiste dans l'hémisphère américain. Malgré que Carter et Brejnev signent l'accord SALT II¹³⁵ pour une restriction des armes nucléaires à longue portée en dépit des tensions issues de la présence de missiles à portée intermédiaire SS-20 soviétiques en Europe de l'Est depuis 1977¹³⁶, l'envoi de troupes soviétiques en Afghanistan, en décembre 1979, pour supporter le PDPA¹³⁷, lui aussi d'obédience marxiste et auteur d'un putsch en 1978, concrétise un état de tension déjà plus que latent¹³⁸. Ces crises mettront à rude épreuve la politique étrangère de l'administration Carter, l'empêchant de faire ratifier SALT II au Sénat, à l'aube d'une nouvelle année électorale¹³⁹.

Malgré le durcissement tardif de l'administration Carter, c'est le candidat républicain Ronald Reagan qui est élu en novembre 1980. Il s'érige rapidement, par son optimisme et ses qualités de communicateur, comme le champion de valeurs américaines portées par une politique dure envers l'URSS et répudie la morosité émanant de la défaite du Vietnam

¹³³ Sur les orientations et la dynamique des politiques de Carter, voir Charles-Philippe David, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2015, p. 503-572; Sur le processus décisionnel en URSS, voir Odd Arne Westad, *La guerre froide globale*, *Op. cit.*, p. 329-340.

¹³⁴ Front sandiniste de libération nationale.

¹³⁵ *Strategic Arms Limitation Talks*. Traité s'inscrivant en continuité avec l'accord SALT I signé en 1972.

¹³⁶ Cette situation pousse l'OTAN à formuler un plan de négociation pouvant mener au déploiement de missiles Pershing II américains si les SS-20 ne sont pas retirés dans les quatre années suivantes.

¹³⁷ Parti démocratique populaire d'Afghanistan.

¹³⁸ Les années 1970 avaient vu une escalade de l'interventionnisme soviétique, notamment en Afrique, ce qui avait déjà refroidi leurs relations avec les États-Unis. Odd Arne Westad, *Op. cit.*, p. 211-297; Plus généralement sur l'érosion de la détente, voir Jonathan Haslam, *Russia's Cold War: From the October Revolution to the Fall of the Wall*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2011, p. 295-327.

¹³⁹ Sur les développements de l'année 1979, voir Georges-Henri Soutou, *Op. cit.*, p. 567-630; Plus spécifiquement sur l'invasion soviétique de l'Afghanistan, voir Odd Arne Westad, *Op. cit.*, p. 299-345.

et du scandale du Watergate, autant que les compromis idéologiques de l'ère Nixon-Kissinger. Sa politique étrangère se caractérisera dans un premier temps par une relance de la course aux armements impliquant une hausse des budgets militaires, une aide financière aux pays de Pacte de Varsovie conditionnelle à leurs réformes politiques et un soutien aux rebelles anticommunistes en Europe de l'Est et dans le tiers monde que l'on érige en doctrine¹⁴⁰. Ces directions très idéologiques iront aussi de pair avec un retour à une économie réellement libérale par la promotion d'une politique monétariste et une déréglementation des marchés¹⁴¹.

À la fin de l'ère Brejnev, la situation interne déjà difficile en URSS est empirée par l'invasion de l'Afghanistan qui, additionnée aux autres entreprises internationales soviétiques, augmente encore les dépenses militaires qui rongent une économie stagnante. La chute du cours du pétrole rend ensuite encore plus visible l'écart entre la propagande étatique et la réalité de la vie quotidienne, affaiblissant le contrat social brejnévien, basé sur l'acceptation des dirigeants par la population en échange d'une stabilité et d'un faible coût de la vie. Cela fait ressortir, du moins dans les perceptions, les failles systémiques de l'État soviétique : système agraire improductif, retard technologique sur l'Occident, corruption endémique et alcoolisme associé à une forte criminalité. Tout cela rend difficiles les décisions de la gérontocratie en place au Kremlin, devant juguler les initiatives provocatrices de l'administration Reagan et la nécessité de réformes apparaissant déjà avant la mort de Brejnev, le 19 novembre 1982¹⁴². Si son successeur, Youri Andropov, tente de remédier à la situation en s'attaquant à la corruption, s'ouvrant de façon relative à la liberté d'entreprise et en tentant de revitaliser l'image internationale de l'URSS, sa santé

¹⁴⁰ Sur les orientations politiques de Reagan et leurs bases idéologiques, voir Jack F. Matlock, *Op. cit.*, p. 5-24; Georges-Henri Soutou, *Op. cit.*, p. 636-646; Melvyn P. Leffler, *For the Soul of Mankind, Op. cit.*, p. 340-351; David S. Foglesong, *Op. cit.*, p. 174-180.

¹⁴¹ L'arrivée de Margareth Thatcher en 1979 au Royaume-Uni et celle d'Helmut Kohl en RFA en 1982 concrétisent la tendance globale au libéralisme économique. Sur l'évolution des courants politiques et économiques mondiaux, voir Pierre Grosser, *1989, l'année où le monde a basculé, Op. cit.*, p. 163-197.

¹⁴² Sur les problèmes budgétaires et économiques en URSS et leurs répercussions sociales et politiques, voir Stephen Kotkin, *Op. cit.*, p. 10-30; Andreï Kozovoï, *La chute de l'Union soviétique, 1982-1991*, Paris, Éditions Tallandier, 2011, p. 19-35.

l'empêchera de poursuivre sa *perestroïka*¹⁴³. À sa mort, le 9 février 1984, il est remplacé par Konstantin Tchernenko, âgé de 72 ans et lui aussi très malade, qui ne restera en poste qu'un an.

Les affaires du monde ne s'arrêtent pas durant les crises internes de l'Union soviétique, certains bouleversements venant ébranler ce qu'elle considère comme sa sphère d'influence. En août 1980, les ouvriers des chantiers navals de Gdansk en Pologne, menés par Lech Walesa, forment *Solidarnosc*, syndicat indépendant autoproclamé, qui déclenche une grève rejoignant un large mouvement social. Le Kremlin hésitant quant à l'idée d'intervenir y résiste finalement, notamment pour des raisons économiques, et *Solidarnosc* se voit dans premier temps légalisé par le général Jaruzelski. Aussi, malgré l'imposition subséquente de l'état d'urgence et l'emprisonnement des membres du syndicat, une brèche a été ouverte et des doutes émergent sur la solidité du Parti communiste polonais et sur la volonté – ou la capacité - de l'Union soviétique à garder le contrôle sur les pays membres du Pacte de Varsovie par la force¹⁴⁴. La réponse de l'administration Reagan est alors prudente en termes politiques, misant sur des représailles économiques¹⁴⁵.

La rhétorique et la politique étrangère de Reagan sont souvent déstabilisantes par leurs contradictions pour les dirigeants du Kremlin. À une époque où les contacts directs sont inexistant, le président américain, tout en lançant le plus grand programme de développement des armes nucléaires depuis Kennedy, propose, en novembre 1981, l'« option zéro », visant à éliminer d'Europe tous les missiles à portée intermédiaire, de part et d'autre¹⁴⁶. Cette proposition n'est toutefois pas prise au sérieux par les dirigeants

¹⁴³ Sur la période Andropov et ses tentatives de réforme, voir Nicolas Werth, *Histoire de l'Union soviétique. De l'Empire russe à la Communauté des États indépendants, 1900-1991*, Paris, Presse universitaire de France, 2008 (1990), p. 530-538; Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 37-67.

¹⁴⁴ Sur la crise polonaise et ses conséquences, voir André Fontaine, *Op. cit.*, p. 64-82.

¹⁴⁵ Il tente d'attirer, sans grand succès, ses alliés de l'OTAN dans un embargo sur les produits servant à la construction d'un oléoduc soviétique en Sibérie, amenant des revenus supplémentaires à l'URSS. Georges-Henri Soutou, *Op. cit.*, p. 651-653; Vladislav M. Zubok, *Op. cit.*, p. 271.

¹⁴⁶ Sur la politique nucléaire de Reagan, voir Georges-Henri Soutou, *Op. cit.*, p. 653-659.

soviétiques qui se font en fait plus méfiants¹⁴⁷ et répliquent de façon diplomatique en mobilisant les partis communistes d'Europe de l'Ouest pour s'élever contre le déploiement de missiles américains sur leurs territoires, faisant ainsi monter les tensions au sein de l'OTAN¹⁴⁸. En 1983, l'administration Reagan met toutefois sur papier la ligne directrice de sa politique étrangère face à l'Union soviétique. Celle-ci est établie dans le NSDD-75: contenir l'expansionnisme soviétique dans tous les théâtres de la planète, promouvoir l'évolution de l'Union soviétique vers le pluralisme et celle du monde vers une baisse de tension, négocier dans l'intérêt national américain tout en tenant compte de l'instabilité du climat de succession politique en URSS¹⁴⁹.

Le discours public du président est toutefois d'une autre teneur, qualifiant, en mars 1983, l'Union soviétique d'*Evil empire*. Aussi, l'annonce subséquente du lancement du *Strategic Defense Initiative* (SDI), système antimissile destiné à protéger les États-Unis des armes balistiques intercontinentales soviétiques et, dans l'esprit de Reagan, à rendre obsolètes les armes nucléaires, n'est pas reçue de la sorte à Moscou. Le caractère unilatéral de la protection qu'il fournit aux États-Unis¹⁵⁰ semble en effet vouloir priver l'URSS de toute possibilité de représailles, rendant invalide l'idée d'équilibre par dissuasion nucléaire, la *Mutually Assured Destruction* (MAD), et allant selon plusieurs à l'encontre du traité ABM¹⁵¹ de 1972. La tension grimpe encore d'un cran en septembre, lorsque la défense aérienne soviétique abat un avion de ligne coréen survolant l'espace aérien soviétique des îles Kouriles, l'ayant possiblement pris pour un avion-espion américain et l'année 1983

¹⁴⁷ Ils déclenchent, sous l'impulsion d'Andropov en mai 1981, l'opération RYAN, projet de surveillance des initiatives et développements nucléaires américains. Vladislav M. Zubok, *Op. cit.*, p. 271-272.

¹⁴⁸ Sur la crise des euromissiles, voir Georges-Henri Soutou, *Op. cit.*, p. 646-651.

¹⁴⁹ Jack F. Matlock, *Op. cit.*, p. 53-54.

¹⁵⁰ Ce système, ne protégeant que les États-Unis, provoqua aussi des craintes chez leurs alliés de l'OTAN, y voyant un désengagement américain de la sécurité européenne. Jonathan Haslam, *Op. cit.*, p. 338-343.

¹⁵¹ Traité interdisant, puis restreignant aux grandes villes, le développement de systèmes de défense antibalistique. Pour les interprétations du traité, voir Jack F. Matlock, *Op. cit.*, p. 277-280.

s'achève dans une escalade de la menace qui n'a d'égal, selon Andropov, que la crise des missiles cubains de 1962¹⁵².

Les choses commencent à changer en 1984, alors que Reagan, réélu triomphalement, sent le besoin de changer de ton pour arriver à dialoguer avec les Soviétiques, idée désormais populaire chez les Américains. Son message reste toutefois mal compris à Moscou, les événements de l'année précédente jouant en sa défaveur¹⁵³. Aussi, suite à la mort de Tchernenko, en mars 1985, Gorbatchev est désigné secrétaire général du PCUS¹⁵⁴ et ne tarde pas à s'exprimer sur la scène internationale. Ainsi, il déclare dans *Pravda* que l'URSS arrêtera temporairement le déploiement des missiles à portée intermédiaire SS-20 en Europe, encourageant l'OTAN à faire de même pour les Pershing II¹⁵⁵. Il communique aussi ses intentions à l'intérieur. Dès le Plénum du Comité central du PCUS, en avril 1985, il évoque la nécessité d'« accélération » du progrès socio-économique, basée sur la réalisation d'une révolution scientifique et technique, et de *perestroïka*¹⁵⁶ du mécanisme économique. Son projet reste toutefois flou alors qu'il parle d'esprit d'initiative et d'élargissement du droit des entreprises, mais aussi de discipline de travail. C'est aussi à cette époque qu'il évoque pour la première fois l'idée de « maison commune européenne » qui, dans un premier temps, visait à maintenir le statu quo politique en Europe, tout en désantagonisant les rapports Est-Ouest¹⁵⁷. Gorbatchev procède aussi à un renouvellement des cadres et à des changements dans les hautes sphères du Parti et de l'État. Plusieurs

¹⁵² L'intervention américaine, le 25 octobre, à Grenade pour y déloger un gouvernement marxiste-léniniste, la découverte par les Soviétiques de l'opération *Able Archer 83*, exercice de simulation nucléaire mené par l'OTAN et le déploiement des premiers Pershing II en RFA exacerbent encore le climat de confrontation. Vladislav M. Zubok, *Op. cit.*, p. 271-278; Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 56-62.

¹⁵³ Sur le changement de ton de Reagan et la réception soviétique, voir, Jack F. Matlock, *Op. cit.*, p. 78-87; Melvyn P. Leffler, *Op. cit.*, p. 358-364; David S. Foglesong, *Op. cit.*, p. 182-195.

¹⁵⁴ Parti communiste de l'Union soviétique.

¹⁵⁵ Jack F. Matlock, *Op. cit.*, p. 115-118.

¹⁵⁶ Gorbatchev décrira plus tard la *perestroïka* comme « la reconstruction de toutes les sphères de la vie, du travail et du mode de pensée ». *Ibid.*, p. 114.

¹⁵⁷ Cette notion évoluera de façon graduelle et ambiguë: d'abord hostile à l'implication américaine en Europe, Gorbatchev en viendra à la voir comme souhaitable et à favoriser une intégration contrôlée de l'Europe. Jacques Lévesque, *Op. cit.*, p. 65-72; Cette rhétorique s'inscrit dans une tentative de séduction de l'Europe occidentale qui restera importante chez Gorbatchev. Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 126-127.

représentants de la génération Brejnev sont remplacés dans le Politburo par ceux d'une nouvelle génération, tel Alexandre Iakovlev, intellectuel réformateur qui prend la tête du département de la propagande, et le Géorgien Édouard Chevardnadze, partageant aussi les idées réformatrices de Gorbatchev, au ministère des Affaires étrangères. Arrivée moins remarquée à l'époque, Boris Eltsine est nommé premier secrétaire du PCUS pour la ville de Moscou, puis membre candidat au Politburo¹⁵⁸. L'atmosphère se faisant alors plus propice aux contacts directs avec les États-Unis, une première rencontre est organisée entre Reagan et Gorbatchev.

Le sommet de Genève a donc lieu du 19 au 21 novembre 1985 et, s'il ne débouche pas sur des avancées concrètes¹⁵⁹, un premier contact personnel est fait et laisse présager une continuation des discussions. Gorbatchev préside ensuite au très médiatisé XXVIIe Congrès du PCUS et, dénonçant la stagnation de l'ère Brejnev, il y évoque aussi pour la première fois publiquement sa « nouvelle pensée »¹⁶⁰ en politique étrangère, stipulant la fin de l'idée de deux camps irréconciliables, communiste et capitaliste. Il parle aussi de la nécessité de *glasnost* (ouverture, transparence) de l'État envers la population, nécessaire à la *perestroïka* et à la démocratie¹⁶¹. Ses politiques de restructuration visant une certaine libéralisation semblent toutefois difficilement s'agencer avec l'économie planifiée, la résistance de plusieurs cadres dans son application menant à des détournements et contribuant à l'essor du marché noir¹⁶². Aussi, le 26 avril 1986, l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl, rendant plus réelle la menace que représente l'énergie nucléaire, fait aussi réaliser à Gorbatchev, à travers la gestion de la crise, l'incompétence et le manque

¹⁵⁸ Les nominations ne sont pas exclusives aux réformateurs, Egor Ligatchev, considéré le numéro deux du Parti, fera longtemps opposition aux réformes de Gorbatchev. Hélène Carrère d'Encausse, *Six années qui ont changé le monde, 1985-1991. La chute de l'empire soviétique*, Paris, Fayard, 2015, p. 40-43.

¹⁵⁹ On y aborde la question nucléaire (notamment le SDI), le conflit afghan, les droits de l'homme et les relations commerciales. Jack F. Matlock, *Op. cit.*, p. 155-165.

¹⁶⁰ Cette idée est toutefois peu définie au début. Pour l'évolution de la « nouvelle pensée » de Gorbatchev à travers les crises, voir Vladislav M. Zubok, *Op. cit.*, p. 294-302.

¹⁶¹ Sur le XXVIIe Congrès du PCUS, voir Melvyn P. Leffler, *Op. cit.*, p. 387-392.

¹⁶² Souvent inspirées d'idées tentées auparavant, ses réformes n'atteignent pas toujours leurs buts. À titre d'exemple : sa campagne contre l'alcoolisme. Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 119-123.

de transparence des institutions soviétiques. Gorbatchev voulant rectifier la situation, la *glasnost* est alors mise de l'avant de façon plus tangible par l'ouverture des médias à des sujets autrefois tabous, une libéralisation de la littérature et de l'art en général et la réhabilitation de prisonniers politiques dont Andreï Sakharov devient l'emblème en décembre 1986¹⁶³.

Le deuxième sommet entre Gorbatchev et Reagan a lieu à Reykjavik, les 11 et 12 octobre 1986. Ayant déjà énoncé l'idée de faire disparaître complètement les armes nucléaires d'ici l'an 2000 et accepté celle d'une vérification par l'OTAN des sites nucléaires soviétiques¹⁶⁴, Gorbatchev amène à Reagan une proposition surprenante : il accepterait l' « option zéro » et même une réduction de 50% des ICBM¹⁶⁵ soviétiques si Reagan se résigne à restreindre le développement du SDI aux laboratoires¹⁶⁶. Si cette requête est refusée par Reagan, les liens se resserrent encore entre les dirigeants et Gorbatchev passe pour celui qui veut faire avancer les choses, notamment en Europe de l'Ouest¹⁶⁷. À l'intérieur toutefois, la *glasnost* amène certains débordements. En plus d'une presse qui se fait plus critique des dirigeants, des manifestations antirusses éclatent au Kazakhstan dès décembre 1986 et auront des échos dans les républiques baltes à l'été 1987, tandis qu'en Russie des mouvements nationalistes et souvent xénophobes militent désormais au grand jour. En mai 1987, nouveau scandale, un jeune aviateur allemand atterrit sur la place Rouge à l'insu de toute surveillance militaire. Cette démonstration d'incompétence de l'armée permet à Gorbatchev de purger les éléments de celle-ci qui sont réfractaires à ses réformes et d'ainsi consolider son pouvoir. En octobre toutefois, une sévère critique d'Eltsine, évoquant le piétinement de la mise en application de la *perestroïka* et son manque de résultats, vient perturber l'un des nombreux plénums organisés par Gorbatchev pour promouvoir ou

¹⁶³ Sur la catastrophe de Tchernobyl, sa gestion et ses conséquences, voir Vladislav M. Zubok, *Op. cit.*, p. 288-289; Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 130-134; Hélène Carrère d'Encausse, *Op. cit.*, p. 47-52.

¹⁶⁴ Vladislav M. Zubok, *Op. cit.*, p. 289.

¹⁶⁵ Missiles balistiques intercontinentaux.

¹⁶⁶ Jack F. Matlock, *Op. cit.*, p. 209, 215-236; Jonathan Haslam, *Op. cit.*, p. 354-359.

¹⁶⁷ Sur le sommet de Reykjavik et ses conséquences, voir Jack F. Matlock, *Op. cit.*, p. 237-242.

confirmer ses avancées. Si Eltsine perd son poste à Moscou à la suite de cette intervention, ses idées se mettront à circuler plus largement dans la population¹⁶⁸. Gorbatchev, pour relancer son projet en préparation d'un nouveau sommet où à l'instar de Reagan¹⁶⁹ il a besoin d'une « victoire », il publie en russe et en anglais son livre *Perestroïka*, le 1^{er} décembre 1987, opération de propagande visant autant la population soviétique qu'américaine¹⁷⁰.

Du 8 au 10 décembre 1987 se tient à Washington un troisième sommet entre les deux dirigeants. Contrairement aux précédents, des accords tangibles y sont pris par la signature d'un traité sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire (INF)¹⁷¹, sans abandon du développement du SDI, et par l'acceptation réciproque de vérification du respect de celui-ci par des experts indépendants. Aussi, Gorbatchev fait la promesse ferme de quitter l'Afghanistan avant le 15 février 1989, alors que Reagan s'engage à couper son aide aux moudjahidines, que la CIA arme via le Pakistan depuis le début du conflit¹⁷². Ce sommet, où les deux dirigeants ont fait abstraction de leurs oppositions conservatrices respectives, amène la population américaine à faire la connaissance d'un Gorbatchev affable¹⁷³, alors qu'en URSS, les médias désormais plus libres se font encore plus critiques des difficultés économiques internes à la vue de cette Amérique qui semble prospère, qui ne peut plus être prise comme bouc émissaire et qui est moins menaçante. L'économie soviétique peine en effet, notamment à cause du contre-choc pétrolier, et les pénuries et files d'attente en viennent à faire partie du quotidien. Devant l'échec d'une autonomisation des entreprises

¹⁶⁸ Hélène Carrère d'Encausse, *Op. cit.*, p. 50-52, 66-71; Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 134-136, 140-141, 145-147; Jonathan Haslam, *Op. cit.*, p. 360-363.

¹⁶⁹ Reagan est alors pris dans la tourmente de *l'Irangate*, éclatant en 1986, alors que l'on découvre que le *National Security Council*, via la CIA, a vendu des armes à l'Iran pour financer les *contras* luttant contre le régime sandiniste au Nicaragua. Jack F. Matlock, *Op. cit.*, p. 245-248.

¹⁷⁰ Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 149-150.

¹⁷¹ L'accord vise les SS-20 et les Pershing II, ainsi que tous les autres missiles ayant une portée variant entre 500 km et 5500 km. Jack F. Matlock, *Op. cit.*, p. 274-276.

¹⁷² Dans les faits les États-Unis continueront à aider les moudjahidines et l'URSS le gouvernement afghan de Najibullah, quoique dans une moindre mesure. Sur les négociations et la dynamique de sortie d'Afghanistan, voir Melvyn P. Leffler, *Op. cit.*, p. 403-412; Odd Arne Westad, *Op. cit.*, p. 392-399.

¹⁷³ Fait évocateur, *Time magazine* le nomme *man of the year* en 1987.

alors que l'État contrôle toujours les prix, des voix s'élèvent pour un passage à une réelle économie de marché¹⁷⁴. Parallèlement, dans certaines républiques soviétiques, des cicatrices de l'histoire réapparaissent, tel en Azerbaïdjan, où, dans la région du Haut-Karabakh, la minorité arménienne est victime d'un pogrome en février 1988, ou dans les républiques baltes, n'ayant toujours pas digéré le pacte Molotov-Ribbentrop, où les velléités sécessionnistes se font sentir¹⁷⁵.

Gorbatchev reste inactif sur ces enjeux internes, occupé à préparer la visite de Reagan à Moscou pour un sommet devant se tenir du 22 mai au 2 juin, et qui sera le dernier du président américain¹⁷⁶. Les discussions portent surtout sur les droits de l'homme et le but principal de Gorbatchev est de montrer une apparence de bonne entente pour redorer son blason pour la Conférence du PCUS¹⁷⁷ qu'il a prévu, de façon stratégique, tout juste après¹⁷⁸. Gorbatchev, désireux de pousser sa *perestroïka* par des moyens politiques et de faire pour de bon l'opposition conservatrice, est donc décidé à remplacer le Soviet suprême, assemblée élue parmi les membres du PCUS, par un Congrès des députés du peuple relevant d'un suffrage universel. La Conférence est aussi marquée par le retour de Boris Eltsine qui réussit à prendre la parole pour, encore une fois, critiquer l'insuffisance des réformes proposées. Malgré des propositions de changements plus tangibles, Gorbatchev est désormais contesté de toutes parts dans un climat économique qui ne s'améliore pas¹⁷⁹. Il décide alors à nouveau d'utiliser la carte internationale pour reprendre le contrôle à l'intérieur et faire avancer tous ses dossiers à la fois. Le 7 décembre 1988, il annonce, à l'Assemblée générale de l'ONU, la réduction unilatérale de 500 000 soldats dans les forces armées soviétiques, dont 50 000 en Europe de l'Est, la fin du facteur idéologique en

¹⁷⁴ Gorbatchev réagira en promulguant une loi permettant la création de coopératives qui aura les effets pervers d'implanter un système de pots-de-vin pour l'attribution des droits de coopérative, et de permettre une couverture pour des activités illicites. Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 151-159.

¹⁷⁵ Sur les conflits dans les républiques, voir Hélène Carrère d'Encausse, *Op. cit.*, p. 103-136.

¹⁷⁶ Sur le déroulement de la visite de Reagan à Moscou, voir Jack F. Matlock, *Op. cit.*, p. 283-303.

¹⁷⁷ La dernière Conférence, plus large qu'un Congrès, datait de 1941. Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 167.

¹⁷⁸ Jack F. Matlock, *Op. cit.*, p. 289-290.

¹⁷⁹ Sur le déroulement, les décisions prises à la Conférence, voir Jacques Lévesque, *Op. cit.*, p. 102-103.

politique internationale et adhère à la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux principes de l'acte final d'Helsinki¹⁸⁰. Ce triomphe sur la scène internationale sera toutefois assombri par un violent tremblement de terre en Arménie qui accentuera les crises existantes dans le Caucase et ramènera Gorbatchev à des considérations intérieures moins agréables.

Alors que les derniers soldats soviétiques quittent l'Afghanistan en février 1989, c'est en Europe de l'Est que les événements se précipitent. Dès janvier, la Hongrie permet les partis politiques alternatifs¹⁸¹, et avec la bénédiction d'un Gorbatchev qui a moins de marge de manœuvre, elle ouvre sa frontière avec l'Autriche le 2 mai, créant une première brèche dans le rideau de fer. En Pologne, une nouvelle génération vivant une situation économique difficile se lève, l'année 1988 ayant été marquée par plusieurs manifestations et grèves. Cela pousse Jaruzelski à légaliser *Solidarnosc*, interlocuteur plus pragmatique, pour l'ouverture d'une « table ronde », le 6 février 1989, qui aboutit à la décision de tenir des élections partiellement libres qui verront le groupe de Walesa triompher, le 4 juin 1989. Le mécontentement populaire se fait aussi sentir dans les autres pays du Pacte de Varsovie, malgré que les résultats en découlant diffèrent¹⁸². En RDA, la population, toujours sous la férule d'un Erich Honecker peu enclin à faire des compromis ou à s'ouvrir au jeu démocratique, prend de plus en plus de « vacances » en Tchécoslovaquie et en Hongrie, dans l'espoir de rejoindre la RFA¹⁸³. Ces développements amènent les relations américano-soviétiques à redécoller, après une pause suivant l'investiture de Georges Bush,

¹⁸⁰ Parlant d'un monde interconnecté, du droit des États de choisir leur système politique et abandonnant l'idée d'intervention de l'URSS en Europe de l'Est, il clarifie les applications de sa « nouvelle pensée » en politique étrangère. Melvyn P. Leffler, *Op. cit.*, p. 421-422; Jack F. Matlock, *Op. cit.*, p. 307-308.

¹⁸¹ La situation évoluera vers une réforme du système permettant une réelle opposition électorale et la République de Hongrie sera proclamée le 23 octobre 1989. Pierre Grosser, *Op. cit.*, p. 287-289.

¹⁸² Outre les scénarios hongrois et polonais de transitions négociées, la Tchécoslovaquie fait aussi sa « Révolution de velours » dans un calme relatif, menant à des élections libres en 1990 et à la victoire du Forum civique de Vaclav Havel. En Bulgarie, c'est plutôt un coup interne au sein du Parti communiste qui le pousse à permettre des élections libres. C'est seulement en Roumanie que la situation devient violente et mène à l'exécution du couple Ceausescu. Pierre Grosser, *Op. cit.*, p. 278-318; Pour une analyse de la gestion soviétique de ces changements, voir Jacques Lévesque, *Op. cit.*, p. 145-261.

¹⁸³ Sur l'ouverture des frontières et l'exode est-allemand, voir Mary Elise Sarotte, *Op. cit.*, p. 28-37.

de prime abord moins convaincu que Reagan des intentions de Gorbatchev¹⁸⁴. D'autre part, la visite de ce dernier à Beijing, le 15 mai, dans un but de rétablir des rapports diplomatiques, se voit être le prélude aux manifestations de la place Tiananmen et à leur répression dans le sang, exposant la possibilité de reprise de contrôle par la force, mais aussi leurs conséquences¹⁸⁵.

Moscou aussi vit son « moment démocratique » avec les élections du nouveau Congrès des députés du peuple, le 26 mars 1989, voyant notamment Eltsine et Sakharov être élus comme candidats « alternatifs » et le PCUS s'affaiblir, malgré des modalités techniques garantissant la préservation de sa majorité. Les débats du Congrès, étant désormais télévisés, rendent alors plus visibles les oppositions : celle de Sakharov à la prééminence du PCUS ainsi que celles entre le clan d'Eltsine et celui de Ligatchev sur l'avenir du système économique¹⁸⁶. Devant l'improductivité du Congrès, l'échec des mesures émanant des compromis que fait Gorbatchev, les pénuries et la difficulté de leurs conditions de travail, les mineurs du Donbass et du Kouzbass commencent en juillet une grève qui se généralisera, leurs revendications, de nature économique au début, se faisant graduellement plus politiques¹⁸⁷. L'instabilité permise par la tolérance des oppositions se propage alors et prend différentes formes, tandis qu'en Géorgie des manifestants séparatistes, réprimés par les forces de l'ordre dans la nuit du 9 avril, inspirent d'autres « nationalités » à remettre en question leur attachement à Moscou¹⁸⁸.

En RDA, alors qu'une partie de la population s'exile, des dissidents organisent des manifestations qui galvanisent les foules, notamment à Leipzig en octobre 1989, alors que

¹⁸⁴ Sur les présupposés, le scepticisme et le pragmatisme de Bush et de son administration, voir Melvyn P. Leffler, *Op. cit.*, p. 425-427; David S. Foglesong, *Op. cit.*, p. 199-202.

¹⁸⁵ Mary Elise Sarotte, *Op. cit.*, p. 19-21.

¹⁸⁶ Eltsine forme, notamment avec Sakharov, le Groupe interrégional de député (MGD). Si le multipartisme n'est pas encore à l'ordre du jour, une brèche est ouverte dans l'interdiction des oppositions. Sur les premiers débats du Congrès, voir Hélène Carrère d'Encausse, *Op. cit.*, p. 157-162.

¹⁸⁷ Ils réclament aux débuts de meilleures conditions de travail et de rémunération, puis le droit de grève (qui leur sera accordé en octobre 1989) et la démission de Gorbatchev. Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 196.

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 186-188.

l'on s'interroge sur les intentions d'Honecker, possiblement inspiré par la répression du « Printemps de Pékin ». Le massacre n'aura finalement pas lieu et, les manifestations gagnant Berlin, c'est un peu par un malentendu issu d'une couverture médiatique optimiste que les premières brèches sont faites dans le mur de Berlin, dans la nuit du 9 novembre¹⁸⁹. Egon Krenz, successeur d'Honecker, se refusant à utiliser la force, et Gorbatchev restant spectateur de cette initiative populaire, les dirigeants du monde sont alors mis devant un fait accompli qui ouvre des possibilités nouvelles, mais amène aussi des inquiétudes¹⁹⁰. Dès lors commencent des négociations entre les dirigeants des anciennes puissances occupantes et les acteurs politiques allemands, s'affrontant sur l'avenir de la nation et sa place dans une nouvelle Europe¹⁹¹. En parallèle de ces événements et du changement d'ordre interne des autres pays du Pacte de Varsovie, Bush rencontre Gorbatchev pour leur premier sommet à Malte, les 2 et 3 décembre. Cette rencontre marque un retour à la proximité des dirigeants dans un climat de coopération, Gorbatchev voyant dans l'idée d'un nouveau partenariat politico-économique, l'assurance du soutien de Bush dans ses réformes internes¹⁹².

La question allemande prend, au début de 1990, le centre de la scène, touchant à la fois les intérêts d'un peuple et d'un État devant se redéfinir, la structure de l'Europe héritée de 1945 et la place des deux Grands dans celle-ci. Gorbatchev en vient à prôner l'inclusion des deux Allemagnes dans une nouvelle construction européenne multinationale, cette « maison commune » où chacun coopérerait dans des institutions internationales, impliquant la fin des alliances militaires de l'OTAN et du pacte de Varsovie. Kohl de son

¹⁸⁹ Mary Elise Sarotte, *Op. cit.*, p. 16-22, 37-45; Pierre Grosser, *Op. cit.*, p. 289-298.

¹⁹⁰ Une Allemagne potentiellement unie faisait toujours peur à plusieurs dirigeants européens. Mary Elise Sarotte, *Op. cit.*, p. 50-61.

¹⁹¹ Gorbatchev propose la restauration de l'occupation quadripartite disparue *de facto* par l'émergence des deux blocs. Helmut Kohl, chancelier ouest-allemand, amène l'idée d'une confédération allemande de deux États, incluse dans la Communauté européenne (CE) en construction, tandis que les dissidents de la RDA forment des instances parallèles à l'État débouchant sur une table ronde à la polonaise, pour ne pas laisser leur avenir se décider à l'extérieur. *Ibid.*, p. 7-10, 65-98.

¹⁹² Bush promet d'accorder à Moscou la clause de la nation la plus favorisée, en soutenant son entrée au sein du GATT en tant qu'observateur. On y évoque aussi l'importance de relancer les négociations sur la réduction des armements conventionnels. Pierre Grosser, *Op. cit.*, p. 73-75.

côté, travaillant en collaboration avec Washington, propose désormais une réelle unification, qu'il doit faire accepter de part et d'autre de ce qui reste du mur. Le statut et les alliances de cette future Allemagne restent toutefois problématiques, la disparition de l'OTAN n'étant pas à l'agenda de Bush ni de ses alliés européens. En février, Kohl et James Baker III, secrétaire d'État américain, visitent tour à tour Gorbatchev, réussissant à lui vendre leur projet de réunification par la promesse floue de ne pas étendre l'OTAN à l'Est¹⁹³. Percevant l'incertitude du maintien au pouvoir de Gorbatchev, Kohl procède alors rapidement et lui fait accepter l'évacuation des forces soviétiques de RDA en échange d'une aide financière dont le secrétaire général a plus que besoin. L'Allemagne s'unit monétairement et financièrement en mai, avant sa réelle réunification politique le 3 octobre 1990¹⁹⁴.

La situation interne de Gorbatchev est en effet de moins en moins solide. Devant l'impression qu'il se tient désormais du côté des conservateurs, il s'était vu forcé, en février 1990, d'amender la Constitution pour mettre fin au monopole du PCUS dans la politique soviétique¹⁹⁵. C'est donc sous la bannière de « Russie démocratique », nouveau parti non communiste, qu'Eltsine fait campagne pour un siège au tout aussi nouveau Congrès des députés du peuple de la RSFSR¹⁹⁶. Sa campagne se basant sur l'idée populaire et populiste d'« autonomie » face à un centre qui n'arrive pas à mener à bien ses réformes, il est élu au suffrage universel avec 84% des votes, le 4 mars 1990. Ce discours a ses échos dans les républiques baltes, déjà très revendicatrices, et la Lituanie déclare son indépendance le 11 mars. Voulant renforcer son statut dans ce bras de fer qui s'annonce avec la périphérie, Gorbatchev se fait élire par le Congrès de députés du peuple d'URSS au poste créé de président de l'URSS, le 14 mars. Fort de cette position, il refuse alors d'accorder son

¹⁹³ Mary Elise Sarotte, *Op. cit.*, p. 7, 99-115, 219-229.

¹⁹⁴ Sur les négociations menant à l'unification de l'Allemagne, voir Pierre Grosser, *Op. cit.*, p. 75-80; Mary Elise Sarotte, *Op. cit.*, p. 129-160, 186-193.

¹⁹⁵ Sur les débats menant à l'amendement de l'article 6 de la constitution traitant du monopole politique du PCUS, voir Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 209; Hélène Carrère d'Encausse, *Op. cit.*, p. 164-168.

¹⁹⁶ République socialiste fédérative soviétique de Russie.

indépendance à la Lituanie et, la menaçant de blocus économique, celle-ci en suspend le processus¹⁹⁷. C'est alors qu'Eltsine se fait élire président du Soviet suprême de la RSFSR, le 29 mai, la veille d'un sommet entre Bush et Gorbatchev à Washington où les promesses de Malte sont confirmées¹⁹⁸. Eltsine déclare alors la souveraineté¹⁹⁹ de la RSFSR, le 12 juin, commençant à rapatrier légalement ministères et budgets et dépouillant Gorbatchev de leviers de pouvoirs importants. Au XXVIIIe Congrès du PCUS, en juillet 1990, la réélection de Gorbatchev au poste de secrétaire général est assombrie par le départ d'Eltsine du Parti communiste, en amenant plusieurs à l'imiter, cela isolant Gorbatchev qui doit réfléchir à un nouveau modèle d'union²⁰⁰.

Le 2 août 1990, les yeux du monde et des États-Unis se tournent en dehors d'Europe et d'URSS lorsque l'Irak de Saddam Hussein envahit le petit État pétrolier du Koweït. Se rencontrant le 9 septembre à Helsinki, Bush et Gorbatchev s'entendent pour se consulter pour résoudre pacifiquement cette crise, signe des temps qui changent dans la gestion de ce qu'on appelle de moins en moins le tiers monde. Deux jours plus tard, Bush, prononce un discours devant le Congrès américain parlant d'un « nouvel ordre mondial » et statuant qu'avec le nouveau partenariat international se dessinant et l'accord de Gorbatchev, aucun dictateur ne pourrait désormais utiliser le conflit Est-Ouest à ses propres fins. Le Conseil de sécurité de l'ONU approuve, le 29 novembre, la formation d'une coalition dirigée et largement dominée par les États-Unis qui arrive à une victoire rapide contre l'Irak. L'URSS à bout de souffle financièrement ne participe toutefois pas à cette première guerre sanctionnée par l'ONU depuis celle de Corée. Aussi, à partir de 1990, plusieurs autres conflits ou situations tendues semblent arriver à un dénouement ou reprendre leurs caractéristiques locales lorsque l'opposition entre les superpuissances s'amenuise. En

¹⁹⁷ Hélène Carrère d'Encausse, *Op. cit.*, p. 172-174.

¹⁹⁸ Sur les élections de Gorbatchev et d'Eltsine, voir Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 212-214; Sur le sommet de Washington, voir Mary Elise Sarotte, *Op. cit.*, p. 160-169.

¹⁹⁹ L'idée de souveraineté, moins radicale que celle d'indépendance, force toutefois à négocier une nouvelle entente d'union. La RSFSR sera suivie dans cette initiative par la plupart des autres républiques avant la fin du mois d'août 1990. Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 216-218.

²⁰⁰ Hélène Carrère d'Encausse, *Op. cit.*, p. 179-183.

février 1990, Violeta Barrios de Chamorro, candidate libérale, est élue présidente du Nicaragua devant le sandiniste Daniel Ortega, alors que les régimes antagonistes, et autrefois liés aux deux Grands, de Somalie et d'Éthiopie s'effondrent, respectivement en janvier et mai 1991. Un processus de paix est entamé au Cambodge en août 1990, tandis Frederik de Klerk met officiellement fin à l'apartheid le 1^{er} février 1991, un an après la libération de Nelson Mandela²⁰¹.

Après la démission de Chevardnadze en décembre 1990, Gorbatchev s'entoure de plus en plus de conservateurs, voulant rétablir l'ordre devant les contestations populaires montantes²⁰². Au début de 1991, alors que le monde est captivé par l'attaque de la coalition sur l'Irak, les unités soviétiques de l'OMON²⁰³ interviennent à Vilnius et à Riga, les 13 et 20 janvier, devant la reprise des républiques baltes de leur marche vers l'indépendance, ramenant une tension avec les Américains qui aidaient financièrement la Lituanie. La volonté des Baltes n'est pas entamée par cet acte de force, la Lituanie votant son indépendance par référendum le 9 février, suivie par l'Estonie et la Lettonie le 3 mars. Alors que Bush, après sa victoire en Irak, réitère devant le Congrès sa vision d'un « nouvel ordre mondial », le 6 mars, Gorbatchev remporte une petite victoire dans un référendum²⁰⁴, où 76,4% des votants acquiescent à la nécessité de conserver la structure centrale de l'URSS. Ils votent toutefois, le même jour, en faveur de la création d'un poste de président de la RSFSR, seule république à ne pas en être munie, ouvrant la porte à Eltsine qui remporte peu après des élections au suffrage universel avec 59% des voix, cela lui donnant une légitimité qui manque à Gorbatchev. Celui-ci se tourne alors à nouveau vers l'étranger, acceptant la dissolution du COMECON²⁰⁵ et celle du Pacte de Varsovie en échange d'une

²⁰¹ Pour l'évolution des situations conflictuelles moins centrales arrivant à des développements rapides et inattendus à partir de 1989, voir Pierre Grosser, *Op. cit.*, p. 85-162, 198-260, 318-335, 389-443.

²⁰² Au début de 1991, 37% des mineurs de l'URSS sont en grève. Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 253.

²⁰³ Forces spéciales du ministère de l'Intérieur de l'URSS.

²⁰⁴ Six républiques refusent toutefois de participer à ce référendum: la Lituanie, l'Estonie, la Lettonie, la Géorgie, la Moldavie et l'Arménie. Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 254-255.

²⁰⁵ Conseil d'assistance économique mutuelle, organisation d'entraide économique entre différents pays du bloc communiste, créée par Staline en 1949 en réponse à l'OECE.

aide financière de Washington et signe, lors d'un sommet avec Bush à Moscou en juillet, le traité START I, premier à porter sur une réduction et non seulement une limitation des armes stratégiques. Gorbatchev croit alors pouvoir utiliser cette avancée en politique étrangère dans ses négociations sur un nouvel accord d'union qu'il venait d'entamer avec la collaboration d'Eltsine et dont la signature était prévue pour le 20 août²⁰⁶. L'avenir et les faucons de Moscou, exclus par cet autre revirement de Gorbatchev, en décideront toutefois autrement.

En effet, le 19 août 1991, Gorbatchev est mis en résidence surveillée à Foros en Crimée, où il était en vacances, par des soldats représentant le « Comité d'État pour l'état d'urgence » (GKCP)²⁰⁷, groupe de putschistes s'opposant à ses réformes. Déclarant que Gorbatchev se retirait pour cause de maladie, les conspirateurs semblent toutefois désorganisés et, alors que l'armée tient le parlement de Moscou en état de siège selon leurs ordres, la résistance d'Eltsine lui donne une visibilité dans les médias internationaux et lui permet d'apparaître à Bush comme une alternative à Gorbatchev. Cette nouvelle aura d'Eltsine et l'implication des citoyens de Moscou lors du siège marquent un changement de fond dans l'équilibre des forces en présence en URSS et dans la façon d'envisager les perspectives d'avenir²⁰⁸. Les putschistes étant éventuellement écartés, Eltsine semble être le glorieux responsable du retour de Gorbatchev. Il tente alors de convertir sa popularité en pouvoir réel, forçant ce dernier à signer un décret suspendant les activités du PCUS, alors que les autres organes de l'URSS sont discrédités par leur implication dans le putsch. Aussi, les trois républiques baltes s'étant déclarées officiellement indépendantes et ayant rapidement été reconnue par Eltsine durant le siège, c'est au tour de l'Ukraine de le faire, le 24 août, cela devant être validé par un référendum le 1^{er} décembre. Bush déclare alors

²⁰⁶ Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 264-265.

²⁰⁷ Le GKCP est formé notamment de Vladimir Krioutchkov, directeur du KGB, Dimitri Iazov, ministre de la Défense, Boris Pougou, ministre des Affaires intérieures, Anatoli Loukianov, président du Soviet suprême de l'URSS et Guennadi Ianaev, secrétaire du Comité central et vice-président de l'URSS, qui est désigné par le groupe comme nouveau président intérimaire. Serhii Plokhyy, *Op. cit.*, p. 73-92.

²⁰⁸ Sur la résistance d'Eltsine et sa relation avec Bush, voir Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 270-279.

qu'il reconnaîtrait les résultats de ce vote populaire et cela donne des ailes à la campagne du président ukrainien Leonid Kravtchouk, dont l'option indépendantiste triomphe²⁰⁹. Alors qu'est aboli le Congrès des députés du peuple de l'URSS et que les négociations pour une nouvelle union piétinent, Eltsine signe secrètement, le 8 décembre, avec ses homologues d'Ukraine et de Biélorussie, un accord sur la formation d'un *Commonwealth*, impliquant la dissolution de l'URSS. Le 21 décembre, 11 des 15 républiques soviétiques rejoignent la Communauté des États indépendants (CEI), malgré les velléités indépendantistes régionales au sein de plusieurs d'entre elles²¹⁰. Le 25 décembre, Gorbatchev démissionne en direct à la télévision américaine, alors que Bush, prenant la parole peu après lui, laisse sa rhétorique prudente pour parler d'une « victoire » américaine, liant ainsi la fin de la guerre froide à la dissolution de l'URSS²¹¹.

Les années de réformes de Gorbatchev avaient transformé le paysage économique soviétique, malgré leur caractère hésitant. En effet, la possibilité de former des entreprises privées avait d'abord été saisie par ceux qui en avaient le plus les moyens, des apparatchiks du KGB et du Comité central, ainsi que des hauts placés de l'armée qui s'étaient octroyés des biens et des infrastructures issues de la propriété publique. Aussi, durant cette période, certains individus dans les ministères avaient eu accès au commerce international en dehors de la tutelle de l'État et avaient profité des prix élevés qu'ils pouvaient tirer de l'exportation pour se constituer des fortunes personnelles, qu'ils cachèrent dans des paradis fiscaux. Prise entre la planification et le marché, et en partie à cause de ces exactions, l'économie russe, à la fin de 1991, était au plus mal²¹². Eltsine, ayant désormais les mains libres, pouvait alors enclencher les réformes économiques qu'il avait prônées et espérer arriver à une stabilisation financière. Dès janvier 1992, il lance, sur les conseils du jeune économiste

²⁰⁹ Sur l'indépendance de l'Ukraine, voir Serhii Ploky, *Op. cit.*, p. 133-144, 152-170, 275-294.

²¹⁰ Sur les négociations menant à la création de la CEI, voir Andreï Kozovoï, *Op. cit.*, p. 286-288; Sur les revendications dans les « républiques autonomes » de la Russie et la déclaration d'indépendance de la Tchétchénie, voir Serhii Ploky, *Op. cit.*, p. 242-247; Stephen Kotkin, *Op. cit.*, p. 154-155.

²¹¹ Pour une appréciation critique des deux discours, voir Serhii Ploky, *Op. cit.*, p. 366-386.

²¹² Le PIB chute de 20% en cette seule année, l'industrie étant en chute libre et l'inflation s'élevant à 250% par mois. Stephen Kotkin, *Op. cit.*, p. 118-119, 125-127.

Egor Gaïdar²¹³ dont il fait son vice-premier ministre, un programme basé sur l'idée de la « thérapie du choc »²¹⁴ de l'économiste américain Jeffrey Sachs, impliquant une libéralisation totale des prix, malgré que dans l'application de Gaïdar certains produits restent régulés par l'État. Si les pénuries se résorbent au début, les entreprises privatisées, et officiellement en déficit, en viennent à réclamer des subsides aux gouvernements des nouveaux États indépendants dont les institutions financières et politiques ne sont pas coordonnées, cela créant des trous énormes dans leurs budgets²¹⁵. Comme solution aux privatisations débridées et aux excès qu'elles provoquent, le gouvernement russe tente d'en contrôler le processus et organise, à partir de la mi-1992, sa propre liquidation par la mise aux enchères de ce qui reste des entreprises d'État, se réglant généralement pour une fraction de leur valeur réelle. Ces politiques laissent alors libre cours à une nouvelle classe d'investisseurs, peuplée d'apparatchiks opportunistes et de membres d'un crime organisé ayant adapté ses méthodes entrepreneuriales clandestines à la situation. Cette nouvelle élite prend les rênes d'une économie dérégulée et sans surveillance, s'imposant souvent par la violence et profitant d'une légalité mal définie, alors que se réinstalle une hyperinflation qui fait fondre les économies des citoyens, que le rouble s'effondre sur les cours mondiaux et que ralentissent les échanges internationaux²¹⁶. La grogne monte aussi au sein d'une classe politique qui se professionnalise, l'arrivée de la jeune équipe d'Eltsine aux postes-clés de l'État ne satisfaisant pas les têtes fortes du Congrès. Les hostilités entre ceux-ci et le président commencent dès avril sur la définition d'une nouvelle constitution pour remplacer celle, toujours en vigueur, de la défunte Union soviétique²¹⁷.

²¹³ Outre Gaïdar, le nouveau gouvernement, nommé le 6 novembre 1991, est composé de jeunes protégés d'Eltsine, notamment Anatoli Tchoubaï, qui sera chargé des privatisations. Hélène Carrère d'Encausse, *Op. cit.*, p. 300-302.

²¹⁴ Programme ayant été implanté en Bolivie en 1985, selon les théories Sachs, et reproduit en Pologne en 1990 avec des résultats variables. Il prône une libéralisation soudaine des prix et de la monnaie, un retrait du contrôle de l'État sur l'économie et la privatisation de ses entreprises pour un passage instantané à l'économie de marché. Sachs conseilla Gaïdar à partir de 1991 avec moins de succès.

²¹⁵ Stephen Kotkin, *Op. cit.*, p. 119-121.

²¹⁶ *Ibid.*, p. 128-132.

²¹⁷ Hélène Carrère d'Encausse, *Op. cit.*, p. 303-304.

Alors que l'intégration de la CEI rencontre elle aussi ses écueils²¹⁸, Eltsine, désormais dépositaire unique du commandement des forces nucléaires de l'ancienne URSS²¹⁹, signe avec Bush, le 3 janvier 1993, l'accord START II, poussant encore plus loin la réduction des armes stratégiques. La sécurité nucléaire, en cette année électorale, semble pour Bush passer avant l'idée, discutée et appuyée dans sa campagne par Bill Clinton, d'établir un nouveau « plan Marshall » pour la Russie. Les États-Unis restent donc conservateurs dans leur aide financière à Eltsine, restreinte à la fois par un Congrès réticent et par le peu de confiance du président au potentiel de « transition » à court terme de la Russie²²⁰. L'année 1992, où la Communauté économique européenne (CEE) se subsume dans une Union européenne (UE) incluant une Allemagne désormais unifiée, voit aussi d'autres conflits éclore et prendre le devant de la scène pour les Américains. En effet, la montée des violences entourant le démantèlement de la Yougoslavie, nécessitant l'intervention des Casques bleus de l'ONU en Croatie²²¹, et l'intervention américaine dans une Somalie en guerre civile qui tourne au bain de sang²²² forcent la nouvelle administration Clinton, élue sur des enjeux économiques et intérieurs, à se questionner sur le sens à donner à sa politique étrangère.

En avril 1993, Eltsine, toujours en conflit avec le Congrès, obtient un appui populaire par référendum alors que 59% des votants disent lui faire confiance et 53% approuvent ses politiques économiques. Les députés n'abandonnant pas la lutte, Eltsine dissout le Parlement en septembre et annonce la mise en œuvre d'une réforme constitutionnelle et la tenue d'élections législatives pour décembre. Les députés décident alors d'occuper

²¹⁸ Déjà en mai 1992 la Russie et l'Ukraine s'affrontent diplomatiquement sur la Crimée et seulement 6 des 11 États signent les accords de Tachkent sur la sécurité collective de la CEI. *Ibid.*, p. 286-294.

²¹⁹ Cela est confirmé à l'international par la signature du Protocole de Lisbonne, le 23 mai 1992, par les États-Unis et les quatre puissances nucléaires de l'ex-URSS, réaffirmant les engagements de START I et promettant leur adhésion au Traité de non-prolifération nucléaire ainsi que le transfert éventuel à la Russie de leurs arsenaux nucléaires. Angela Stent, *Op. cit.*, p. 9.

²²⁰ *Ibid.*, p. 10-12.

²²¹ Sur l'évolution de la situation en Yougoslavie, voir Pierre Grosser, *Op. cit.*, 473-487.

²²² Sur l'intervention en Somalie, voir André Fontaine, *Op. cit.*, p. 593-595; Pour un portrait global des nouveaux conflits post-guerre froide, voir Pierre Grosser, *Op. cit.*, p. 444-471, 502-511, 550-563.

l'édifice du Parlement, qu'Eltsine fait immédiatement encercler. De l'autre côté du siège cette fois-ci, il ordonne, le 4 octobre, une attaque qui réussit, mais qui fait plus de morts que celle d'août 1991, sous l'œil impassible de Washington, priorisant la stabilité et la bonne relation établie avec Eltsine, à qui on ne voit pas d'alternative²²³. Des élections ont donc bien lieu le 12 décembre, les électeurs acceptant du même coup la version d'une nouvelle constitution promue par Eltsine, faisant la part belle au pouvoir présidentiel²²⁴. Si cela ne met pas fin aux problèmes d'Eltsine avec le Congrès, qui ressurgiront à travers les années 1990, et si cette constitution provoque des réactions violentes dans les républiques autonomes à majorité non russe²²⁵, la Fédération de Russie s'était créé un cadre politique stable, du moins en théorie, qui allait perdurer.

La politique de l'administration Clinton envers la Russie allait être plus ouverte et moins prudente que celle de son prédécesseur. Tout en poursuivant le processus de dénucléarisation des autres États successeurs de l'URSS entamée par Bush, l'administration Clinton met plus d'effort pour promouvoir la démocratisation de la Russie et son évolution vers une économie de marché par son appui aux privatisations et par l'accroissement de relations commerciales avec elle. Elle favorise aussi son intégration, bien que partielle et hésitante, dans les institutions transnationales occidentales (G-7, FMI, partenariat avec l'OTAN et l'UE). Elle fait toutefois entrave à ses idéaux en supportant Eltsine dans ses manœuvres mettant à rude épreuve l'idée démocratique et appuie des mesures économiques permettant la montée d'inégalités, les conditions de vie du peuple se dégradant encore alors que se forme une nouvelle oligarchie financière proche du pouvoir²²⁶. Aussi, son plus grand « interventionnisme » dans l'économie de la Russie est

²²³ Angela Stent, *Op. cit.*, p. 20-21; Hélène Carrère d'Encausse, *Op. cit.*, p. 305-309.

²²⁴ Cette élection voit aussi la montée d'un nouveau Parti libéral démocrate (en fait très à droite, et utilisant une rhétorique populiste et patriotique), qui obtient 23% du suffrage et le retour du Parti communiste, récoltant 12% des votes, contre 16% pour le parti d'Eltsine. Angela Stent, *Op. cit.*, p. 21.

²²⁵ Cela mènera à un partage des compétences avec le Tatarstan et le Bachkortostan, mais aussi à une guerre sale et improductive face à la Tchétchénie. Hélène Carrère d'Encausse, *Op. cit.*, p. 324.

²²⁶ Sur l'effet des réformes Eltsine sur l'économie et les conditions de vie, voir Stephen Kotkin, *Op. cit.*, p. 129-141; Sur les politiques Clinton envers la Russie, voir David S. Foglesong, *Op. cit.*, p. 208-217.

souvent mal perçu par sa population, et encore plus par les détracteurs d'Eltsine, qui le qualifient de pro-occidental. De plus, la politique étrangère internationaliste libérale de Clinton, faisant la promotion des mêmes valeurs dans les anciennes républiques soviétiques et dans les pays d'Europe de l'Est, souvent attirés par l'Occident, se heurte aux visions très différentes de Moscou de l'ordre européen, les considérant toujours comme un « étranger proche » sur lequel la Russie devrait garder l'ascendant. Les relations russo-américaines des années Clinton-Eltsine seront donc marquées, comme d'autres avant elles, par un mélange de coopération et de méfiance, mais n'ont désormais plus la même importance pour les États-Unis²²⁷.

²²⁷ Angela Stent, *Op. cit.*, p. 13-34.

CHAPITRE II

LE PARADIGME CONTESTÉ : DES ANOMALIES DANS LE MODÈLE DE GUERRE FROIDE (1987-1989)

I believe the innovations make Soviet foreign policy a tougher challenge for us, but even this should not be overstated. The basic strengths and weaknesses, as well as the basic objectives, of Soviet policy remain.

-Peter W. Rodman, « The Case for Skepticism », *The National Interest*, été 1988.

The ending of the Cold War is a process, not an event. Thus, the conflict will not end with either a bang or a whimper. It will probably not end in a way that can be readily noticed.

-Michael Mandelbaum, « Ending the Cold War », *Foreign Affairs*, printemps 1989.

How to respond to these changes is one of the most critical questions facing Western policymakers. Unfortunately, current Western policy deliberations are burdened by the heavy legacy of the past 40 years.

-Gregory Flynn, « Problems in Paradigm », *Foreign Policy*, printemps 1989.

Au début de 1987, alors que le sommet de Reykjavik apporte ses espoirs mitigés et que l'Union soviétique vit au rythme de la *glasnost*, on analyse, dans les revues étudiées, cet adversaire toujours mystérieux à travers ses tumultes internes dont on évalue difficilement la nature et l'ampleur, anticipant la politique étrangère qui pourrait en découler. On s'interroge alors sur les possibilités d'évolution d'une relation Est-Ouest qui jusque-là semblait pratiquement immuable. L'attitude conciliante de Gorbatchev s'actualisant par la signature du traité de Washington, tous les regards se tournent alors vers une URSS que l'on doit réévaluer. Cette entente historique, rendant l'idée d'un rapprochement plus crédible, relance du coup les débats sur la réalité ou la nature du changement d'ordre

pouvant en résulter et sur la façon de s'y inscrire, devant les possibilités plus ouvertes de rediriger la politique étrangère des États-Unis, fondamentalement organisée autour de la dynamique bipolaire. Ainsi les propositions fusent sur la stratégie à adopter en termes nucléaires, sur la façon de s'impliquer envers des alliés ambivalents et celle d'agir dans un monde toujours divisé en sphère d'influence. Ces considérations sont toutefois soumises et évaluées en fonction de la question centrale, soit la façon de faire face ou de réagir à un adversaire mené par un dirigeant dont les intentions profondes restent à définir et dont plusieurs se méfient toujours. C'est donc souvent par spéculation que l'on juge de ces développements surprenants mais encore peu concrets, les analystes s'en remettant généralement aux conceptions préalables qu'ils avaient de la confrontation.

La guerre froide est donc mise en doute en sa qualité descriptive de l'ordre du monde, mais généralement à l'intérieur du cadre réflexif qu'elle impose. Les débats, fondamentalement induits par le changement chez l'adversaire, se développent alors en oppositions assez définies, suivant les grandes lignes des « écoles » construites dans l'historiographie américaine et selon celles prescrites par les tendances éditoriales des revues. Ainsi, selon que l'on perçoive la guerre froide comme une confrontation idéologique, un affrontement géopolitique ou un malentendu, les solutions proposées diffèrent, s'inscrivant, malgré des variantes, dans des directions assez convenues, se développant généralement selon des considérations à court terme et laissant peu de place à la nouveauté analytique ou conceptuelle. Dans l'anticipation, on s'attarde plus à statuer sur la forme que pourrait prendre le conflit que sur la pertinence des visions que l'on s'en fait, à travers l'analyse d'événements que l'on a peine à envisager pour eux-mêmes. Aussi, même les analyses sortant du cadre strict instruit par le paradigme de guerre froide, apparaissant au gré des indices laissant croire sa fin possible, se définissent généralement en fonction de celui-ci. Alors que pointent à l'horizon les premières remises en question fondamentales du concept, sortant avec fracas des paramètres établis, et qu'apparaît un questionnement sur la situation des États-Unis à cette croisée des chemins, la plupart des auteurs tentent

toujours de faire concorder les événements avec leurs visions de la guerre froide, adaptant au besoin leurs théories aux changements perçus.

2.1 L'adversaire soviétique

Point de mire obligé de l'analyse de la situation internationale durant la guerre froide, l'Union soviétique le reste au moment où son évolution doit être envisagée de façon moins prévisible. C'est donc de façons variées que l'on juge les promesses d'ouvertures de sa politique étrangère, soit comme faux-semblant masquant une menace persistante, comme recul pragmatique ouvrant des avenues prometteuses ou comme révolution pouvant mener à l'entente. Cet adversaire longtemps stigmatisé se transformant aussi de l'intérieur, on l'aborde sur la base de son système, de la conjoncture particulière de sa situation et de son évolution idéologique et culturelle, pour en prédire l'avenir. Cette conceptualisation difficile du changement se fait aussi à travers l'analyse de la personne de Gorbatchev, brisant le moule qu'on avait créé pour catégoriser ses prédécesseurs.

2.1.1 La menace reconsidérée

Le comportement de l'Union soviétique sur la scène internationale, ayant été une source d'inquiétude quasi constante durant le premier mandat de Reagan, le reste pour plusieurs même si elle commence à être réévaluée. Alors que dès le printemps 1987, Georges Kennan établit clairement que la possibilité d'une expansion du communisme n'est plus celle qu'il avait perçue en 1947²²⁸, d'autres considèrent toujours l'Union soviétique comme une menace importante. En ce sens, Caspar Weinberger, secrétaire à la Défense en fonction, affirme que l'URSS, ayant profité des traités de restriction nucléaire des années 1970 (SALT 1 et ABM en 1972) pour investir dans des armes offensives et défensives,

²²⁸ George F. Kennan, « Containment Then and Now », *Foreign Affairs*, vol. 65, n° 4 (printemps 1987), p. 885-890.

pense toujours pouvoir « gagner »²²⁹ une guerre nucléaire²³⁰. Encore plus alarmiste, Angelo Codevilla croit à la possibilité d'une première frappe nucléaire soviétique sur les infrastructures militaires de l'OTAN, qui serait ensuite sécurisée par des troupes conventionnelles, insistant sur le fait qu'une réplique américaine ne serait pas avisée vu la supériorité des forces stratégiques de l'URSS²³¹. Alors que l'Europe, vue comme le théâtre principal de la confrontation par plusieurs, est souvent évoquée comme un territoire à conquérir pour Moscou²³², d'autres voient dans son implication au tiers-monde une façon d'isoler les États-Unis sans risquer une confrontation directe, l'action en l'Afghanistan constituant la nouvelle phase de cette stratégie de domination globale lui permettant de peser sur l'économie de l'Occident par le contrôle de voies maritimes²³³.

Alors que la signature du traité INF apporte à certains l'espoir d'une évolution réelle, d'autres y voient une dimension tactique de la part de Moscou, à l'image de l'ensemble de la nouvelle diplomatie soviétique, s'inscrivant dans une tradition de non-respect de ses engagements et de manipulations. Lawrence Freedman croit en effet que la plus grande réalisation de la politique étrangère de Gorbatchev est d'avoir réussi à donner à l'Union soviétique une image défensive et raisonnable pour les populations occidentales, enlevant des leviers de mobilisation à leurs dirigeants et les mettant dans une position délicate pour négocier²³⁴. Dans un même ordre d'idées, d'autres analysent la promesse de retrait d'Afghanistan comme l'exercice rhétorique d'une nouvelle génération au pouvoir, arborant un style plus attrayant, mais visant toujours les mêmes objectifs fondamentaux de

²²⁹ Les mots mis entre guillemets dans les chapitres II, III, et IV sont ceux des auteurs et les traductions sont les nôtres.

²³⁰ Caspar W. Weinberger, « Why Offense Needs Defense », *Foreign Policy*, n° 68 (automne 1987), p. 5-13.

²³¹ Angelo Codevilla, « American Soldiers in Europe: Hostages to Fortune », *The National Interest*, n° 8 (été 1987), p. 89-93.

²³² Albert Wohlstetter, par exemple, considère l'invasion de l'Europe comme un objectif réel de l'URSS et, faisant explicitement référence à Pearl Harbor, il laisse planer la menace d'une réplique nucléaire stratégique américaine si l'option zéro était acceptée par les deux superpuissances. Albert Wohlstetter, « Swords without Shields », *The National Interest*, n° 8 (été 1987), p. 50-55.

²³³ Elie Krakowski, « Afghanistan and Beyond: The Strategy of Dismemberment », *The National Interest*, n° 7 (printemps 1987), p. 28-38.

²³⁴ Lawrence Freedman, « Managing Alliances », *Foreign Policy*, n° 71 (été 1988), p. 77-78.

domination²³⁵. Ces conceptions alarmistes ou méfiantes, malgré les ententes et les discours conciliants de Gorbatchev, s'inscrivent ainsi dans la certitude de certains de l'expansionnisme et des intentions belliqueuses inchangées de l'adversaire.

D'autres auteurs, tout gardant une certaine méfiance quant à l'importance et la pérennité du changement de direction de la politique étrangère soviétique, l'analysent selon de préceptes plus réalistes. Ainsi, George Breslauer considère la possibilité d'une évolution de l'Union soviétique vers un activisme plus pragmatique, pour le maintien de sa puissance et son bien-être économique, qu'il attribue au pessimisme quant aux résultats du passé, à leur coût et à la conscience nouvelle de la diversité des situations²³⁶. Zbigniew Brzezinski voit aussi une montée du pragmatisme dans la politique soviétique au tiers-monde depuis l'arrivée de Gorbatchev se caractérisant par une plus grande sélectivité d'action, un rapprochement avec des États « modérés » et par une autorestriction issue de la perte d'attractivité du modèle communiste²³⁷. Si d'autres, comme Henry Kissinger, voient dans l'idée de « maison commune européenne » une façon d'affaiblir l'alliance entre les États-Unis et l'Europe de l'Ouest pour permettre à l'URSS de tirer avantage de sa position géographique²³⁸, c'est à travers les possibilités que la nouvelle situation ouvre pour un dialogue sur une sécurité plus collective qu'ils envisagent de soumettre cette rhétorique à l'épreuve des actions²³⁹. Ainsi, si ces analystes ont des doutes sur l'aboutissement des

²³⁵ Peter Rodman inclut dans cette stratégie globale l'ouverture soviétique à Israël et à la Chine, ainsi que les discours conciliants de Gorbatchev sur le contrôle de l'armement nucléaire et les droits de l'homme. Peter W. Rodman, « The Case for Skepticism », *The National Interest*, n° 12 (été 1988), p. 83-90.

²³⁶ Breslauer conçoit l'évolution de la philosophie en politique étrangère comme issue d'un changement générationnel au sommet de la hiérarchie, accordant une importance particulière à l'arrivée de Chevardnadze. Il évoque aussi les changements de personnel dans le Département international du Comité central et l'influence grandissante de l'IMEMO, *think tank* lié à l'Académie des sciences où les « *new thinkers* » pullulent, pesant désormais plus lourd que les militaires dans l'influence sur le Politburo George W. Breslauer, « All Gorbachev's Men », *The National Interest*, n° 12 (été 1988), p. 91-100.

²³⁷ Zbigniew Brzezinski, « Sentiment and Strategy: The Imbalance in America's Third World Policy », *The National Interest*, n° 12 (été 1988), p. 140-141.

²³⁸ Valéry Giscard d'Estaing, Yasuhiro Nakasone et Henry A. Kissinger, « East-West relations », *Foreign Affairs*, vol. 68, n° 3 (été 1989), p. 8,12-13.

²³⁹ Henry Kissinger et Cyrus Vance, « Bipartisan Objectives for American Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 66, n° 5 (été 1988), p. 905.

initiatives de paix de Gorbatchev, ils s'attardent plus à leurs perspectives d'avenir qu'ils n'en jugent les intentions.

Les initiatives et ouvertures de la politique étrangère soviétique provoquent aussi chez certains un optimisme réel quant à leur potentiel d'amener un changement profond dans les relations Est-Ouest, même s'ils les expliquent de façons différentes. Certains sont en effet plus ouverts à accepter l'idée d'une évolution, tel David Holloway qui, prenant en compte les concepts réappropriés par la nouvelle pensée de Gorbatchev de « suffisance raisonnable » et « défense défensive »²⁴⁰, ne croit plus au désir de Moscou d'une « victoire » nucléaire ni à celui de la poursuite d'une course aux armements coûteuse. S'il voit dans ces nouvelles doctrines l'espoir d'une meilleure relation, il conçoit aussi leur élaboration comme issue de la crise profonde que traverse l'URSS²⁴¹. Par opposition, Charles Krauthammer croit cette restriction issue de la pression mise par l'administration Reagan sur l'Union soviétique au tiers-monde et non de problèmes internes ou du constat d'échec d'un système. Ainsi, il voit de l'hypocrisie dans le réajustement idéologique de Gorbatchev, passant, par obligation, d'une rhétorique axée sur la « libération » des opprimés du capitalisme au tiers-monde à l'idée moins marxiste d'autodétermination des peuples²⁴². D'autres observateurs basent toutefois leurs analyses sur des considérations historiques donnant une plus grande agentivité aux Soviétiques. Robert Legvold, assumant le sérieux des promesses de Gorbatchev, voit le changement récent comme le résultat d'une révolution idéologique plus large et entamée avant lui, où la sécurité nationale s'enchaîne désormais dans la sécurité mutuelle des superpuissances et où l'importance de l'avenir de l'humanité supplante l'intérêt pour la puissance militaire, la lutte des classes et la compétition entre deux systèmes²⁴³. Ces perceptions sont donc aussi tributaires de la vision

²⁴⁰ Ces idées impliquent, dans la stratégie prônée par Gorbatchev, la possession d'un arsenal nucléaire permettant de défendre l'Union soviétique, mais jamais d'espérer gagner une guerre nucléaire.

²⁴¹ David Holloway, « Gorbachev's New thinking », *Foreign Affairs*, vol. 68 n° 1, America and the World 1988/1989, p. 73-74, 77-79.

²⁴² Charles Krauthammer, « Regaining the Initiative », *The National Interest*, n° 12 (été 1988), p. 145-147.

²⁴³ Pour Legvold, cette révolution intellectuelle globale amène les Soviétiques à réexaminer leurs présupposés fondamentaux, notamment leur idéal révolutionnaire et la perception de leur intérêt national, désormais plus

que se font les analystes de la nature de l'adversaire et de sa situation, ainsi que de leurs espoirs et ambitions quant à l'aboutissement de la guerre froide, vers une accalmie, une victoire ou une évolution de l'adversaire.

2.1.2 L'Union soviétique entre stagnation, crises et révolutions

Associés pour plusieurs à la définition de sa politique étrangère, le système politique soviétique, son évolution et ses fondements sont aussi d'un grand intérêt durant cette période de changement multiforme en URSS, où les luttes politiques côtoient les réaménagements idéologiques et les crises socioéconomiques. Abordant la déchéance dans laquelle se trouve selon eux l'URSS, certains auteurs déploient leurs analyses selon des visions structurelles d'un système économique déficient, basé sur une idéologie problématique, et fondamentalement responsable de la stagnation. Seweryn Bialer, par exemple, considère ce système inadapté à l'avènement d'une société postindustrielle non seulement économiquement, mais aussi socialement et culturellement, par le manque de partage du savoir d'une société stratifiée où l'élite politique écrase une population désinformée et égalitairement désindividualisée²⁴⁴. Liant l'économie au politique, d'autres voient l'investissement dans l'industrie militaire, et les abus bureaucratiques la favorisant, comme menant au renforcement du pouvoir étatique au détriment du bien-être de la population, créant le déséquilibre à la source de l'impasse dans laquelle se trouve l'URSS²⁴⁵. Robert Kaiser de son côté, croit ce système économique tuant l'initiative, trop ancré dans les habitudes et l'esprit des Soviétiques par 50 ans de mauvaise gouvernance pour être changé par des réformes, si importantes soient-elles²⁴⁶. S'attardant plus spécifiquement aux structures politiques, Gail Lapidus, évoque le malaise émanant d'un

axés sur l'économie. Elle précède ainsi une révolution comportementale et la réorientation de leurs politiques. Robert Legvold, « The Revolution in Soviet Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 68, n° 1, America and the world, 1988/89, p. 82-87, 91-93, 96.

²⁴⁴ Seweryn Bialer, « Gorbachev's Move », *Foreign Policy*, n° 68 (automne 1987), p. 82-85.

²⁴⁵ John B. Dunlop et Henry S. Rowen, « Gorbachev versus Ligachev: The Kremlin Divided », *The National Interest*, n° 11 (printemps 1988), p. 21.

²⁴⁶ Robert G. Kaiser, « The U.S.S.R. in Decline », *Foreign Affairs*, vol. 67, n° 2 (hiver 1988), p. 101-103.

système fédéral reconnaissant les identités nationales à l'époque de la *glasnost* et de l'évocation par Gorbatchev de l'autodétermination des peuples. Pour elle, les soulèvements « nationaux » à base ethnique ou religieuse sont alors doublés de luttes encore plus fondamentales entre le centre et la périphérie sur la nature que devrait avoir le système fédéral²⁴⁷. Ainsi, plusieurs voient la situation difficile de l'URSS comme la conséquence prédéterminée par son système ou ses structures, dans une vision statique d'une URSS construite sur de mauvaises bases et difficilement réformable.

D'autres pourtant, envisagent la situation socioéconomique de l'Union soviétique en termes de crises ou de déclin conjoncturel, provoqués par des décisions internes ou des pressions externes. Ainsi, pour Hannes Adomeit la stagnation économique, la déchéance sociale et l'appauvrissement culturel qui en découlent, prennent leur source dans les difficultés rencontrées et les coûts encourus par les interventions soviétiques récentes au tiers-monde, notamment en Afghanistan, et par le maintien de l'« empire » en Europe de l'Est²⁴⁸. D'autres croient au contraire que l'évolution technologique des armes américaines et la persistance de Reagan à les développer, forçant l'Union soviétique à en faire de même, ont achevé de mettre en déroute une économie où déjà les dépenses militaires avaient fragilisé les autres secteurs économiques²⁴⁹. D'autres encore, donnent une responsabilité aux réformes de Gorbatchev elles-mêmes, permettant le déferlement de manifestations aux dimensions ethniques et nationales entamant la paix sociale²⁵⁰ et nécessitant en retour une répression compromettant leur potentiel de réussite²⁵¹. Les analystes ne s'entendent pas non plus sur le caractère et l'ampleur de la crise, certains n'y voyant qu'une compression

²⁴⁷ Lapidus préfigure ainsi l'affrontement entre deux idées d'union qui s'affronteront bientôt selon les modèles défendus par Gorbatchev et Eltsine. Gail W. Lapidus, « Gorbachev's Nationalities Problem », *Foreign Affairs*, vol. 68, n° 4 (automne, 1989), p. 92-93, 104-107.

²⁴⁸ Robert Conquest, Archie Brown, Adam Ulam, Alec Nove, Hannes Adomeit, Peter Reddaway, Alain Besançon et Françoise Thom, « What's Happening in Moscow? », *The National Interest*, n° 8 (été 1987), p. 18-22.

²⁴⁹ Benjamin Lambeth et Kevin Lewis, « The Kremlin and SDI », *Foreign Affairs*, vol. 66, n° 4, The Defense Debate (printemps 1988), p. 761-767.

²⁵⁰ Gail W. Lapidus, *Loc. Cit.*, p. 92, 99.

²⁵¹ Patrick Cockburn, « Dateline USSR: Ethnic Tremors », *Foreign Policy*, n° 74 (printemps 1989), p. 168.

économique, comparable à celle touchant les États-Unis, obligeant les nouveaux dirigeants à organiser de façon plus créative leurs investissements intérieurs et extérieurs²⁵². Pour Alec Nove par contre, c'est une réelle « crise du système », une « crise de la confiance » et une « démoralisation généralisée », qui prend place en URSS, les maux sociaux l'accablant en étant les symptômes magnifiant les effets d'une économie défaillante²⁵³.

Certains s'attardent aussi aux évolutions idéologiques et culturelles, plus positives pour ceux qui espèrent l'évolution démocratique de l'Union soviétique, leur donnant une fonction explicative du changement. Archie Brown reconnaît ainsi l'importance de l'effervescence intellectuelle et de la diversité d'opinion éclatant au grand jour avec la libéralisation culturelle permise par Gorbatchev, qui est toutefois contrebalancée par les oppositions à celle-ci dans l'*intelligentsia* et la réticence au changement dans la bureaucratie. Pour Robert Conquest inversement, ce sont ces oppositions politiques à la *perestroïka* qui ont poussé Gorbatchev à instaurer une *glasnost* plus poussée qu'il ne l'avait initialement prévu, utilisant les médias comme outils de mobilisation pour imposer des réformes économiques qui ne passeraient pas autrement²⁵⁴. En évaluant l'évolution sociale et culturelle de l'Union soviétique dans le temps un peu plus long, S. Frederick Starr voit aussi la *glasnost* comme une conséquence plutôt que comme une cause. Elle émane toutefois selon lui de la progression importante de l'économie et de l'éducation soviétique depuis la guerre, d'une ère brejnévienne riche culturellement malgré le contrôle imposé, et du développement de nouveaux moyens technologiques permettant une communication horizontale et le développement d'une opinion publique. Gorbatchev n'aurait en fait qu'adapté le système à des changements sociaux déjà advenus et à une population qui se voyait déjà comme une « société civile »²⁵⁵. Voyant un changement idéologique plus conscient et plus dirigé, Francis Fukuyama, voit s'opérer en URSS une opération de

²⁵² Peter W. Rodman, *Loc. Cit.*, p. 83-90.

²⁵³ Robert Conquest, Archie Brown, Adam Ulam, Alec Nove, Hannes Adomeit, Peter Reddaway, Alain Besançon et Françoise Thom, *Loc. Cit.*, p. 13-15.

²⁵⁴ *Ibid.*, p. 4, 6-8.

²⁵⁵ S. Frederick Starr, « Soviet Union: A Civil Society », *Foreign Policy*, n° 70 (printemps 1988), p. 26-36.

destruction d'un marxisme-léninisme auquel plus personne ne croit et, sous le couvert d'un socialisme renouvelé, le début d'un désir d'intégration à un monde de plus en plus dominé par des considérations économiques²⁵⁶.

En fonction de ces perceptions d'un adversaire quasi immuable, en crise ou en transformation, on procède aussi à des prédictions et pronostics sur l'avenir de l'Union soviétique. Si certains, minimisant les changements y ayant cours, mettent en garde contre les suppositions hâtives de l'écroulement prochain du système soviétique, ces prédictions ayant eu cours dans le passé et s'étant toujours trouvées démenties²⁵⁷, d'autres, envisageant la crise de façon plus pragmatique, prévoient un lent déclin de l'URSS au rang des puissances économiques mondiales²⁵⁸. L'inéluctabilité d'un changement important ne fait toutefois pas de doutes pour d'autres observateurs qui tentent d'en évaluer les formes possibles. Wolfgang Leonhard s'attardant à l'évolution idéologique soviétique, y voit trois voies de développement se dessiner: une modernisation idéologique du marxisme-léninisme selon les vues de Gorbatchev, une montée du nationalisme russe ou une victoire du néo-stalinisme²⁵⁹. D'autres analystes sont toutefois plus directifs sur les évolutions internes qu'ils anticipent. Si plusieurs, voyant l'idéologie communiste comme fondamentalement défailante, vont déjà jusqu'à prédire la fin irrémédiable d'un empire condamné²⁶⁰, d'autres envisagent des possibilités d'évolution plus optimistes pour Moscou. Dans cette veine, Michael Mandelbaum, sans espérer une Union soviétique évoluant vers une démocratie à l'occidentale, voit plutôt l'URSS se diriger vers un régime autoritaire plus souple qui pourrait concilier les revendications nationales des républiques

²⁵⁶ Francis Fukuyama, « The End of History? », *The National Interest*, n° 16 (été 1989), p. 12-13, 17.

²⁵⁷ Simon Serfaty, « Lost Illusions », *Foreign Policy*, n° 66 (printemps 1987), p. 9.

²⁵⁸ Zbigniew Brzezinski, « America's New Geostrategy », *Foreign Affairs*, vol. 66, n° 4, *The Defense Debate* (printemps 1988), p. 694.

²⁵⁹ Wolfgang Leonhard, « The Bolshevik Revolution Turns 70 », *Foreign Affairs*, vol. 66, n° 2 (hiver 1987), p. 405-409; S'attardant plus au politique, d'autres définissent les possibilités d'évolution comme: une consolidation du pouvoir de Gorbatchev transformant le système, une victoire des « néo-andropovites » rétablissant un État de style brejnévien et la voie médiane d'une *glasnost* restreinte et d'une *perestroïka* peu efficace. John B. Dunlop et Henry S. Rowen, *Loc. Cit.*, p. 26.

²⁶⁰ Robert G. Kaiser, *Loc. Cit.*, p. 97-101, 113.

et la question des droits de l'homme²⁶¹. D'autres toutefois, même parmi ceux qui croient à la réalité du changement, envisageant un destin plus sombre pour l'Union soviétique, où une perte de contrôle de la *glasnost* causée par des réactions fortes dans les républiques²⁶² ou en Europe de l'Est²⁶³ pourrait mettre en péril la stabilité de de l'URSS, se retourner contre Gorbatchev ou le pousser à ralentir ses réformes, voire à retourner à la répression²⁶⁴.

2.1.3 L'effet Gorbatchev

En venant à personnifier un régime auquel on a peu accès aux États-Unis comme figure emblématique du changement de ton de la diplomatie soviétique, Mikhaïl Gorbatchev, son impact, ses intentions et sa pensée sont aussi scrutés et envisagés dans l'appréciation de l'avenir de l'Union soviétique. Si William Hyland, éditeur de *Foreign Affairs*, voit son arrivée comme le début d'une nouvelle ère dans l'évolution de l'URSS et dans les relations Est-Ouest à l'aube du Sommet de Washington²⁶⁵, plusieurs, tout en faisant état de son inventivité politique et de son initiative, s'interrogent sur la part d'improvisation dans ses actions et sur la façon dont il compte réaliser ses grandes promesses²⁶⁶. Le changement est si grand pour les observateurs de l'Ouest que plus sa diplomatie conciliante se déploie, plus ils se questionnent et s'opposent sur sa sincérité et les réelles implications idéologiques que ses mots sous-tendent.

Certains sont réticents à voir dans le discours de Gorbatchev un réel changement. Ainsi pour Adam Ulam, Gorbatchev n'amène aucune révolution idéologique, sa *glasnost* n'étant qu'une réarticulation du stalinisme, et ne tente, à travers de nouveaux mots trompeurs, qu'à maintenir le monopole du pouvoir du PCUS par d'autres moyens, la terreur étant devenue

²⁶¹ Michael Mandelbaum, « Ending the Cold War », *Foreign Affairs*, vol. 68, n° 2 (printemps 1989), p. 32-35.

²⁶² Patrick Cockburn, *Loc. Cit.*, p.184.

²⁶³ Gregory Flynn, « Problems in Paradigm », *Foreign Policy*, n° 74 (printemps 1989), p. 69-70.

²⁶⁴ S. Frederick Starr, *Loc. Cit.*, p. 37; Lawrence Freedman, *Loc. Cit.*, p. 79; Edward N. Luttwak, « Do We Need a New Grand Strategy? », *The National Interest*, no. 15 (printemps 1989), p. 10.

²⁶⁵ William G. Hyland, « Reagan-Gorbachev III », *Foreign Affairs*, vol. 66, n° 1 (automne 1987), p. 10-11.

²⁶⁶ Milan Svec, « Removing Gorbachev's Edge », *Foreign Policy*, n° 69 (hiver 1987), p.157.

moins efficace²⁶⁷. D'autres, acquiesçant à la réalité d'un changement de posture chez Gorbatchev, lient sa position internationale à ses impératifs intérieurs où pragmatisme et idéologie peuvent cohabiter. Envisageant la primauté de son pragmatisme, certains croient que le caractère « démocratique » de ses actions est issu de la conscientisation qu'il ne pourra moderniser l'économie soviétique s'il ne change pas la société en profondeur²⁶⁸ ou que sa nouvelle diplomatie va de pair avec son désir profond de faire de l'URSS un « État normal », sécurisant sa légitimité interne sans la tirer de sa puissance internationale²⁶⁹. Graham Fuller inversement, met le changement idéologique à l'avant-plan tout en lui donnant une dimension stratégique, l'objectif de Gorbatchev étant de faire de l'URSS une superpuissance globale, et non seulement militaire, par une « interdépendance » calmant la dimension idéologique de la confrontation et forçant les États-Unis à une certaine restriction²⁷⁰. Dans une perspective plus intérieure de l'idéologie soviétique, c'est pour Graham Allison le pragmatisme même de Gorbatchev qui est révolutionnaire, car, rejetant le monopole de la vérité du PCUS et évitant la rhétorique officielle du passé, il cherche sincèrement de nouvelles solutions dans son rapport avec la population²⁷¹.

Par-delà les idées et objectifs qu'ils attribuent à Gorbatchev, les analystes américains se prononcent aussi sur ses perspectives de réussite, leur optimisme ou leur pessimisme se définissant à l'aune de leurs visions de l'homme et de leurs espérances. La question du succès de Gorbatchev est en effet ambiguë et les perspectives varient selon que l'on croit à son désir de consolider son pouvoir ou à sa volonté de réformer l'Union soviétique. Arguant que rendre l'Union soviétique prospère et libre ne fait pas partie des buts de Gorbatchev, plusieurs lui prédisent toutefois de bonnes chances de réussir à reprendre le contrôle de l'appareil politique par la mobilisation du peuple pour une expansion en Europe

²⁶⁷ Robert Conquest, Archie Brown, Adam Ulam, Alec Nove, Hannes Adomeit, Peter Reddaway, Alain Besançon et Françoise Thom, *Loc. Cit.*, p. 5.

²⁶⁸ Seweryn Bialer, *Loc. Cit.*, p. 59-62.

²⁶⁹ Richard H. Ullman, « Ending the Cold War », *Foreign Policy*, n° 72 (automne 1988), p. 131-133.

²⁷⁰ Graham E. Fuller, « The Case for Optimism », *The National Interest*, n° 12 (été 1988), p. 75-80.

²⁷¹ Graham T. Allison Jr., « Testing Gorbachev », *Foreign Affairs*, vol. 67, n° 1 (automne 1988), p. 20-21.

et par une aide occidentale accordée par crédulité face à l'imposture de la nouvelle pensée²⁷². Quant à ceux qui débattent de la possibilité qu'il réussisse à implanter ses réformes économiques ou à établir plus de libertés individuelles, la plupart sont plutôt pessimistes. On évoque en ce sens la puissance de l'opposition des militaires et d'une bureaucratie privilégiée et la difficulté appréhendée d'harmoniser ses réformes avec les besoins du complexe militaro-industriel²⁷³, sa seule réelle chance se trouvant dans un investissement étranger qui représenterait pour l'Ouest un pari risqué²⁷⁴. Dans une perspective plus sociale, Robert Kaiser voit lui aussi peu d'espoir que Gorbatchev réussisse à changer de façon efficace l'Union soviétique. Il affirme ainsi qu'on ne peut appliquer à la société soviétique l'adaptabilité de celles de l'Occident, celle-ci étant fondamentalement conservatrice, inflexible et réticente aux changements qu'implique la *perestroïka*²⁷⁵. Divergentes et diversifiées, ces appréciations d'un adversaire auquel on a peu accès, se moulent aux grandes oppositions qui ont eu cours durant les années de guerre froide, témoignant de la difficulté de s'extraire aussi rapidement de stigmates bien implantés.

2.2 L'ordre mondial questionné

Jusqu'alors peu questionnée et fortement ancrée dans la conception que les Américains ont d'un monde pré-Gorbatchev, l'idée d'une guerre froide perpétuelle commence à porter à débat, certains en réaffirmant la pertinence, d'autres en prévoyant l'accalmie ou la fin. Aussi, les tensions s'amenuisant graduellement, des visions nouvelles émergent ou semblent désormais plus applicables aux possibilités d'un monde où la bipolarité n'est peut-être plus aussi dominante et qui pourrait se développer de façon plus globale et

²⁷² Voir la contribution d'Alain Besançon et Françoise Thom dans Robert Conquest, Archie Brown, Adam Ulam, Alec Nove, Hannes Adomeit, Peter Reddaway, Alain Besançon et Françoise Thom, *Loc. Cit.*, p. 28-29; John B. Dunlop et Henry S. Rowen, *Loc. Cit.*, p. 19-23.

²⁷³ F. Stephen Larrabee, « Gorbachev and the Soviet Military », *Foreign Affairs*, vol. 66, n° 5 (été 1988), p. 1002-1003, 1005, 1025-1026.

²⁷⁴ Ernest van den Haag, « Why Gorbachev Won't Make It », *The National Interest*, n° 13 (automne 1988), p. 126-129.

²⁷⁵ Robert G. Kaiser, *Loc. Cit.*, p. 101.

interdépendante. Alors que la plupart s'interrogent toujours sur la valeur descriptive du paradigme de guerre froide ou spéculent sur l'avenir immédiat, certains, minoritaires, en viennent aussi à réviser la valeur des visions, jusque-là inquestionnées, orchestrant et définissant le passé ou à déclarer, sur des bases philosophiques, l'éclosion d'un monde fondamentalement nouveau.

2.2.1 Une guerre froide persistante ou amenuisée

La confrontation Est-Ouest s'adoucissant à travers les discours, promesse et action des dirigeants, il importe alors pour les observateurs des relations internationales d'en appréhender les possibilités d'évolution et d'en définir le statut ou l'adéquation avec un modèle toujours omniprésent. Au début de la période étudiée, plusieurs envisagent toujours la guerre froide comme permanente, et si certains croient qu'un éventuel traité INF pourrait donner un nouvel élan aux négociations et faire évoluer la relation Est-Ouest, ils restent sceptiques quant à la perspective d'un changement majeur dans l'ordre du monde²⁷⁶. D'autres, encore plus réticent à cette idée et voyant une stabilité dans la dynamique d'une guerre froide venue à maturité alors que l'Est et l'Ouest ont apprivoisé l'équilibre nucléaire et réduit les risques d'une guerre accidentelle, anticipent dans la réduction des arsenaux envisagée le danger de mettre fin à cette bipolarité confortable²⁷⁷. D'autres encore, comme Coral Bell, sont aussi pessimistes à la suite de la signature du traité, n'y voyant que des avantages pour les Européens, et surtout les Soviétiques, dans un affrontement qui n'est pas fini²⁷⁸. Dans une vision différente de la continuité, Samuel Huntington, traitant de l'implication des superpuissances au tiers-monde, affirme que toutes deux envisagent

²⁷⁶ Jonathan Dean, « Military Security in Europe », *Foreign Affairs*, vol. 66, n° 1 (automne 1987), p. 22-24, 38-40.

²⁷⁷ Christoph Bertram, « Europe's Security Dilemmas », *Foreign Affairs*, vol. 65, n° 5 (été 1987), p. 948, 953-954.

²⁷⁸ Coral Bell, « 'Negotiation from Strength' the Second Time Around », *The National Interest*, n° 11 (printemps 1988), p. 63-64; Des avis semblables émergent aussi à la même époque dans les deux autres revues. Voir, Thierry de Montbrial, « Security Requires Caution », *Foreign Policy*, n° 71 (été 1988), p. 88; F. Stephen Larrabee, *Loc. Cit.*, p. 1022.

toujours le monde en termes d'enjeux de sécurité globale dans une dynamique bipolaire. Il présume aussi d'une évolution cyclique dans le jeu à somme nulle de cet affrontement dans les périphéries, malgré que leurs intérêts à promouvoir leurs systèmes et leurs valeurs n'aient plus la même importance²⁷⁹. Aussi, cette conception d'une guerre froide prédominante fait long feu, malgré sa cohabitation avec des interprétations divergentes et, aussi tard qu'à l'été 1989, Eugene Rostow réaffirme que l'« autre superpuissance » reste la seule préoccupation sécuritaire majeure des États-Unis²⁸⁰.

D'autres perçoivent toutefois une baisse de tension dans les relations Est-Ouest et voient la possibilité d'une évolution vers une compétition moins dangereuse. Marshall Shulman y croit en effet, si Gorbatchev accomplit les tâches héroïques de moderniser l'URSS et d'adapter ses institutions à la vie politique du XXI^e siècle et que les États-Unis retrouvent un consensus bipartisan sans céder aux courants néoconservateurs²⁸¹. On entrevoit aussi la possibilité que les superpuissances, épuisées économiquement, puissent avoir tendance à vouloir « contenir » les conflits périphériques et non à s'y impliquer, cela amenant le tiers-monde à se détacher d'un conflit Est-Ouest qui se régionaliserait en Europe²⁸². L'idée émerge aussi qu'une « nouvelle détente » puisse s'installer si Gorbatchev réussit à attirer les dirigeants d'Europe de l'Est dans sa réforme du socialisme par des relations économiques favorables²⁸³. Robert Tucker affirme même que le monde est déjà entré dans la première phase de celle-ci par l'esprit du traité de Washington, le changement de ton des discussions et l'ampleur des promesses soviétiques. Aussi, il croit que dans ce climat

²⁷⁹ Huntington appréhende d'ailleurs une nouvelle poussée soviétique dans le tiers-monde une fois le pouvoir de Gorbatchev consolidé, comme cela s'est vu, selon lui, durant chaque période de détente dans le passé. Samuel P. Huntington, « Patterns of Intervention: America & the Soviets in the Third World », *The National Interest*, n° 7 (printemps 1987), p. 39-47.

²⁸⁰ Eugene V. Rostow, William G. Hyland, Michael DeWine, Henry J. Hyde, Bill McCollum, Bill Broomfield, Jim Courter, Dick Cheney, Jim McClure, Orrin G. Hatch, Robert Parry et Peter Kornbluh, « Letters », *Foreign Policy*, n° 75 (été 1989), p. 182-186

²⁸¹ Marshall D. Shulman, « The Superpowers: Dance of the Dinosaurs », *Foreign Affairs*, vol. 66, n° 3, *America and the World*, 1987/88, p. 494-495, 515.

²⁸² Voir la contribution de Pierre Lellouche dans Stephen D. Prowse, Christoph Bertram, Pierre Lellouche et Laurence Martin, « The Iklé-Wohlstetter Report », *The National Interest*, n° 12 (été 1988), p. 18.

²⁸³ Charles Gati, « Gorbachev and Eastern Europe », *Foreign Affairs*, vol. 65, n° 5 (été 1987), p. 974-975.

beaucoup plus favorable aux États-Unis par rapport à celui des années 1970, les enjeux du tiers-monde ne sauraient cette fois-ci en être le facteur déstabilisant²⁸⁴.

Certains envisagent aussi un changement d'une plus grande ampleur. Walt Whitman Rostow parle déjà au printemps 1987 d'une fin possible de la logique de guerre froide, par la tendance probable de l'URSS à intégrer le système international pour gérer ses réformes internes, dans un processus évolutif et naturel vers une plus grande liberté humaine, s'interrogeant plutôt sur la volonté des Américains à se concentrer eux aussi sur leur politique intérieure et non à lutter contre son adversaire²⁸⁵. S'attardant à l'impact plus personnel du dirigeant soviétique, Hannes Adomeit voit un point de non-retour dans ce que Gorbatchev a accompli quant au changement de culture et à la désidéologisation de la politique étrangère de l'Union soviétique et envisage la possibilité de relations « normales » entre les superpuissances²⁸⁶. Michael Mandelbaum quant à lui, voit la fin de la guerre froide comme un processus et non comme un événement ou un point fixe. Ce processus est selon lui déjà clairement entamé et en grande partie insufflé par l'action de Gorbatchev, mais malgré que l'ouverture soit plus prometteuse que durant les autres périodes de détente, sa définition et son importance ne seront visibles que plus tard²⁸⁷. Cette conscience d'un manque de perspective et de la difficulté à périodiser à partir du présent n'est toutefois pas la norme, alors que la plupart des interprétations de l'époque se font toujours en fonction des primats du modèle établi.

2.2.2 Un monde en transformation

En parallèle de ces évaluations spécifiques à l'évolution de la confrontation, certains analystes tentent aussi de définir l'ordre du monde de façon positive et plus détachée du

²⁸⁴ Robert W. Tucker, « Detente: The Old and The New », *The National Interest*, n° 12 (été 1988), p. 183-187.

²⁸⁵ W. W. Rostow, « On Ending the Cold War », *Foreign Affairs*, vol. 65, n° 4 (printemps 1987), p. 847-851.

²⁸⁶ Robert Conquest, Archie Brown, Adam Ulam, Alec Nove, Hannes Adomeit, Peter Reddaway, Alain Besançon et Françoise Thom, *Loc. Cit.*, p. 22-23.

²⁸⁷ Michael Mandelbaum, *Loc. Cit.*, p. 17-19, 24, 35-36.

carcan de la bipolarité, évaluant les mutations du système international de façon plus globales. Ainsi, Henry Kissinger et Cyrus Vance, s'ils croient la bipolarité toujours présente, la voient désormais cohabiter avec des enjeux nouveaux issus de la montée en importance d'acteurs autrefois mineurs, notamment ceux du tiers-monde, dont les États-Unis devront prendre acte pour maintenir leur prépondérance²⁸⁸. Dans un même ordre d'idées, certains voient la dynamique de guerre froide comme responsable du développement particulier de certaines situations qui pourraient éventuellement devenir problématiques, reprendre leur nature réelle ou dégénérer, dans l'optique de l'amenuisement ou de la disparition de la bipolarité²⁸⁹. Plus assertif, Zbigniew Brzezinski affirme qu'en termes géopolitiques la confrontation avec l'URSS a perdu de son importance, notamment à cause des alliances américaines avec l'Europe de l'Ouest et le Japon, et que les enjeux se sont diversifiés. Il parle ainsi d'une évolution graduelle de l'équilibre hérité de la Seconde Guerre mondiale, ouvrant sur un système mondial multipolaire, comprenant ses nouvelles zones de tension, mais aussi des possibilités intéressantes de repositionnement pour les Américains²⁹⁰. Moins optimiste quant à la place future des États-Unis, William Hyland conçoit quant à lui une détérioration du système international bipolaire qui avait jusque-là soutenu la position dominante des superpuissances. Voyant le phénomène allant de pair avec la baisse du facteur idéologique dans une guerre froide, il envisage ainsi un monde où le conflit avec l'URSS deviendrait plus traditionnel, politique et économique, où d'anciennes puissances européennes pourraient resurgir, mais surtout où le Pacifique deviendrait le nouveau centre économique et géopolitique du monde²⁹¹. Ces conceptions de l'ordre international, l'envisageant comme moins dépendant de la confrontation Est-Ouest, se déploient toutefois en comparaison avec cette bipolarité que l'on considère comme amoindrie et comportent

²⁸⁸ Henry Kissinger et Cyrus Vance, *Loc. Cit.*, p. 899-921.

²⁸⁹ James Chace évoque la tension entre les deux Corées, la situation des Philippines, de l'Indonésie et de plusieurs pays d'Amérique latine. James Chace, « Inescapable Entanglements », *Foreign Affairs*, vol. 67, n° 2 (hiver 1988), p. 26-44.

²⁹⁰ Zbigniew Brzezinski, « America's New Geostrategy », *Loc. Cit.*, p. 680-699.

²⁹¹ William G. Hyland, « Setting Global Priorities », *Foreign Policy*, n° 73 (hiver 1988), p. 22-40.

toujours les idées, primordiales durant la guerre froide, de la nécessité de prépondérance des États-Unis et d'une menace toujours potentielle.

S'extirpant des réflexions réalistes quant à l'équilibre changeant du monde, d'autres croient que les considérations du nouveau monde seront autres et que la réflexion sur la politique étrangère devra se faire sur de nouveaux axes plus larges et coopératifs. Charles William Maynes ne voyant plus la confrontation avec l'URSS comme un enjeu majeur dans le futur, croit plutôt à la possibilité d'une nouvelle ère d'entente avec celle-ci, où des défis globaux – intégration efficace de l'économie mondiale, SIDA, prolifération nucléaire – et d'autres spécifiquement américains – dette, immigration – devront se retrouver au centre des préoccupations. Il croit ainsi cela possible par la progression de l'éducation, des technologies de la communication et l'urbanisation au niveau mondial permettant l'émergence de nouvelles voix transnationales issues de communautés à bases scientifiques, d'affaires ou religieuses, transcendant le contrôle strict des États et mettant au défi les institutions politiques nationales²⁹². Plusieurs analystes en viennent aussi à voir le changement sous le prisme d'une globalisation économique et d'une interdépendance multidimensionnelle pouvant mener à plus de partage de savoir et à une modernité construite selon des standards plus communs²⁹³. Pour certains les enjeux économiques dominant d'ailleurs déjà la dynamique mondiale. En ce sens, Felix Rohatyn voit dans la désidéologisation du monde la possibilité et la nécessité d'établir une coopération économique internationale favorisant la croissance globale et la stabilité géopolitique mondiale²⁹⁴. Ces idées un peu divergentes restent toutefois minoritaires, énoncées au conditionnel et souvent comme les compléments spéculatifs d'analyses d'enjeux plus concrets impliquant l'avenir et les agissements de l'Union soviétique. Aussi, construites

²⁹² Charles William Maynes, « Coping with the '90s », *Foreign Policy*, n° 74 (printemps 1989), p. 53.

²⁹³ Seweryn Bialer, *Loc. Cit.*, p. 82-84.

²⁹⁴ Felix Rohatyn, « America's Economic Dependence », *Foreign Affairs*, vol. 68, n° 1, America and the world, 1988/89, p. 53-65.

dans l'expectative d'un changement n'étant pas encore advenu, elles se déploient peu en solutions opérationnelles claires.

2.2.3 La remise en cause du modèle

Certains auteurs, dans un but semblable d'éveiller les Américains à la nécessité de penser autrement le monde de leur temps, vont toutefois plus loin dans leurs remises en question de l'idée de guerre froide. Abordant la construction discursive d'un modèle qu'ils jugent biaisé, ils réévaluent la pertinence de la trame historique des relations Est-Ouest, emprisonnée dans un cadre restrictif, ainsi que l'influence néfaste qu'elle a eue selon eux sur le déroulement des événements. Ainsi, dès le printemps 1987, celui-là même qui avait mis au monde l'idée du *containment*, George Kennan, s'élève contre l'interprétation stricte qu'en ont fait les diverses administrations américaines, qu'il voit en partie responsable de la situation désastreuse des États-Unis et de la cristallisation de la dynamique d'opposition. Il croit que cette vision statique, ancrée dans une période staliniste depuis longtemps révolue, s'est solidifiée dans la rhétorique publique américaine et s'est réifiée par une course aux armes qui s'est avec le temps détachée des oppositions politiques qui l'avait autrefois mise en marche. Il plaide ainsi pour une conscientisation des Américains des problèmes de leur époque, ceux de l'extérieur – instabilités grandissantes au tiers-monde, montée des fondamentalismes religieux, crise environnementale générale – et ceux de l'intérieur – déficits budgétaires, incapacité à contrôler l'immigration - prônant l'abandon d'une vision passéiste d'un concept qui ne correspond plus à la réalité de son époque²⁹⁵.

Sergey Rogov, chercheur russe publiant un peu plus tard dans *Foreign Policy*, donne un avis semblable dans une perspective émanant de l'autre côté, assez rare à l'époque. Il déconstruit la trame narrative américaine d'une guerre froide omniprésente depuis 1945 ou 1917, et voit la relation américano-soviétique comme ayant fluctué durant les 70 ans de bolchévisme, alternant entre différents types relationnels allant de la confrontation à la

²⁹⁵ George F. Kennan, *Loc. Cit.*, p. 889-890.

collaboration²⁹⁶. Il croit aussi que la lutte dite idéologique est le produit de la propagande des deux côtés et qu'il faut arrêter de lier l'organisation politique interne d'un État à ses dispositions et intentions sur le plan international. Jugeant du côté américain de cette « guerre des idées », il conçoit la vision d'un jeu à somme nulle comme une construction issue de l'influence dirigée des pouvoirs militaires menant la population, pour la réalisation de ses objectifs de domination empêchant toute politique réfléchie. Ses idées rejoignant à un moment opportun celles que répand Gorbatchev autour du monde, il affirme que les valeurs fondamentales des deux superpuissances étant humanistes, leurs intérêts communs, notamment en termes de sécurité, sont plus importants que leurs divergences. Aussi, pour lui, même une guerre économique est anachronique, l'Union soviétique pouvant participer de façon non menaçante pour les États-Unis à l'économie globale, le temps étant venu de trouver un modèle d'interaction coopératif²⁹⁷. Ces idées remettant en cause les présupposés de la pensée américaine en politique étrangère font toutefois peu de bruit, le regard étant tourné vers le présent et vers un adversaire toujours généralement vu comme tel.

Un autre article, remettant en cause non les conceptions du passé et de l'histoire, mais celle du présent, aura quant à lui un succès retentissant. Par-delà des visions basées sur l'observation des événements pour traiter de la persistance de la guerre froide ou de la transformation du monde et proposant une prospective prudente, Francis Fukuyama, dans son article *The End of History?*, publié à grand renfort de promotion dans *The National Interest*, déplace le débat sur le terrain philosophique. Parlant d'un changement majeur pour l'humanité, il propose un cadre conceptuel nouveau arguant que le libéralisme, la « bonne » idéologie, a triomphé²⁹⁸. Définissant de façon différente la nature des relations

²⁹⁶ Rogov décrit les modèles de relations entre les États-Unis et l'Union soviétique à travers le temps comme: une guerre chaude par l'intervention américaine suite à la révolution de 1917, une guerre froide non reconnue dans les années 1920, une guerre froide effective de 1945 au début des années 1970 et de la fin des années 1970 au milieu des années 1980, une détente correspondant aux années 1930 et 1970 et une alliance durant la Seconde Guerre mondiale.

²⁹⁷ Sergey M. Rogov, « Detente Is Not Enough », *Foreign Policy*, n° 74 (printemps 1989), p. 86-102.

²⁹⁸ Il dépasse l'idée de « la fin de l'idéologie » stipulant que les sociétés industrialisées devraient se définir par leur développement et non par leur idéologie et ainsi appelées à se ressembler. Cf. Daniel Bell, *The End of Ideology: On the Exhaustion of Political ideas in the Fifties*, Glencoe, Free Press, 1960, 416 p.

internationales de l'avenir²⁹⁹, il conçoit les changements en cours en URSS comme l'actualisation de l'abandon de la dernière idéologie concurrente du libéralisme, concrétisant son expansion déjà mondialisée dans le sillage des deux guerres mondiales et mettant fin à la période « historique » du monde ainsi qu'à toute possibilité de conflit majeur. L'avenir sera alors un temps ennuyant où des tensions pourront exister, mais seront exclusivement basées sur des considérations commerciales et calculatrices³⁰⁰.

Des critiques, savamment orchestrée par *The National Interest*, proviennent alors d'experts moins souvent mobilisés par la revue, philosophes et historiens du culturel et de l'intellectuel, qui se joignent aux analystes politiques. Si elles louangent toutes l'audace ou à l'apport de Fukuyama au débat, peu adoptent sa téléologie triomphaliste et comprennent les événements récents comme preuves inéluctables de sa réalisation, revenant sur les diverses possibilités de l'avenir politique de l'URSS, autres que l'établissement du libéralisme. Gertrude Himmelfarb, par exemple, dit toujours croire à la contingence, aux impondérables de l'histoire, et affirme que l'effondrement apparent du communisme ne signifie en rien la perfection ou la complétude du libéralisme, qui aura probablement dans un avenir rapproché des compétiteurs idéologiques ou démontrera des failles. De façon plus concrète, d'autres, comme Allan Bloom, s'interrogent sur la gestion de cette fin de l'histoire si, comme l'évoque Fukuyama, le monde se dirige vers un rationalisme libéral, à une époque où l'obscurantisme guette les nations africaines et orientales et où l'Europe renoue avec le nationalisme³⁰¹. Leon Wieseltier quant à lui s'élève contre cette vision eschatologique, ne croyant ni à l'idée, implicite chez Fukuyama, que les régimes libéraux ne se font pas la guerre, ni à celle de la disparition des dimensions idéologique et

²⁹⁹ Il reprend l'interprétation d'Alexandre Kojève, philosophe français d'origine russe, de la vision de Hegel de la propagation des idées libérales en Europe après la Révolution française, et qui voyait déjà dans les années 1930, l'*American way of life* comme l'état post-historique de l'homme déjà advenu. Voir Alexandre Kojève, *Introduction à la lecture de Hegel*, Paris, Gallimard, 1971 (1947), 600 p.

³⁰⁰ Francis Fukuyama, *Loc. Cit.*, p. 3-18.

³⁰¹ Voir aussi les autres contributions de cette table ronde. Allan Bloom, Pierre Hassner, Gertrude Himmelfarb, Irving Kristol, Daniel Patrick Moynihan et Stephen Sestanovich, « Responses to Fukuyama », *The National Interest*, n° 16 (été 1989), p. 19-21, 24-26.

idéationnelle des futurs conflits³⁰². Finalement, plusieurs critiques pensent qu'associer un changement de paradigme dans la façon d'analyser la politique à la victoire du libéralisme, qui fondamentalement est une idée et non une réalité, revient à faire fi de toute analyse du passé et des oppositions bien réelles qui ont marqué le XXe siècle³⁰³.

Bien que simpliste et sensationnaliste pour plusieurs, l'article de Fukuyama a permis au *National Interest* de se saisir d'un débat dont il dictait les règles et choisissait les intervenants, du moins pour un temps, tout en normalisant les discussions paradigmatiques sur une situation toujours en mutation. Comme les articles de Kennan et de Rogov, il pousse les analystes américains à s'analyser eux-mêmes et s'inscrit dans un mouvement de remise en question idéale d'un paradigme dont on peut mieux commencer à s'extirper, laissant toutefois aussi présager les malaises et les dichotomies de la pensée américaine à travers ce regard moins encadré.

2.3 La mission américaine

La politique étrangère américaine, malgré ces quelques tentatives de déconstruction du modèle, reste très majoritairement abordée dans nos revues selon une grille de lecture de guerre froide où la prééminence est donnée à la gestion de l'adversaire. S'élaborant de façon réactive ou visant à agir sur lui, les solutions s'accordent de façon cohérente aux visions que l'on se fait de sa nature ou de son évolution récente, s'exprimant par leur dureté, leur pragmatisme ou leur ouverture. Les autres enjeux internationaux sont aussi évalués de façon générale en forte corrélation avec la dynamique bipolaire, qu'elle soit perçue comme permanente ou déclinante, s'élaborant toujours en termes de sphères d'influence, d'alliés et d'opposants. On voit toutefois apparaître le début d'un questionnement sur la nature de

³⁰² Il évoque l'erreur de Fukuyama de réduire le libéralisme à un capitalisme amenant automatiquement la prospérité et celle de rejeter la possibilité que le nationalisme ou la religion puissent mettre à mal une société se voulant libérale. Leon Wolseltier, « Spoilers at the Party », *The National Interest*, n° 17, (automne 1989), p. 12-16.

³⁰³ Voir la contribution de Timothy Fuller dans Timothy Fuller, David Satter, David Stove et Frederick L. Will, « More Responses to Fukuyama », *The National Interest*, n° 17 (automne 1989), p. 93-100.

la mission des États-Unis dans un monde moins dangereux, où cohabitent l'optimisme d'une victoire semblant possible et le pessimisme issu d'un sentiment de déclin.

2.3.1 La gestion de l'adversaire

L'Union soviétique reste le centre d'intérêt principal et le facteur le plus important dans la définition d'une politique étrangère dont les perspectives semblent alors s'ouvrir. Plusieurs restent toutefois accrochés à une politique classique de guerre froide malgré le changement que peut sembler porter Gorbatchev, tel Colin Gray qui voit toujours le *containment* comme la solution géopolitique de prédilection pour les États-Unis³⁰⁴. La fermeté est aussi souvent de mise dans la dimension nucléaire de la relation Est-Ouest alors que, dans l'attente du sommet de Washington, Jack Kemp, prône le déploiement immédiat du SDI, préoccupation majeure pour Gorbatchev et clef de voûte des négociations qui s'annoncent, plaidant la supériorité offensive d'une URSS qui elle aussi investit dans un bouclier nucléaire³⁰⁵. Plusieurs voient aussi la signature du traité INF comme la conséquence de la politique de « négociation en position de force » du second mandat de Reagan et préconisent sa continuité pour garantir une position favorable aux États-Unis³⁰⁶. Le rapprochement politique avec l'Ouest que tente d'opérer Gorbatchev et la perception des difficultés économiques de l'Union soviétique amènent aussi certains analystes à reconsidérer les relations commerciales entre les superpuissances, longtemps marquées par des sanctions de la part des États-Unis³⁰⁷. Plusieurs sont alors réticents à ouvrir le commerce, insistant sur l'idée que les échanges doivent être soumis à la logique de *deterrence*, que l'on doit limiter les transferts de technologies stratégiques pour garder un

³⁰⁴ Colin S. Gray, « NATO: Time to Call It a Day? », *The National Interest*, n° 10 (hiver 1987), p. 13.

³⁰⁵ Jack Kemp, « How to Proceed with SDI—Deploy Now », *The National Interest*, n° 7 (printemps 1987), p. 76-79.

³⁰⁶ Caspar W. Weinberger, « Arms Reductions and Deterrence », *Foreign Affairs*, vol. 66, n° 4, The Defense Debate (printemps 1988), p. 701-702; Coral Bell, *Loc. Cit.*, p. 64; John B. Dunlop et Henry S. Rowen, *Loc. Cit.*, p. 27-28.

³⁰⁷ L'Amendement Jackson-Vanik de 1974 avait lié les conditions du commerce des États-Unis avec l'URSS au respect des droits de l'homme et à la liberté d'émigration, notamment des juifs soviétiques.

avantage militaire et surtout résister à l'euphorie des perspectives de détente³⁰⁸. Dans une logique de confrontation aussi assumée, d'autres promeuvent l'idée d'utiliser des pressions économiques envers Moscou pour décourager l'idée du maintien d'un « empire » en Europe de l'Est³⁰⁹ et mettent en garde contre les dangers de financer Gorbatchev pour l'aider à accomplir ses réformes, une Union soviétique revigorée pouvant rapidement redevenir expansionniste³¹⁰. Plus posé, William Luers propose d'utiliser les ouvertures de Gorbatchev pour arriver à formater l'ordre mondial et européen à l'avantage des États-Unis sans se préoccuper de la « réussite » de ses politiques internes ou internationales³¹¹.

Certains envisagent toutefois de façon plus pragmatique les initiatives de paix de Gorbatchev, évaluant les dangers d'un changement de direction de l'Union soviétique, mais aussi celui de manquer une occasion de calmer le jeu. Ainsi, plusieurs, avant la signature du traité INF, suggèrent de continuer le développement du SDI en laboratoire et dans les limites de l'interprétation stricte du traité ABM, tout en poursuivant les négociations pour des coupes dans les armes offensives³¹². La signature du traité en décembre 1987, concrétisant le changement de cap de l'administration Reagan en matière nucléaire, vient remettre en question cette nécessité d'investir dans un arsenal nucléaire et donne lieu à des propositions multiples pour insérer la question dans une stratégie américaine globale. Zbigniew Brzezinski prône alors la prudence et une certaine continuité, proposant le développement d'armes nucléaires plus précises et d'une plus grande capacité de projection de la force pour une dissuasion efficace et peu coûteuse³¹³, alors que d'autres, pour qui la menace provient désormais de la supériorité des forces conventionnelles soviétiques en Europe, plaident pour l'utilisation du SDI comme carte

³⁰⁸ Henry R. Nau, « Trade and Deterrence », *The National Interest*, n° 7 (printemps 1987), p. 48-60.

³⁰⁹ Janusz Bugajski, « The Bird in Moscow's Cage: Eastern Europe and Perestroik », *The National Interest*, n° 12 (été, 1988), p. 65.

³¹⁰ Ernest van den Haag, *Loc. Cit.*, p. 128.

³¹¹ William H. Luers, « The U.S. and Eastern Europe », *Foreign Affairs*, vol. 65, n° 5 (été 1987), p. 994.

³¹² William J. Perry, Brent Scowcroft, Joseph S. Nye, Jr. et James A. Schear, « How to Proceed with SDI—Realistic Priorities », *The National Interest*, n° 7 (printemps 1987), p. 68-75.

³¹³ Zbigniew Brzezinski, « America's New Geostrategy », *Loc. Cit.*, p. 683; Voir aussi pour un avis semblable Robert C. McFarlane, « Effective Strategic Policy », *Foreign Affairs*, vol. 67, n° 1 (automne 1988), p. 33-48.

diplomatique lors d'un prochain accord sur celles-ci³¹⁴. D'une façon aussi globale, plusieurs voient une possibilité de saisir l'opportunité historique que représente le défi que Gorbatchev lance à l'Occident et insistent sur l'importance de reprendre l'initiative, de définir des priorités réalistes pour promouvoir l'évolution de l'URSS vers la démocratie dans une certaine continuité de la relation Est-Ouest, à mi-chemin entre le *containment* et la collaboration³¹⁵. Si pour William Odom cela signifie jouer l'équilibre entre une baisse de la pression militaire américaine directe autour du monde et le maintien d'un certain climat de tension diplomatique poussant au changement en Union soviétique³¹⁶, pour d'autres, il s'agit plutôt de tester la volonté de Gorbatchev à aller au bout de ses propositions, d'établir une conversation d'un type nouveau avec lui et de s'ouvrir lentement aux possibilités d'une meilleure relation à mesure que les promesses se transforment en actions et en résultats tangibles³¹⁷.

Certains analystes ont aussi des visons beaucoup plus ouvertes et optimistes de la situation, tel Graham Allison qui, sans vouloir dicter la direction du changement que l'URSS doit accomplir, prône un appui aux initiatives de Gorbatchev dans l'optique où elles concordent avec les valeurs et les intérêts américains, invitant à penser au-delà du *containment*³¹⁸. Cette plus grande confiance en l'adversaire amène aussi des critiques acerbes de la gestion de la question nucléaire par l'administration Reagan, voyant dans le SDI un programme idéologique, poussé par la désinformation de la population et du Congrès et l'instrumentalisation de la peur pour soutenir une diplomatie dangereuse³¹⁹. On propose aussi la continuation des négociations entamées à Washington, vers un traité START, une

³¹⁴ Henry Kissinger and Cyrus Vance, *Loc. Cit.*, p. 904-905.

³¹⁵ On prône notamment des investissements modérés en partenariat avec les Soviétiques (*joint ventures*) et conditionnelles à la « bonne conduite » de l'URSS sur la scène internationale. Valéry Giscard d'Estaing, Yasuhiro Nakasone et Henry A. Kissinger, *Loc. Cit.*, p. 1-2, 14-15, 17-21.

³¹⁶ William E. Odom, « Soviet Military Doctrine », *Foreign Affairs*, vol. 67, n° 2 (hiver 1988), p. 134.

³¹⁷ Richard G. Lugar, « A Republican Looks at Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 66, n° 2 (hiver 1987), p. 262; Graham E. Fuller, *Loc. Cit.*, p. 73.

³¹⁸ Graham T. Allison Jr., *Loc. Cit.*, p. 30-32.

³¹⁹ Stephen Daggett et Robert D. English, « Assessing Soviet Strategic Defense », *Foreign Policy*, n° 70 (printemps 1988), p. 146-149.

éventuelle dénucléarisation de la relation avec Moscou et la mise en place d'une nouvelle doctrine nucléaire concordant avec l'idée que les armes nucléaires sont inutilisables³²⁰. Aussi, plus que de faire pression ou de jouer de stratégie envers l'URSS, plusieurs auteurs suggèrent de l'inclure dans le commerce international, espérant que les échanges puissent donner de l'élan aux efforts de relâchement du contrôle central de Gorbatchev et se traduisent en extension de la *glasnost* au niveau économique international³²¹. Certains proposent aussi des approches plus douces et collaboratives, soit d'amener l'Union soviétique à évoluer par des échanges culturels, pour mieux comprendre cette société et préserver le fragile équilibre européen³²², ou de tester l'étendue de l'application de la « nouvelle pensée » de Gorbatchev de façon plus positive, en tentant de voir ce qui peut être fait conjointement pour s'attaquer à des enjeux globaux : la gestion de désastres naturels, la santé et l'environnement³²³. Encore plus radical dans le partage des responsabilités sur l'avenir de la relation Est-Ouest, Robert Legvold en vient à transférer le fardeau de la preuve sur les États-Unis, qui selon lui doivent déployer leur courage et leur imagination pour rejoindre l'Union soviétique dans ses avancées vers une situation internationale plus coopérative³²⁴.

2.3.2 Les États-Unis et le monde

Le changement de voie de l'Union soviétique en vient aussi à obliger une remise en question de directions prises dans la gestion des affaires du monde par les États-Unis. Les solutions proposées, s'attellant à la poursuite d'objectifs souvent contradictoires, s'expriment toutefois selon des centres d'intérêt toujours définis par la dynamique de bloc construite durant la guerre froide et se développent selon la vision que l'on se fait de l'État de la situation. Intimement liées aux approches envisagées face à l'URSS, celles se

³²⁰ Richard H. Ullman, *Loc. Cit.*, p. 141-142.

³²¹ Graham T. Allison Jr., *Loc. Cit.*, p. 29; Richard H. Ullman, *Loc. Cit.*, p. 145-146.

³²² Gregory Flynn, *Loc. Cit.*, p. 65.

³²³ David Holloway, *Loc. Cit.*, p. 81.

³²⁴ Robert Legvold, *Loc. Cit.*, p. 97-98.

rapportant à l'Europe de l'Est, toujours considérée comme zone d'influence soviétique, prennent une tangente nouvelle comme le contrôle de Moscou semble s'amenuiser sur des États et des populations dont la direction n'est plus aussi claire. Un consensus semble alors s'établir sur l'idée d'y encourager le changement, mais les objectifs et les moyens d'y arriver diffèrent. Dans un but d'affaiblir l'emprise de l'Union soviétique sur ceux-ci, William Luers propose de promouvoir un changement graduel, évitant les crises qui semblent toujours possibles à travers le souvenir des interventions soviétiques antérieures. Ainsi, il suggère de stimuler la résurgence des identités nationales et le désir d'indépendance de ces États « satellites » par des relations rapprochées avec les élites au pouvoir et les dissidents³²⁵. Dans la même optique, mais de façon plus restrictive, d'autres prônent un appui aux dissidents, idéalement ouvert et public, mais une approche plus ferme envers les dirigeants, par des pressions économiques combinées à une aide conditionnelle à l'instauration de réformes institutionnalisées, économiques et politiques³²⁶. Certains semblent toutefois vouloir encourager un changement de façon moins stratégique. Michael Mandelbaum, croyant un changement important déjà à l'œuvre en Europe de l'Est, plaide alors pour une aide économique directe aux gouvernements de ces États, pour les supporter dans l'évolution de leurs réformes et accélérer le processus mettant fin à la guerre froide³²⁷. Aussi dans une perspective de promouvoir un changement autochtone déjà entamé, Gregory Flynn suggère une diplomatie plus subtile, par des voies culturelles et une plus grande circulation de l'information entre l'Est et l'Ouest, pour laisser ces sociétés évoluer par elles-mêmes, tout en tentant de décourager des initiatives radicales pouvant faire dégénérer la situation dans le chaos³²⁸.

³²⁵ William H. Luers, *Loc. Cit.*, p. 976-994.

³²⁶ Janusz Bugajski, *Loc. Cit.*, p. 57-68. En accord avec ces propositions, Richard Nixon plaide aussi pour une approche plus culturelle, exploitant les moyens des communications de masse, dans la continuité de l'œuvre de *Radio Free Europe*, par une transmission télévisuelle pro-occidentale par satellite. Richard Nixon, « American foreign policy: The Bush agenda », *Foreign Affairs*, vol. 68 n° 1, America and the World 1988/1989), p. 210.

³²⁷ Michael Mandelbaum, *Loc. Cit.*, p. 36.

³²⁸ Gregory Flynn, *Loc. Cit.*, p. 83-84.

Avec la baisse de tension entre les superpuissances et les enjeux budgétaires américains, les débats en viennent aussi à porter sur l'implication des États-Unis avec leurs alliés de l'OTAN, voire sur sa pertinence. Si certains voient dans la présence américaine en Europe une entreprise étayée de défense d'un mode de vie partagé contre des forces conventionnelles soviétiques de loin supérieures³²⁹, la signature du traité INF, rendant invalide la doctrine de « réponse flexible » en vigueur pour l'OTAN jusque-là, renforce les différences de visions de la sécurité parmi ses membres, ainsi que les arguments invoqués par les analystes pour y rester. Certains affirment alors qu'un désengagement pourrait donner une image de faiblesse pour les alliés des États-Unis autour du monde, laisser place à la résurgence de nationalismes européens latents dans l'insécurité issue de la perte de la protection américaine et mettre du plomb dans l'aile des négociations pour une réduction réciproque des forces conventionnelles avec le pacte de Varsovie³³⁰. D'autres justifient la présence américaine dans l'OTAN par son importance comme outil de négociation avec l'URSS pour arriver à déconstruire l'ordre de Yalta et favoriser la mise sur pied d'une Europe renforcée et prospère, délestée de la tutelle des superpuissances³³¹. Dans l'optique d'une situation européenne qui change, plusieurs en viennent aussi à proposer un réaménagement structurel de l'OTAN incluant souvent une plus grande participation européenne, voyant la logique d'une défense allant de pair avec l'unification politique à venir de l'Europe, sans que les États-Unis ne s'en désengagent complètement³³². Plaidant pour un réaménagement négocié des fonctions de chacun dans l'OTAN, William Hyland croit que les Européens pourraient fournir la majorité du capital humain, tandis que les États-Unis amèneraient leur support naval et aérien tout en garantissant la dissuasion nucléaire³³³. D'autres croient par contre l'implication américaine en Europe dépassée et néfaste. En ce sens, Angelo Codevilla voit les soldats américains comme les otages d'une

³²⁹ John W. Coffey, « American Soldiers in Europe: A Bulwark of Freedom », *The National Interest*, n° 8 (été, 1987), p. 88.

³³⁰ Keith A. Dunn, « NATO's Enduring Value », *Foreign Policy*, n° 71 (été 1988), p. 168-174.

³³¹ Ronald Steel, « NATO's Last Mission », *Foreign Policy*, n° 76 (automne 1989), p. 83-95.

³³² Henry Kissinger et Cyrus Vance, *Loc. Cit.*, p. 908-909.

³³³ William G. Hyland, « Setting Global Priorities », *Loc. Cit.*, p. 34-35.

Europe se protégeant contre une attaque nucléaire, cela affaiblissant les États-Unis investissant toujours pour la sécurité d'États dont l'alignement semble désormais variable³³⁴. Pour des raisons différentes, Christopher Layne plaide aussi pour un désengagement américain d'Europe, affirmant que les enjeux de sécurité des deux côtés de l'Alliance atlantique se sont grandement différenciés. Il prône ainsi une « européanisation » du fardeau de la sécurité pour amoindrir les raisons de Moscou d'investir dans la défense du Pacte de Varsovie, alléger le budget militaire américain et favoriser la paix³³⁵.

La stratégie américaine au tiers-monde en contexte bipolaire est aussi discutée dès le début de 1987 à travers l'évaluation de la « doctrine Reagan », alors que l'implication soviétique en Afghanistan n'est pas encore remise en question. Les débats sont ici assez campés à la fois sur son efficacité que sur sa dimension morale. Dans *The National Interest*, l'éditeur Owen Harries arrive ainsi à y voir une conciliation de l'idéal de liberté des États-Unis et de la nécessité d'agir dans l'intérêt national. Réfutant les critiques les accusant de double standard dans leur traitement des régimes communistes et des autres types d'autoritarisme, il affirme que seuls les premiers sont une menace pour l'avenir du monde par leur expansionnisme idéologique et par leur antagonisme déclaré pour les États-Unis, les seconds pouvant faire l'objet de compromis circonstanciels sans que cela signifie une approbation de leur façon de diriger³³⁶. À l'inverse, d'autres, dans *Foreign policy*, voient dans cette doctrine basée sur un exceptionnalisme messianique, une contradiction des principes desquels elle émane ainsi qu'une entorse à la légalité internationale, risquant aussi de provoquer une désillusion chez les Américains devant l'échec anticipé de l'atteinte de ses objectifs³³⁷. En accord avec eux, James Chace entrevoit aussi la possibilité d'une

³³⁴ Angelo Codevilla, *Loc. Cit.*, p. 89-93.

³³⁵ Christopher Layne, « Atlanticism without NATO », *Foreign Policy*, n° 67 (été 1987), p. 22-45.

³³⁶ Il critique notamment la vision de Kennan dans *Foreign Affairs* notant les contradictions, les faiblesses morales et le manque de réalisme de cette doctrine. Owen Harries, « Principle and Circumstance », *The National Interest*, n° 8 (été 1987), p. 108-112; Cf. George F. Kennan, *Loc. Cit.*, p. 885-890.

³³⁷ Tami R. Davis et Sean M. Lynn-Jones, « City upon a Hill », *Foreign Policy*, No. 66 (printemps 1987), p. 34; Voir aussi Terry L. Deibel, « Hidden Commitments », *Foreign Policy*, No. 6 (été 1987), p. 60.

perte de crédibilité des États-Unis à l'international, comme au temps de la guerre du Vietnam, résultant de cette politique unilatérale allant à l'encontre de l'intérêt de ceux qu'ils tentent de « libérer » et qui pourrait jouer à terme contre l'intérêt national américain³³⁸. Alors que le désengagement soviétique en Afghanistan a commencé, certains, plus réalistes, prônent aussi une implication plus sélective des États-Unis au tiers-monde, proposant d'investir les théâtres où leur intérêt national est spécifique – l'Afghanistan n'en faisant pas partie – au lieu de se baser sur des prémisses idéologiques, pour ne pas miner la détente sur des enjeux superficiels³³⁹.

Ces dynamiques sont aussi, surtout à partir de 1988, envisagées conjointement et dans la perspective globale de définir une politique étrangère américaine adaptée à la nouvelle nature multipolaire du monde, prenant en cause des enjeux longtemps passés sous le radar de la guerre froide³⁴⁰, la nécessité de remettre à jour l'importance de divers enjeux régionaux³⁴¹ et les nouveaux défis économiques d'un monde globalisé. Certains affirment ainsi que les intérêts américains dépassent les considérations géopolitiques et prônent une restriction globale dans leur action militaire pour retrouver un équilibre basé sur la coopération et le développement économique, accordant une importance particulière aux relations avec l'Amérique latine et l'Asie³⁴². D'autres prônent une coopération internationale initiée par les États-Unis, notamment avec l'Europe de l'Ouest et le Japon, pour promouvoir une croissance généralisée et une stabilité politique et sécuritaire³⁴³. Cette nouvelle mondialisation incertaine et les crises pouvant émaner de la transformation du monde en inquiète pourtant certains qui réitèrent l'importance de la relation entre les États-

³³⁸ James Chace, « A New Grand Strategy », *Foreign Policy*, No. 70 (printemps 1988), p. 10-11.

³³⁹ À cela Zbigniew Brzezinski ajoute l'idée d'une implication positive d'aide aux pays du tiers-monde non impliqués dans la dynamique bipolaire, de façon multilatérale avec les alliés des États-Unis, cela excluant l'URSS du processus. Zbigniew Brzezinski, « Sentiment and Strategy: The Imbalance in America's Third World Policy », *Loc. Cit.*, p. 140-144.

³⁴⁰ Charles William Maynes, *Loc. Cit.*, p. 42-62.

³⁴¹ William G. Hyland, « Setting Global Priorities », *Loc. Cit.*, p. 22-40.

³⁴² James Chace, « A New Grand Strategy », *Loc. Cit.*, p. 3-5.

³⁴³ Felix Rohatyn, *Loc. Cit.*, p. 54-58.

Unis et l'URSS dans la gestion d'une transition pacifique vers la multipolarité qui reste encore difficile à définir³⁴⁴.

2.3.3 Le regard sur soi

Par-delà ces affrontements sur la définition dans le présent d'une politique étrangère efficace et en accord avec leurs perceptions des événements, les analystes en viennent aussi à s'interroger et à statuer sur l'État de la position des États-Unis dans le monde et sur leur rôle pouvant être appelé à changer à travers le sentiment qu'ils ont d'eux-mêmes et de leur nation. Avant que les réelles avancées n'adviennent, Owen Harries, pour qui la présidence Reagan aurait restauré la confiance des Américains en leurs moyens et leur valeur après les chocs du Vietnam et du Watergate, voit déjà un accord retrouvé avec la mission qui anime l'« empire de la liberté » depuis sa fondation, s'inscrivant dans la continuité de sa mission démocratique³⁴⁵. Charles Krauthammer aussi salue ce regain de confiance et d'initiative en politique étrangère, permettant de dicter la marche des choses aux Soviétiques, de ne plus être uniquement réactif et de les faire reculer où que cela soit sur la planète³⁴⁶. Dans une même veine, Caspar Weinberger, alors qu'il n'est plus secrétaire à la défense, évalue positivement la position que l'administration Reagan a redonnée aux États-Unis, s'inquiétant toutefois de son adoucissement, notamment dans la tangente prise pour la dénucléarisation³⁴⁷. Pour d'autres pourtant, ce regain de confiance de l'exceptionnalisme américain, adapté et resservi à la sauce néoconservatrice, est dangereux, le retour de l'idée d'une mission juste sans une meilleure compréhension des enjeux internationaux pouvant mener à des croisades néfastes et peu réfléchies au nom de la démocratie³⁴⁸. Dans une vision aussi pessimiste, Simon Serfaty parle déjà au passé de l'ère Reagan comme de celle des « illusions perdues » et de l'incohérence. Il évoque pour cela la tendance de

³⁴⁴ Valéry Giscard d'Estaing, Yasuhiro Nakasone et Henry A. Kissinger, *Loc. Cit.*, p. 10-11.

³⁴⁵ Owen Harries, *Loc. Cit.*, p. 108-109.

³⁴⁶ Charles Krauthammer, *Loc. Cit.*, p. 145-147.

³⁴⁷ Caspar W. Weinberger, « Arms Reductions and Deterrence », *Loc. Cit.*, p. 701-706.

³⁴⁸ Tami R. Davis et Sean M. Lynn-Jones, *Loc. Cit.*, p. 20-38.

l'administration à favoriser la lutte contre le communisme à celle pour la démocratie dans ses interventions, ainsi que sa propension à porter plus attention à la popularité interne de ses politiques, après le négativisme de l'ère Nixon et les échecs de Carter, qu'à leur logique, leur faisabilité ou leur désirabilité³⁴⁹.

Parallèlement à ces visions antithétiques d'un exceptionnalisme renouvelé, un sentiment de déclin des États-Unis était déjà dans l'air avant les remises en question de la tension Est-Ouest, plusieurs y voyant une conséquence directe de leur implication dans la guerre froide. Ainsi, Christopher Layne décrit une Amérique n'ayant plus les moyens de poursuivre tous ses objectifs à la fois sans faire d'importants sacrifices ou subir des conséquences économiques néfastes, blâmant la surexpansion d'une implication internationale coûteuse, l'assistance d'après-guerre à l'Europe et au Japon, qui, n'ayant pas eu à assurer le fardeau de la sécurité internationale, ont développé leurs économies et sont devenus les principaux compétiteurs économiques des États-Unis³⁵⁰. D'autres relativisent toutefois ce déclin, n'entrevoiant pas le remplacement des États-Unis au sommet d'une pyramide internationale sans successeur potentiel et voyant dans cette moins grande primauté le prix de la construction d'un environnement stratégique favorable³⁵¹. L'idée d'un déclin reste toutefois bien implantée dans le discours de plusieurs, tandis que Charles William Maynes, posant son analyse dans le temps plus long, voit le début de la dégradation de la puissance américaine dater de l'ère Nixon³⁵², et que d'autres évoquent les coûts de la course aux armes pour expliquer les déficits budgétaires³⁵³ ou insistent sur la situation des États-Unis comme plus grands débiteurs à l'échelle mondiale, les menant inévitablement à réévaluer leurs ambitions³⁵⁴.

³⁴⁹ Simon Serfaty, *Loc. Cit.*, p. 14-19.

³⁵⁰ Christopher Layne, *Loc. Cit.*, p. 42-44.

³⁵¹ Zbigniew Brzezinski « America's New Geostrategy », *Loc. Cit.*, p. 693.

³⁵² Il croit que c'est à cette époque qu'a été ébranlé ce qu'il considère être les piliers de l'hégémonie des États-Unis : la supériorité nucléaire, le contrôle de l'énergie et la primauté du dollar. Charles William Maynes, *Loc. Cit.*, p. 42-45.

³⁵³ Sergey M. Rogov, *Loc. Cit.*, p. 88-89.

³⁵⁴ Ronald Steel, *Loc. Cit.*, p. 86.

Ces deux courants concurrents pouvant sembler irréconciliables sont aussi compris par certains comme émanant des effets que la guerre froide a pu avoir sur l'esprit des Américains. Pour James Chace, cette double vision que les Américains ont d'eux-mêmes, comme à la fois « puissants » et « inadéquats », provient du sentiment de perte du prestige acquis à la suite de la Seconde Guerre mondiale et de la prégnance de la vision d'un jeu à somme nulle ancrée depuis 40 ans dans la rhétorique américaine, rendant difficile l'élaboration d'une nouvelle doctrine attrayante et consensuelle³⁵⁵. Gregory Flynn aussi décrit la pensée américaine comme dichotomique, voyant une opposition entre l'attitude traditionnelle des États-Unis de préserver le statu quo dans l'ordre mondial, alors que la rhétorique des dirigeants a de tout temps affirmé la nécessité de le changer. À l'époque où s'évanouit la certitude confortable de l'impossibilité du changement, les espoirs et objectifs deviennent alors difficiles à définir de façon réaliste, autant pour les dirigeants que pour la population³⁵⁶. D'autres voient aussi un tournant dans la pensée américaine en cette fin de guerre froide. Traitant des mythes et représentations culturelles fondant l'identité américaine, Micheal Vlahos la décrit comme divisée entre les tendances opposées de se préserver de la corruption du monde et celle de le réformer. Il perçoit alors une libération du pragmatisme imposé par la nucléarisation d'après-guerre et un retour aux valeurs américaines fondamentales de défense de l'*American Dream*, où une société riche, se sentant moins menacée physiquement et idéologiquement, évalue la politique étrangère à l'aune de son bien-être domestique³⁵⁷. Samuel Huntington, évaluant l'évolution de la pensée américaine en revenant sur les deux années précédentes, y voit un passage global dans les visions des observateurs de la théorie du « *declinism* », basée sur des parallèles historiques, à celle de l'« *endism* », optimiste et basée sur des présupposés sur le sens de l'histoire, qui n'offre toutefois selon lui pas de porte de sortie rationnelle et nous en apprend

³⁵⁵ James Chace, « A New Grand Strategy », *Loc. Cit.*, p. 3.

³⁵⁶ Gregory Flynn, *Loc. Cit.*, p. 63.

³⁵⁷ Michael Vlahos, « The End of America's Postwar Ethos », *Foreign Affairs*, vol. 66, n° 5 (été, 1988), p. 1091-1107.

plus sur le moral des Américains que sur la façon de diriger la politique étrangère³⁵⁸. Ainsi, derrière les oppositions concrètes sur la façon de diriger la politique étrangère, un questionnement et un malaise plus profond commencent à apparaître, laissant voir les stigmates laissés par la guerre froide dans la pensée des Américains et les contradictions qu'elle permettait de concilier, présages de fractures et de dislocations plus importantes qui apparaîtront lorsque d'autres certitudes tomberont.

2.4 Conclusion

À cette époque où émergent des anomalies notables pour des analystes américains habitués à concevoir un monde ordonné par une guerre froide contre l'Union soviétique, on commence à s'interroger sur sa valeur et son importance dans la description de la dynamique globale. Cet ordre étant défié par les agissements de l'adversaire, c'est principalement de son analyse que découlent les autres questionnements sur l'évolution possible des relations internationales et sur la façon d'y interagir. L'Union soviétique est donc comprise, à travers ses initiatives de paix, ses crises multiples et les spéculations sur la pensée énigmatique de son dirigeant, suivant les présupposés des intervenants comme une menace à contenir, un adversaire à évaluer, à gérer ou à aider dans sa difficile révolution. Ces visions guident aussi la logique de l'évaluation des enjeux internationaux où le conflit bipolaire domine toujours et organise la plupart des autres préoccupations, envisagées selon les grilles de lecture construite durant la guerre froide. Si certaines appréciations alternatives d'un monde plus globalisé percent, elles le font généralement en sous-carte de celles d'un affrontement central prédominant qui appelle des solutions concrètes se définissant aussi selon les objectifs différents des analystes.

L'analyse reste donc ancrée dans la tradition intellectuelle issue de la guerre froide, mais donne lieu à des spéculations en extrapolant les visions au contact d'événements inédits,

³⁵⁸ Samuel P. Huntington, « No Exit: The Errors of Endism », *The National Interest*, n° 17 (automne 1989), p. 3-11.

dans un milieu poussé à se commettre pour rester à l'avant-garde de l'analyse que son rythme de diffusion lui permet et se donner la chance d'influencer les décisions politiques immédiates ou de définir une vision globale pour l'avenir. Aussi, les tendances des revues se définissent à cette époque de façon assez claire, *The National Interest* réunissant surtout les auteurs prônant une politique ferme envers l'Union soviétique, qu'elle soit teintée de réalisme ou plus idéologique, *Foreign Policy* diffusant plus de discours d'ouverture ou globalisant, voire des visions à caractère révisionniste, et *Foreign Affairs* laissant place aux diverses tendances dans leurs versions modérées, publiant aussi des analyses globales plus strictement réalistes. De façon générale toutefois, on semble avoir de la difficulté à avoir une vision d'ensemble de la situation en dehors du cadre ontologique que l'on connaît, tentant plutôt de l'adapter aux événements, et hésiter à acquiescer à une rupture ferme et à la définir pour élaborer de nouvelles lignes directrices précises pour diriger la politique étrangère des États-Unis. En marge de ces articles assez convenus, certains auteurs, par leur clairvoyance ou leur audace, confirment la difficulté qu'ont alors leurs confrères à organiser leur pensée autrement - par manque d'imagination ou par prudence - dans une guerre des idées à saveur politique qui se permet toujours peu de digressions hors des visions traditionnelles. Outre ces exceptions notables, les idées émises à cette époque apportent en effet peu de nouveautés analytiques quant à la conceptualisation du monde. Le milieu de l'expertise semble donc toujours peu enclin à sortir des sentiers battus malgré la perception de certains que le moule de l'identité américaine, construit en partie par l'expérience de la guerre froide, commence à craquer, ce qui aurait pu ouvrir sur un questionnement plus profond sur le rôle que l'on veut jouer dans le monde. Bien que questionné et fragilisé, le paradigme de guerre froide garde une certaine consistance et une cohérence dans ses dimensions descriptive, ontologique et opérationnelle dans une littérature qui en fait toujours un de ses principaux objets de discussion.

CHAPITRE III

LE PARADIGME DÉCONSTRUIT : L'INCERTITUDE ET L'OUVERTURE DES POSSIBLES (1989-1991)

The Soviet totalitarian empire has reached the end of the road. [...] While the break with the past is irreversible, it is becoming clear that destroying the empire is far easier than developing a sustainable democratic order.

-Dimitri Simes, « Gorbachev's Time of Troubles », *Foreign Policy*, printemps 1991.

The world after the Cold War will not resemble any world of the past. From a "structural" point of view - the distribution of capabilities - it will be multipolar.

-Stanley Hoffmann, « A New World and its Troubles », *Foreign Affairs*, automne 1990.

It is very difficult for a great power - a world power - to articulate a foreign policy in the absence of an enemy worthy of the name. It is, after all, one's enemies that help define one's "national interest," in whatever form that definition might take.

-Irving Kristol, « Defining our National Interest », *The National Interest*, automne 1990.

Le déferlement de révolutions populaires en Europe de l'Est et l'ouverture du mur de Berlin qui en devient le symbole concrétisent, chez les analystes américains, une perception de changement qui jusque-là était plutôt anticipé et basé sur des promesses, des ententes aux portées encore floues ou des actions prises dans des contrées lointaines. La surprise que constitue ce passage à l'acte ainsi que l'inaction de Moscou pour rétablir l'ordre rend moins pertinents les débats sur ses intentions réelles, que l'on peut plus difficilement qualifier d'impérialistes. Cette rupture au centre de ce qui est vu comme le théâtre principal de la guerre froide met aussi en veilleuse l'attention portée aux négociations bilatérales et au dossier nucléaire, la détournant vers l'appréciation d'un

désordre mondial, constaté ou anticipé, ainsi que vers la recherche d'une façon d'y réagir pour établir un ordre pacifique ou avantageux pour les États-Unis. Elle relance par contre, dans des circonstances différentes, les débats sur l'implication américaine en Europe et sur son avenir devant la possibilité désormais tangible d'une réunification allemande. Si la méfiance tombe quant à l'adversaire principal que l'on envisage plus volontiers d'aider, de transformer ou d'intégrer, on analyse de façon plus ouverte et avec une appréhension renouvelée la profondeur des crises qui l'accablent et on entrevoit de façon plus probante la possibilité de son démantèlement.

Cette déstabilisation géopolitique vient aussi renforcer l'idée d'une guerre froide étant terminée pour ceux pour qui la détente idéologique ne suffisait pas. Malgré le sentiment d'incertitude toujours présent sur l'avenir et les agissements de l'Union soviétique, ceux-ci ne définissent plus les questionnements et l'importance des autres enjeux alors que l'on s'interroge de façon plus globale sur la façon de comprendre les relations entre États, dans un monde où la guerre peut prendre fin sans coups de feu. La guerre du Golfe et la coalition créée pour l'intervention en Irak exposent ensuite la persistance de l'existence de menaces, mais donnent aussi l'espoir de la possibilité d'une collaboration internationale. L'attention est plus portée sur un monde en transformation alors que les idées de multipolarités déjà présentes prennent une dimension plus concrète et que les modèles proposés pour la gérer deviennent plus définis. Le feu roulant événementiel en vient à imposer son rythme aux analyses qui se libèrent aussi un peu plus du carcan des oppositions définies par la guerre froide et par la prédominance d'un adversaire mobilisant. Ce n'est alors plus seulement la qualité descriptive du paradigme qui est remise en question, mais aussi la structure réflexive qu'il impose. Dans un milieu ayant perdu ses repères, les axes d'opposition se diversifient et les analyses et propositions deviennent plus éclatées, novatrices et créatives. Les solutions proposées pour la politique étrangère américaine sont aussi plus globales, optimistes et volontaires et une discussion plus positive s'établit sur la façon de redéfinir le rôle et l'identité internationale des États-Unis dans monde qui offre plus de possibilités.

Ainsi, si les analyses sont à cette époque plus riches et moins encadrées, elles perdent de leur dimension opérationnelle et par-là de leur potentiel d'influence sur le politique.

3.1 L'Empire en question

Malgré les troubles secouant l'unité du pacte de Varsovie et la restriction de fait de la puissance soviétique, celle-ci prend toujours une place importante dans les écrits des auteurs se commettant dans nos revues. Le ton du discours et la nature des questionnements changent toutefois. Les débats portant sur le danger que constitue l'Union soviétique en viennent logiquement à perdre de leur importance au profit de ceux sur ses possibilités d'évolution dans un monde où elle prendrait une place réduite et sur les moyens par lesquels elle pourrait occuper une position respectable. Aussi, dans l'optique de pronostics assez pessimistes quant au succès du projet gorbatchévien, on observe avec intérêt et une ouverture nouvelle le développement des oppositions internes et on s'interroge de façon plus sérieuse sur l'avenir et les contours futurs de cet État qui pourrait éclater ou laisser place à une nouvelle Russie.

3.1.1 La concrétisation du changement

Dès le début de 1990, il en reste déjà peu pour voir l'Union soviétique comme la menace qu'elle pouvait évoquer encore quelques mois auparavant. En effet, pour la plupart des analystes, les visions d'une URSS recherchant la domination mondiale ou poursuivant une course aux armements semblent définitivement être d'une autre époque³⁵⁹. On reconnaît plus volontiers l'attitude ouverte, voire la bonne volonté de Moscou, et on anticipe la possibilité de relations plus pacifiques³⁶⁰, alors que même Irving Kristol, éditeur du

³⁵⁹ Charles H. Fairbanks, Jr., « Gorbachev's Global Doughnut: The Empire with a Hole in the Middle », *The National Interest*, n° 19 (printemps 1990), p. 21-33.

³⁶⁰ McGeorge Bundy, « From Cold War toward Trusting Peace », *Foreign Affairs*, vol. 69, n° 1, America and the World 1990/91, p. 197-212; Marshall Brent, « Reaching out to Moscow », *Foreign Policy*, n° 80, Twentieth Anniversary (automne 1990), p. 56-76.

National Interest, croit que l'Union soviétique n'a plus le désir ni l'énergie de poursuivre la confrontation, parlant d'une « victoire américaine par forfait »³⁶¹. Plusieurs observateurs donnent alors une nouvelle crédibilité aux discours de Gorbatchev sur l'interdépendance, qui s'actualisent selon eux par une réelle tendance au multilatéralisme et à l'abandon des interventions soviétiques qui envenimaient les conflits régionaux. Ils voient dans la promotion par Gorbatchev d'une concertation au sein de l'ONU et dans son désir d'inclusion dans les organisations économiques internationales, une volonté de définir un rôle nouveau de leader au niveau économique et humanitaire pour l'URSS³⁶². D'autres voient aussi un désir d'intégration renouvelé de l'Union soviétique au monde extérieur dans son changement d'attitude notable quant à la présence américaine en Europe, désormais vue comme un rempart contre l'instabilité³⁶³, et dans sa volonté d'établir de bonnes relations avec une Europe en voie de plus grande intégration, en proposant la création d'organisations sécuritaires paneuropéennes³⁶⁴.

Tout en gardant une vision positive de ces changements de direction appuyés par une attitude de restriction en Europe, certains gardent une réserve sur leurs motivations profondes ou les envisagent avec réalisme. Steven Kull en appelle en effet à la prudence quant à la volonté de désidéologisation de la politique étrangère soviétique et à celle de « démocratisation internationale » promue par Gorbatchev, croyant à une lutte toujours en cours entre la « nouvelle » et l'« ancienne » pensée dans les hautes sphères du Kremlin³⁶⁵. Aussi, dans les suites de l'accord de Moscou à l'intervention cautionnée par l'ONU en Irak, certains s'interrogent sur la définition que prendra la « nouvelle pensée » et sa prétention universaliste en entrant en contact avec la réalité d'oppositions nouvelles et

³⁶¹ Irving Kristol, « Defining Our National Interest », *The National Interest*, n° 21 (automne 1990), p. 17.

³⁶² Thomas G. Weiss et Meryl A. Kessler, « Moscow's U. N. Policy », *Foreign Policy*, n° 79 (été 1990), p. 94-112.

³⁶³ Jerry F. Hough, « Gorbachev's Politics », *Foreign Affairs*, vol. 68, n° 5 (hiver 1989), p. 40.

³⁶⁴ Gregory Flynn and David J. Scheffer, « Limited Collective Security », *Foreign Policy*, n° 80, Twentieth Anniversary (automne 1990), p. 88.

³⁶⁵ Steven Kull, « Dateline Moscow: Burying Lenin », *Foreign Policy*, n° 78 (printemps 1990), p. 181-184.

l'inévitabilité de prendre parti³⁶⁶. D'autres voient dans l'attitude plus conciliante de l'URSS une intention pragmatique d'éliminer la perception de menace qu'elle a pu susciter à l'Ouest pour ainsi éviter d'être marginalisée suite à la « perte » de l'Europe de l'Est³⁶⁷. Dans cette veine, Stephen Sestanovich croit à une réévaluation profonde de l'intérêt national à Moscou, désormais arrimé à ses possibilités réduites et se concentrant sur la préservation d'un statut de puissance moyenne post-impériale non idéologique, une sorte de « gaullisme » à la soviétique³⁶⁸. D'autres, plus cyniques affirment qu'à travers le déclin apparent de son statut sur la scène internationale, l'URSS est sur le point de réaliser l'essentiel de ses objectifs d'après-guerre, soit le départ des troupes américaines d'Europe, la dissolution de l'OTAN et la neutralisation de l'Allemagne³⁶⁹.

Perçue comme moins menaçante, la politique étrangère soviétique est aussi moins traitée par les analystes américains en comparaison avec la période précédente, où les actions soviétiques semblaient toujours pouvoir avoir des conséquences directes pour les États-Unis. La place que prendra l'URSS dans le futur ordre mondial est toutefois débattue et la plupart des observateurs croyant son influence réduite, abordent plus les perspectives du sort qu'elle pourrait subir que les conséquences possibles de ses actions³⁷⁰. Les révolutions d'Europe de l'Est étant généralement considérées un fait accompli, certains voient dans le refus d'intervenir de Gorbatchev la suite logique des concessions qu'il avait faites dans le tiers-monde et dans le domaine nucléaire, le laissant désarmé pour les négociations s'amorçant à Malte³⁷¹. Si Seweryn Bialer, voit l'abandon de l'idéologie communiste dans

³⁶⁶ Graham E. Fuller, « Moscow and the Gulf War », *Foreign Affairs*, vol. 70, n° 3 (été 1991), p. 55,61-62, 72.

³⁶⁷ Coit D. Blacker, « The Collapse of Soviet Power in Europe », *Foreign Affairs*, vol. 70, n° 1, *America and the World 1990/91*, p. 98.

³⁶⁸ Stephen Sestanovich, « Inventing the Soviet National Interest », *The National Interest*, n° 20 (été 1990), p. 14-15.

³⁶⁹ Bruce D. Porter, « The Coming Resurgence of Russia », *The National Interest*, n° 23 (printemps 1991), p. 18-19.

³⁷⁰ Allen Lynch, « Does Gorbachev Matter Anymore? », *Foreign Affairs*, vol. 69, n° 3 (été 1990), p. 19-29; Robert W. Tucker, « 1989 and All That », *Foreign Affairs*, vol. 69, n° 4 (automne 1990), p. 93-114.

³⁷¹ Arnold L. Horelick, « US-Soviet Relations: Threshold of a New Era », *Foreign Affairs*, vol. 69, n° 1, *America and the World 1989/90*, p. 51-52.

les pays du pacte de Varsovie comme un signe de l'incapacité de Moscou à maintenir son hégémonie et la décision de s'en détacher comme l'opportunité de se redéfinir sur la scène internationale³⁷², le processus de réunification allemande suivant un cours accéléré en amène d'autres, réfléchissant toujours en termes bipolaires, à voir l'ensemble des événements européens comme un *rollback* effectif de l'« empire » soviétique³⁷³.

La collaboration relative de l'Union soviétique avec l'Ouest durant la guerre du Golfe change aussi les perceptions sur son positionnement et ses possibilités d'inclusion dans l'ordre international. Ainsi, certains y voient un désir de participation au règlement de conflits internationaux, suivant les décisions prises pour l'Afghanistan, l'Angola ou le Nicaragua, et une ouverture sincère³⁷⁴, d'autres, un engagement intéressé à une aide économique occidentale, établi dans un chaos politique et faisant de l'Union soviétique un partenaire instable pour l'établissement d'un nouvel ordre³⁷⁵. Aussi, devant l'instabilité de la politique interne de l'URSS, on s'interroge à savoir quelle direction elle prendra à long terme. Certains croient qu'une période de retranchement et de reconstruction lui permettra d'assurer la pérennité de son importance dans le jeu international³⁷⁶, tandis que d'autres pensent que la rupture du lien idéologique avec l'Europe de l'Est enlève sa légitimité et sa crédibilité au pouvoir soviétique et poussera l'URSS à se redéfinir comme un « État normal », ne pouvant plus compter sur la peur d'un ennemi pour justifier son isolement³⁷⁷. Bref, si les avis divergent sur les raisons du changement de la politique étrangère soviétique et l'ampleur du déclin de sa situation stratégique, ces considérations s'insèrent, sans la

³⁷² Seweryn Bialer, « The Death of Soviet Communism », *Foreign Affairs*, vol. 70, n° 5, America and the Pacific, 1941-1991 (hiver 1991), p. 176-177.

³⁷³ Coral Bell, « Why Russia Should Join NATO: From Containment to Concert », *The National Interest*, n° 22 (hiver 1990), p. 37.

³⁷⁴ Marshall Brement, « U.S.-U.S.S.R.: Possibilities in Partnership », *Foreign Policy*, n° 84 (automne 1991), p. 107-108.

³⁷⁵ Graham E. Fuller, *Loc. Cit.*, p. 54-57, 72-76.

³⁷⁶ Graham Allison et Robert Blackwill, « America's Stake in the Soviet Future », *Foreign Affairs*, vol. 70, n° 3 (été 1991), p. 77-97.

³⁷⁷ Richard H. Ullman, « Enlarging the Zone of Peace », *Foreign Policy*, n° 80, Twentieth Anniversary (automne 1990), p. 102-104.

dominer, dans l'appréciation d'un monde moins stable où l'Union soviétique n'est plus la seule préoccupation.

La venue de débats télédiffusés du Congrès des députés du peuple permet aussi aux analystes américains de mieux comprendre la politique étrangère de Moscou autrement que comme émanant d'un système totalitaire, obscur et immuable. Ils sont ainsi témoins des différentes opinions et factions qui s'affrontent et de la difficulté d'établir une nouvelle position originale, départie du cadre bipolaire qui la définissait auparavant³⁷⁸. Certains auteurs abordent alors la politique étrangère soviétique du point de vue de Moscou, en émettant commentaires et conseils sur la meilleure façon de la diriger, selon son propre intérêt. Dans cette perspective et devant la perception du déclin de l'influence soviétique suite aux révolutions en Europe de l'Est, Graham Fuller évoque la nécessité pour Moscou de travailler à instaurer un climat international moins confrontant pour favoriser une cohésion sociale nécessaire à la refonte d'une politique interne efficace³⁷⁹, tandis que d'autres ne sont pas totalement pessimistes quant à l'idée de voir Gorbatchev arriver, dans l'optique d'un redressement de l'économie, à se refaire une place favorable dans un ordre européen instable³⁸⁰. Pour certains donc, l'idée d'envisager, voire de souhaiter, un avenir meilleur au peuple, mais aussi à l'État soviétique, n'est plus absolument incompatible avec celle de vouloir améliorer le positionnement international américain. L'Union soviétique n'est donc plus, pour tous, l'ennemi ou l'adversaire intrinsèque qu'il était et on peut désormais réfléchir dans l'optique d'une cohabitation plus pacifique ou de trajectoires parallèles.

³⁷⁸ Graham Fuller évoque les nombreux enjeux de politique étrangère dont les Soviétiques doivent se soucier: nécessité d'éviter l'isolement, intérêt dans l'aide économique occidentale, entretien d'amitié avec d'anciens alliés, préservations de ses frontières face aux vellétés d'indépendances des républiques. Graham E. Fuller, *Loc. Cit.*, p. 55-76.

³⁷⁹ Allen Lynch, *Loc. Cit.*, p. 19-29.

³⁸⁰ Coit D. Blacker, *Loc. Cit.*, p. 88-102.

3.1.2 La tourmente soviétique

Cette moins grande prise en compte de l'Union soviétique comme une menace ou une force active dans les relations internationales n'empêchent pas les observateurs de s'intéresser à son développement interne, de plus en plus imprévisible et pouvant avoir des conséquences dépassant ses frontières et la volonté de ses dirigeants. Alors que parler des problèmes économiques soviétiques est devenu un lieu commun et que les avancées vers le pluralisme et la démocratie n'ont plus la connotation révolutionnaire d'auparavant³⁸¹, on s'éternise moins sur leurs causes que sur leurs conséquences futures³⁸². Les analyses, évoluant au rythme du jeu politique soviétique, sont aussi plus nuancées et semblent mieux documentées que précédemment, alors que l'on spéculait sur la sincérité ou les intentions de Gorbatchev et sur son potentiel de réussite face à une opposition mal définie. Si ces questionnements restent présents, l'heure est dans un premier temps aux bilans, souvent contradictoires, de son impact et de sa situation. Pour Jeanne Kirkpatrick, il est un « *event making man* » qui, sans apporter la démocratie en URSS, en a radicalement transformé le contexte historique en libérant la société civile de l'emprise de l'État, permettant ainsi le déferlement de forces diverses autour de causes nouvelles et mettant fin au totalitarisme³⁸³. Si le chaos qui en résulte est pour certains « contrôlé » et fait partie de sa stratégie³⁸⁴, la plupart des analystes concluent qu'il ne maîtrise plus la situation, qu'il porte une responsabilité pour l'ampleur de la crise et que, s'il fut la bonne personne pour le rapprochement Est-Ouest, il ne l'est sûrement pas pour l'avenir de l'Union soviétique³⁸⁵.

Gorbatchev rangé pour un temps au rang de *has been*, c'est Boris Eltsine qui attire plus l'attention en 1990 par sa montée en popularité et ses attaques portant ses fruits envers le

³⁸¹ Richard Thornburg, « The Soviet Union and the Rule of Law », *Foreign Affairs*, vol. 69, n° 3 (été 1990), p. 17-20, 23-24.

³⁸² John Mueller, « A New Concert of Europe », *Foreign Policy*, n° 77 (hiver 1989), p. 3-16

³⁸³ Jeanne Kirkpatrick, « Beyond the Cold War », *Foreign Affairs*, vol. 68, n° 1, *America and the World 1989/90*, p. 2-3.

³⁸⁴ Jerry F. Hough, *Loc. Cit.*, p. 38-39.

³⁸⁵ Marshall I. Goldman, « Gorbachev the Economist », *Foreign Affairs*, vol. 69, n° 2 (printemps 1990), p. 28-31; Charles H. Fairbanks, Jr., *Loc. Cit.*, p. 28.

pouvoir central. Comme avec Gorbatchev au début, on s'interroge sur sa pensée et ses intentions, sur sa vision de l'économie de marché, toujours ambiguë, et à savoir si son action, dans l'optique où il arriverait au pouvoir, serait dirigée de façon démocratique et dans le prolongement de celle de Gorbatchev ou plutôt autoritaire et populiste³⁸⁶. La lutte qui émerge entre eux, marquée par une alternance d'affrontements et de collaboration, laisse les observateurs occidentaux dans l'expectative autant sur la nouvelle direction économique de Moscou que sur l'avenir de l'union ou celui de ses dirigeants³⁸⁷. Les interventions à Vilnius et à Riga en janvier 1991 ramènent l'analyse de Gorbatchev au devant de la scène. Il reprend alors son aura de mystère et les spéculations recommencent sur sa réelle nature. John Dunlop, décrivant Gorbatchev comme responsable de la répression et n'ayant jamais été le démocrate que certains ont cru, voit la situation laisser présager un retour au totalitarisme, latent durant la période des réformes, et la fin des libéralisations³⁸⁸. D'autres analysent de façon plus globale la responsabilité de Gorbatchev, le durcissement de sa politique intérieure et sa difficulté à trouver une position viable dans ce climat de polarisation multiple, certains le voyant comme le missionnaire condamné qui a fait son chemin³⁸⁹, d'autres comme le responsable du désastre qui se maintiendra par manque d'alternatives viables³⁹⁰. Constatant aussi son échec, Martha Brill Olcott décrit Gorbatchev comme un personnage transitionnel qui a eu la capacité de questionner ses valeurs politiques, mais pas de les rejeter pour mener ses réformes plus loin, en venant éventuellement à les sacrifier pour sauver l'union face à des crises multiples dont il ne comprend pas la nature³⁹¹. Le putsch raté d'août 1991 renforcera pour plusieurs son image

³⁸⁶ Léon Aron évoque pour cela ses déclarations contradictoires sur l'économie ainsi que son implication dans des mouvements démocratiques de gauche, son rapprochement avec les militaires et avec des groupes nationalistes russes (*Pamyat*) ou néobolchéviques. Leon Aron, « Waiting for Yeltsin: Is Boris Good Enough? », *The National Interest*, n° 20 (été 1990), p. 44-47.

³⁸⁷ Ed A. Hewett, « The New Soviet Plan », *Foreign Affairs*, vol. 69, n° 5 (hiver 1990), p. 146-167.

³⁸⁸ John B. Dunlop, « Crackdown », *The National Interest*, n° 23 (printemps 1991), p. 24-32.

³⁸⁹ Robert G. Kaiser, « Gorbachev: Triumph and Failure », *Foreign Affairs*, vol. 70, n° 2 (printemps 1991), p. 160-174.

³⁹⁰ Dimitri Simes, « Gorbachev's Time of Troubles », *Foreign Policy*, n° 82 (printemps 1991), p. 97-105, 115-117.

³⁹¹ Martha Brill Olcott, « The Soviet (Dis) Union », *Foreign Policy*, n° 82 (printemps 1991), p. 135-136.

d'improvisateur et son manque apparent de flexibilité³⁹². Quant à Eltsine, à la lumière de son action durant le putsch, certains en viennent à le catégoriser comme un démagogue et un réformateur radical, tirant son efficacité de sa légitimité démocratique et de son pouvoir de mobilisation, pouvant éventuellement vaincre la vieille garde du PCUS et permettre une réelle révolution démocratique³⁹³. Pour d'autres comme Dimitri Simes, il s'agit d'un homme d'action, qui contrairement à Gorbatchev, favorise des solutions drastiques, mais dont la compréhension de l'économie reste lacunaire. Il le considère toutefois comme plus enclin à diriger de façon autoritaire que démocratique, malgré ses prétentions³⁹⁴.

L'analyse de la situation et de l'avenir politique soviétique en vient aussi à se complexifier, à dépasser les affrontements entre Gorbatchev et Eltsine et à s'attarder à divers courants et groupes qui se dessinent dans l'espace politique. À partir de 1991, plusieurs observateurs commencent ainsi à prendre en compte les factions opposées qui émergent du chaos suivant la création du Congrès des députés du peuple. À travers la formation du groupe conservateur *Soyouz* ou les promesses du « Mouvement pour les réformes démocratiques »³⁹⁵ de Iakovlev et de Chevardnadze, certains entrevoient la possibilité de développement d'un bipartisme à l'américaine³⁹⁶. D'autres décrivent plutôt une fragmentation des pôles et la difficulté de groupes opposés à s'unir et à définir des positions claires pour former un système législatif pouvant fonctionner par compromis. Dans cette optique, Artyom Borovik, journaliste russe, ne voit de salut pour la démocratie que dans l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle génération et dans une dissolution de l'union permettant à la *perestroïka* de devenir des *perestroïkas*³⁹⁷. D'autres encore, moins optimistes à la suite du putsch, croient que le reste de crédibilité de Gorbatchev s'est

³⁹² Seweryn Bialer, « The Death of Soviet Communism », *Loc. Cit.*, p. 171.

³⁹³ Stephen Sestanovich, « The Hour of the Demagogue », *The National Interest*, n° 25 (automne 1991), p. 13-15.

³⁹⁴ Dimitri Simes, « Russia Reborn », *Foreign Policy*, n° 85 (hiver 1991), p. 48-54.

³⁹⁵ Mouvement, qui deviendra un parti politique en juillet 1991, fondé par Alexandre Iakovlev, Edouard Chevardnadze, Anatoly Soltchak et Graviil Popov.

³⁹⁶ Martin Walker, « Dateline Washington: Victory and Delusion », *Foreign Policy*, n° 83 (été 1991), p. 165.

³⁹⁷ Artyom Borovik, « Waiting for Democracy », *Foreign Policy*, n° 84 (automne 1991), p. 53, 56, 60.

évanoui suite à ses oscillations continues et qu'une position centriste n'est plus tenable entre des conservateurs désespérés, des réformistes radicaux en pleine ascension et une population qui n'a plus peur³⁹⁸.

Une autre tendance prenant de l'ampleur chez les observateurs américains est celle d'analyser la population soviétique comme une société civile, comme un acteur politique à part entière. En ce sens, Jerry Hough croit à l'existence d'une nouvelle classe moyenne élargie et éduquée, généralement favorable au multipartisme et pouvant évoluer vers le développement d'un nationalisme pro-occidental³⁹⁹, tandis que d'autres louent l'apport important de Gorbatchev qui a fait disparaître cette peur que la population avait de l'État⁴⁰⁰, deux tendances pouvant favoriser un avenir démocratique et une bonne relation avec l'Ouest. Certains sont toutefois moins optimistes quant à l'ouverture et l'activisme de cette société. Richard Pipes, s'il croit à l'attrait nouveau de la démocratie chez la population, entrevoit aussi une ambivalence issue de son attachement au filet social auquel elle est habituée, à l'économie régulée et à la présence rassurante de l'État⁴⁰¹. D'autres sont encore plus pessimistes, croyant les Soviétiques plus attachés à l'importance d'un dirigeant autoritaire pour mener leur destinée qu'à l'application impartiale des lois⁴⁰². Ainsi, il s'en trouve plusieurs pour dire qu'une majorité préfère un retour à l'ordre, devant la montée de la criminalité, à des réformes dont les résultats semblent peu concluants⁴⁰³. Certains expliquent alors l'échec annoncé de celles-ci par une culture populaire de paresse, de passivité et de conservatisme, la population préférant l'équilibre de la pauvreté au risque et à l'innovation⁴⁰⁴. Ainsi, si les présupposés issus des visions classiques de l'URSS établies durant la guerre froide persistent, la plus grande prise en compte de la société civile

³⁹⁸ Seweryn Bialer, « The Death of Soviet Communism », *Loc. Cit.*, p. 176-181.

³⁹⁹ Jerry F. Hough, *Loc. Cit.*, p. 30-33.

⁴⁰⁰ Seweryn Bialer, « The Death of Soviet Communism », *Loc. Cit.*, p. 178-181.

⁴⁰¹ Richard Pipes, « The Soviet Union Adrift », *Foreign Affairs*, vol. 70, n° 1, America and the World 1990/91, p. 73-75.

⁴⁰² Dimitri Simes, « Russia Reborn », *Loc. Cit.*, p. 52; Artyom Borovik, *Loc. Cit.*, p. 55.

⁴⁰³ Graham Allison et Robert Blackwill, *Loc. Cit.*, p. 80-82.

⁴⁰⁴ Amitai Etzioni, « New Hopes, Old Habits », *The National Interest*, n° 19 (printemps 1990), p. 97-99.

et la meilleure compréhension d'un jeu politique que l'on découvre, en amènent certains à envisager l'URSS selon des critères plus semblables à ceux qu'ils utilisent pour analyser les démocraties occidentales. L'Union soviétique est donc moins vue comme absolument étrangère, différente et mystérieuse.

Un questionnement plus poussé prend aussi place sur l'avenir de l'État soviétique et sur ses contours - territoriaux, identitaires et politiques - ou sur ceux des entités qui pourraient lui succéder. La conception de l'« empire soviétique » comme entité géopolitique en vient alors à porter à confusion. Certains voient la « perte » de l'Europe de l'Est comme la fin de cet empire et évaluent la possibilité d'une contamination révolutionnaire vers l'intérieur de l'État soviétique⁴⁰⁵, tandis que pour d'autres c'est l'URSS et sa structure centrale qui constituent un empire « intérieur » qui est mis à mal par les revendications ethniques et républicaines ainsi que par les luttes politiques internes⁴⁰⁶. Signe des perspectives qui évoluent, Zbigniew Brzezinski en appelle dès la fin de 1989 à la différenciation de l'URSS et de la Russie, trop souvent confondues dans le discours occidental, et à la prise en compte du potentiel déstabilisateur des « nationalités » non russes à l'intérieur de l'URSS, comme on avait négligé de la faire pour les populations d'Europe de l'Est, autrefois vues comme homogènes ou uniformément communistes. Ainsi, il voit la position de l'« empire soviétique », lire ici l'URSS dans ses frontières et sa structure, comme intenable⁴⁰⁷. D'autres envisagent aussi la question du point de vue idéologique, voyant l'impossibilité, dans le contexte de l'abandon du marxisme-léninisme comme outil de légitimation et de la réorientation de Gorbatchev vers une posture rejoignant la philosophie des Lumières, de définir l'identité spécifique de l'URSS et de maintenir son unité autrement que par un usage de force dont le Kremlin n'a plus les moyens⁴⁰⁸.

⁴⁰⁵ Theodore C. Sorensen, « Rethinking National Security », *Foreign Affairs*, vol. 69, n° 3 (été 1990) p. 1-2.

⁴⁰⁶ Dimitri Simes, « Gorbachev's Time of Troubles », *Loc. Cit.*, p. 97.

⁴⁰⁷ Zbigniew Brzezinski, « Post-Communist Nationalism », *Foreign Affairs*, vol. 68, n° 5 (hiver 1989), p. 1-2, 16.

⁴⁰⁸ Stanley Kober, « Idealpolitik », *Foreign Policy*, n° 79 (été 1991), p. 16-19; John B. Dunlop, « Will the Soviet Union Survive Until the Year 2000? », *The National Interest*, n° 18 (hiver 1989), p. 74.

Les événements amènent aussi des arguments concrets pour délégitimer l'URSS en tant qu'interlocuteur pertinent sur la scène internationale pour les États-Unis. Pour plusieurs, la violence interethnique, la corruption et la perte de contrôle du Kremlin par l'émergence de structures parallèles convergent pour affaiblir le pouvoir central, empêchant la solidification d'un cadre pour la formation d'une nouvelle entité centrale⁴⁰⁹. Aussi, le coup d'État et ses suites sont vus par certains comme la concrétisation de la déchéance de l'État soviétique, qui aurait besoin de beaucoup plus que des réformes, et laisse poindre la résurgence d'une nouvelle Russie qui pourrait prendre sa place⁴¹⁰. Pour Dimitri Simes, c'est d'ailleurs l'avenir de la Russie qui devrait intéresser les États-Unis, celle-ci constituant le centre d'un empire devenu un fardeau, dont elle pourrait se départir pour se redéfinir⁴¹¹. La question se pose alors sur les possibilités d'action du gouvernement central, entre laisser aller les choses et intervenir, les deux solutions pouvant mener à la fragmentation, voire une à guerre civile dont les partis seraient multiples⁴¹². Alors que certaines perspectives d'évolution de l'Union soviétique présentes durant la période précédente restent envisagées⁴¹³, l'idée de son maintien dans sa forme initiale disparaît sauf du discours d'« optimistes » marginaux⁴¹⁴. Si certains croient que l'imbrication de longue date des républiques dans une économie centralisée favorise la continuité d'une union forte⁴¹⁵, d'autres ne voient comme alternative à la fragmentation qu'une confédération plus souple, sur le modèle que Gorbatchev et Eltsine travaillent tant bien que mal à formater⁴¹⁶.

⁴⁰⁹ Leon Aron, *Loc. Cit.*, p. 45-46; Ed A. Hewett, *Loc. Cit.*, p. 146-147; Zbigniew Brzezinski, « Selective Global Commitment », *Foreign Affairs*, vol. 70, n° 4 (automne 1991), p. 10.

⁴¹⁰ Seweryn Bialer, *Loc. Cit.*, p. 166.

⁴¹¹ Dimitri Simes, « Russia Reborn », *Loc. Cit.*, p. 41-43, 53, 60.

⁴¹² Dimitri Simes, « Gorbachev's Time of Troubles », *Loc. Cit.*, p. 113-115; Zbigniew Brzezinski, « Post-Communist Nationalism », *Loc. Cit.*, p. 14-16, 23.

⁴¹³ La possibilité de réussite ou d'éviction de Gorbatchev, de victoire des réformistes ou des radicaux, d'imposition des nationalistes russes et républicains, de prises de pouvoir des militaires ou du KGB sont encore évoqués, surtout au début de la période. John B. Dunlop, « Will the Soviet Union Survive Until the Year 2000? », *Loc. Cit.*, p. 74-75; Leon Aron, *Loc. Cit.*, p. 46-47.

⁴¹⁴ Bruce Porter, s'il voit la possibilité du maintien de la structure centrale soviétique, ne l'envisage pas avec optimisme. Bruce D. Porter, *Loc. Cit.*, p. 19-20.

⁴¹⁵ Ed A. Hewett, *Loc. Cit.*, p. 167.

⁴¹⁶ Dimitri Simes, « Russia Reborn », *Loc. Cit.*, p. 41,53.

Toutefois, même cette possibilité est fortement remise en doute par d'autres, qui croient qu'un nouveau traité d'Union ne pourrait satisfaire les républiques à l'heure où même la Russie revendique sa souveraineté⁴¹⁷. Les plus pessimistes parlent de « fatigue impériale », d'antinomie entre la démocratie et l'État central et même d'un « empire interne » déjà effondré⁴¹⁸. Bref, si le statut d'adversaire de l'Union soviétique semble en suspend, son évolution et son avenir continuent d'intéresser les observateurs, qui l'envisagent désormais avec l'appréhension d'avoir à gérer sa chute ou à négocier avec les entités qui pourraient en émerger et ébranler encore plus un ordre que l'on tarde à comprendre.

3.2 Un « nouvel ordre mondial » ?

Les événements européens de la fin de 1989, s'ils en viennent pour plusieurs à marginaliser l'importance de l'Union soviétique dans l'évolution politique du monde, constituent aussi souvent la rupture concrétisant la fin de la guerre froide. Revenant d'abord sur des événements qui ont déjoué la plupart des prédictions, on se penche rapidement sur leur ampleur et leurs conséquences, immédiates et à long terme. L'heure n'est toutefois plus aux anticipations générales et aux débats philosophiques sur la direction que prendra l'humanité, mais plutôt à l'évaluation concrète du changement et à sa signification sur la façon d'envisager les relations internationales. On élabore ainsi de nouveaux cadres d'interprétation et on tente de redéfinir un ordre en pleine mutation, anticipant le meilleur comme le pire.

3.2.1 *Post mortem* de la guerre froide

Si certains observateurs considéraient déjà la guerre froide amoindrie sur les bases d'un changement idéologique à Moscou alors que d'autres, à travers le tumulte européen,

⁴¹⁷ Richard Pipes, *Loc. Cit.*, p. 76-79.

⁴¹⁸ Artyom Borovik, *Loc. Cit.*, p. 53; Fred Charles Iklé, « Comrades in Arms: The Case for a Russian-American Defense Community », *The National Interest*, n° 26 (hiver 1991), p. 27-28.

persistent à voir l'amélioration de la relation bilatérale comme un processus⁴¹⁹ ou un continuum évolutif du climat mondial⁴²⁰, la surprise et la rapidité des révolutions de l'Est en amènent plusieurs à se commettre de façon décisive sur la qualité fondamentale du changement qui vient d'advenir. En effet, la non-ingérence de Moscou dans la chute de ces régimes communistes rend l'idée de continuité incongrue selon la plupart des définitions que l'on se fait de la guerre froide. Pour Jeanne Kirkpatrick par exemple, la guerre froide étant ancrée dans le désir impérial soviétique et dans le maintien par la force de sa domination sur l'Europe de l'Est, sa fin est alors démontrée par des faits probants⁴²¹. Pour d'autres cette inaction évacue aussi le doute sur la dimension potentiellement tactique des prétentions de Moscou, donnant aux États-Unis une opportunité d'améliorer la sécurité européenne, au cœur du règlement de la guerre froide⁴²². Aussi, si l'on ne s'entend pas sur l'interprétation à donner et sur les fondements des décisions du Kremlin, certains y voyant l'acceptation de son déclin⁴²³ et d'autres un changement conscient de direction⁴²⁴, presque tous acquiescent à l'importance du changement géopolitique en découlant. Alors que quelques conservateurs ont encore des doutes sur la réalité de la fin de la guerre froide⁴²⁵, Irving Kristol les rappelle à l'ordre en affirmant que le changement est effectif par la disparition de l'ennemi qui par ses intentions définissait l'intérêt national américain, forçant la réévaluation du rôle des États-Unis dans le monde⁴²⁶. Le changement est ensuite

⁴¹⁹ Joseph Nye voit les négociations sur le contrôle de l'armement comme un retour global de la confiance favorisant l'amélioration de la relation Est-Ouest et prévenant la prolifération nucléaire. Joseph S. Nye Jr., « Arms Control after the Cold War », *Foreign Affairs*, vol. 68, n° 5 (hiver 1989), p. 42-64.

⁴²⁰ McGeorge Bundy, *Loc. Cit.*, p. 206-212.

⁴²¹ Jeanne Kirkpatrick, *Loc. Cit.*, p. 4.

⁴²² Arnold L. Horelick, *Loc. Cit.*, p. 58.

⁴²³ Robert W. Tucker, « 1989 and All That », *Loc. Cit.*, p. 94.

⁴²⁴ Charles William Maynes, ne voyant pas l'URSS comme perdant la guerre froide, croit à l'abandon irréversible de son désir « révolutionnaire », principale source de crainte pour les États-Unis. Charles William Maynes, « America without the Cold War », *Foreign Policy*, n° 78 (printemps 1990), p. 4,9.

⁴²⁵ Malcolm Wallop, aussi tard qu'à l'automne 1990, alors que les pays autrefois communistes ont changé de gouvernements, remet en doute leur conversion démocratique et croit possible la résurgence d'une URSS impérialiste. Robert L. Bartley, Ted Galen Carpenter, Nathan Glazer, Josef Joffe, Jeanne J. Kirkpatrick, Stephen J. Solarz, Malcolm Wallop, Ben J. Wattenberg, Paul M. Weyrich et Peregrine Worsthorne, « America's Purpose Now », *The National Interest*, n° 21 (automne 1990), p. 49.

⁴²⁶ Irving Kristol, *Loc. Cit.*, p. 16,24-25.

plus largement compris comme irrémédiable alors qu'à ces événements s'ajoute la collaboration de Moscou dans le cadre la guerre du Golfe, concrétisant pour Coral Bell l'émergence d'un ordre post-guerre froide ou la diplomatie pourra désormais jouer un rôle plus constructif⁴²⁷.

L'ampleur et les conséquences de la rupture sont toutefois vues de diverses façons par les observateurs. Pour certains, ce n'est pas seulement la guerre froide qui se termine en 1989, mais l'ensemble de l'ordre d'après-guerre et la stabilité qui la caractérisait⁴²⁸. Pour James Kurth, un tel changement d'ordre est bienvenu, car, en plus des événements d'Europe de l'Est qui renversent certains résultats de la Seconde Guerre mondiale, notamment pour l'Union soviétique et l'Allemagne, l'intervention en Irak redresse la réputation des États-Unis endommagée depuis le Vietnam, les laissant dans une situation plutôt enviable⁴²⁹. Moins optimiste, Richard Pipes, tout en parlant d'une victoire américaine dans la guerre froide, prévoit aussi une nouvelle ère d'instabilité où il faudra compter avec les dommages spirituels et matériels que le communisme a faits en URSS et dans ses « possessions » d'Europe de l'Est⁴³⁰. L'inquiétude se fait aussi sentir dans les propos de ceux qui constatent le déclin relatif des États-Unis face à la montée des nouvelles économies de l'Allemagne et du Japon et qui appréhendent la perte d'un adversaire soviétique mobilisateur, les laissant sans rôle précis à jouer sur la scène internationale⁴³¹. Ainsi certains, analysant la fin de la division bipolaire de l'Europe, voient celle-ci devenir moins importante à la fois pour les États-Unis et l'URSS, cela amoindrissant le fardeau économique que l'implication militaire pouvait représenter pour chacun, mais les privant aussi de leur statut de superpuissance⁴³². Avant la guerre du Golfe, d'autres envisagent aussi un phénomène

⁴²⁷ Coral Bell, « Why Russia Should Join NATO: From Containment to Concert », *Loc. Cit.*, p. 39-40.

⁴²⁸ Zbigniew Brzezinski, « Beyond Chaos: A Policy for the West », *The National Interest*, n° 19 (printemps 1990), p. 4.

⁴²⁹ James Kurth, « Things to Come: The Shape of the New World Order », *The National Interest*, n° 24 (été 1991), p. 3.

⁴³⁰ Richard Pipes, *Loc. Cit.*, p. 87.

⁴³¹ Robert W. Tucker, « 1989 and All That », *Loc. Cit.*, p. 106-107.

⁴³² Milan Svec, « East European Divides », *Foreign Policy*, n° 77 (hivers 1989), p. 61; Jeanne Kirkpatrick, *Loc. Cit.*, p. 11-12.

semblable face au tiers-monde, qui perdrait de l'intérêt pour les deux anciens adversaires alors que le jeu à somme nulle de la guerre froide perd sa pertinence⁴³³. Michael Mandelbaum quant à lui vient relativiser la portée des événements européens et celle de la construction de la coalition inédite qui se déploie, qu'il ne voit pas établir la nouvelle base du rôle international des États-Unis. S'il comprend l'importance des changements implicites dans une intervention où, pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis et l'URSS sont du même côté, il affirme que plusieurs caractéristiques de la guerre froide restent applicables à cette entreprise, notamment la présence persistante de menaces, ainsi que le rôle de leader et la responsabilité militaire que se donnent les États-Unis dans les conflits étrangers⁴³⁴. La fin de la guerre froide, bien qu'elle soit généralement accueillie comme un bienfait, laisse donc aussi la place à une grande incertitude et à quelques inquiétudes chez les observateurs, habitués à évaluer une scène internationale dans un cadre plus défini.

3.2.2 Les nouveaux critères de la puissance

Outre l'effet de surprise, les révolutions à l'Est instillent aussi à certains analystes l'idée qu'un changement est à l'œuvre dans la définition de la puissance sur la scène internationale ou que leurs perceptions de celle-ci étaient erronées, ancrées dans la vision géopolitique propre au cadre de la guerre froide. En effet, les forces militaires n'ayant pratiquement pas eu voix au chapitre dans les changements de régime des pays du pacte de Varsovie et les déboires économiques de l'URSS semblant peser fortement sur la formulation de sa politique étrangère, on s'interroge sur les critères qui devraient désormais définir l'ordre des rapports de forces entre États. Plusieurs s'entendent alors pour considérer une baisse d'importance des enjeux de sécurité⁴³⁵ en comparaison de leurs

⁴³³ Richard H. Ullman, *Loc. Cit.*, p. 115-116.

⁴³⁴ Michael Mandelbaum, « The Bush Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 70, n° 1, America and the World 1990/91, p. 10-12.

⁴³⁵ Coit D. Blacker, *Loc. Cit.*, p. 102.

équivalents économiques, et par le fait même sur la prévalence de la capacité des États à mobiliser leurs économies dans l'évaluation de leur puissance⁴³⁶. C. Fred Bergsten, comprend alors une transformation de la hiérarchie des puissances qui serait aussi fondamentale pour l'ordre international que la fin de la confrontation Est-Ouest, passant du *Big Two* de la compétition nucléaire au *Big Three* de l'économie, soit les États-Unis, l'Europe potentiellement unie et le Japon⁴³⁷. Toutefois, celui qui conceptualise le plus précisément ce changement dans la nature des relations internationales est Edward Luttwak. Il parle d'une nouvelle ère où la « géoéconomie » remplacerait la géopolitique comme matrice d'interaction entre les États, ceux-ci transigeant aussi avec des groupes transnationaux dans un jeu d'instrumentalisation allant dans les deux sens. Ainsi, les États, libérés de la logique de la guerre froide, pourraient désormais continuer à compétitionner pour arriver à leurs fins de combler les besoins de leurs populations, mais en utilisant une « grammaire » moins dangereuse et bénéfique pour tous, celle du commerce⁴³⁸. Tous toutefois, ne voient pas une panacée pour les États-Unis dans cette transformation. Stanley Hoffmann, tout en acquiesçant à une évolution de la distribution de la puissance où le militaire, l'économique et le démographique joueraient des rôles parallèles - des « devises de pouvoir » présentes à différents degrés chez les acteurs internationaux - croit que la montée de l'importance de la composante économique du pouvoir ne leur sera pas profitable, la fin de la confrontation bipolaire libérant leurs alliés de leur dépendance face aux États-Unis en termes de technologie militaire. Il voit inversement un accroissement de la dépendance américaine pour des produits étrangers et un déclin qui serait plus dû à la pauvreté des de la vision économique interne des États-Unis qu'à la « surexpansion impériale »⁴³⁹.

⁴³⁶ Michael Mandelbaum, « The Bush Foreign Policy », *Loc. Cit.*, p. 6.

⁴³⁷ C. Fred Bergsten, « The World Economy after the Cold War », *Foreign Affairs*, vol. 69, n° 3 (été 1990), p. 96.

⁴³⁸ Cette dimension « géoéconomique » a selon lui toujours existé, mais elle prend plus d'importance lorsque les tensions entre États sont faibles. Edward N. Luttwak, « From Geopolitics to Geo-Economics: Logic of Conflict, Grammar of Commerce », *The National Interest*, n° 20 (été 1990), p. 17-23.

⁴³⁹ Stanley Hoffmann, « A New World and its Troubles », *Foreign Affairs*, vol. 69, n° 4 (automne 1990),

La constitution de la coalition pour l'invasion de l'Irak redonne ensuite des arguments aux chantres de la puissance militaire. Charles Krauthammer, le plus catégorique de ceux-ci, conçoit dans l'attitude attentiste et le manque de leadership de l'Allemagne et du Japon ainsi que dans l'incurie décisionnelle de la Communauté européenne à la suite de l'invasion du Koweït, une preuve que la puissance économique ne se traduit pas nécessairement en influence géopolitique. Ainsi, c'est selon lui la puissance militaire des États-Unis qui permet à leurs alliés d'agir par procuration, dans un multilatéralisme de façade cachant un unilatéralisme américain nécessaire au maintien de la paix⁴⁴⁰. D'autres voient à l'inverse dans cette intervention les limites très économiques de la puissance américaine qui, bien que seule à avoir les capacités militaires d'intervenir, doit demander aux autres de payer pour l'entreprise, cela concrétisant sa dépendance face à ses créditeurs étrangers et son renoncement au statut de superpuissance⁴⁴¹. Après avoir décanté à la fois les effets du tumulte européen et ceux de la guerre d'Irak, certains en viennent à percevoir la nécessité des deux formes de puissance, économique et militaire, pouvant s'imbriquer dans un nouvel équilibre où la force de frappe américaine supportée par des alliés fortunés pourrait maintenir un ordre mondial relatif⁴⁴². Les discussions sur la définition de la puissance, comme celles traitant des conséquences de la fin de la guerre froide, sont donc sujettes à des interprétations contradictoires devant la perte de pertinence du cadre accepté et dans les circonstances d'une succession rapide d'événements.

3.2.3 Les définitions d'un ordre en formation

Corollaires de ces réflexions, la définition d'une nouvelle forme de l'ordre international est aussi discutée dans ce qui est perçu de façon majoritaire comme le crépuscule de la

p. 118-121.

⁴⁴⁰ Charles Krauthammer, « The Unipolar Moment », *Foreign Affairs*, vol. 70, n° 1, America and the World 1990/91, p. 24.

⁴⁴¹ William Pfaff, « Redefining World Power », *Foreign Affairs*, vol. 70, n° 1, America and the World 1990/91, p. 37.

⁴⁴² James Kurth, *Loc. Cit.*, p. 3, 11-12.

bipolarité et le déclin de la domination des superpuissances. Cette redéfinition s'impose à l'agenda de dirigeants devant réagir aux nouveaux défis du monde, mais aussi à celui des analystes s'impliquant dans le débat public et désirant influencer leurs décisions, alors que les changements ne sont pas encore consommés⁴⁴³. L'idée de multipolarité, déjà en vogue avant les événements de l'automne 1989 sur la base d'une mondialisation progressive, se développe désormais à la lumière de ruptures politiques plus claires. Si certains voient éclore une multipolarité large et encore difficile à définir⁴⁴⁴, d'autre proposent des modèles plus précis, comme Earl Ravenal qui anticipe une dispersion de la puissance menant à un équilibre entre huit ou dix États dominant des dynamiques régionales distinctes, dans un climat de « non-alignement général »⁴⁴⁵. La « tripolarité » est toutefois l'option la plus souvent envisagée, selon l'idée que les ennemis d'antan, devenus alliés, pourraient redevenir des compétiteurs économiques. Le Japon, déjà vu comme une puissance économique menaçante, et la Communauté européenne (ou l'Allemagne unie selon les versions) seraient, dans la vision de plusieurs, les deux pôles contrebalançant celui de la puissance américaine⁴⁴⁶. Contrairement à plusieurs de ces interprétations qui envisagent un déclin relatif des États-Unis, Joseph Nye voit plutôt un phénomène général de complexification de relations internationales par la montée d'acteurs privés et étatiques autrefois mineurs, où la diffusion de la technologie rendrait les interventions par les grandes puissances plus coûteuses et donc moins nombreuses. Il parle alors de « polycentrisme » et de régionalisation des interactions, plus que de changement d'équilibre⁴⁴⁷. À ces visions partageant une certaine communauté d'esprit se confronte celle de Charles Krauthammer qui croit que le monde vit son « moment unipolaire », où les États-Unis sont la seule superpuissance pouvant répondre aux défis que pose le Sud au

⁴⁴³ Arnold L. Horelick, *Loc. Cit.*, p. 58-59; William G. Hyland, « America's New Course », *Foreign Affairs*, vol. 68, n° 2 (printemps 1990), p. 2-3.

⁴⁴⁴ Stanley Hoffmann, *Loc. Cit.*, p. 121-122; Coral Bell, « Why Russia Should Join NATO: From Containment to Concert », *Loc. Cit.*, p. 38.

⁴⁴⁵ Earl C. Ravenal, « The Case for Adjustment », *Foreign Policy*, n° 81 (hiver 1990), p. 10-12.

⁴⁴⁶ Robert W. Tucker, « 1989 and All That », *Loc. Cit.*, p. 97; Michael Vlahos, « Look Homeward », *The National Interest*, n° 20 (été 1990), p. 49-50.

⁴⁴⁷ Joseph S. Nye Jr., *Loc. Cit.*, p. 42-64.

moment où les « guerres civiles du Nord » se terminent. S'il croit à la possibilité qu'une multipolarité s'installe éventuellement, il voit la guerre du Golfe faire ressortir la domination des États-Unis, seuls capables d'intervenir et de coaliser les puissances moyennes du Nord qui les entourent et les suivent⁴⁴⁸.

D'autres s'attardent à analyser les phénomènes à l'œuvre dans le processus de transformation qui s'opère sous leurs yeux. Ainsi, l'historien John Lewis Gaddis voit la guerre froide laisser place à une nouvelle confrontation, plus globale et moins définie entre des forces d'intégration et de fragmentation. Ces forces, que la guerre froide avait contribué à modérer, sont selon lui déjà très visibles en Europe où le processus d'unification en cours cohabite avec les nationalismes et désirs d'autodétermination de minorités intraétatiques⁴⁴⁹. Dans cette tangente, certains mettent l'accent sur l'importance de l'intégration européenne, vue comme dépassant en importance la fragmentation de l'Europe de l'Est et étant porteuse d'une stabilité et d'une sécurité accrue⁴⁵⁰. D'autres voient dans la simultanéité de ces processus la possibilité de voir s'installer un chaos politique général⁴⁵¹ ou envisagent la tendance à l'intégration être limitée par les désaccords politiques, malgré ses avantages économiques⁴⁵². Envisagés par la plupart des observateurs comme des courants contradictoires, la fragmentation et l'intégration ont aussi, pour Richard Pipes, une conséquence commune et partagée : celle de participer au déclin de l'État-nation comme principale force organisationnelle des relations internationales. En analysant la situation soviétique, mais aussi à travers l'observation des mouvements séparatistes, des migrations, du flux des capitaux, il voit le monde passer d'un ordre stable de guerre froide à un néoféodalisme généralisé⁴⁵³. Sans aller aussi loin, plusieurs analystes

⁴⁴⁸ Charles Krauthammer, « The Unipolar Moment », *Loc. Cit.*, p. 23-25.

⁴⁴⁹ Gaddis ne s'arrête pas à l'Europe dans son analyse, parlant d'intégration économique mondiale et des velléités indépendantistes en Afrique, au Moyen-Orient et au Québec. John Lewis Gaddis, « Toward the Post-Cold War World », *Foreign Affairs*, vol. 70, n° 2 (printemps 1991), p. 103-113.

⁴⁵⁰ Leigh Bruce, « Europe's Locomotive », *Foreign Policy*, n° 78 (printemps 1990), p. 68-90.

⁴⁵¹ Zbigniew Brzezinski, « Beyond Chaos: A Policy for the West », *Loc. Cit.*, p. 4.

⁴⁵² Earl C. Ravenal, *Loc. Cit.*, p. 10-12.

⁴⁵³ Richard Pipes, *Loc. Cit.*, p. 70-71.

voient aussi dans la disparition de l'ordre établi, la forte possibilité d'un retour à une plus grande instabilité dans les relations interétatiques, ressemblant peut-être à celles de l'entre-deux-guerres où elles reposaient plus souvent sur des politiques de puissance⁴⁵⁴.

3.2.4 Les formes multiples d'ordre et de désordre

Ces visions de l'ordre mondial et ces perspectives de transformation se développent aussi, pour les plus optimistes, en anticipations concrètes d'évolution vers une plus grande concertation. Certains, dans la foulée des révolutions d'Europe de l'Est où les peuples semblent triompher des États et de leurs armées, croient d'abord que la guerre, comme outil de politique étrangère, est de moins en moins plausible pour les États puissants, voire vouée à l'obsolescence⁴⁵⁵. La guerre du Golfe venant relativiser ces visions, d'autres voient toutefois dans la collaboration entre Bush et Gorbatchev, à travers le conseil de sécurité de l'ONU, les premiers pas vers un possible concert des nations, c'est-à-dire celui des grandes puissances, qui pourrait imposer un contrôle sur les États rebelles dans la poursuite de leurs intérêts économiques communs⁴⁵⁶. Ainsi, John Lewis Gaddis, suite au succès de la réponse multinationale à Saddam Hussein conduite selon les règles du droit international, croit en la possibilité d'évolution vers une codification de mécanismes semblables pour décourager les agressions et renforcer la sécurité, en inscrivant paradoxalement l'expérience pratique de la « longue paix » que fut la guerre froide dans un cadre légaliste⁴⁵⁷.

Plusieurs observateurs sont plus pessimistes et appréhendent plutôt les dangers émergents du changement. Après que l'euphorie issue des révolutions démocratiques à l'Est ait chassé la menace d'une invasion de l'Europe de l'Ouest, plusieurs évoquent la crainte d'une

⁴⁵⁴ Charles William Maynes, « America without the Cold War », *Loc. Cit.*, p. 3-4; James Schlesinger, « New Instabilities, New Priorities », *Foreign Policy*, n° 85 (hiver 1991), p. 3-4.

⁴⁵⁵ Edward N. Luttwak, « From Geopolitics to Geo-Economics: Logic of Conflict, Grammar of Commerce », *Loc. Cit.*, p. 21; John Mueller, *Loc. Cit.*, p. 11.

⁴⁵⁶ Coral Bell croit ainsi ravivés les espoirs de 1945, lors de la fondation de l'ONU, et voit la guerre du Golfe comme le catalyseur pouvant permettre d'établir un ordre semblable à celui issu du congrès de Vienne de 1815. Coral Bell, « Why Russia Should Join NATO: From Containment to Concert », *Loc. Cit.*, p. 39-40.

⁴⁵⁷ John Lewis Gaddis, *Loc. Cit.*, p. 117-118.

flambée de violences ethniques qui pourraient, comme le vent de réforme avant elles, faire l'objet de contagions entre l'Union soviétique et ses anciens « satellites », dans un sens ou dans l'autre. Cette peur reste toutefois relative, n'ayant pas la portée de la guerre européenne à grande échelle que l'on appréhendait auparavant, et est souvent envisagée avec le détachement qu'implique l'idée que les peuples nouvellement « libérés » sont maîtres de leurs sorts⁴⁵⁸. On évalue aussi la possibilité d'instabilités émanant de nouvelles puissances révisionnistes, l'Irak en est l'exemple, qui, libérées des restrictions que pouvaient leur imposer les superpuissances durant la guerre froide, pourraient devenir agressives et favoriser l'essor de conflits régionaux. Le vacuum laissé par le désintérêt relatif des États-Unis et de l'URSS pour un tiers-monde qui n'a plus de cause pourrait, selon plusieurs, être comblé par des prétentions nationalistes, irrédentistes ou séparatistes, les frontières artificielles du colonialisme pouvant être remises en question⁴⁵⁹. Dans cette optique et dans celle de l'amélioration des relations Est-Ouest, c'est pour plusieurs l'axe Nord-Sud qui devient alors plus préoccupant. Certains envisagent aussi les inégalités, revers de la mondialisation économique, pouvant pousser certains États ou groupes laissés pour compte du capitalisme à développer un ressentiment contre un Occident triomphant, mener à des attaques contre ses institutions ou ses agents ou donner lieu à des vagues migratoires difficiles à contrôler⁴⁶⁰. Une autre inquiétude recensée chez les analystes politiques américains est liée aux intentions des États-Unis quant à la place qu'ils voudront prendre dans ce monde transformé et dans leurs réponses à ces défis inédits. Pour Robert Tucker, le renouveau de l'isolationnisme dans une Amérique endettée et moins encline à faire des sacrifices pourrait laisser pourrir des conflits qui atteindraient éventuellement la sécurité des États-Unis⁴⁶¹. Pour d'autres, c'est la possibilité d'interventions sans objectifs clairs, pour imposer la démocratie ou pour des intérêts géopolitiques, qui pourrait créer des

⁴⁵⁸ Richard H. Ullman, *Loc. Cit.*, p. 104-105; Gregory Flynn et David J. Scheffer, *Loc. Cit.*, p. 89.

⁴⁵⁹ Charles Krauthammer, « The Unipolar Moment », *Loc. Cit.*, p. 23-24; Ted Galen Carpenter, « The New World Disorder », *Foreign Policy*, n° 84 (automne 1991), p. 24-39; Graham E. Fuller, « The Breaking of Nations: and the Threat to Ours », *The National Interest*, n° 26 (hiver 1991), p. 14-21.

⁴⁶⁰ Stanley Hoffmann, *Loc. Cit.*, p. 115-117.

⁴⁶¹ Robert W. Tucker, « 1989 and All That », *Loc. Cit.*, p. 104-107.

instabilités sans bénéficier à l'intérêt national américain⁴⁶². Ainsi, les pronostics sur le développement d'un nouvel ordre oscillent entre des possibilités de stabilité et de chaos et soulèvent des questions sur le désir ou les possibilités des États-Unis de s'y impliquer ou de le formater.

3.3 Un nouveau rôle pour les États-Unis

L'impression de conclusion d'une époque aux caractéristiques assez définies amène les Américains à remettre en question la façon dont ils interagissent avec le monde. Le cadre conceptuel de la guerre froide étant déconstruit de toutes parts et laissant place à des anticipations multiples, le *containment* perd sa prévalence et on doit chercher ailleurs les assises d'une nouvelle politique étrangère. La question n'est donc plus à savoir comment gérer la confrontation avec l'adversaire, mais à quels objectifs dédier la puissance américaine et quels moyens utiliser pour les atteindre⁴⁶³. Aussi, cette nécessité de redéfinition rejoint le questionnement d'idéaux ancrés dans l'identité américaine qui ne peuvent plus être subsumés dans les impératifs d'une guerre froide qui restreignait le spectre des solutions et permettait des entorses à ces principes⁴⁶⁴.

Les oppositions se complexifient alors entre des promoteurs internationalistes et isolationnistes, aux visions réalistes ou idéalistes et proposant des solutions se développant de façons multilatérales et unilatérales. Les positions sont donc décuplées et des acteurs idéologiquement opposés en viennent souvent à se rejoindre sur des enjeux spécifiques, pour des raisons différentes. Il y a, à gauche, ceux qui prônent une restriction d'un interventionnisme qu'ils jugent coûteux et néfaste, ceux qui voient dans la coopération

⁴⁶² John Lewis Gaddis, *Loc. Cit.*, p. 111-112.

⁴⁶³ William Hyland parle d'un retour au *Great Debate* des années 1914-1920, à l'époque de la Première Guerre mondiale, et 1950-1951, lors de la guerre de Corée, alors que l'on se posait les mêmes questions sur l'ampleur et les buts de l'interventionnisme américain. William G. Hyland, « America's New Course », *Loc. Cit.*, p. 2.

⁴⁶⁴ Theodore Sorensen évoque en ce sens les tractations des États-Unis avec des gouvernements non démocratiques et leur implication dans des institutions internationales, allant à l'encontre des idéaux opposés de promotion de la démocratie et de non-enchevêtrement. Theodore C. Sorensen, *Loc. Cit.*, p. 6.

internationale une voie d'établir un équilibre pacifique et ceux pour qui le respect des droits de l'homme doit s'actualiser à travers l'institutionnalisation et le droit international. À droite, les oppositions sont aussi marquées entre des conservateurs pour qui les États-Unis doivent se retirer du jeu international pour se préoccuper de leur intérêt national et des néoconservateurs qui prônent des interventions dans l'idée de promouvoir la démocratie. D'autres encore, des deux côtés du spectre, se donnent comme objectif de sécuriser la position économique des États-Unis de façon plus ou moins interventionniste⁴⁶⁵. S'entremêlent ainsi des idées issues de temps préalables à la guerre froide et d'autres construites à travers celle-ci, qui se déclinent en plusieurs tons et combinaisons, se traduisant en des propositions touchant à la façon d'agir envers l'Union soviétique, envers une Europe bouillonnante et plus globalement dans un système international en mutation.

3.3.1 Que faire de l'Union soviétique ?

La perception nouvelle de la faiblesse de Moscou semble concrétiser la possibilité de faire évoluer la relation et permettre la réalisation d'objectifs qui jusque-là relevaient d'un optimisme assez spéculatif, que cela soit pour en prendre avantage ou l'améliorer. Les tenants d'un réalisme plutôt offensif parlent d'abord de consolider une fin de guerre froide selon les termes optimaux des États-Unis et de solidifier la position de l'Ouest. Charles Krauthammer par exemple expose la nécessité de « finlandiser » l'Europe de l'Est, « empire interne de Staline », de « décoloniser l'empire externe de Brejnev » au tiers-monde et de favoriser une libéralisation complète de l'Union soviétique⁴⁶⁶. D'autres proposent aussi de continuer à faire reculer l'URSS dans le tiers-monde selon la technique qui a apparemment fonctionné en Europe pendant que Moscou reprend son souffle⁴⁶⁷ ou

⁴⁶⁵ Sur la redéfinition complexe des oppositions, voir Charles Krauthammer, « Universal Dominion: Toward a Unipolar World », *The National Interest*, n° 18 (hiver 1989), p. 47; Mary Eberstadt, « The Seventy-Year Detour », *The National Interest*, n° 19 (printemps 1990), p. 126-127; Charles William Maynes, « America without the Cold War », *Loc. Cit.*, p. 8-25.

⁴⁶⁶ Charles Krauthammer, « Universal Dominion: Toward a Unipolar World », *Loc. Cit.*, p. 46.

⁴⁶⁷ Charles H. Fairbanks, Jr., *Loc. Cit.*, p. 32-33.

de capitaliser sur les « gains » en Europe de l'Est pour pousser au démantèlement du pacte de Varsovie⁴⁶⁸. Certains analystes, restant sceptiques quant aux possibilités de revirements en URSS, proposent aussi des moyens diplomatiques de sécuriser une cohabitation plus pacifique. Arnold Horelick suggère en effet d'utiliser les discussions sur les forces conventionnelles, conduites sous l'égide de la CSCE⁴⁶⁹, comme outil d'un *rollback* par négociations pour compléter le processus déjà entamé par la « collaboration » de Moscou dans les changements politiques en Europe de l'Est⁴⁷⁰. D'autres insistent plus largement sur l'importance persistante de la signature de traités sur l'armement, dont la portée dépasse les applications techniques et qui sont plus difficilement réversibles que des initiatives unilatérales, pour instituer un cadre structurel pour de futures avancées⁴⁷¹. Cette vision de la poursuite des négociations pour réduire l'armement ne fait toutefois pas l'unanimité, alors que Patrick Buchanan insiste sur l'idée de garder une supériorité militaire absolue⁴⁷².

Quant à la façon d'interagir avec les dirigeants soviétiques dans ce climat instable, plusieurs observateurs se questionnent sur la pertinence de Gorbatchev comme interlocuteur, s'ouvrent à l'idée de créer des liens diplomatiques avec les républiques réfractaires au contrôle du centre⁴⁷³ et s'interrogent sur le rapport à établir avec Eltsine, craignant de lier l'avenir de la relation à son sort⁴⁷⁴. Une certaine sympathie pour Gorbatchev persiste toutefois après 1989 même pour certains observateurs qui furent jadis de féroces *cold warriors*, et, celui-ci semblant représenter l'alternative la plus prometteuse dans la progression vers le pluralisme, on propose de l'aider à redresser l'économie de

⁴⁶⁸ Fred Charles Iklé, « The Ghost in the Pentagon: Rethinking America's Defense », *The National Interest*, n° 19 (printemps 1990), p. 17-20.

⁴⁶⁹ Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Il s'agit d'un dialogue Est-Ouest multilatéral établi en 1973 durant la détente, toujours actif à cette époque et aboutissant à la « Charte de Paris pour une nouvelle Europe » en novembre 1990, préfigurant l'institution plus stable de l'OSCE.

⁴⁷⁰ Arnold L. Horelick, *Loc. Cit.*, p. 67-69.

⁴⁷¹ Matthew Bunn, « Arms Control's Enduring Worth Moscow », *Foreign Policy*, n° 79, (été 1990), p. 151-168.

⁴⁷² Patrick J. Buchanan, « America First—and Second, and Third Defense », *The National Interest*, n° 19 (printemps 1990), p. 80.

⁴⁷³ Richard Pipes, *Loc. Cit.*, p. 85; Dimitri Simes, « Gorbachev's Time of Troubles », *Loc. Cit.*, p. 116-117.

⁴⁷⁴ Dimitri Simes, « Russia Reborn », *Loc. Cit.*, p. 62.

l'Union soviétique par une aide économique⁴⁷⁵. D'autres prônent des approches détournées pour faire évoluer l'URSS, comme Artyom Borovik qui propose de combiner l'établissement de rapports avec les conservateurs, en plus des réformateurs soviétiques, et d'accroître les contacts dans la sphère universitaire et dans celle des affaires⁴⁷⁶. D'autres suggèrent aussi de créer des liens directs avec les populations soviétiques et les oppositions démocratiques des républiques, voyant plus de promesses dans ces relations entre personnes que dans celles avec les dirigeants, croyant en la possibilité d'« éduquer » les Soviétiques à la démocratie⁴⁷⁷. Si la perspective d'une confédération construite sur l'adhésion volontaire de ses membres est assez séduisante pour plusieurs analystes qui y voient une possible réplique du système américain, la répression exercée par Moscou à Vilnius et à Riga au début de 1991 renforce l'idée de la nécessité de conditionnalité de l'aide à apporter. Ainsi, Graham Allison et Robert Blackwill, tout en proposant un projet de l'envergure du Plan Marshall, insistent sur l'idée que l'aide devrait être attachée à la volonté soviétique d'instaurer des réformes qui respectent les droits de l'homme dans la tourmente ethnique qui s'annonce⁴⁷⁸. D'autres, observant les difficultés d'entente entre Gorbatchev et Eltsine, sont plus réticents à une aide occidentale, proposant de laisser Moscou établir un plan solide et clair avant toute implication⁴⁷⁹ ou de restreindre l'aide à sa dimension humanitaire, craignant qu'une aide économique directe ne prolonge la crise en nourrissant le complexe militaro-industriel soviétique et à la *nomenklatura* qui le dirige, sans pour autant aider au maintien de Gorbatchev⁴⁸⁰. C'est aussi dans une même idée de maintenir la stabilité que plusieurs favorisent alors une entente centre-périphérie convenable à la majorité, au détriment des volontés d'autodétermination des peuples s'y

⁴⁷⁵ Jeanne Kirkpatrick, *Loc. Cit.*, p. 5-8; Paul H. Nitze, « America: An Honest Broker », *Foreign Affairs*, vol. 69, n° 4 (automne 1990), p. 7.

⁴⁷⁶ Artyom Borovik, *Loc. Cit.*, p. 54-55.

⁴⁷⁷ Voir la contribution de Paul M. Weyrich dans Robert L. Bartley, Ted Galen Carpenter, Nathan Glazer, Josef Joffe, Jeanne J. Kirkpatrick, Stephen J. Solarz, Malcolm Wallop, Ben J. Wattenberg, Paul M. Weyrich et Peregrine Worsthorne, *Loc. Cit.*, p. 56.

⁴⁷⁸ Graham Allison et Robert Blackwill, *Loc. Cit.*, p. 77-97.

⁴⁷⁹ Ed A. Hewett, *Loc. Cit.*, p. 167.

⁴⁸⁰ Richard Pipes, *Loc. Cit.*, p. 86.; Owen Harries, « Drift and Mastery, Bush-Style », *The National Interest*, n° 23 (printemps 1990), p. 4.

opposant, dans le but d'éviter l'anarchie et de minimiser une fragmentation aux conséquences inconnues⁴⁸¹. Ainsi les perspectives d'aide et de transformation de l'Union soviétique se déclinent selon l'optimisme ou le pessimisme de chacun et selon les priorités qu'ils donnent aux considérations d'ordres humain ou sécuritaire.

L'idée d'intégrer l'Union soviétique de façon constructive à la gestion du monde et aux institutions occidentales gagne elle aussi en popularité et porte à débat. Il s'en trouve ainsi pour promouvoir l'acceptation de l'URSS dans le FMI et la Banque mondiale⁴⁸², pour favoriser une coopération économique, mais aussi pour prôner son inclusion dans l'OTAN, organisation à la base créée pour la contrer, dans le but d'exercer un contrôle sur le tiers-monde et de saper la raison d'être des non-alignés⁴⁸³. D'autres, constatant un déclin de la capacité des États-Unis à agir unilatéralement, voient la fin de l'affrontement comme l'occasion de renforcer la force d'intervention multilatérale de l'ONU pour gérer la multipolarité grandissante et éviter l'éclosion de puissances régionales, à l'avantage mutuel des deux superpuissances⁴⁸⁴. Charles William Maynes parle même d'un partenariat pour la « paix », le « désarmement » et la « démocratie » par une coopération au sein du Conseil de sécurité⁴⁸⁵. Plusieurs voient aussi la possibilité qu'une telle coopération s'érige en rempart contre la prolifération des armes nucléaires allant de pair avec l'accalmie de la compétition centrale⁴⁸⁶, tandis que d'autres poussent à la création d'une force conjointe américano-soviétique de maintien de la paix sous l'égide de l'ONU⁴⁸⁷. Fred Charles Iklé, longtemps partisan d'une guerre froide active, y va quant à lui d'une proposition encore plus audacieuse. Prenant son inspiration dans la construction de la Communauté européenne, il projette la création d'une « communauté de défense » exclusive entre les

⁴⁸¹ Zbigniew Brzezinski, « Post-Communist Nationalism », *Loc. Cit.*, p. 18,25; *Id.*, « Beyond Chaos: A Policy for the West », *Loc. Cit.*, p. 11-12.

⁴⁸² Thomas G. Weiss et Meryl A. Kessler, *Loc. Cit.*, p. 111.

⁴⁸³ Coral Bell, « Why Russia Should Join NATO: From Containment to Concert », *Loc. Cit.*, p. 41.

⁴⁸⁴ Thomas G. Weiss et Meryl A. Kessler, *Loc. Cit.*, p. 110-112.

⁴⁸⁵ Charles William Maynes, « America without the Cold War », *Loc. Cit.*, p. 19.

⁴⁸⁶ Joseph S. Nye Jr, *Loc. Cit.*, p. 45-47,63.

⁴⁸⁷ Marshall Brent, « Reaching out to Moscow », *Foreign Policy*, n° 80, Twentieth Anniversary (automne 1990), p. 56; *Id.*, « U.S.-U.S.S.R.: Possibilities in Partnership », *Loc. Cit.*, p. 110-111.

États-Unis et une « nouvelle Russie », éliminant les menaces de confrontation nucléaire et régulant la prolifération, mais contribuant surtout à établir une relation de confiance à long terme à travers le partage graduel du secret militaire. Il envisage ainsi la construction d'une institution pérenne qui pourrait, mieux que les grandes organisations supranationales, préserver les intérêts de ses deux membres, empêcher l'éclosion de nouvelles menaces et faire disparaître les résidus de visions antagonistes issues de la guerre froide⁴⁸⁸.

3.3.2 Quelle nouvelle Europe?

L'Europe, théâtre des événements où survient le changement, doit aussi être envisagée de façon différente par les Américains. En effet, les propositions de promotion d'une « libération » des pays de l'Est du joug moscovite étant désormais anachroniques, les analystes s'entendent généralement sur l'idée de favoriser leur « transition » vers l'économie de marché. Les débats portent alors surtout sur les moyens de les aider et sur le rôle que les États-Unis devraient jouer dans l'entreprise. En ce sens, plusieurs observateurs mettent l'accent sur l'importance de favoriser leur sécurité économique, facteur nécessaire à leur stabilité interne et à leur évolution vers des politiques étrangères conciliantes avec l'Ouest⁴⁸⁹. Zbigniew Brzezinski, par exemple, propose une aide matérielle modulée à l'évolution des pratiques économiques des pays de cette partie de l'Europe qu'il qualifie désormais de « centrale », mais surtout une aide logistique, devant être apportée avec la participation des puissances économiques d'Europe occidentale et du Japon⁴⁹⁰. À l'opposé, d'autres suggèrent aux États-Unis d'investir massivement dans les infrastructures d'Europe de l'Est pour enlever une certaine pression sur leurs alliés européens et démontrer leur intention de rester un joueur actif en Europe⁴⁹¹. Aussi, dans la

⁴⁸⁸ Fred Charles Iklé, *Loc. Cit.*, p. 27-32.

⁴⁸⁹ Michael J. Brenner, « Finding America's Place », *Foreign Policy*, n° 79 (été 1990), p. 27-28.

⁴⁹⁰ Brzezinski revient au terme plus strictement géographique d'« Europe centrale », qui correspond mieux selon lui à la nouvelle nature de l'ordre mondial. Zbigniew Brzezinski, « Beyond Chaos: A Policy for the West », *Loc. Cit.*, p. 9-10.

⁴⁹¹ Jenonne Walker, « Keeping America in Europe », *Foreign Policy*, n° 83 (été 1991), p. 136-137.

même veine que les propositions visant l'URSS, certains restent sceptiques quant à l'efficacité que l'action occidentale pourrait avoir et prônent la rétention de toute aide économique avant que les bénéficiaires potentiels n'aient établi des systèmes économiques fonctionnels et productifs⁴⁹².

L'implication des États-Unis dans la sécurité européenne, déjà remise en cause avant 1990, est désormais critiquée par les tenants d'un néoisolationnisme décomplexé et permis par la fin de la perception d'une menace. Patrick Buchanan donne le ton dès le printemps 1990 en prônant un retrait total des troupes américaines d'Europe en échange d'un retranchement des forces soviétiques à l'intérieur de leurs frontières, laissant une OTAN européenne gérer l'avenir de l'Europe⁴⁹³. Il s'en trouve aussi d'autres pour voir une « libération » pour les États-Unis dans un retrait d'Europe, comme Jeanne Kirkpatrick qui suggère de ne pas s'impliquer dans le dossier de la réunification allemande, laissant aux Européens le soin d'établir un ordre démocratique auquel ils sont plus que préparés⁴⁹⁴. Un désengagement, complet ou partiel, ne convainc toutefois pas tous les analystes, certains prônant le maintien d'une présence militaire américaine en Europe, soit pour améliorer les possibilités d'établir une relation plus coopérative avec les pays de l'Est débarrassés de la peur de Moscou⁴⁹⁵, ou pour restreindre les possibles excès triomphalistes d'une Allemagne unie que la CE ne pourrait contenir⁴⁹⁶.

De façon plus large, l'avenir souhaité du système de sécurité européen porte aussi à débat et la réunification allemande et ses futures affiliations sont au cœur de l'opération délicate que constitue la refonte des institutions qui devront le gérer. Une première tendance propose une révision des structures institutionnelles occidentales pour les adapter aux

⁴⁹² Michael Mandelbaum, « The Bush Foreign Policy », *Loc. Cit.*, p. 18.

⁴⁹³ Patrick J. Buchanan, *Loc. Cit.*, p. 79.

⁴⁹⁴ Robert L. Bartley, Ted Galen Carpenter, Nathan Glazer, Josef Joffe, Jeanne J. Kirkpatrick, Stephen J. Solarz, Malcolm Wallop, Ben J. Wattenberg, Paul M. Weyrich et Peregrine Worsthorne, *Loc. Cit.*, p. 43.

⁴⁹⁵ Zbigniew Brzezinski, « Beyond Chaos: A Policy for the West », *Loc. Cit.*, p. 8.

⁴⁹⁶ Voir la contribution de Peregrine Worsthorne dans Robert L. Bartley, Ted Galen Carpenter, Nathan Glazer, Josef Joffe, Jeanne J. Kirkpatrick, Stephen J. Solarz, Malcolm Wallop, Ben J. Wattenberg, Paul M. Weyrich et Peregrine Worsthorne, *Loc. Cit.*, p. 60.

nouvelles circonstances. Se rapprochant des solutions déjà envisagées durant la période précédente, certains proposent un réaménagement des rôles au sein de l'OTAN, mais aussi désormais de ses objectifs, devenant plus politiques que militaires. Ainsi, si certains insistent sur l'importance de l'inclusion d'une Allemagne unifiée dans l'OTAN⁴⁹⁷ ou la voient comme l'outil de statu quo qu'elle était déjà durant la guerre froide⁴⁹⁸, d'autres proposent un retrait graduel de ses forces militaires d'Allemagne, pour assurer une transition pacifique vers son unification⁴⁹⁹. L'OTAN n'est toutefois pas vue par tous comme le bon véhicule pour gérer la sécurité collective européenne du futur. Jenonne Walker croit plutôt que la CSCE, moins menaçante pour Moscou, pourrait plus efficacement mener à une stabilité pacifique comme base d'un système principalement dirigé par les Européens⁵⁰⁰. D'autres voient dans l'intégration économique européenne en cours, la solution à long terme pour la stabilité politique de l'Europe qui inclurait une Allemagne unifiée et les anciens membres du pacte de Varsovie⁵⁰¹. Une seconde tendance, prenant en considération la bonne volonté soviétique et la nécessité d'inclure l'URSS dans la solution, prône une conciliation entre les deux alliances opposées que furent l'OTAN et le Pacte de Varsovie. On envisage en effet une gestion commune de la réunification allemande par les deux organisations, n'ayant déjà plus la même charge idéologique que dans les années passées et amenant une garantie géopolitique au processus⁵⁰². Finalement, suivant une troisième voie, Gregory Flynn et David Scheffer envisagent la création de nouvelles instances européennes hybrides et proposent un nouveau traité européen de sécurité aux contraintes minimalistes, incluant à la fois l'URSS, les anciens membres du pacte de Varsovie, les pays baltes, ainsi que les États-Unis. Ce traité institutionnaliserait le processus de la CSCE en organisation stable comme nouveau forum permettant des

⁴⁹⁷ Paul H. Nitze, *Loc. Cit.*, p. 9-10.

⁴⁹⁸ Coral Bell, « Why Russia Should Join NATO: From Containment to Concert », *Loc. Cit.*, p. 40.

⁴⁹⁹ Michael J. Brenner, *Loc. Cit.*, p. 39-40.

⁵⁰⁰ Jenonne Walker, *Loc. Cit.*, p. 133-134.

⁵⁰¹ Marshall Brement, « Reaching out to Moscow », *Loc. Cit.*, p. 73.

⁵⁰² Zbigniew Brzezinski, « Post-Communist Nationalism », *Loc. Cit.*, p. 19-20; John Mueller, *Loc. Cit.*, p. 12-16.

discussions sécuritaires paneuropéennes coopératives⁵⁰³. Ainsi, les analystes politiques américains sont désormais confrontés à une variété de possibilités inédites quant à la façon d'interagir avec l'Europe, qui s'insèrent aussi dans un questionnement plus large sur le rôle des États-Unis dans le monde.

3.3.3 Les États-Unis dans un monde nouveau

Les perceptions dichotomiques de déclin et de puissance de la période précédente, désormais libérées de l'ambivalence et de l'attente de résultats, peuvent désormais se développer en prescriptions exemptes des amalgames imposés par les écoles de pensée construites durant la guerre froide. L'ouverture des possibles induite par la disparition de l'adversaire et par l'idée d'un changement d'ordre global permet aussi un certain optimisme sur la capacité, voire la nécessité, des États-Unis de formater le nouvel ordre naissant. Les analystes proposent ainsi de nouvelles solutions opérationnelles régissant la politique étrangère américaine pour remplacer le *containement*, « pierre angulaire »⁵⁰⁴ et « mission autojustificatrice »⁵⁰⁵ de la guerre froide, se basant sur des idéaux qui devaient auparavant se moduler à un monde plus encadré. Alors que plane le spectre des restrictions budgétaires, les idées de promotion de la démocratie, de poursuite d'un intérêt national défini de façons multiples ou d'établissement d'un ordre international pacifique, toutes présentes durant la guerre froide, prennent alors un autre sens et les moyens proposés pour les actualiser se déclinent selon des axes nouveaux.

Ancrée dans l'idéal et dans l'exceptionnalisme américain, l'idée démocratique peut être promue de différentes façons dans un monde où sa principale rivale idéologique se fait moins ambitieuse. Pour certains, cette promotion devrait se réduire à l'encouragement de sa pratique, sans intervention, et à la démonstration par l'exemple de sa valeur⁵⁰⁶. Pour

⁵⁰³ Gregory Flynn and David J. Scheffer, *Loc. Cit.*, p. 89-101.

⁵⁰⁴ Theodore C. Sorensen, *Loc. Cit.*, p. 1.

⁵⁰⁵ William Pfaff, *Loc. Cit.*, p. 34.

⁵⁰⁶ Voir la contribution de Nathan Glazer dans Robert L. Bartley, Ted Galen Carpenter, Nathan Glazer, Josef

Michael Mandelbaum toutefois, la promotion du capitalisme est la façon la plus efficace de faire avancer la démocratie sans heurter les sensibilités étrangères, la liberté de marché favorisant l'organisation citoyenne et les régimes démocratiques prospérant de façon plus stable dans une économie de marché⁵⁰⁷. D'autres proposent aussi des approches plus globales pour la propagation de la démocratie. Pour Carl Gershman par exemple, la combinaison d'une implication diplomatique dans les institutions internationales favorisant le respect des droits de l'homme, de l'action d'instituts privés pour le développement d'institutions démocratiques à l'étranger et de l'action militaire directe ou secrète dans la logique de la doctrine Reagan, forme l'approche la plus pertinente pour ce qui a toujours été l'objectif central des États-Unis à l'international⁵⁰⁸.

La situation interne des États-Unis et le déclin de la menace soviétique ramène aussi un courant isolationniste traditionnel, maintenu dans un ombre relatif durant la guerre froide, prônant un désengagement des affaires du monde pour se concentrer sur les enjeux intérieurs et sur l'intérêt national américain au sens strict. Pour Patrick Buchanan, aucune croisade démocratique, aucun support aux alliés ou aide au tiers-monde ne devrait détourner les Américains de la préservation et de l'amélioration de leur bien-être intérieur⁵⁰⁹. Pour d'autres auteurs commis à la priorisation de l'intérêt national des États-Unis, les « règles d'engagement » sont toutefois plus flexibles. Certains parlent de la possibilité d'intervenir à l'étranger lorsque les intérêts « vitaux » des Américains sont mis en danger⁵¹⁰, d'autres d'un engagement sélectif, chaque cas étant évalué individuellement et aucune considération idéologique ne devant entrer en ligne de compte⁵¹¹. Ces visions se voulant adaptées à la situation post-guerre froide et dépassant selon leurs auteurs

Joffe, Jeanne J. Kirkpatrick, Stephen J. Solarz, Malcolm Wallop, Ben J. Wattenberg, Paul M. Weyrich et Peregrine Worsthorne, *Loc. Cit.*, p. 31, 34-35.

⁵⁰⁷ Michael Mandelbaum, « The Bush Foreign Policy », *Loc. Cit.*, p. 16-17.

⁵⁰⁸ Carl Gershman, « Freedom Remains the Touchstone », *The National Interest*, n° 19 (printemps 1990), p. 83-86.

⁵⁰⁹ Patrick J. Buchanan, *Loc. Cit.*, p. 77-82.

⁵¹⁰ Ted Galen Carpenter, *Loc. Cit.*, p. 39.

⁵¹¹ Michael Vlahos, *Loc. Cit.*, p. 52-53; Irving Kristol, *Loc. Cit.*, p. 25.

l'opposition revigorée entre internationalistes et isolationnistes sont toutefois contredites par une autre interprétation réaliste de la sélectivité de l'interventionnisme, celle-ci se faisant en fonction des conséquences possibles des problématiques étrangères. En effet, pour Owen Harries, les États-Unis ne devraient intervenir que lorsqu'une situation devient une menace globale pour l'ordre et la stabilité internationale, que seuls ceux-ci ont la capacité de la régler, cela rejoignant à terme la défense de leur intérêt national dans une définition plus large⁵¹².

Un troisième objectif important se retrouve aussi en sous-texte du discours des analystes comme vecteur de redéfinition: la mise en place d'un ordre pacifique et stable. Encore une fois, cette vision se décline selon plusieurs variantes et les moyens proposés sont multiples. S'accrochant à l'idée que l'économie est la nouvelle devise en matière de puissance, certains prônent un leadership positif des États-Unis, passant d'« hégémon » à partenaire, dans un environnement économique compétitif où la responsabilité serait partagée et institutionnalisée. En ce sens, Paul Nitze préconise l'implication des États-Unis dans la recherche d'un ordre respectant la « diversité », qu'elle soit culturelle, sociale ou ethnique, et qui, par l'action d'organisations supranationales, restreindrait les possibilités d'imposition par la force d'une nation sur une autre⁵¹³. Dans la même veine, C. Fred Bergsten parle de l'établissement d'un organisme économique central pouvant régir le commerce mondial et de la création d'un régime monétaire remplaçant le défunt système de Bretton Woods⁵¹⁴. D'autres voient plutôt la solution dans des négociations *ad hoc*, sur la base de valeurs communes et d'intérêts économiques convergents entre grandes puissances, en utilisant le G-7 comme institution tremplin pour arriver à créer une jurisprudence, plus qu'une codification stricte, permettant l'établissement d'un système étatique ou les relations seraient « civilisées »⁵¹⁵. L'idée d'établir un ordre stable ne stipule

⁵¹² Il voit ainsi l'intervention en Irak être justifiée par la mise en danger de la stabilité du marché pétrolier. Owen Harries, « Of Unstable Disposition », *The National Interest*, n° 22 (hiver 1990), p. 100-104.

⁵¹³ Paul H. Nitze, *Loc. Cit.*, p. 11-14.

⁵¹⁴ C. Fred Bergsten, *Loc. Cit.*, p. 105-112.

⁵¹⁵ Flora Lewis, « The "G-7½" Directorate », *Foreign Policy*, n° 85 (hiver 1991), p. 25-28.

toutefois pas que cela doive se faire de façon multilatérale. En effet, Charles Krauthammer propose aux Américains d'« imposer » la stabilité, dans un monde dangereux où l'implication extérieure est nécessaire à l'essor du commerce, notamment en établissant unilatéralement un régime de contrôle de l'armement des puissances locales émergentes, pour construire dans la réalité l'ordre du monde imaginé par Fukuyama⁵¹⁶. Alors que ces visions, basées sur des fondements de la pensée et de l'identité américaine, se déploient de façon plus libre, mais assez générale, elles gardent aussi en elles les stigmates du passage de la guerre froide, à travers leurs prétentions universalistes, activistes ou défensives, qui ne tarderont pas à devenir problématiques lorsque les contraintes d'un monde nouveau viendront les obliger à se préciser.

3.4 Conclusion

Le paradigme de guerre froide, déjà contesté durant la période précédente sur la base d'un changement idéologique du Kremlin apparaît donc à partir de l'automne 1989 être encore moins pertinent pour décrire le fonctionnement de la relation américano-soviétique, l'ordre du monde en place ou pour servir de base à la conception d'une doctrine dirigeant la politique étrangère américaine. Les visions classiques d'un affrontement bipolaire, dépassées par des événements forçant un questionnement concret sur la façon de réagir à une « victoire » peu envisagée et peu réfléchie, c'est de façon majoritaire que l'on voit la nécessité d'une réévaluation de la compréhension que l'on a des relations internationales. L'Union soviétique ne représentant plus la menace d'autrefois, on en vient à réapprécier complètement les critères selon lesquels on jugeait de la puissance et de la forme de l'ordre que l'on veut donner au monde. Le vide laissé par le paradigme de guerre froide pousse alors les analystes à développer plus librement leurs visions sur les bases d'appréhensions préalables qu'ils ne croyaient peut-être pas avoir à adapter aussi rapidement au réel ou sur

⁵¹⁶ Charles Krauthammer, « Universal Dominion: Toward a Unipolar World », *Loc. Cit.*, p. 48-49; *Id.*, « The Unipolar Moment », *Loc. Cit.*, p. 29-33.

des axes nouveaux accrochés à des événements le permettant. Ainsi, on cherche de nouvelles grilles de lecture et on anticipe autant des possibilités nouvelles de concert international que des évolutions vers un plus grand désordre.

À travers ces conceptualisations exploratives et ces anticipations décomplexées, les oppositions se font alors sur des axes décuplés, dépassant souvent les lignes traditionnelles des revues et des écoles de pensée définies, alors que des idéaux fondamentaux de l'identité américaine, se conciliant auparavant sous la menace durant la guerre froide, se déploient dans des directions multiples et sont désormais confrontées à leur incompatibilité. Ainsi, la promotion de la démocratie, la poursuite de l'intérêt national et l'établissement d'une stabilité internationale sont interprétés de façons différentes par des analystes de tendances diverses, laissant paraître le manque de consensus sur leur signification dans un monde transformé et la difficulté de les intégrer à une doctrine définie. On sent toutefois une certaine persistance de tendances anciennes quant à l'attitude plus dure envers l'Union soviétique et envers le monde, plus présente dans *The National Interest* qu'ailleurs, et celles plus conciliantes et plus ouvertes à la collaboration se développant à divers degrés dans les deux autres revues, sans que cela soit aussi clair que précédemment. Dans cette période où la compétition pour la définition des critères d'analyse du monde s'ouvre et se redéfinit, les reconceptualisations se font toutefois aussi en réaction et en fonction du paradigme que l'on déconstruit et la dimension opérationnelle des propositions en politique étrangère pour définir un nouveau rôle pour les États-Unis reste assez floue et mal définie. Ainsi, contrairement à la période précédente où les analyses restaient généralement confinées au cadre ontologique connu, les experts de ce milieu, désarçonnés par le cours des événements, poussent leurs interprétations vers des anticipations plus affirmées de leur signification s'arrimant avec leurs conceptions analytiques et idéologiques qu'ils peuvent désormais déployer plus librement. Si ces idées sont fécondes pour lancer des pistes de réflexion, elles sont aussi très datées et teintées d'un désir de saisir l'occasion de redéfinir des cadres d'analyse qui devront éventuellement acquérir des dimensions applicatives pour pouvoir atteindre la sphère politique.

CHAPITRE IV

L'ILLUSION D'UNE RECONSTRUCTION : LA CRISE IDENTITAIRE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE AMÉRICAINE (1992-1993)

America and the West need a strong, prosperous, and democratic Russia that, for the first time in history, will want and be able to live in accord with the laws of the civilized, democratic community. [...] Fortunately, it is that kind of Russia that we ourselves need.

-Vladimir P. Lukin, « Our Security Predicament », *Foreign Policy*, hiver 1990.

During the Cold War the world was divided into the First, Second and Third Worlds. Those divisions are no longer relevant. It is far more meaningful now to group countries not in terms of their political or economic systems or in terms of their level of economic development but rather in terms of their culture and civilization.

-Samuel P. Huntington, « The Clash of Civilizations? », *Foreign Affairs*, été 1993.

One of the reasons for the present confusion is that the line between reality and rhetoric and the distinction between ends and means have become blurred almost beyond the point of clarification. [...] By returning to the historical roots of its national identity, America may be able to find a way out of its present disorientation.

-Jonathan Clarke, « America, Know Thyself », *The National Interest*, hiver 1993.

La démission de Mikhaïl Gorbatchev le jour de Noël 1991, mettant fin à l'existence de l'Union soviétique, provoque une autre rupture dans la teneur de débats sur la politique étrangère américaine, alors que tous parlent désormais de la guerre froide au passé. Dans une année électorale qui s'ouvre, doublée d'une forte récession, la disparition de l'adversaire ramène encore plus l'intérêt du public vers des considérations domestiques et économiques. Les débats des analystes s'actualisent donc d'abord à travers le prisme de

cette évolution de l'opinion et d'une campagne électorale faible en proposition de politique étrangère, malgré la nécessité de redéfinition qu'ils perçoivent. La Russie d'Eltsine, se lançant à la même époque dans des réformes plus radicales, que les Américains espéraient depuis des décennies, perd alors de son importance dans les discussions et est désormais envisagée comme un État normal en crise économique, politique et identitaire. Ainsi, même le sort de sa transition démocratique, que l'on appuie massivement, et le potentiel d'instabilité que comportent les tensions entre les nouveaux États de l'espace désormais postsoviétique rejoignent les troubles européens au rang des enjeux mineurs, subordonnés au questionnement plus fondamental concernant le rôle des États-Unis dans un monde à définir qui occupe à cette époque les analystes de politique étrangère.

La guerre froide, ne constituant plus un modèle de représentation de la réalité, est alors reléguée à l'histoire par ceux pour qui elle avait longtemps constitué l'objet principal d'analyse, dans l'idée de repartir sur de nouvelles bases. On sent alors le désir de certains de construire un nouveau cadre conceptuel consensuel pouvant expliquer la réalité de façon simple et globale et servir de base à l'analyse des relations internationales. Aussi, il se développe une propension à recoller les propositions éclatées émises peu avant pour définir la façon dont les États-Unis devraient s'impliquer dans le monde et répondre à la réalité nouvelle des impératifs politiques intérieurs et extérieurs. Ces processus parallèles, mais assez déconnectés amènent une nouvelle solidification des oppositions où internationalisme et réalisme prennent de nouvelles formes, mais font aussi ressortir la prégnance des idées implantées durant la guerre froide dans la pensée américaine. Ainsi, à travers la difficulté des analystes à la remplacer par un paradigme mieux adapté à la réalité et ouvrant la porte à des solutions concrètes et cohérentes, des objectifs fondamentaux, mal définis et basés sur de grands idéaux, se trouvent en inadéquation avec les moyens opérationnels proposés pour définir la politique étrangère américaine. À l'image de cette rupture conceptuelle dans la pensée des analystes des relations internationales qui ont peine à s'émanciper du poids de la guerre froide, un malaise global s'installe quant à la redéfinition de l'identité américaine et du rôle des États-Unis dans le monde. Les débats

perdent donc en valeur analytique par nécessité de retrouver leur dimension utilitaire de guider les sphères politique et publique alors que les réflexions plus fondamentales ne semblent pas aboutir.

4.1 La normalisation de la Russie

Après une période où l'analyse de l'URSS s'était raffinée, et même si certains avaient déjà envisagé les possibilités de sa dissolution, la réalité de la passation des pouvoirs au nouveau président russe, l'émancipation *de facto* des autres républiques et leur union parallèle dans la CEI forcent une reconceptualisation de la géopolitique de l'espace eurasiatique. La Russie se lançant aussi sur la voie de réformes économiques plus alignées sur le modèle américain, les analyses de leur potentiel de réussite et de leur signification pour l'avenir attirent aussi l'attention des observateurs occidentaux. Le désir patent du gouvernement Eltsine d'obtenir l'approbation et l'aide de Washington étant vu à travers les crises que l'on perçoit en Russie, c'est de façon plus distanciée que l'on analyse son parcours, celle-ci n'étant plus le centre d'intérêt qu'elle fût au temps de la guerre froide ou à la fin de l'ère Gorbatchev.

4.1.1 L'espace postsoviétique

La disparition de l'Union soviétique comme entité politique, pose plus de questions qu'elle n'offre de réponses sur la nouvelle configuration géopolitique d'une région jusqu'à récemment considérée comme un bloc homogène. Sa division en 15 nouveaux États, parallèlement à l'inclusion de 11 d'entre eux dans un nouveau *Commonwealth*, laisse en effet place à interprétation. Les possibilités auparavant établies de retour à une domination russe autoritaire, de séparation ou de versement dans des affrontements armés restant présentes dans les discours, peu envisagent toutefois la CEI comme une entité pouvant remplacer l'URSS sur le plan international, celle-ci n'ayant pas d'institutions solides pour la soutenir et ses membres laissant déjà paraître leurs intentions et intérêts divergents⁵¹⁷.

⁵¹⁷ Dimitri Simes évoque l'absence de gouvernement, de parlement et de banque centrale, ainsi que les plans

William Hyland parle même d'un « *Commonwealth* Potemkine » et croit naïf de penser que du chaos la caractérisant émergera un ensemble de démocraties pacifiques, qu'un marché fonctionnel s'établira entre ces États faibles et souvent opposés à Moscou, qui ne pourra leur imposer ses réformes⁵¹⁸. D'autres voient aussi la CEI comme une parade permettant à la Russie de conserver le contrôle de ressources importantes ou de gérer de façon plus douce la transition, de rassurer l'Ouest sur la stabilité de la région et sur le respect de traités signés par l'URSS, ainsi que de protéger Eltsine contre une opposition de droite attachée à l'« empire »⁵¹⁹. Ainsi l'analyse de la nouvelle politique étrangère russe, celle de ses relations avec les autres membres de la CEI et celle de l'évolution de l'espace postsoviétique en viennent, pour un temps, à se confondre dans le discours des analystes.

Le flou conceptuel créé par la division de l'État soviétique et le désir de la Russie de s'inscrire comme partenaire de confiance pour les États-Unis permettent une première intéressante, alors que *Foreign Affairs* donne une tribune au ministre des Affaires étrangères du gouvernement Eltsine, Andreï Kozyrev. Dans son article, ressemblant plutôt à un programme politique qu'il veut vendre aux Américains, il établit la Russie comme l'État successeur de l'URSS, inclus dans la « communauté internationale », affirmant son désir d'établir une politique étrangère harmonieuse, œuvrant dans l'« intérêt global » et participant à l'édification d'un monde démocratique. Parlant le langage de l'Ouest, il décrit la Russie comme une grande puissance économique qui désire intégrer le marché mondial et y compétitionner de façon honnête, dans la logique des réformes économiques en cours. Il évoque la responsabilité « historique » de la Russie dans le maintien de la paix et de la stabilité, en sa qualité de membre du Conseil de sécurité de l'ONU, et envisage une intégration égalitaire de la CEI dans des institutions solides⁵²⁰. Dans une entreprise

de certaines républiques d'instaurer leur propre devise monétaire. Dimitri K. Simes, « America and the Post-Soviet Republics », *Foreign Affairs*, vol. 71, n° 3 (été 1992), p. 73-75.

⁵¹⁸ William G. Hyland, « The Case for Pragmatism », *Foreign Affairs*, vol. 71, n° 1, *America and the World* 1991/92, p. 48.

⁵¹⁹ Paul A. Goble, « Forget the Soviet Union », *Foreign Policy*, n° 86 (printemps 1992), p. 56-58.

⁵²⁰ De façon évocatrice, Kozyrev cite plusieurs intellectuels américains et donne souvent du crédit à leurs analyses: Richard Pipes, Zbigniew Brzezinski, John Lewis Gaddis. Andreï Kozyrev, « Russia: A Chance for

semblable de définir pour un public américain ce que pourrait être la politique étrangère russe, *The National Interest* republie un article écrit par un conseiller d'Eltsine et paru dans le journal russe *Nezavisimaya Gazeta*, qui décrit la Russie comme un État charitable, prônant le dialogue et désirant s'impliquer dans l'ONU de façon collaborative, mais qui doit aussi se redéfinir une « mission » dans ses rapports avec l'extérieur. On y est aussi plus sceptique quant à l'intégration des anciennes républiques dans la CEI, que l'on juge devoir être analysées individuellement et selon l'intérêt russe. On y évoque finalement la conscience de la Russie d'avoir à être traitée, pour un temps encore, comme « partenaire junior » dans le jeu international, promouvant l'idée de créer des liens plus étroits avec les pays du Sud faisant face aux mêmes défis⁵²¹. Ces positions provoquent chez d'autres collaborateurs de la revue une méfiance, y voyant tour à tour un retour au nationalisme, un expansionnisme revisité, une réidéologisation de la politique étrangère ou une preuve de désaccord au sommet du gouvernement russe⁵²². *Foreign Policy* n'est pas en reste dans la diffusion des visions que les officiels russes ont d'eux-mêmes, publiant un article de l'ambassadeur russe en fonction aux États-Unis, Vladimir Lukin. Celui-ci, s'attarde plus que les autres sur les écueils se trouvant sur la voie de la Russie: l'éclatement de conflits « ethniques » et « tribaux » en Russie et dans ses nouveaux États contigus, la montée du fondamentalisme islamique, l'hostilité de l'Ukraine notamment quant au statut de la Crimée, et l'« encerclement » géopolitique de la Russie en Asie. Malgré cette situation compliquée, il prône l'établissement d'une politique étrangère « éclairée » établissant l'intérêt national russe en fonction de ces circonstances, participant à la démocratisation de ses voisins à travers l'institutionnalisation de la CEI. Il pose aussi la Russie comme garante de la stabilité eurasiatique, et établit son désir de construire une relation de conciliation avec un Occident qui devra traiter la Russie en égale⁵²³. La diffusion de ces visions venant

Survival », *Foreign Affairs*, vol. 71, n° 2 (printemps 1992), p. 1-16.

⁵²¹ Cet article est une traduction d'un texte publié dans le journal russe *Nezavisimaya Gazeta*. Sergei Stankevich, « Russia in Search of Itself », *The National Interest*, n° 28 (été 1992), p. 49-51.

⁵²² Ce sont les avis respectifs des quatre auteurs de cette table ronde. Leon Aron, Francis Fukuyama, Jim Hoagland et Bruce D. Porter, « Four Comments », *The National Interest*, n° 28 (été 1992), p. 51-55.

⁵²³ Lukin évoque les conflits dans le Caucase et en Moldavie, les dangers de violence en Asie centrale et le

de l'autre côté de la division antérieure du monde, si elle démontre la nouvelle ouverture et l'amenuisement de la méfiance envers l'ancien adversaire, expose aussi les portraits que l'on veut donner de la Russie - à la fois pacifiste, revendicatrice et inquiète - et les directions dans lesquelles les éditeurs veulent inscrire les discussions sur le nouvel État.

Ces enjeux de la nouvelle politique étrangère russe ou les relations intra-CEI attirent toutefois relativement peu l'attention des analystes américains qui semblent généralement envisager la stabilité régionale à travers la réussite des réformes internes de la Russie⁵²⁴. La tendance pro-occidentale du gouvernement Eltsine rassure, et même si l'on conçoit les tensions entre la Russie et les autres membres de la CEI, on voit peu ces derniers pouvoir réellement avoir une influence sur la situation internationale, si ce n'est en provoquant un retour de Moscou à un nationalisme plus agressif pour défendre les minorités russes chez leurs voisins⁵²⁵. Si certains voient les limites de la politique étrangère d'Eltsine n'arrivant pas, malgré ses moyens jugés « patients » et « généreux », à se dissocier de l'ancien oppresseur soviétique et à maintenir un appui intérieur soutenu, ils ne retirent pas leur appui au président russe qui impose tant bien que mal des réformes pouvant influencer celle de son « étranger proche »⁵²⁶ et qui doit limiter le vent d'indépendantisme qu'il a semé à l'intérieur de ses propres frontières⁵²⁷. Aussi, si d'autres perçoivent la CEI comme une entreprise russe de préserver « l'Union soviétique en tout sauf en nom »⁵²⁸ ou comme une

dilemme que posent ces situations quant à la décision d'intervenir ou non du gouvernement russe, devant à la fois s'imposer en défenseur des minorités russes hors Russie et faire attention de ne pas déstabiliser la fragile CEI ou de se mettre à dos l'Occident. Vladimir P. Lukin, « Our Security Predicament », *Foreign Policy*, n° 88 (automne 1992), p. 64-70.

⁵²⁴ Alberto R. Coll, « America as the Grand Facilitator », *Foreign Policy*, n° 87 (été 1992), p. 48.

⁵²⁵ David Satter voit la possibilité qu'une intervention russe en Moldavie ou en Géorgie provoque une montée du nationalisme russe et un transfert du support de l'armée à des forces « fascistes », mettant ainsi en danger la démocratie naissante. David Satter, « Yeltsin: Shadow of a Doubt », *The National Interest*, n° 34 (hiver 1993), p. 56.

⁵²⁶ Dimitri Simes parle de façon évocatrice toujours en termes de « centre » et de « républiques » bien après le démantèlement de l'URSS. Dimitri Simes, « Reform Reaffirmed », *Foreign Policy*, n° 90 (printemps 1993), p. 45-54.

⁵²⁷ Stanley Kober, « Revolutions Gone Bad », *Foreign Policy*, n° 91 (été 1993), p. 69-70.

⁵²⁸ James Sherr, « Russian Orthodoxies: Little Change in Military Thinking », *The National Interest*, n° 30 (hiver 1992), p. 44.

tentative normale de résistance à la « décolonisation »⁵²⁹, ils considèrent ces projets pouvant créer plus un désordre interne ou localisé qu'une instabilité venant à menacer l'Ouest. Ainsi, si les représentations des auteurs russes publiant dans nos revues rejoignent de façon générale les visions d'une nouvelle Russie sympathique aux analystes américains quant à sa politique étrangère, elles échouent à remettre son sort au centre des préoccupations de politique étrangère des États-Unis. La géopolitique de l'espace postsoviétique est alors traitée comme un enjeu régional et éloigné, voire une question de politique interne de la Russie. Ainsi, on se formalise peu des limites à l'autodétermination imposées par le gouvernement Eltsine tant qu'il progresse officiellement vers la démocratie et le capitalisme.

4.1.2 Le chaos et la transition

Dans son plaidoyer à l'Ouest paru peu après l'instauration des réformes Gaïdar, Andreï Kozyrev parle du « courage politique » des dirigeants russes dans la prise de mesures impopulaires permettant de « retourner à une économie normale », arguant que la démocratisation se gagnerait en bonne partie sur le « front économique » et par l'apprentissage de la population à vivre selon un nouveau modèle économique⁵³⁰. Cette vision attire l'approbation chez les observateurs américains et, si cela ne les empêche pas de constater l'état déplorable de l'économie russe et en porte certains à critiquer l'application des réformes, peu remettent en question leur bien-fondé. Pour Marshall Goldman la « thérapie de choc » est en effet une doctrine éprouvée, comportant son prix politique et social, dont la mise œuvre en Russie, après 70 ans de communisme et peu d'expérience du marché, est simplement un peu plus difficile qu'ailleurs. Il voit toutefois le gouvernement Eltsine commettre les erreurs importantes de ne pas implanter de réformes structurelles pour soutenir la libéralisation et de reculer en octroyant des

⁵²⁹ Thomas Goltz, « Letter from Eurasia: The Hidden Russian Hand », *Foreign Policy*, n° 92 (automne 1993), p. 92, 115-116.

⁵³⁰ Andreï Kozyrev, *Loc. Cit.*, p. 8.

subventions lorsque les temps se font plus durs⁵³¹. Pour Dimitri Simes aussi cette période de difficultés est en partie normale, mais est plutôt renforcée par son application trop dogmatique par Gaïdar, ne prenant pas en compte le climat politique, la mentalité du peuple et son histoire, arrivant malencontreusement à associer démocratie et pauvreté dans la tête des Russes⁵³². Si certains voient ces réformes manquer leur but de transférer les richesses de l'État à une société civile de futurs entrepreneurs en l'appauvrissant par la dévaluation du rouble⁵³³, d'autres évoquent l'héritage économique désastreux de l'ère Gorbatchev et le chaos politique des dernières années pour expliquer l'échec des réformes à avoir un impact positif à court terme⁵³⁴. D'autres encore, plus positifs sur les résultats des réformes, et prenant visiblement leurs informations ailleurs, parlent d'une fin des pénuries et d'un « boom de l'entrepreneuriat », qui ne fut ralenti que par le sabotage d'une *nomenklatura* voulant conserver ses privilèges⁵³⁵. On voit donc de façon générale la Russie se mettre sur la voie du capitalisme ce qui ne peut que valoir les sacrifices que demande la transition⁵³⁶.

Associées l'une à l'autre durant la guerre froide dans l'idéal américain, la démocratie et l'économie de marché le sont aussi dans le plaidoyer des auteurs russes pour s'attirer la sympathie et l'aide des États-Unis⁵³⁷. Si peu après le démantèlement de l'URSS, certains observateurs croient plus à la possibilité d'un retour à l'autoritarisme qu'à celle de l'instauration de la démocratie⁵³⁸, on évalue ensuite de façon plus nuancée les forces en présence dans un jeu politique qui se transforme hors du carcan soviétique. Certains parlent

⁵³¹ Marshall I. Goldman, « Yeltsin's Reforms: Gorbachev II? », *Foreign Policy*, n° 88 (automne 1992), p. 80-83.

⁵³² Dimitri Simes, « Reform Reaffirmed », *Loc. Cit.*, p. 39-40, 55.

⁵³³ Jude Wanniski, « The Future of Russian Capitalism », *Foreign Affairs*, vol. 71, n° 2 (printemps 1992), p. 21-22.

⁵³⁴ Shafiqul Islam, « Russia's Rough Road to Capitalism », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 2 (printemps 1993), p. 58,66.

⁵³⁵ David Lipton, « Reform Endangered », *Foreign Policy*, n° 90 (printemps 1993), p. 57-64.

⁵³⁶ John Edwin Mroz, « Russia and Eastern Europe: Will the West Let Them Fail? », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 1, *America and the World 1992/93*, p. 49-50.

⁵³⁷ Andreï Kozyrev, *Loc. Cit.*, p. 15.

⁵³⁸ William G. Hyland, « The Case for Pragmatism », *Loc. Cit.*, p. 48.

alors d'un nouveau « temps des troubles »⁵³⁹ où la montée des nationalismes non russes dans les anciennes républiques et à l'intérieur de la Russie provoquerait celle d'une droite chauviniste russe qui pourrait entrer en lutte avec des mouvements de tendances nationalistes plus libérales ou « radicales », moins axés sur une identité culturelle⁵⁴⁰. D'autres, s'attardant de façon plus précise aux partis politiques, évaluent la dispersion des appuis à Eltsine suite aux écueils de ses réformes économiques et la fragmentation parallèle des visions de l'intérêt national russe face aux menaces sécessionnistes internes, mais aussi aux politiques jugées pro-occidentales d'Eltsine⁵⁴¹. Dans cette difficulté grandissante du président à gérer la situation sans l'appui d'un parti panrusse qui aurait pu remplacer le PCUS comme objet d'adhésion nationale, Dimitri Simes voit toutefois Eltsine comme opérant « courageusement » dans le cadre de la loi, par compromis avec les différentes factions, cela laissant bon espoir pour une évolution démocratique à long terme même si la séparation des pouvoirs reste à définir par une constitution⁵⁴². La tendance générale est encore plus favorable à Eltsine, porteur de réformes salvatrices, dans sa lutte contre un parlement souvent jugé non représentatif et peuplé par l'ancienne élite communiste réactionnaire. Certains parlent même d'une « nouvelle guerre froide » dans la politique interne russe, lui appliquant la dichotomie idéologique qui avait marqué l'affrontement bipolaire des grandes puissances⁵⁴³. Le siège du parlement sous les ordres d'Eltsine en octobre 1993, démontre encore le parti pris général pour le président alors que James Hoge, nouvel éditeur de *Foreign Affairs*, salue sa victoire « violente » contre un parlement « obstructionniste » qu'il faut remplacer pour instaurer un régime constitutionnel et éviter la guerre civile⁵⁴⁴. Si d'autres voient un danger à long terme et la poursuite d'une « tradition » russe dans l'utilisation de la force par Eltsine, on juge généralement sa victoire

⁵³⁹ Cette expression fait référence aux années instables de lutte pour le trône de Russie précédant l'avènement du premier tsar de la dynastie des Romanov, entre 1598 et 1613.

⁵⁴⁰ Walter Laqueur, « Russian Nationalism », *Foreign Affairs*, vol. 71, n° 5 (hiver 1992), p. 103, 109-114.

⁵⁴¹ Dimitri Simes, « Reform Reaffirmed », *Loc. Cit.*, p. 48-52.

⁵⁴² *Ibid.*, p. 41-47.

⁵⁴³ Shafiqul Islam, *Loc. Cit.*, p. 61.

⁵⁴⁴ James F. Hoge Jr., « Editor's Note: What a Bear Needs, besides Boris », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 5 (nov.-déc. 1993), p. V-VI.

comme « essentielle » pour éviter la prise du pouvoir par les communistes et les « fascistes » qui appuient le parlement⁵⁴⁵. Ainsi, on semble favoriser la stabilité et l'imposition de la démocratie comme des fins justifiant des moyens s'en éloignant.

Les visions de la société civile russe comme acteur dans un jeu politique que l'on catégorise de plus en plus de façon manichéenne accusent alors un certain recul en comparaison avec la période précédente de sa « découverte » par les analystes américains. La plupart des observateurs en viennent en effet à adopter la vision d'une société passive et apathique en raison de son passé communiste, mais aussi de son échec à comprendre et à s'adapter aux réformes d'Eltsine. Faisant état de la déchéance socioéconomique qui prévaut au pire de la crise économique de 1992, John Edwin Mroz parle de l'établissement d'une « sous-culture de non-droit » dans une société aux inégalités criantes et où le crime progresse à grands pas, qui redevient atomisée et en proie à une philosophie du « chacun pour soi »⁵⁴⁶. D'autres parlent d'une détérioration des services de santé et de la négligence de l'environnement menant à une réduction de l'espérance de vie qui minent la confiance de la population envers l'État. Longtemps nourrie à des illusions de solutions imposées d'en haut et se voulant miraculeuses, cette société mettrait alors trop d'espoir dans la transition vers le capitalisme et dans l'aide occidentale, sans comprendre la nécessité de changer sa culture du travail⁵⁴⁷. Cette idée de manque de savoir-faire et de nécessité de comprendre le sens de la transition est aussi présente dans les articles des officiels russes qui, faisant acte de contrition dans leurs plaidoyers pour une aide économique, placent le peuple russe dans la position de ceux qui doivent apprendre de l'Ouest et des dirigeants éclairés de Moscou⁵⁴⁸. S'il reste quelques optimistes pour voir dans le peuple russe une compréhension graduelle de l'État comme un « régulateur », plus que comme une solution à tous leurs problèmes, et un esprit d'initiative visant à changer eux-mêmes leur sort⁵⁴⁹, la

⁵⁴⁵ David Satter, *Loc. Cit.*, p. 54-57.

⁵⁴⁶ John Edwin Mroz, *Loc. Cit.*, p. 45-46.

⁵⁴⁷ Kyril Tidmarsh, « Russia's Work Ethic », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 2 (printemps 1993), p. 74-76.

⁵⁴⁸ Andreï Kozyrev, *Loc. Cit.*, p. 9; Vladimir P. Lukin, *Loc. Cit.*, p. 58.

⁵⁴⁹ Dimitri Simes, « Reform Reaffirmed », *Loc. Cit.*, p. 49,54.

tendance chez les analystes est plutôt, ironiquement, à privilégier une solution venant d'en haut. Ainsi, dans une situation dont l'importance géopolitique n'est définitivement plus la même, les idéaux moraux ne sont plus promus avec la même vigueur et les agissements des dirigeants sont interrogés de façon moins scrupuleuse que la volonté de la population à changer.

4.1.3 Définir l'identité russe

Ces luttes au sein de l'État, le difficile parcours économique de la Russie et l'ambiguïté de la place qu'elle prend face à ses voisins portent les observateurs occidentaux à la voir comme vivant une profonde crise identitaire. Ainsi, on perçoit la nécessité de la Russie de se redéfinir dans ses contours géographiques, au niveau de ses relations internationales, de son orientation interne et plus profondément dans le déploiement de sa culture comme moteur politique. Pour certains en effet, le règlement de cette crise passe par la définition de ses frontières, déterminant au passage ce que signifie être russe, dans l'optique de leur non-concordance avec les identités « nationales » émergeant de l'éclatement de l'URSS et des multiples déclarations d'indépendance. Pour Paul Goble, ces redéfinitions auront des conséquences sur les relations de Moscou avec ses voisins, mais aussi sur les perspectives de réussite de sa transition démocratique⁵⁵⁰. Certains voient aussi un défi substantiel dans un passage accéléré au capitalisme, non implanté dans la culture russe et ne pouvant bénéficier de ses premiers stades comme les pays occidentaux, naviguant sans carte dans une transition calquée sur l'étranger dans le contexte hétérogène de la Russie⁵⁵¹. D'autres, devant la position « atlantiste » d'Eltsine et les critiques qu'elle récolte, voient des possibilités d'alignement plus « européen », « eurasiatique » ou encore plus strictement

⁵⁵⁰ Goble évalue la situation délicate de la Russie dans le flou laissé par l'apparition d'États aux prétentions nationales, mais n'ayant jamais existé comme tels, toujours dominés par l'empire tsariste ou soviétique, et portant une histoire de conflits favorisés par Staline au temps de l'URSS. Paul A. Goble, « Russia and Its Neighbors », *Foreign Policy*, n° 90 (printemps 1993), p. 79-81.

⁵⁵¹ Vladimir Lukin explique que dans les premiers stades du capitalisme, les autres États ont pu profiter d'une main-d'œuvre peu dispendieuse, peu informée et plus docile pour construire les bases d'une économie solide. Vladimir P. Lukin, *Loc. Cit.*, p. 59-60.

russe de son identité « civilisationnelle », qui devra mieux se définir pour cumuler l'adhésion à la fois de l'élite, des dirigeants et du peuple⁵⁵². Walter Laqueur, par-delà ces autres considérations, croit que les Russes ont d'abord besoin de retrouver un sentiment d'unité à travers des « croyances », des « mythes » et des « symboles », créant ainsi un nouveau nationalisme, idéalement modéré, pour combler le vacuum laissé par la fin du communisme et gérer le traumatisme d'une défaite qu'ils croyaient longtemps impensable⁵⁵³. Lui répondant, Jack Matlock Jr., voyant la Russie comme une ancienne colonie de l'URSS et non comme son prolongement, croit quant à lui que la réelle question que les Russes doivent se poser porte sur le contenu que l'on veut donner à ce nationalisme, qui définira la place qu'elle veut prendre dans le monde⁵⁵⁴.

De toutes ces questions, c'est cette perspective nationaliste qui inquiète plus que les autres les analystes occidentaux, dans l'optique de la perception d'un sentiment d'humiliation issu de la perte de l'empire et de la relative impotence de l'État russe. Certains croient ainsi que cela pourrait favoriser l'adoption plus générale d'un nationalisme plus chauvin et définir la « mission » de la nation par l'idée d'une « destinée » russe devant toujours se développer vers l'extérieur. On évoque en ce sens le développement de sentiments antiaméricains, voyant souvent leur aide non humanitaire comme une ingérence ne profitant qu'à eux-mêmes ou leur imputant l'« imposition » de la thérapie de choc dans le but de détruire la Russie⁵⁵⁵. Aussi, la persistance de l'inclusion de la Crimée, avec ses avantages portuaires et son capital symbolique cher aux Russes, dans une Ukraine sceptique à l'égard de la CEI où l'attitude pro-occidentale du président Kravtchouk ne fait renforcer les perceptions de perte de grandeur et d'encerclement⁵⁵⁶. Relativisant ces visions plus pessimistes sur les possibilités d'entente à long terme avec les États-Unis, le

⁵⁵² Samuel P. Huntington, « The Clash of Civilizations? », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 3 (été 1993), p. 43-45.

⁵⁵³ Walter Laqueur, *Loc. Cit.*, p. 108-109, 116.

⁵⁵⁴ Jack F. Matlock Jr., « Debate over Russia's Future », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 1, *America and the World 1992/93*, p. 206-208.

⁵⁵⁵ John Edwin Mroz, *Loc. Cit.*, p. 46-47.

⁵⁵⁶ Dimitri K. Simes, « America and the Post-Soviet Republics », *Loc. Cit.*, p. 81-82.

journaliste russe Alexeï Pushkov, affirme que la Russie est héritière de toutes les attitudes autrefois présentes en URSS en ce qui concerne les États-Unis, de l'admiration à la démonisation, que différentes tendances s'affrontent quant à la politique étrangère et à la vision de l'Occident et que le désir de conciliation, s'il ne fait pas l'unanimité, recueille encore une majorité dans l'opinion publique⁵⁵⁷. Ainsi la Russie, généralement vue comme succédant à l'Union soviétique comme seul État qui compte vraiment dans la redéfinition de la géopolitique eurasienne, est par ailleurs perçue comme une puissance moyenne et régionale, et qui plus est aux prises avec de sérieuses crises. La dimension idéologique étant aussi complètement évacuée, elle est donc souvent envisagée par les « vainqueurs » comme un adversaire défait et repentant qui, s'il s'engage désormais sur la bonne voie, peine à s'extraire de son passé pour se redéfinir.

4.2 Les concepts et la réalité

La dissolution officielle de l'Union soviétique, après l'amélioration des relations entre superpuissances et les changements géopolitiques suivant les révolutions européennes, semble constituer la dernière rupture de l'ordre de guerre froide, empêchant tout retour en arrière. Elle permet aussi aux observateurs de statuer de façon plus détachée sur les causes de la fin des régimes communistes et de tenter de donner une perspective historique à cette époque désormais finie, non sans lier leurs explications à leurs visions préalables. Cette première tentative de stabilisation du passé et le vacuum conceptuel en émergeant en lancent aussi d'autres à la recherche d'un nouveau modèle de représentation du monde, le « nouvel ordre mondial » appelé par le président Bush ne semblant pas prendre de forme définie. Toutefois dans ces recherches et ces théorisations, des concepts et des présupposés hérités du passé récent semblent brouiller les visions et empêcher l'acceptation d'un nouveau paradigme.

⁵⁵⁷ Alexeï K. Pushkov, « Letter from Eurasia: Russia and America: The Honeymoon's over », *Foreign Policy*, n° 93 (hiver 1993), p. 76-90.

4.2.1 Le passage à l'histoire

La concrétisation finale de la disparition d'une bipolarité ayant longtemps prévalu pour la plupart des analystes, plus qu'un changement d'intention ou de comportement, leur permet de tirer des conclusions plus définitives, de faire les premiers bilans d'une période ou de réapprécier le sens et les conséquences du passé. Dans un premier temps, un certain triomphalisme s'impose quant au résultat global d'une lutte ayant duré plus de 40 ans pour les Américains. L'appréciation de la « victoire » prend d'abord, dans nos revues, une tangente plus politisée et portée par la campagne électorale de 1992. Se faisant à nouveau les supports de visions de politiciens, celles-ci se laissent ainsi pénétrer par des analyses à dimensions plus partisanses - malgré la réserve qu'impose l'exercice - certaines évaluant les bienfaits intrinsèques du triomphe, d'autres ses conséquences toujours inconnues. Ainsi, si pour le représentant républicain James Leach cette victoire est celle du modèle économique « libérateur » capitaliste sur son opposant communiste voué à l'extinction⁵⁵⁸, pour le sénateur démocrate Harris Wofford la politique étrangère issue de l'article de Kennan et mise en application par le NSC-68⁵⁵⁹ ayant rempli son mandat avec la désintégration de l'URSS, elle perd aussi sa raison d'être et ses lignes directrices deviennent inopérantes⁵⁶⁰. Ces visions assez convenues ne sont toutefois pas l'apanage d'acteurs politiques en fonctions convertis en auteurs, Zbigniew Brzezinski parlant lui aussi d'une « victoire à sens unique » des États-Unis, par leur persistance dans l'application d'un *containment* ferme de Truman à Bush, par leur activisme offensif dans le domaine des droits de l'homme, leur politique soutenue en termes d'armement stratégique et le soutien apporté aux opposants aux Soviétiques en Pologne et en Afghanistan⁵⁶¹.

⁵⁵⁸ James A. Leach, « A Republican Looks at Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 71, n° 3 (été 1992), p. 17.

⁵⁵⁹ Document du Conseil de sécurité nationale produit en avril 1950 par une commission dirigée par Paul Nitze. Par une réévaluation du climat international suite à l'acquisition soviétique de la bombe nucléaire et le passage de la Chine au communisme, il prône un *containment* plus militarisé qui s'actualise durant la guerre de Corée et trace la voie pour la politique étrangère des États-Unis durant la guerre froide.

⁵⁶⁰ Harris Wofford, « The Democratic Challenge », *Foreign Policy*, n° 86 (printemps 1992), p. 100.

⁵⁶¹ Zbigniew Brzezinski, « The Cold War and Its Aftermath », *Foreign Affairs*, vol. 71, n° 4 (automne 1992), p. 31-32, 45-46.

Ces allégations de victoire, et l'association de la chute de l'URSS à la fin de la guerre froide, rejoignant le discours de Bush, ne peuvent toutefois pas cacher l'incapacité qu'ont eue les analystes d'assez bien comprendre le système soviétique pour en prédire adéquatement le destin. Réapprécier les causes de sa chute semble ainsi être pour certains une façon de tracer une ligne entre le passé et le présent en termes historiques, mais aussi intellectuels, leur permettant de se redonner une crédibilité en empruntant une nouvelle voie. Donner du sens au passé est d'autant plus important pour ceux qui, comme les éditeurs du *National Interest*, avaient fait de l'anticommunisme leur fonds de commerce et de la politique de puissance leur moyen privilégié d'interaction⁵⁶². Longtemps plus sceptiques quant à la disparition de la menace, les auteurs y publiant doivent désormais expliquer ce qu'ils considèrent être les causes fondamentales de cette « étrange mort du communisme soviétique » et en faire l'« autopsie »⁵⁶³. Disant s'extirper des considérations politiques qui teintaient les débats durant la guerre froide, ces auteurs mettent l'accent sur plusieurs facteurs qui ont selon eux mené à la chute de l'URSS: évolution sociale et intellectuelle à long terme, stagnation économique, leadership « accidentel » de Gorbatchev, culture politique communiste, pression de l'Ouest ou de la population⁵⁶⁴. Voulant ainsi mettre fin aux débats selon leurs termes et leurs versions, ils soulignent la clairvoyance de ceux qui dans leur mouvance intellectuelle - plutôt « orthodoxe » en termes d'interprétation de la guerre froide - avaient vu juste⁵⁶⁵, et écorchent au passage une soviétologie selon eux dominée par des « révisionnistes » qui en

⁵⁶² Owen Harries et Michael Lind, « Realism and its Rivals », *The National Interest*, n° 34 (hiver 1993), p. 110-112.

⁵⁶³ L'édition spéciale du printemps 1993 du *National Interest* est en effet sous-titrée *The Strange Death of Soviet Communism: An Autopsy*.

⁵⁶⁴ Charles H. Fairbanks, Jr., « Introduction », *The National Interest*, n° 31, Special Issue: The Strange Death of Soviet Communism: An Autopsy, (printemps 1993), p. 5-8. Voir aussi tous les autres articles de ce numéro.

⁵⁶⁵ Peter Rutland, « Sovietology: Notes for a Post-Mortem », *The National Interest*, n° 31, Special Issue: The Strange Death of Soviet Communism: An Autopsy, (printemps 1993), p. 111. Parmi les ouvrages souvent cités et plaidant l'incapacité systémique du régime soviétique à se réformer: Zbigniew Brzezinski, *Ideology and Power in Soviet Politics*, New York, Frederick A. Praeger, 1962, 180 p.

étaient presque venus à faire l'apologie du communisme⁵⁶⁶ ou qui par leurs erreurs et biais ont faussé la vision de cet adversaire totalitaire⁵⁶⁷.

The National Interest fait aussi paraître à la même époque plusieurs articles, souvent le fait des éditeurs, qui réaffirment la pertinence de l'école d'interprétation réaliste dans un monde post-guerre froide et d'une direction politique conséquente, réfutant par le fait même des idées émises dans leurs pages peu auparavant et précisant la direction éditoriale de la revue⁵⁶⁸. Recadrant les oppositions du présent, ils solidifient par le fait même les positions historiographiques établies durant la guerre froide, en l'analysant comme un phénomène fini. Aussi, si l'on peut percevoir dans ce réajustement, défendant à la fois leurs positions passées et définissant leurs nouvelles approches, une tentative d'assurer leur survie professionnelle, tous n'ont pas à faire autant d'efforts pour y arriver. Ceux qui avaient déjà relativisé la menace soviétique et étaient passés à des analyses plus globales⁵⁶⁹ des relations internationales sont à cette époque moins portés à réajuster le tir que ceux qui ont plaidé jusqu'au bout un réalisme plus offensif.

Des appréciations plus globales de la guerre froide, dépassant la stricte interprétation des événements y mettant fin, commencent aussi à paraître. Samuel Huntington parle de la fin des « guerres civiles occidentales » que constituaient les guerres mondiales et la guerre froide, du crépuscule de la phase occidentale des relations internationales et de l'incongruité de persister à concevoir le monde en divisant les États selon leurs caractéristiques politiques et idéologiques, et ainsi de les classer en premier, second et tiers-monde⁵⁷⁰. Christopher Layne et Benjamin Schwarz quant à eux, font un bilan plus critique

⁵⁶⁶ Richard Pipes, « 1917 and the Revisionists », *The National Interest*, n° 31, Special Issue: The Strange Death of Soviet Communism: An Autopsy, (printemps 1993), p. 68-70.

⁵⁶⁷ William Odom, « The Pluralist Mirage », *The National Interest*, n° 31, Special Issue: The Strange Death of Soviet Communism: An Autopsy, (printemps 1993), p. 99-108.

⁵⁶⁸ Owen Harries appelle à la méfiance envers les idées vues comme révolutionnaires d'interdépendance, de dilution de la souveraineté, de prééminence de l'économie ou d'obsolescence de la guerre. Owen Harries, « Fourteen Points for Realists », *The National Interest*, n° 30 (hiver 1992), p. 109-112.

⁵⁶⁹ Ces analyses se retrouvent de façon générale plutôt dans *Foreign Policy* et, dans une moindre mesure, dans *Foreign Affairs*, et apparaissent déjà durant les deux périodes précédentes.

⁵⁷⁰ Samuel P. Huntington, « The Clash of Civilizations? », *Loc. Cit.*, p. 23, 29.

de la guerre froide et de l'action des États-Unis à travers celle-ci campant leur position dans un registre révisionniste s'inspirant des vues de William Appleman Williams. Dans une vision rarement diffusée depuis les années Reagan, même dans *Foreign Policy*, ils conçoivent la « grande stratégie » américaine comme ayant fondamentalement eu comme objectif d'imposer sa « prépondérance » et de créer un ordre international libéral à l'avantage économique des États-Unis. En ce sens, ils croient voir cette dynamique persister malgré la disparition de l'adversaire qui monopolisait autrefois l'attention, par l'adaptation de la « théorie des dominos » à des catégories plus large, la lutte à la « dictature » remplaçant celle au communisme comme épouvantail justifiant des interventions⁵⁷¹. On commence donc à réapprécier la signification historique de la guerre froide, soit comme une période singulière, où un cadre établi déterminait des objectifs spécifiques par les restrictions qu'il imposait, soit dans une continuité pouvant laisser place à l'extension dangereuse de ces fins à un contexte plus ouvert où tout n'est pas possible malgré ce que certains perçoivent comme une opportunité⁵⁷². Les auteurs de nos revues contribuent donc à la mise en histoire de la guerre froide, comme période ou comme concept historique, par des réactivations de visions anciennes solidifiant les oppositions historiographiques existantes, où des idées nouvelles feront aussi leur chemin, mais qui toutes s'inscrivent dans le développement de leurs visions du présent.

4.2.2 Conceptualiser le présent

Réapprécier le passé ne donne toutefois pas toujours d'indications claires sur la forme que prend le présent, malgré le réalignement que certains opèrent dans la façon de l'analyser. Aussi, si certains voient l'époque qui commence comme moins menaçante que l'ère bipolaire ou les alliances pouvaient faire dégénérer des conflits éloignés en enjeux

⁵⁷¹ Christopher Layne et Benjamin Schwarz, « American Hegemony: Without an Enemy », *Foreign Policy*, n° 92 (automne 1993), p. 20-21.

⁵⁷² James Schlesinger, « Quest for a Post-Cold War Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 1, America and the World 1992/93, p. 17-28.

primordiaux, et croient que les États-Unis ont désormais la liberté de les envisager avec un certain détachement⁵⁷³, d'autres affirment que le monde entre dans une phase de turbulence où les configurations du passé sont révolues et où les nouvelles structures sont encore peu visibles⁵⁷⁴. Alors que certaines des perspectives d'ordre pensées avant 1992 continuent à se déployer selon des axes relativement semblables – concert des nations, ordre économique institutionnalisé, multilatéralisme institutionnel, libéralisme économique généralisé, *pax americana*⁵⁷⁵ - on commence à sentir la nécessité de se donner un nouveau cadre d'analyse plus englobant pour penser les relations internationales.

L'idée d'un « nouvel ordre mondial » promu d'abord par le président Bush et qu'on aurait voulu capable de remplir cette fonction conceptuelle en vient à être critiquée pour sa vacuité - certains n'y voyant qu'un slogan élaboré sans vision⁵⁷⁶ - et pour l'incapacité de tous, analystes et politiciens, à lui donner une consistance consensuelle. Joseph Nye parle en effet de deux façons de l'envisager: la première, réaliste, comme la prise en compte d'un changement dans la distribution de la puissance dans le monde, la seconde, idéaliste, comme le projet à réaliser de l'expansion des valeurs et de l'idéal démocratique américain⁵⁷⁷. Certains voyant ce paradigme comme s'étant développé plus dans l'action, à travers l'intervention en Irak, que dans la réflexion, croient la nouvelle attitude américaine ne pas avoir de ligne directrice claire⁵⁷⁸. Comme l'explique Owen Harries toutefois, ces verdicts d'échec ou de faiblesse conceptuelle de ce cadre émanant du politique n'offrent

⁵⁷³ Doug Bandow, « Avoiding War », *Foreign Policy*, n° 89 (hiver 1992), p. 165-166.

⁵⁷⁴ Alberto R. Coll, *Loc. Cit.*, p. 47-48.

⁵⁷⁵ Pour une description des différentes visions d'un ordre possible, voir respectivement Richard Rosecrance, « A New Concert of Powers », *Foreign Affairs*, vol. 71, n° 2 (printemps 1992), p. 64-82; C. Fred Bergsten, « The Primacy of Economics », *Foreign Policy*, n° 87 (été 1992), p. 3-24; Edward C. Luck, « Making Peace », *Foreign Policy*, n° 89 (hiver 1992), p. 137-155; Joseph S. Nye Jr., « What New World Order? », *Foreign Affairs*, vol. 71, n° 2 (printemps 1992), p. 83-96; Elliott Abrams, « Why America Must Lead », *The National Interest*, n° 28 (été 1992), p. 56-62.

⁵⁷⁶ Colin S. Gray, « Strategic sense, Strategic Nonsense », *The National Interest*, n° 29 (automne 1992), p. 13.

⁵⁷⁷ Joseph S. Nye Jr., « What New World Order? », *Loc. Cit.*, p. 83-84.

⁵⁷⁸ Larry Diamond, « Promoting Democracy », *Foreign Policy*, n° 87 (été 1992), p. 25-26.

pas de solution de rechange, de vision globale de la situation internationale définissant des enjeux prédominants sur laquelle baser une politique étrangère transcendante⁵⁷⁹.

Un article, publicisé dans *Foreign Affairs* comme l' « article “ X ” de l'ère post-guerre froide »⁵⁸⁰ a cette prétention paradigmatique de refonder les bases de l'analyse des relations internationales. Dans « *The Clash of Civilisations* », Samuel Huntington se démarquant des visions alléguant un changement d'ordre, mais n'élaborant selon lui que des hypothèses partielles sur sa qualité et son ampleur, propose un nouveau cadre analytique voulant englober toute la réalité du monde nouveau. Il croit ainsi que les conflits du futur se définiront sur des bases « civilisationnelles » et non idéologiques ou économiques. En ce sens, il dénombre « 7 ou 8 civilisations majeures », décrites comme des entités d'identité culturelle, qui seront les nouvelles « lignes de fracture » de l'humanité et qui surpasseront en importance les identités politiques qui pour quelques siècles avaient prévalu. Selon cette conceptualisation, il voit des possibilités d'oppositions et de ralliements selon les ressemblances culturelles, pouvant mener la Russie, par exemple, à se rapprocher ou à se détacher d'un « Ouest » civilisationnel dans la crise identitaire qu'elle vit. Aussi, il voit s'établir dans le futur une dynamique d'opposition possible entre un Occident tout puissant et imposant sa légitimité sous le couvert de la « communauté internationale », et le « reste », ou encore plus probablement une « connexion confucéo islamique »⁵⁸¹. Cet article est suivi, dans l'édition subséquente de *Foreign Affairs*, d'une panoplie de répliques, dans un processus de création de débats se comparant à celui qui avait suivi l'article de Fukuyama à l'été 1989. Ainsi, certains s'élèvent contre l'idée que les civilisations priment sur les États qui, même dans un monde post-guerre froide, restent les entités prédominantes du système international et les principaux vecteurs d'identité

⁵⁷⁹ Owen Harries, « The Day of the Fox », *The National Interest*, n° 29 (automne 1992), p. 112.

⁵⁸⁰ Ce sont les mots utilisés par les éditeurs de *Foreign Affairs* dans une publicité faisant la promotion d'un recueil comprenant l'article de Huntington et quelques-unes des répliques qu'ils ont publiées. *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 4 (automne 1993), p. 26.

⁵⁸¹ Il parle de civilisations occidentale, confucéenne, japonaise, islamique, hindoue, slave-orthodoxe, latino-américaine et laisse planer le doute sur l'existence d'une civilisation africaine. Samuel P. Huntington, « The Clash of Civilizations? », *Loc. Cit.*, p. 22-49.

chez les peuples⁵⁸², d'autres contre la définition et les délimitations de ces civilisations selon des critères qu'ils jugent mal avisés. Plusieurs doutent aussi du potentiel d'application de cette façon de penser à une doctrine de politique étrangère dans un monde où l'on doit réagir à des événements ponctuels et où sont impliquées des entités étatiques ne correspondant pas nécessairement aux fractures civilisationnelles⁵⁸³. Robert Bartley quant à lui, s'il acquiesce à l'importance grandissante du facteur culturel dans le monde et à sa pertinence dans son analyse, y voit une interprétation inappropriée des relations internationales qui tendent beaucoup plus vers une intégration des valeurs occidentales par les autres civilisations, à travers l'essor des communications et par l'attrait de son succès, que vers des affrontements civilisationnels, rejoignant plutôt la vision de Fukuyama⁵⁸⁴. Défendant sa théorie en faisant explicitement référence aux idées de Thomas Kuhn, Huntington expose que, pour être accepté un paradigme, doit être vu comme meilleur que ses compétiteurs sans nécessairement tout expliquer et peut accepter quelques « anomalies ». Ainsi, il voit dans l'intérêt qu'il suscite une preuve de la valeur de ses idées, qui doivent être débattues, et considère sa vision du monde la plus pertinente pour remplacer celle de la guerre froide⁵⁸⁵.

4.2.3 Héritages et vestiges d'une vision

L'article d'Huntington s'insère aussi dans un autre débat, peut-être plus profond encore, sur l'identité américaine, sur son inclusion dans l'ensemble conceptuel de l'« Ouest », qu'il se définisse en terme politique comme durant la guerre froide ou désormais en terme

⁵⁸² Fouad Ajami, « The Summoning: 'But They Said, We Will Not Hearken' », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 4 (sep.-oct., 1993), p. 9.

⁵⁸³ Jeanne Kirkpatrick *et al.* voient par exemple un illogisme dans l'idée de ne pas inclure l'Amérique latine la civilisation occidentale, réservée à l'Europe et à l'Amérique du Nord, et dans la séparation de la Russie de l'Europe, un vestige de la séparation Est-Ouest de la guerre froide. Jeanne J. Kirkpatrick, Albert L. Weeks and Gerard Piel, « The Modernizing Imperative: Tradition and Change », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 4 (sep.-oct., 1993), p. 22-26.

⁵⁸⁴ Robert L. Bartley, « The Case for Optimism: The West Should Believe in Itself », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 4 (sep.-oct., 1993), p. 15-18.

⁵⁸⁵ Samuel P. Huntington, « If Not Civilizations, What? Paradigms of the Post-Cold War World », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 5 (nov.-dec., 1993), pp. 186-194.

civilisationnel. Si jusqu'à cette époque la plupart des analystes utilisaient cette terminologie pour désigner les États-Unis et leurs alliés dans leur opposition à un Est dominé par Moscou, la définition réactualisée par la nouvelle conceptualisation d'Huntington semble avoir une filiation directe avec la précédente. En effet, la conception civilisationnelle d'Huntington, faisant de l'« Ouest » une catégorie rassemblant à peu près les mêmes États que l'« Ouest » de la dynamique bipolaire et décrivant un climat de tension entre celui-ci et les autres, perpétue la dynamique d'opposition présente dans l'idée d'une guerre froide ou des blocs restaient sur leurs gardes sans s'affronter directement. Ainsi Owen Harries voit dans la persistance de l'utilisation conceptuelle de l'« Ouest » la réminiscence d'une « construction artificielle » de la guerre froide qui pourrait mener à des politiques inadaptées si on en venait à penser en ces termes dans la définition d'une nouvelle politique étrangère⁵⁸⁶. Kishore Mahbubani quant à lui, voit dans le discours d'Huntington le symbole et la démonstration de la mentalité d'assiégé qui se développe en Occident et avertit du danger de chercher un ennemi dans un « reste » qui tout compte fait est bien plus faible. Il dénonce aussi la persistance des politiques moralement contestables de l'Occident qui, comme au temps de la guerre froide, applique un double standard dans ses idéaux de droit et de démocratie avec cet « autre », - qu'il soit soviétique ou confucéo islamique - sans lequel il semble avoir de la difficulté à se définir et qui l'empêche de voir ses propres tares sociétales. Il croit ainsi que sans un réajustement vers une politique de développement global, un avenir pacifique est impossible à long terme et se retournera contre cet Ouest victorieux⁵⁸⁷.

Aussi, cette conceptualisation du monde, malgré son caractère globalisant, ne s'accroche ni à des événements spécifiques ni à une menace concrète. Elle n'offre pas de dimension prescriptive quant à la façon de réagir à la situation qu'elle décrit et donc ouvre peu la porte

⁵⁸⁶ Owen Harries, « The Collapse of 'The West' », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 4 (sep.-oct., 1993), p. 41-53.

⁵⁸⁷ Kishore Mahbubani, « The West and the Rest », *The National Interest*, n° 28 (été 1992), p. 3-12; *Id.*, « The Dangers of Decadence. What the Rest Can Teach the West », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 4 (sep.-oct., 1993), p. 10-14.

à des solutions tangibles ou à l'établissement d'une doctrine de politique étrangère, ce que recherchent aussi les auteurs publiant dans ces revues pour avoir de l'influence. N'étant pas en phase avec l'opinion publique, elle reste donc plus discutée pour sa pertinence intellectuelle dans le milieu de l'analyse, mais ne perce que très peu la sphère politique de l'époque. Les discussions portant sur le nouvel ordre du monde n'arrivent donc pas à un consensus quant à la façon de comprendre les nouvelles relations internationales, toujours polluée par des conceptions construites par des années de guerre froide. Par contre, si la dernière rupture visible de l'ère bipolaire laisse les analystes orphelins d'une vision conceptuelle globale, les nécessités du politique forcent quant à elles la formulation de solutions pour réagir aux événements du monde.

4.3 Le pourquoi et le comment de la politique étrangère américaine

Après une période où des propositions de politique étrangère diversifiées restaient teintées par les questions de l'avenir de l'URSS et du sort d'une Europe effervescente, la chute de Gorbatchev et ses conséquences auraient logiquement pu donner les coudées franches à une définition plus libre de la direction de l'action américaine envers le monde. Toutefois, l'année électorale qui débute force un recollage rapide des propositions disparates émises auparavant, pour les rendre intelligibles à une population qui semble se désintéresser des enjeux internationaux, prise dans une récession qui la ramène à des intérêts domestiques plus concrets. Sans grande idée directrice et mobilisatrice, les analystes s'affairent alors à définir les fins tangibles d'une politique étrangère globale et les moyens de la mettre en œuvre, alors que les oppositions se reconcrétisent entre une majorité internationaliste et une opposition réaliste prônant la mesure. Aussi, un malaise commence à se faire sentir et l'on perçoit une dissonance entre des fins soutenues par une rhétorique idéaliste et totalisante et des moyens se voulant adaptés à une situation nouvelle.

4.3.1 La politique étrangère vue de l'intérieur

Tout au long de l'année 1992, les débats sur la politique étrangère chez les analystes sont teintés par ceux d'une campagne électorale ou les positions doivent se définir, dans une situation internationale qui semble imposer une approche plus globale. L'opinion publique toutefois, passant rapidement sur une « victoire » déjà pressentie, est assez pessimiste quant à la situation économique et internationale des États-Unis, plus avide « dividendes de paix » et moins confiante face à une classe politique dont elle se distancie⁵⁸⁸. Les partis politiques devant redéfinir leurs positions extérieures traditionnelles alors que les enjeux imposés sont éminemment intérieurs, la campagne a une tendance à se tourner vers le passé et à se concentrer sur l'économie domestique, la redéfinition de la politique étrangère restant peu imaginative⁵⁸⁹. Les deux partis, évacuant l'isolationnisme de leurs programmes, adoptent des positions internationalistes semblables et modérées⁵⁹⁰, réactivant une rhétorique démocratique et sécuritaire convenue, tout en priorisant le bien-être intérieur, mais sans définir de façon claire l'adéquation entre les deux⁵⁹¹.

Si les débats politiques plutôt stériles en termes analytiques occupent pour un temps les pages de nos revues, leur dynamique éveille aussi des discussions sur la place accrue de la variable intérieure et celle de l'opinion publique dans les débats sur la politique étrangère américaine, se trouvant tant bien que mal à un tournant nécessitant une redirection⁵⁹². Ainsi, plusieurs voient dans la tendance des politiciens à suivre l'opinion plutôt que de la diriger, le danger d'une surenchère irréaliste d'objectifs intérieurs rassurants et de buts extérieurs hors d'atteinte, mal définis et incompatibles⁵⁹³. Si certains conçoivent

⁵⁸⁸ William G. Hyland, « The Case for Pragmatism », *Loc. Cit.*, p. 40-41; Norman J. Ornstein, « Foreign Policy and the 1992 Election », *Foreign Affairs*, vol. 71, n° 3 (été 1992), p. 3-4.

⁵⁸⁹ Leon V. Sigal, « The Last Cold War Election », *Foreign Affairs*, vol. 71, n° 5 (hiver 1992), p. 1-2.

⁵⁹⁰ À preuve, les articles publiés par des membres des deux partis dans *Foreign Affairs*: James A. Leach, *Loc. Cit.*, p. 17-31; Lee H. Hamilton, « A Democrat Looks at Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 71, n° 3 (été 1992), p. 32-51.

⁵⁹¹ Theodore C. Sorensen, « America's First Post-Cold War President », *Foreign Affairs*, vol. 71, n° 4 (automne 1992), p. 16-17.

⁵⁹² *Ibid.*, p. 14, 21, 30.

⁵⁹³ David C. Hendrickson, « The Renovation of American Foreign Policy », *Foreign Affairs*, vol. 71, n° 2

l'importance de se concentrer sur les problèmes économiques internes pour contrer les tendances protectionnistes et isolationnistes qui entamerait la position internationale des États-Unis⁵⁹⁴, pour d'autres, l'idée d'avoir à choisir entre la primauté de l'intérieur ou de l'extérieur constitue un faux débat, les deux étant imbriqués et complémentaires, ne constituant pas un jeu à somme nulle et devant être gérés conjointement et dans une recherche d'équilibre⁵⁹⁵. Ainsi, plusieurs perçoivent à travers la critique et le pessimisme populaires quant à la direction de la politique étrangère, la conséquence de la fin de la puissance mobilisatrice de l'anticommunisme, la nécessité de gérer un malaise identitaire global et de faire un retour psychologique pour se définir de l'intérieur en tant que nation⁵⁹⁶.

4.3.2 La redéfinition des oppositions

La situation intérieure modelant plus la teneur des débats que les événements mondiaux, ceux-ci ne prennent toutefois pas de pause et l'on doit établir pour le présent une ligne directrice, sinon une doctrine spécifique, pour diriger l'action américaine dans le monde remplaçant pour de bon le *containment*. Sans nouvelle grande vision consensuelle définissant l'ordre international, la tâche de définir positivement un rôle actif pour les États-Unis dans un monde aux possibilités variées contraste avec la dimension restrictive de la guerre froide où la politique étrangère se justifiait en réaction à l'adversaire⁵⁹⁷. Aussi, la tendance est désormais plus aux tentatives de concrétisation et de recherche de consensus qu'à l'exploration et aux questionnements, comme durant la période précédente. L'isolationnisme et l'unilatéralisme étant désormais marginalisés dans nos revues, les visions s'élaborent plutôt sur un continuum internationaliste cherchant ses fondements dans des idéaux américains traditionnels renforcés durant la guerre froide, modéré par une critique réaliste réfutant la nécessité de trouver une nouvelle raison d'être globale pour les

(printemps 1992), p. 59-60.

⁵⁹⁴ C. Fred Bergsten, « The Primacy of Economics », *Loc. Cit.*, p. 9-12.

⁵⁹⁵ Joseph S. Nye Jr., « What New World Order? », *Loc. Cit.*, p. 94; Richard Rosecrance, *Loc. Cit.*, p. 81.

⁵⁹⁶ Owen Harries, « The Collapse of 'The West' », *Loc. Cit.*, p. 52-53.

⁵⁹⁷ Edward C. Luck, *Loc. Cit.*, p. 138-142.

États-Unis. Les oppositions redeviennent donc plus campées et changent de dynamique, alors que ceux qui se voulaient autrefois plus conciliants et ouverts envers l'URSS prônent aujourd'hui une politique étrangère plus active, et que les anciens *cold warriors* sont généralement plus sceptiques aux interventions justifiées par une morale démocratique.

La tendance internationaliste étant dominante chez les analystes, elle va toutefois à l'encontre de l'opinion publique et semble être l'objet à la fois d'un enthousiasme pour les possibilités qu'offre un monde sans ennemi contraignant et d'une tentative plus collaborative d'analystes d'influence pour maintenir les relations internationales au centre des discussions. Les débats prennent donc d'abord forme sur les raisons justifiant les interventions et les façons de les déployer⁵⁹⁸. L'idée démocratique restant au centre de la plupart des visions, certains favorisent sa promotion par des moyens multilatéraux - humanitaires, culturels et économiques - pour faire pression sur les dictateurs du monde entier, tout en restant conscients de la dimension stratégique de choix qui doivent être pensés à long terme⁵⁹⁹. D'autres, s'appuyant sur le nouveau concept de « communauté internationale », remplaçant l'« Ouest » ou le « monde libre » comme gardienne de la morale démocratique, envisagent des moyens plus directs pour restreindre ceux qui s'attaqueraient aux libertés des peuples à disposer d'eux-mêmes. Ainsi, pour Morton Halperin, on devrait favoriser la démocratie partout où les peuples le désirent et si des moyens pacifiques devraient d'abord être envisagés, l'ONU pourrait aussi instaurer une « clause de garantie internationale » qui permettrait des interventions militaires pour en « défendre » le « maintien »⁶⁰⁰. Ce « nouvel interventionnisme », bien que multilatéral, faisant la promotion du libéralisme et étant légitimé par des institutions internationales, est vu par Stephen John Stedman comme une réarticulation d'un « zèle missionnaire », pas si éloigné de celui basé sur l'anticommunisme durant la guerre froide, où les principes de

⁵⁹⁸ William G. Hyland, « The Case for Pragmatism », *Loc. Cit.*, p. 39-42; David C. Hendrickson, *Loc. Cit.*, p. 59.

⁵⁹⁹ Larry Diamond, *Loc. Cit.*, p. 28-35, 45-46.

⁶⁰⁰ Morton H. Halperin, « Guaranteeing Democracy », *Foreign Policy*, n° 91 (été 1993), p. 108-109, 120-122; Voir aussi Lee H. Hamilton, *Loc. Cit.*, p. 39-40.

démocratisation et de respect des droits de l'homme entrent en contradiction avec celui de la souveraineté des autres États, que leurs promoteurs défendent par ailleurs. Aussi, il voit des limites à l'idée d'intervenir dans toutes les situations où les droits de l'homme sont bafoués, la nécessité d'être sélectif et de se baser sur un intérêt national plus spécifique⁶⁰¹.

La perte de l'ennemi a toutefois un effet différent sur les tenants d'un réalisme de guerre froide qui, voyant ce cadre idiosyncrasique s'évanouir, prône un retour à ce qu'ils considèrent être la politique étrangère traditionnelle des États-Unis, soit l'assurance de sa puissance et de son intérêt propre dans un monde prospère⁶⁰². Owen Harries, réitérant des idées émises plus tôt, met d'ailleurs en garde contre la tendance à vouloir trouver une nouvelle cause rassembleuse pour remplacer l'anticommunisme, la politique étrangère post-guerre froide devant être faite d'actions particulières et adaptées à chaque situation et non basée sur une « vision » ou sur une doctrine qui dicterait des règles générales de conduite⁶⁰³. Ces prises de positions claires dans les pages du *National Interest* semblent constituer une redéfinition plus réaliste du discours promu par les éditeurs de la revue, qui ne diffuse plus à partir de ce moment de plaidoyers d'unilatéralisme ou d'articles trop alarmistes quant à un retour de la menace russe⁶⁰⁴. Conscients d'aller à contre-courant de la culture politique américaine désirant souvent un emballage idéaliste à des mesures réalistes, ils sont toutefois en accord avec une opinion publique à laquelle ils pensent pouvoir « vendre » un équilibre favorable aux États-Unis comme un projet fondamentalement moral⁶⁰⁵.

Entre ces visions enthousiastes d'expansion de la démocratie comme vecteur de politique étrangère et ce réalisme réfutant la nécessité d'idéal, une panoplie de propositions mitoyennes voulant aussi façonner l'ordre du monde émergent dans les pages de nos

⁶⁰¹ Stephen John Stedman, « The New Interventionists », *Foreign Affairs*, vol. 72, n° 1, America and the World 1992/93, p. 4-9.

⁶⁰² Fareed Zakaria, « Is Realism Finished? », *The National Interest*, n° 30 (hiver 1992), p. 32.

⁶⁰³ Owen Harries, « Fourteen Points for Realists », *Loc. Cit.*, p. 109.

⁶⁰⁴ Voir *Supra*, p. 148-150.

⁶⁰⁵ Colin S. Gray, « Strategic sense, Strategic Nonsense », *Loc. Cit.*, p. 19.

revues. Ainsi, certains croient à la possibilité de concilier ces objectifs de stabilisation du monde à l'avantage américain, et de promotion de la démocratie et du droit, tout en permettant autres États de prendre des voies divergentes, pour garder un équilibre semblable à celui du monde britannique du XIXe siècle⁶⁰⁶. Moins optimiste face aux possibilités américaines, Charles William Maynes, voyant les menaces se diffuser alors que l'économie se mondialise, prône une gestion multilatérale du monde et une meilleure collaboration économique entre États, mais aussi une prise en charge régionale de la sécurité par des « shériffs » locaux⁶⁰⁷. Lui aussi tenant d'une gestion locale des conflits, Doug Bandow décourage toute intervention chez des ennemis de convenance déterminés au nom de la « sécurité collective », osant énoncer le slogan banni « *America First* » et proposant une « politique unilatérale d'indépendance stratégique » qui n'entamerait en rien la participation active des États-Unis dans le commerce global⁶⁰⁸. Finalement, se drapant dans une rhétorique grandiloquente de démocratisation, mais élaborant un discours très réaliste sur les règles d'engagement des armées américaines, Colin Powell, chef d'État-major des armées en fonction, décrit un processus rationnel d'analyse à la pièce de chaque situation pouvant nécessiter une intervention, insistant sur la définition de l'objectif politique précis de celle-ci, des alternatives possibles, de ses risques, coûts et conséquences, à court et long termes⁶⁰⁹. Bref, entre la remise au goût du jour de la démocratisation et de l'internationalisme garantis par une « communauté internationale », des approches réalistes qui réfutent toute pertinence d'une mission extérieure et des doctrines mettant les moyens avant les fins, le spectre des oppositions reprend une dimension plus concrète. Toutefois, ces visions s'affrontent sur un canevas moins défini,

⁶⁰⁶ Alberto R. Coll, *Loc. Cit.*, p. 55.

⁶⁰⁷ Charles William Maynes, « A Workable Clinton Doctrine », *Foreign Policy*, n° 93 (hiver 1993), p. 3-21.

⁶⁰⁸ Doug Bandow, *Loc. Cit.*, p. 167, 172-174.

⁶⁰⁹ Cet article semble être la présentation publique de la doctrine qu'il avait établie pour la guerre du Golfe, diffusée à la suite de l'élection de Clinton sur la base de priorité intérieure et faisant la promotion de la conservation de forces américaines importantes autour du monde. Colin L. Powell, « U.S. Forces: Challenges Ahead », *Foreign Affairs*, vol. 71, n° 5 (hiver 1992), p. 38-41.

empruntant ses objectifs et les façons de les atteindre à la période révolue de la guerre froide, qui semble encore ici avoir ses entrées dans la définition des idées proposées.

4.3.3 La régionalisation de la Russie et de l'Europe

Ces nouvelles visions de la politique étrangère se retrouvent aussi généralement dans les approches proposées pour la gestion des relations avec les nouveaux États postsoviétiques et l'implication européenne des États-Unis. Ces enjeux sont toutefois minorés en comparaison avec la période précédente et sont plutôt inclus dans des propositions plus larges de redéfinition. L'Europe, dont la bipolarité est définitivement révolue, est donc appréhendée avec plus de détachement et souvent vue comme allant son propre chemin, malgré une situation yougoslave qui dégénère⁶¹⁰. Aussi l'idée d'aider les anciens membres du pacte de Varsovie attire moins les passions alors que la crise a pénétré les frontières de l'ancienne URSS et qu'un vacuum d'influence et de pouvoir semble s'établir en Europe centrale. Quant à l'OTAN, les débats sur sa pertinence sont remplacés, dans l'optique de ces développements nouveaux, par ceux sur la nouvelle mission à lui donner et sa possible extension vers l'Est. Ainsi pour Colin Powell, l'OTAN, après avoir assuré la sécurité de l'Ouest durant 40 ans, devrait désormais se concentrer sur celle de l'Est, garantie par la présence de forces armées incluant une participation américaine importante⁶¹¹. Plus spécifiquement, certains observateurs prônent son expansion à toutes les nations d'Europe centrale pour avoir un pouvoir dissuasif sur les prétentions serbes et maintenir ainsi le statu quo des frontières européennes⁶¹². Aussi, si d'autres invoquent des principes d'expansion de la démocratie et de maintien de la stabilité comme mission d'une OTAN étendue à l'Est et dans laquelle les responsabilités seraient partagées plus équitablement⁶¹³, Zbigniew

⁶¹⁰ Owen Harries décourage une intervention américaine en Yougoslavie, présumant que c'est aussi le désir des Européens. Owen Harries, « Fourteen Points for Realists », *Loc. Cit.*, p. 109-112. Voir aussi William Hyland qui propose quant à lui de « laisser l'Europe être l'Europe ». William G. Hyland, « The Case for Pragmatism », *Loc. Cit.*, p. 38-52

⁶¹¹ Colin L. Powell, *Loc. Cit.*, p. 42.

⁶¹² Richard C. Longworth, « Expanding NATO », *Foreign Affairs*, vol. 71, n° 5 (hiver 1992), p. 193-194.

⁶¹³ Ronald D. Asmus, Richard L. Kruger et F. Stephen Larabee, « Building a New NATO », *Foreign Affairs*,

Brzezinski avertit de la nécessité de procéder de façon graduelle et de faire pendre la possibilité d'une inclusion à terme de la Russie pour ne pas froisser la sensibilité de Moscou et y stimuler un nationalisme revanchard⁶¹⁴.

La situation du nouvel espace postsoviétique, si instable peut-elle être, est aussi désormais envisagée comme accessoire dans les discussions traitant de l'intérêt national et de la grande stratégie à définir de la politique étrangère des États-Unis. Ainsi, pour certains, c'est fondamentalement la stabilité de la région qui prime, plus que les considérations idéologiques et éthiques de démocratisation et de liberté, malgré la multiplicité d'approches souvent contradictoires proposées pour y arriver. Réfléchissant la géostratégie en termes européens, certains voient d'un œil défavorable l'incorporation de l'Ukraine dans la CEI et proposent de s'en rapprocher pour favoriser son intégration dans les organisations européennes comme garantie à la fois contre un néoimpérialisme plus subtil de Moscou et contre le développement d'un nationalisme ukrainien xénophobe⁶¹⁵. Plus conciliant et s'attardant à l'espace postsoviétique de façon plus générale, Edwin Mroz propose de promouvoir les indépendances complètes des nouveaux États non russes de la CEI, mais par ailleurs de respecter l'intégrité territoriale de la Russie face aux revendications indépendantistes des territoires internes, tentant aussi de ménager la fierté russe et restant conscient de la volatilité de la situation⁶¹⁶. Prudent lui aussi et dans un même but de maintenir la stabilité régionale, Dimitri Simes prône, pour favoriser les bonnes relations intra CEI, une neutralité des États-Unis dans les tensions entre Moscou et ses nouveaux voisins⁶¹⁷.

La transition russe vers la démocratie et l'économie de marché, si elle n'a plus l'importance qu'elle avait pour les Américains du temps de l'URSS, attire la sympathie de plusieurs pour Eltsine avec qui la connivence idéologique semble désormais acquise. On évoque

vol. 72, n°4 (sep. – oct. 1993), p. 32-37.

⁶¹⁴ Zbigniew Brzezinski, « The Great Transformation », *The National Interest*, n° 33 (automne 1993), p. 13.

⁶¹⁵ Ronald D. Asmus, Richard L. Kruger et Stephen Larabee, *Loc. Cit.*, p. 37-38.

⁶¹⁶ John Edwin Mroz, *Loc. Cit.*, p. 53, 56.

⁶¹⁷ Dimitri K. Simes, « America and the Post-Soviet Republics », *Loc. Cit.*, p. 86.

alors des raisons éthiques pour une aide humanitaire accrue, mais aussi l'idée que celle-ci pourrait permettre de contrer le vent d'anti-américanisme émergeant en Russie et celle qu'une démocratie russe puisse calmer le jeu des tensions grandissantes avec l'Ukraine et favoriser une transition nucléaire sécuritaire⁶¹⁸. Le pragmatisme est en effet souvent de mise dans les propositions de démocratisation, certains parlant d'une aide économique conditionnelle ayant des objectifs fondamentalement politiques et qui serait l'« équivalent fonctionnel » de la guerre en matière de recherche d'avantages ou d'équilibre⁶¹⁹. Les moyens d'aider suivent aussi les grandes lignes des propositions de définition de la politique étrangère générale des États-Unis, se voulant souvent multilatéraux⁶²⁰ et devant s'établir rapidement tout en entrevoyant leurs effets dans le temps long, pour contribuer à former un ordre favorable aux États-Unis⁶²¹. Certains suggèrent aussi de favoriser les échanges commerciaux et d'investir en Russie, comme alternative ou complément à une aide bien dirigée, les intérêts commerciaux et personnels des acteurs économiques amenant une garantie plus efficace de la bonne gestion des sommes impliquées⁶²². L'établissement de tels liens aurait aussi l'avantage, pour certains, de pousser le développement d'attitudes entrepreneuriales permettant un essor économique indépendant plus prometteur que la dépendance qu'amènerait une simple aide non surveillée⁶²³. Les analystes ne s'entendent toutefois pas toujours sur l'importance et l'espoir à donner à l'idée d'une réelle transition de la Russie, certains croyant que sans redevenir une puissance belliqueuse elle voudra regagner une certaine force militaire utilisée à son intérêt propre⁶²⁴, d'autres voyant un illogisme profond à ne pas tenter de l'aider à terminer une évolution que les États-Unis ont si longtemps espéré⁶²⁵. Ces débats deviennent alors moins passionnés et primordiaux et, à travers les discussions sur l'attitude à adopter envers cette Russie désormais vue comme

⁶¹⁸ John Edwin Mroz, *Loc. Cit.*, p. 44, 55-56.

⁶¹⁹ Dimitri K. Simes, « America and the Post-Soviet Republics », *Loc. Cit.*, p. 88.

⁶²⁰ James A. Leach, *Loc. Cit.*, p. 22.

⁶²¹ John Edwin Mroz, *Loc. Cit.*, p. 57.

⁶²² Zbigniew Brzezinski, « The Great Transformation », *Loc. Cit.*, p. 8.

⁶²³ James A. Leach, *Loc. Cit.*, p. 23.

⁶²⁴ James Sherr, *Loc. Cit.*, p. 49.

⁶²⁵ Shafiqul Islam, *Loc. Cit.*, p. 66.

passive et désorganisée, c'est le rôle fondamental des États-Unis dans le monde qui est débattu, ceux-ci ne prenant plus réellement en compte les intentions ou les revendications russes dans leurs décisions.

4.3.4 La conscience d'une dissonance

À travers ces tentatives de recollage d'idées anciennes, la création de doctrines sans grand fondement et la perte de direction générale des acteurs politiques autant que des analystes, certains d'entre eux sont conscients qu'un assemblage d'objectifs bien-pensants ne constitue pas une politique étrangère cohérente⁶²⁶. Aussi, les signes que donnent les dirigeants ne sont pas pour rassurer ceux qui perçoivent l'inadéquation entre leur rhétorique et leurs actions dans le nouveau contexte mondial. Déjà Bush, avec l'intervention irakienne, et Clinton après lui, semblent, par-delà leurs discours démocratiques, axer la politique étrangère des États-Unis sur les prémices sécuritaires ayant eu cours durant la guerre froide et œuvrer dans la continuité par l'adaptation du *containment* au nouveau climat politique⁶²⁷. Plusieurs perçoivent aussi les contradictions d'une démarche associant un « idéalisme rédempteur » et un « réalisme géopolitique » qui ne peut plus attirer la même adhésion populaire sans la présence de l'ennemi traditionnel et le catalyseur de l'anticommunisme et voient une dissonance entre des discours axés sur la « liberté » et la « justice » et une application plutôt dirigée vers un maintien de l'ordre⁶²⁸. Ce manque de concordance est pour d'autres la démonstration de la difficulté de définir de nouveaux objectifs clairs et détachés des présupposés, devenus une « seconde nature », construits durant la guerre froide, et de la nécessité de chercher dans les « racines historiques » de l'identité nationale américaine la solution à sa présente désorientation⁶²⁹. Les moyens devenant souvent des fins en elles-mêmes, on devrait, selon Owen Harries, reconsidérer

⁶²⁶ James Schlesinger, « Quest for a Post-Cold War Foreign Policy », *Loc. Cit.*, p. 21-26.

⁶²⁷ David C. Hendrickson, *Loc. Cit.*, p. 55; Charles William Maynes, « A Workable Clinton Doctrine », *Loc. Cit.*, p. 3-4.

⁶²⁸ Larry Diamond, *Loc. Cit.*, p. 25-26.

⁶²⁹ Jonathan Clarke, « America, Know Thyself », *The National Interest*, n° 34 (hiver1993), p. 19, 24-25.

l'importance de se poser la question du « pourquoi », plutôt que se satisfaire du « comment » comme durant la guerre froide où les objectifs étaient plus consensuels⁶³⁰.

Plusieurs conçoivent alors que la perte de l'ennemi, malgré les signaux d'avertissement en ayant préalablement réduit l'importance stratégique, donne naissance à une géopolitique nouvelle qui donne moins d'indices évidents sur la façon de diriger la politique étrangère et rend plus difficile une simplification de la situation mondiale par un cadre d'analyse globalisant⁶³¹. Les paradigmes de remplacement qui auraient pu diriger le questionnement échouent aussi à faire consensus, à attirer l'attention du public et du politique ou à être assez près des événements pour se développer de façon opératoire et avec l'« élégance conceptuelle » et la simplicité du *containment*⁶³². Les grands objectifs de la politique étrangère sont alors calqués sur ceux de la guerre froide, hors du contexte restrictif qui les avait définis et où ils prenaient leur sens, et les moyens en découlant exposent alors les visions dichotomiques de la nation, comme seule superpuissance du monde nouveau⁶³³ ou comme puissance déclinante devant restreindre ses ambitions⁶³⁴. Ainsi, devant naviguer entre l'ordre constaté, l'ordre à établir et l'ordre ancien que l'on connaît, plusieurs sont conscients de la nécessité d'apprendre à jouer un jeu nouveau et des dangers que la politique étrangère soit menée par les événements ou qu'elle tombe dans un nouvel usage des outils du passé⁶³⁵. Ainsi, la crise identitaire que l'on perçoit - probablement à raison - en Russie n'est peut-être pas si différente de celle que vivent les analystes américains et la rupture finale de l'ordre de guerre froide pourrait, tout compte fait, être moins visible qu'on le croyait, n'étant alors pas encore advenue. À la lumière de la déroute et du manque de

⁶³⁰ Owen Harries, « The Day of the Fox », *Loc. Cit.*, p. 112.

⁶³¹ Leon V. Sigal, *Loc. Cit.*, p. 6; Edward C. Luck, *Loc. Cit.*, p. 142-143.

⁶³² Alberto R. Coll, *Loc. Cit.*, p. 54.

⁶³³ Colin L. Powell, *Loc. Cit.*, p. 35.

⁶³⁴ James Schlesinger, « Quest for a Post-Cold War Foreign Policy », *Loc. Cit.*, p. 27.

⁶³⁵ Owen Harries, « The Collapse of 'The West' », *Loc. Cit.*, p. 53; James Schlesinger, « Quest for a Post-Cold War Foreign Policy », *Loc. Cit.*, p. 17.

cohésion des idées émises à cette époque, on pourrait croire qu'elle se trouve peut-être dans la tête de ceux qui, aux États-Unis, tentent de s'en affranchir pour se redéfinir.

4.4 Conclusion

Après une phase où l'attention se portait vers un monde en transformation que l'on tentait de comprendre avec un certain optimisme, à partir de 1992 elle est plutôt redirigée vers l'intérieur et le ton des analyses devient plus introspectif. La concrétisation de la perte de l'adversaire le rend alors peu pertinent au questionnement sur la définition de la politique étrangère américaine qui est désormais soumise, dans l'opinion publique, à ses implications intérieures. La campagne électorale forçant aussi des prises de positions claires, le temps n'est généralement plus aux conceptualisations imaginatives et aux propositions larges, mais aux solutions concrètes qui n'attendent pas d'avoir d'assises conceptuelles pour se déployer. Ce sont donc les impératifs sociaux et politiques qui, plus que les événements extérieurs, encadrent ceux d'un milieu devant s'y adapter ainsi que la teneur des débats et la redéfinition des oppositions. La guerre froide étant rapidement réifiée comme époque du passé, les analystes repartent alors dans de nouvelles directions dans leurs propositions, par l'adaptation de leurs visions au nouveau climat mondial. Alors que *The National Interest* évacue les dimensions isolationnistes et unilatéralistes pour se confiner à un réalisme plus strict, les auteurs de *Foreign Policy*, encore plus que ceux de *Foreign Affairs*, récupèrent souvent un internationalisme, voire un interventionnisme, qui désormais peut se définir sur des bases multilatérales et dans l'idéal d'une démocratie promue pacifiquement.

Ces repositionnements de fortune ne se font toutefois pas sans raccourcis et sans perte de cohérence. Alors qu'auparavant, dans ce milieu d'analyse et d'influence, on pouvait d'un même trait aborder l'ordre du monde, le rôle des États-Unis et les moyens d'agir en conséquence pour en débattre dans un cadre établi, ces discours conceptuels, politiques et opérationnels ne semblent plus avoir la même concordance. En effet, la façon

d'appréhender la Russie ou la CEI, la conception de l'ordre mondial et la formulation de la politique étrangère américaine semblent désormais être des sujets moins imbriqués. En comparaison avec le temps de la guerre froide où discuter de la façon de contrer la puissance soviétique pour établir la démocratie et préserver la sécurité avait une même résonance pour la population, les analystes et les dirigeants, on semble percevoir à cette époque une distance et un manque de consensus entre ces différentes sphères. Le paradigme de guerre froide, après avoir perdu sa qualité de représentation adéquate de la réalité et avoir été déconstruit comme cadre d'analyse des relations internationales, reprend à cette époque, par manque d'alternatives, une part de sa fonction ontologique. Les objectifs et les moyens de déploiement de la politique étrangère américaine se développent alors en des variantes de ceux ayant cours durant l'affrontement bipolaire, plusieurs sont conscients de l'impasse et de la crise identitaire que vivent les Américains. Malgré cette prise de conscience, les experts publiant dans ces revues semblent abdiquer leurs recherches de sens et de cohérence au profit de réflexions sur des solutions concrètes que leur impose le rôle d'influence qu'ils veulent occuper dans le jeu politique de leur époque.

CONCLUSION

Current trends may or may not continue into the future. Past experience certainly suggests that they are unlikely to do so. The record of past predictions by social scientists is not a happy one.

- Samuel P. Huntington, « No Exit: The Errors of Endism », *The National Interest*, automne 1989.

It is fruitless to search for a politically correct concept of the national interest to justify American foreign policy. Debating in these categories is itself an intellectual hangover from the Cold War.

- William G. Hyland, « The Case for Pragmatism », *Foreign Affairs*, printemps 1992.

It is important to reconsider the emerging conventional wisdom before it truly becomes an article of faith on Cold War history and comes to distort the thinking of policymakers in America and elsewhere.

- Daniel Deudney et John Ikenberry, « Who Won the Cold War? », *Foreign Policy*, été 1992.

Moment charnière dans l'histoire politique récente du monde et changement tangible dans l'ordre des relations internationales, la fin de la guerre froide n'a toutefois pas été comprise de façon consensuelle et synchronique par ceux qui l'analysaient au présent dans les revues américaines traitant de politique étrangère. C'est en effet avec difficulté et parfois réticence que les analystes politiques en sont venus à réapprécier ce cadre interprétatif, ce paradigme englobant définissant à la fois la situation internationale, la façon de la réfléchir et la manière d'y répondre pour les Américains. Leurs conceptions de la rupture ont donc été graduelles et diversifiées avant de se cristalliser dans la trame historique plus définie et généralement acceptée aujourd'hui, qu'ils contribuèrent à construire. C'est à cette remise en question que ce mémoire s'est attardé à travers l'étude de l'évolution des idées diffusées dans le milieu de l'expertise politique aux États-Unis. En comprenant la dynamique de construction des discours émis dans trois des revues spécialisées les plus influentes et

représentatives de leur époque comme régie à la fois par la tradition intellectuelle modelant les présupposés des auteurs y publiant, par les événements venant les confronter et par la dynamique de ce champ recherchant l'influence, nous en sommes venus à conclure au développement d'une crise paradigmatique, non résolue à cette époque, quant à la façon de concevoir l'ordre mondial et de s'y inscrire, symptomatique d'un malaise global touchant aux fondements de l'identité américaine. La simplicité intelligible de la guerre froide, se définissant par une confrontation bipolaire avec un adversaire qu'il faut contenir, fut alors ébranlée par son inadéquation avec une réalité nouvelle et déconstruite dans sa capacité à organiser la compréhension du monde, mais, aucune vision ne réussissant à avoir sa cohérence et sa valeur opérationnelle, les propositions sur la politique étrangère américaine continuèrent à se déployer selon des prémices en étant inspirées. Ce processus n'étant toutefois pas lisse et notre analyse se définissant selon plusieurs paramètres, il nous semble important de revenir de façon synthétique sur les caractéristiques de son évolution suivant les périodes que nous avons définies.

Dans les suites du sommet de Reykjavik et malgré l'amélioration sensible des relations entre les dirigeants des superpuissances, les présupposés issus des écoles de pensée définies durant la guerre froide gardent généralement leur cohérence et dominent le déroulement de débats se définissant en oppositions stables. L'attention est dirigée en premier lieu vers une Union soviétique qui donne des indices d'anomalies en comparaison avec le rôle caractéristique qui lui était attribué dans le modèle de guerre froide. Les questions de la nature de l'ordre mondial et du rôle des États-Unis se posent alors en fonction de la perception de cet adversaire et les nouvelles idées évoquées, généralement timidement, restent imprégnées de la prédominance de la dynamique bipolaire. C'est aussi surtout par spéculation que l'on envisage les intentions de Moscou, qui restent mystérieuses, et les solutions proposées, basées sur la gestion de l'adversaire, concordent avec les interprétations que l'on retrouve dans l'historiographie établie. Les questionnements se développent alors surtout sur le potentiel de description de la réalité du concept de guerre froide, se déroulant généralement à l'intérieur du cadre analytique qu'il prescrit, la question

de sa pertinence étant peu abordée. Cette phase discursive semble ainsi se construire autour de l'interprétation d'anomalies pouvant toujours être intégrées au paradigme, résistant ou s'adaptant aux faits, et les articles qui en réfutent la valeur fondamentale, malgré le bruit qu'ils font quelquefois, sont vivement contestés.

La deuxième période étudiée, s'ouvrant sur les révolutions d'Europe de l'Est et voyant une coalition sanctionnée par l'ONU envahir l'Irak tandis que la situation soviétique dégénère, permet la diffusion d'idées plus variées et d'hypothèses plus affirmées. Le déroulement incessant des événements mène alors à l'essor d'oppositions plus éclatées, se libérant partiellement des contraintes des écoles de pensées de guerre froide, où les revues perdent aussi une part d'homogénéité dans les positions des auteurs qu'elles publient. Malgré la meilleure compréhension d'un adversaire qui n'en est plus un pour tous, le recul perçu de sa position géopolitique en amenuise l'importance dans les débats et c'est l'ordre du monde et son potentiel de changement qui constituent le point de mire des discussions. C'est alors à travers le prisme de ces appréciations globales que l'on évalue l'Union soviétique et son évolution, ainsi que les redéfinitions envisagées de la politique étrangère américaine dans un monde désormais plus souvent vu comme multipolaire. On accepte plus facilement l'idée d'une réalité transformée, mais toujours mal comprise, vue de façon optimiste de par les possibilités qu'elle offre, ou avec l'inquiétude issue de l'instabilité ambiante et de la situation des États-Unis, souvent perçus comme en déclin relatif. Durant cette seconde phase, la dimension descriptive du paradigme de guerre froide disparaît alors pour une majorité d'observateurs, les anomalies s'étant faites plus concrètes, et sa cohérence ontologique est aussi remise en cause par des interprétations plus créatives, alors qu'émergent de nouveaux cadres conceptuels et de nouvelles grammaires pour évaluer les relations internationales. Cette période voit aussi apparaître des questionnements sur les idéaux qui devraient sous-tendre l'action américaine dans le monde, s'élaborant en partie sur ceux en vogue durant la guerre froide qui ne peuvent plus se concilier par les mêmes compromis. La promotion de la démocratie, la recherche de stabilité et l'intérêt national sont alors incorporés dans différents modèles visant à gérer la transformation du monde.

Le démembrement de l'Union soviétique, ouvrant la troisième période de notre étude, concrétise alors la fin du contexte de bipolarité qui caractérisait la guerre froide alors que débute une année électorale qui pousse à des prises de position plus définies en politique étrangère, malgré le désintérêt populaire pour celle-ci. Le regard des analystes sur les relations internationales se définit alors plutôt selon les contraintes du climat politique intérieur, s'adaptant aux demandes du public et du politique. Les remises en question introspectives remplacent les interprétations globales, mais sont doublées d'un besoin de redéfinition d'une politique étrangère demandant des solutions fonctionnelles et applicables au présent. La Russie remplaçant l'URSS dans un espace postsoviétique instable devient alors, malgré ses réformes pour l'établissement d'une économie de marché, un objet d'intérêt normalisé et distant, rarement vu comme moteur de redéfinition pour les États-Unis. La guerre froide, envisagée au passé par tous, est aussi cristallisée dans les analyses comme période historique révolue, alors que les reconceptualisations plus fondamentales qui apparaissent sont toujours empreintes de l'héritage impensé d'une vision profondément implantée dans la tête des Américains. Ainsi, si la mise au rencart du paradigme de guerre froide dans toutes ses dimensions semble complétée, alors que les liens entre ses objets d'adhésion se disloquent, les solutions proposées pour la direction de la politique étrangère américaine empruntent paradoxalement au cadre ontologique, aux idéaux et aux pratiques en cours durant celle-ci. Les oppositions se redéfinissent alors sur les dimensions pratiques d'interaction avec le monde et plusieurs perçoivent une dissonance entre des idéaux inatteignables et contradictoires et des moyens étendant au monde les solutions d'un passé bipolaire ou s'articulant selon des balises restrictives hésitantes, sans cadre solide pour les soutenir. Ainsi, malgré l'illusion de construction d'une nouvelle *doxa*, on voit s'établir les bases d'une crise identitaire qui marquera pour longtemps la définition de la politique étrangère américaine, toujours empreinte des modes d'analyse et des moyens d'interaction pensés pour une réalité qui n'existe plus.

Cette brève synthèse, exposant le parcours des analystes américains vers l'abandon du canevas sur lequel ils jouaient depuis des décennies, démontre, comme notre hypothèse

l'annonçait, la crise paradigmatique que vit alors le milieu de l'expertise politique américaine. Il nous importe toutefois de revenir sur des préoccupations corollaires à ce constat en mettant en lumière certaines dimensions de notre analyse qui en étendent la signification et l'importance. En premier lieu, c'est la relation de ces écrits avec la tradition intellectuelle définie par l'historiographie leur étant antérieure que nous aborderons, celle-ci nous semblant être un important moteur de définition des discussions. La guerre froide ayant fait l'objet de nombreux ouvrages d'historiens, de débats féconds et de conceptualisations bien définies durant son déroulement, les auteurs publiant dans nos revues ont alors des bases solides pour assoir leur évaluation des événements. Les écoles de pensée construites durant la guerre froide teintent en effet de façon claire les intérêts et les tendances des premières analyses, ralentissant souvent la perception de l'importance du changement, pour ensuite perdre de leur influence sur la définition spécifique des positions. S'étant elle aussi construites au gré des événements, des tendances politiques de leur époque et des changements dans le climat interne des États-Unis, la littérature universitaire partage avec celle issue des *think tanks* une dimension politique intrinsèque qui, bien qu'à un degré différent, s'imbrique dans leurs questionnements, leurs modes d'analyse et leurs conclusions. Ces façons de réfléchir le monde à travers la guerre froide se sont donc ancrées dans les pensées au-delà du compte-rendu événementiel et la prégnance plus profonde de ces visions se fait sentir jusqu'à la fin de notre étude, malgré la redéfinition des oppositions. En effet, les conceptions orthodoxes, révisionnistes ou réalistes de la guerre froide impliquent toutes une vision de soi des Américains - de leur position, de leurs idéaux et de leur rôle - qui dépasse le cadre d'application de l'affrontement bipolaire et qui participe aux nouvelles idées qui se développent sur la façon de voir le monde et d'y interagir après la chute de l'Union soviétique⁶³⁶. C'est donc en partie dans la continuité que nos auteurs

⁶³⁶ David Foglesong évoque en ce sens la continuité dans les visions américaines de la Russie et l'URSS, avant et au-delà de la guerre froide. David S. Foglesong, *The American Mission and the "Evil Empire": The Crusade for a "Free Russia" since 1881*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, 352 p.; Pour une autre réflexion sur la façon dont s'imbrique la culture américaine dans l'idée de guerre froide, voir Naoko Shibusawa, « Ideology, Culture, and the Cold War », dans Richard H. Immerman et Petra Goedde (dir.), *The Oxford Handbook of the Cold War*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 32-49.

et éditeurs s'inscrivent dans le cadre issu de cette historiographie, à travers la poursuite des tendances s'y étant développées, la remise en question et la récupération de leurs idées. Parallèlement toutefois, en déclarant la fin de la guerre froide, les analystes de nos revues contribuent à réifier une périodisation, qu'ils définissent comme un absolu plus que comme un outil, et à renforcer le caractère explicatif intrinsèque de la dynamique bipolaire. Ils participent ainsi à la construction d'un métarécit, se voulant unificateur, axé sur une rupture unique et approché d'un point de vue américanocentriste, qui aura ses équivalents dans la littérature universitaire⁶³⁷. Cela laisse peu de place à des perspectives « décentrées »⁶³⁸ ou à des trames narratives différentes et moins lisses, qui devront attendre pour être explorées ou provenir d'ailleurs⁶³⁹. Ainsi, malgré les différences intrinsèques de leurs conditions de production, de leurs objectifs et de leurs régimes de vérité, ces deux types de littérature sont imbriqués dans un jeu d'influence mutuelle et participent tous deux à la construction des façons de penser le monde aux États-Unis⁶⁴⁰.

Autres vecteurs importants définissant la dynamique des discours tenus dans nos revues et différenciant ces articles de la littérature plus académique, le milieu particulier duquel ils émanent et sa position dans le paysage politique américain en viennent à peser sur leur contenu et leur teneur. Fondées à des moments-clés de l'histoire américaine dans un but explicite de pousser des idées sous-représentées, ces revues sont des entreprises

⁶³⁷ À titre d'exemple : John Lewis Gaddis, *We Now Know : Rethinking Cold War History*, Oxford, Oxford University Press, 1997, 425 p.

⁶³⁸ On peut penser ici à la perspective asiatique de Christopher Goscha ou à l'approche globale d'Odd Arne Westad. Christopher Goscha « La géopolitique vietnamienne vue de l'Eurasie : quelles leçons de la troisième guerre d'Indochine pour aujourd'hui ? », *Hérodote*, vol. 2, n° 157, 2015, p. 23-38; Odd Arne Westad, *La guerre froide globale : Le tiers-monde, les États-Unis et l'URSS (1945-1991)*, trad. de l'anglais par Christian Jeanmougin, Paris, Payot et Rivages, 2007 (2005), 492 p.

⁶³⁹ On pense à Stephen Kotkin qui relativise la rupture de 1991 dans l'histoire soviétique ou à André Fontaine qui fait un récit plus graduel des événements des années 1979-1995. Stephen Kotkin, *Armageddon Averted: The Soviet Collapse, 1970-2000*, New York, Oxford University Press, 2001, 245 p.; André Fontaine, *Après eux, le déluge. De Kaboul à Sarajevo, 1979-1995*, Paris, Arthème Fayard, 1995, 658 p.

⁶⁴⁰ Dans son ouvrage sur les différentes visions de la guerre froide se développant entre 1985 et 1995, Pierre Grosser cite de façon significative autant des productions scientifiques que des articles issus de revues spécialisées. Pierre Grosser, *Les temps de la guerre froide. Réflexions sur l'histoire de la guerre froide et sur les causes de sa fin*, Bruxelles, Éditions Complexe, coll. « Questions au XXe siècle », 1995, p. 263-296.

foncièrement politiques⁶⁴¹. Si les analyses qu'elles publient sont généralement assez bien informées et peuvent apporter des réflexions soutenues, elles ont implicitement l'objectif premier de mettre de l'avant des visions spécifiques du monde ou à tout le moins de définir la mise à l'agenda d'enjeux et les balises des débats⁶⁴². Les conditions de production et d'apparition de ces articles ne sont toutefois pas unidimensionnelles. En effet, ils sont le produit à la fois des idées des auteurs, dont on peut voir les lignes directrices évoluer à travers leurs différents écrits, du spectre de discours permis et recherché par les éditeurs, ainsi que de la négociation implicite menant à leur parution. Cette quête d'influence s'actualise aussi à travers un rythme de parution plus rapide que la littérature scientifique, qui demande plus de recherche et de vérification, pour analyser des événements sur lesquels on veut avoir un poids dans le présent et ainsi répondre aux demandes du politique. Une compétition s'établit ainsi entre ces publications pour amener des idées originales et attirant l'attention, pour saisir ou déterminer les enjeux et questionnements qui comptent, par la création de débats dont ils se font les promoteurs. Toutefois, par les réponses souvent implicites qu'elles fournissent aux articles de leurs concurrentes, il se développe aussi une certaine collaboration dans la définition de la trame narrative collective qui en émane, qui prend un caractère autoréférentiel et plutôt fermée sur elle-même. Le type d'article diffusé participe aussi à cette logique, étant des essais laissant plus de liberté que des articles scientifiques, permettant plus d'opinions et favorisant la prospective et la prescription. Aussi, la diversité des profils des auteurs publiés permet de ratisser assez large dans le public visé, de multiplier les sources de légitimation pour solidifier un régime de vérité hybride, en venant à acquérir son identité propre et solidifiant sa place dans un interdiscours

⁶⁴¹ Voir à titre d'exemple les tractations et aléas menant à la fondation du CFR et de la revue *Foreign Affairs*. Robert D. Schulzinger, *The Wise Men of Foreign Affairs: The History the Council on Foreign Relations*, New York, Columbia University Press, 1984, p. 1-30.

⁶⁴² Les articles fondateurs des revues sont éclairants sur ces objectifs, laissant aussi paraître le registre de discours qui sera tenu dans les revues. A.C.C., « Editorial Statement », *Foreign Affairs*, vol. 1, n° 1 (septembre 1922), p. 1-2.; Samuel P. Huntington et Warren Demian Manshel, « Why Foreign Policy? », *Foreign Policy*, n° 1 (hiver 1970), p. 3-5.; Non signé, « A Note on "The National Interest" », *The National Interest*, n° 1 (automne 1985), p. 3-5.

global⁶⁴³. C'est ainsi à travers ce contexte spécifique et cette ambiguïté entre les dimensions analytique et politique, issue de ces conditions de production, que nous avons voulu analyser ces textes pour en définir la valeur, l'importance et le sens.

Ces articles peuvent en effet être évalués suivant différents critères, selon que l'on en cherche la valeur interprétative intrinsèque, la capacité d'influence sur les idées en général, sur les travaux et conceptualisations des historiens leur succédant ou sur les décisions politiques. Analysant les situations au présent sans recherches approfondies, sans accès aux sources qui aideront plus tard les historiens à mieux comprendre la réalité ni la perspective que peut donner le temps, ces articles sont surtout basés sur les connaissances préalables et les visions politiques des auteurs. Le corpus des articles publiés à cette époque manque aussi d'homogénéité en termes de qualité analytique et de registre de discours, les revues alternant entre des ballons d'essai théoriques peu appuyés sur des faits et des analyses soutenant des prescriptions spécifiques et situées dans les inquiétudes du présent, voire politiquement dirigées. Ces articles ont donc rarement la profondeur, la rigueur et la cohérence des études scientifiques, sont rapidement dépassés par les événements et la pertinence de leurs conclusions est souvent éphémère. Toutefois, ils permettent la circulation et la mise en contact d'idées qui autrement seraient peut-être restées dans une sphère universitaire plus hermétique ou dans le cercle plus fermé du politique⁶⁴⁴. Cette littérature, malgré ses tendances, contribue ainsi à nourrir les discussions sur la politique étrangère dans l'espace public, dans un ton et un format se situant quelque part entre celui d'une pièce journalistique et celui d'une revue scientifique, offrant à la fois des clés de compréhension et des suggestions d'analyse. Il est aussi surprenant de constater la

⁶⁴³ C'est aussi de cette façon que Thomas Medvetz comprend la dynamique complexe de ce milieu de l'expertise, qu'il voit se cristalliser comme un champ de pouvoir spécifique dans le jeu politique américain, obéissant à sa logique propre, se développant dans une dynamique alliant convergence et compétition et adoptant un registre de discours adapté. Thomas Medvetz, *Think Tanks in America*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 2012, p. 1-22, 84-129.

⁶⁴⁴ L'index des auteurs et éditeurs de l'Annexe A expose à la fois la convergence des auteurs par leurs affiliations communes ou leurs histoires se croisant, la porosité des sphères scientifique, politique et de l'expertise, et la diversité des parcours des auteurs publiant à la même adresse.

similarité des pistes d'analyses qu'elles produisent quant à l'interprétation de la rupture de la fin de la guerre froide et celles développées de façon plus ample par les historiens subséquents⁶⁴⁵. Cet état de fait peut probablement s'expliquer par la porosité des milieux de l'expertise et de la recherche, plusieurs auteurs frayant à la fois dans l'un et dans l'autre, mais aussi par la diffusion d'hypothèses que d'autres ont eu le désir d'approfondir⁶⁴⁶. Cette littérature, outre quelques exceptions notables, pousse toutefois rarement la réflexion jusqu'au questionnement de la pertinence du concept de guerre froide, de sa signification comme période dans une histoire plus globale, de sa construction comme phénomène discursif ou de son ancrage dans la culture américaine, se contentant éventuellement de la classer comme objet du passé pour s'attarder aux enjeux du présent et aux intérêts de la sphère politique. Aussi, si le but de ce mémoire n'était pas de juger de l'influence directe de ces experts sur les décisions des dirigeants, les indécisions et incohérences de la politique étrangère américaine des années qui suivirent, semblant souvent piger dans les solutions diffusées dans ces revues, témoignent d'une crise qui dépasse le milieu de l'expertise et laissent croire à une connivence de pensée, sinon à une proximité de ces sphères⁶⁴⁷. Ainsi, comme dans la relation de ce milieu de l'expertise avec celui de la recherche, l'influence semble aller dans les deux sens et ces revues peuvent autant être vues comme créatrices des ponts entre les sphères de la société ou catalyseurs de débats et de réflexions, que comme actrices dans une guerre d'idées souvent idéologiquement fondées.

⁶⁴⁵ On peut ici penser aux visions triomphalistes donnant crédit à la dureté de Reagan, aux présomptions de luttes internes en URSS, à la contagion des révolutions d'Europe de l'Est en URSS ou aux conséquences néfastes de l'indifférence américaine face à la Russie. Ces thématiques, abordées dans les articles de ces revues, seront ensuite plus amplement explorées par les historiens. Voir *Supra* p. 10-16.

⁶⁴⁶ À titre d'exemple, John Lewis Gaddis et Jack Matlock ont, avant ou après leurs articles dans ces revues, produit des ouvrages historiques traitant des mêmes enjeux. Les cas sont encore plus nombreux dans les sciences politiques où un article peut être la prémisse d'un ouvrage futur ou « publiciser » un opus déjà paru.

⁶⁴⁷ On peut ici citer la tendance internationaliste libérale de Bill Clinton ou l'interventionnisme à base néoconservatrice de Georges W. Bush qui ont été promus dans plusieurs articles avant de devenir les lignes directrices de ces administrations.

Cette littérature nous en apprend aussi probablement plus sur le climat intellectuel et politique de cette époque de fin de guerre froide dans ce milieu de spécialistes et sur l'évolution des idées aux États-Unis que sur le concept de guerre froide en soi. Ainsi à travers l'évolution d'analystes d'abord réticents à remettre en question un modèle fortement implanté dans leurs croyances, se lançant ensuite dans des reconceptualisations plus assumées pour revenir ensuite à des considérations plus pragmatiques, on peut statuer d'un triomphe des dimensions politique et opérationnelle de ces écrits sur leurs prétentions analytique et novatrice⁶⁴⁸. Ce choix nous semble aussi faire partie du processus de définition et de cristallisation de l'espace qu'occupent ces revues, et les *think tanks* en général, dans le jeu politique américain où le savoir et l'influence s'imbriquent de façon plus concrète. Si l'évolution des discours dans ce milieu se fait en lien avec la nécessité perçue d'adaptation pour préserver une place de choix dans la construction d'un savoir applicable au politique, elle sous-tend aussi l'impasse dans laquelle se trouve la sphère politique américaine dans sa relation avec une société dont les préoccupations et idéaux n'ont plus les assises stables d'une guerre froide qui maintenait un consensus, bien que relatif, dans la définition du cadre dans lequel inscrire la politique étrangère. La dynamique des débats dans ces revues nous semble donc révélatrice de la crise politique et identitaire que vivent les Américains suite à la perte d'une cause commune, mais aussi du rôle qu'elles jouent pour tenter de redéfinir les possibilités d'une politique étrangère attirant l'adhésion. Ces revues, leurs auteurs et éditeurs sont donc pour nous, à travers les articles qu'ils publient, à la fois témoins et acteurs du questionnement et du réaménagement idéologique et politique de leur époque, qu'ils tentent de saisir et sur lequel ils tentent d'apposer leur marque.

⁶⁴⁸ David M. Ricci expose en ce sens l'évolution de la sphère des *think tanks* à cette époque, devant développer un savoir plus opérationnel et adapté aux demandes du politique, concernant notamment la dimension grandissante de l'État et l'explosion de la sphère médiatique rendant la « vérité » plus diffuse. David M. Ricci, *The Transformation of American Politics: The New Washington and the Rise of Think Tanks*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1993, p. 29-47.

Cette conclusion aux différentes facettes s'inscrit dans la logique de notre approche s'attardant d'abord aux textes, donc au résultat du processus complexe et souvent opaque menant à leur publication, n'abordant qu'en toile de fond leurs auteurs et les directions des revues. C'est ainsi la recherche d'une tendance globale que nous avons privilégiée pour comprendre la dynamique idéelle de cette époque, plus que la spécificité des oppositions entre acteurs. Ce choix d'éclairage comporte ses richesses, mais aussi des limites notables et d'autres tangentes auraient pu être exploitées. On aurait en effet pu s'attarder plus amplement aux dynamiques internes des revues, aux parcours des auteurs à travers leurs écrits antérieurs et leur influence dans les autres sphères qu'ils fréquentent, ou encore aux liens et jeux de coulisses dans le rapport entre cette sphère de l'expertise et le domaine politique. Nous sommes aussi conscients que le choix des paramètres de notre étude donne une dimension personnelle et partielle à nos conclusions. Par exemple, les idées émises dans les revues choisies ne représentent qu'une fraction de celles circulant dans le milieu de l'expertise aux États-Unis à cette époque et il aurait été riche d'évaluer d'autres types de sources, qu'elles soient journalistiques, politiques, scientifiques, culturelles, voire artistiques. Le cadre temporel aurait aussi pu être élargi ou se diviser en des périodes différentes et mener à des réflexions et conclusions tout aussi pertinentes et intéressantes. Aussi, le choix de prendre l'historiographie universitaire comme objet de comparaison pour nos sources émane probablement de notre prédisposition à faire confiance à ce régime de vérité plus normé et étoffé dans lequel nous gravitons, alors qu'une étude longitudinale de la littérature émanant des *think tanks* ou des comparaisons avec l'opinion publique aurait pu faire ressortir d'autres dynamiques. De plus, s'il est difficile de déterminer la place exacte que prennent ces articles dans l'interdiscours global de l'époque, leur proximité et leur concordance avec les sphères politique et universitaire semblent plaider pour leur importance. Nous croyons donc que notre étude, dans son approche idéelle, apporte une texture originale à la compréhension de la fin de la guerre froide par le portrait, bien qu'impressionniste et partiel, qu'elle trace de la dynamique d'un milieu peu souvent traité

de cette façon. Elle constitue aussi selon nous une porte d'entrée intéressante pour approcher l'histoire plus large des idées aux États-Unis.

Une dernière remarque s'impose quant à notre démarche construite de façon personnelle par l'usage d'approches nous semblant pertinentes, mais étant rarement utilisées conjointement. L'usage du terme paradigme, inspiré de la théorie de Thomas Kuhn, nécessite en ce sens d'être abordé, voire défendu, vu sa conception prévue pour l'analyse de l'évolution de sciences plus dures et non pour celle de discours. Il importe ici de répéter qu'il s'agit d'une inspiration théorique et non d'une application stricte⁶⁴⁹. En effet, les scientifiques qui observent des phénomènes naturels et ceux qui se penchent sur des actions humaines, voire des discours ou des impressions, ne peuvent espérer trouver la même régularité, la même solidité observatoire, et leurs interprétations se font de façons bien différentes. Aussi, contrairement aux paradigmes opposés des sciences naturelles, les idées émises par nos auteurs, malgré leurs oppositions et leurs remises en question de ce que nous décrivons comme le paradigme de guerre froide, ne bloquent pas totalement les discussions avec les tenants d'autres visions. L'*incommensurabilité*⁶⁵⁰ énoncée par Kuhn doit donc ici être envisagée de façon relative, aussi au sens où les visions des relations internationales diffusées dans ces revues ne sont pas toujours les matrices définissant la politique étrangère américaine, malgré leurs ambitions, et celle-ci peut continuer à se déployer malgré une crise d'interprétation, comme nous l'avons d'ailleurs démontré. C'est donc de façon large que nous utilisons les écrits de Kuhn, qui nous semblent donner une perspective intéressante à l'analyse d'idées, prises dans leur contexte professionnel et

⁶⁴⁹ Si Kuhn était lui-même sceptique à la possibilité d'application de sa théorie aux sciences humaines, les historiens l'ont souvent adaptée, utilisant notamment le terme « paradigme » comme synonyme de « vision du monde » ou de « grille de lecture ». Olivier Lévy-Dumoulin, « Paradigme », dans Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt (dir.), *Historiographie. Concepts et débats*, Paris, Éditions Gallimard, 2010, p. 816-819.

⁶⁵⁰ Kuhn parle de l'incommensurabilité comme du statut de deux paradigmes appliqués à une même science dont la comparaison est impossible, étant incompatibles en raison de différences fondamentales dans leurs structures et dans les schèmes de pensée qu'ils impliquent. Thomas S. Kuhn, *La structure des révolutions scientifiques*, *Op. cit.*, p. 115-117, 157-160.

civilisationnel, qui peuvent s'opposer sur des bases qui dépassent l'interprétation des événements et se développer en consensus ou en oppositions au sein d'une communauté⁶⁵¹.

Si le paradigme de guerre froide est démenti à la fin de notre étude, il n'est pas effacé des mémoires comme dans la théorie de Kuhn. Au contraire, il prend d'autres formes et applications, devenant, par la force des discours émanant de plusieurs sphères du savoir, une période caractérisant le passé et un concept permettant de l'appréhender. Aussi, il reste présent, bien que de façon détournée, dans les solutions envisagées par la suite pour réagir aux dangers appréhendés et gérer les relations des États-Unis avec un monde dont la forme semble difficile à définir. D'ailleurs, après les incongruités et errements de la politique étrangère américaine des années 1990, un autre événement changeant les perspectives des relations internationales ramènera, autrement, une partie de la grammaire conceptuelle et ontologique de la guerre froide dans la conception d'une nouvelle cause sacrée remplaçant l'anticommunisme. L'essor du concept de « guerre au terrorisme », suite aux attentats du 11 septembre 2001, rappelle en effet la clarté manichéenne et mobilisatrice de la guerre froide, définissant l'ennemi, la dynamique d'opposition et donnant des indices précis sur la façon d'y réagir. Cette nouvelle définition d'une mission peut ainsi être comprise comme une porte de sortie à l'incohérence des idéaux et objectifs d'une politique étrangère en perte, l'adaptation du paradigme de guerre froide à de nouvelles circonstances⁶⁵² ou la continuité de la mise en récit de l'exceptionnalisme américain, retirant à la guerre froide sa singularité. Aussi, depuis l'intervention de Moscou en Géorgie en 2008 et surtout depuis les troubles secouant l'Ukraine, menant au rattachement de la Crimée à la Russie en 2014, plusieurs en sont venus à parler d'une nouvelle guerre froide⁶⁵³. C'est alors dans une

⁶⁵¹ Pour une utilisation semblable du terme « paradigme » appliqué à la guerre froide, voir André Fontaine, « Les paradigmes artificiels. », *Revue internationale et stratégique*, vol. 1, n° 41, 2001, p. 55-62.

⁶⁵² Abdelwahab El-Affendi considère le rapport de la *9/11 Commission* comme un texte arrivant à faire de la « guerre au terrorisme » une cause aussi crédible et simple que la guerre froide en réactivant l'idée d'une opposition idéologique comme au temps de l'anticommunisme et parlant d'une « réparation de paradigme ». Abdelwahab A. El-Affendi, « The war of ideas as therapy: reflections on a eureka moment in the "war on terror" », dans *Debating the war of ideas*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2009, p. 175-193.

⁶⁵³ Voir notamment Robert Legvold, *Return to Cold War*, Malden, Cambridge Polity, 2016, 208 p.

dimension plus spécifique, que l'on aurait pu croire obsolète, que le concept de guerre froide réapparaît, à travers les stigmates de la perception américaine de la Russie ou par une compréhension de la situation basée sur le modèle d'un affrontement conceptualisé durant la période d'après-guerre. La guerre froide semble ainsi garder sa prégnance dans l'imaginaire collectif américain, survivant à la période qu'elle décrivait comme elle s'était émancipée des références factuelles l'ayant mise au monde. Aussi, encore aujourd'hui, ses héritages impensés, son influence sur la direction de la politique étrangère des États-Unis et sur la vision que les Américains ont du monde et d'eux-mêmes restent à investiguer.

ANNEXE A

INDEX DES AUTEURS ET ÉDITEURS

Nous avons réuni ici des notes biographiques des auteurs dont les articles ont été discutés dans notre démonstration pour pouvoir mettre en perspective leurs écrits et donner une texture supplémentaire à notre analyse. Les informations contenues dans ces notes émanent des sites internet personnels des auteurs, de ceux des institutions auxquelles ils sont affiliés et des avis de décès et autres articles de journaux traitant de leurs carrières. Elles s'attardent généralement sur leurs formations, les postes qu'ils ont occupés, leurs réalisations et leurs histoires personnelles lorsqu'elles sont pertinentes. Elles sont à géométrie variable, cela en fonction de la disponibilité des informations les concernant et de l'ampleur de leur implication dans les domaines politique et scientifique. À des fins de concision et de représentativité, seuls les auteurs cités dans le corps du texte de notre étude ont été traités.

Hannes Adomeit (né en 1942) : Politologue allemand spécialiste de l'Union soviétique, puis de son effondrement et de la réunification allemande. Il enseigne dans plusieurs universités européennes et nord-américaines de 1989 à 1997, entre deux séjours à l'Institut allemand pour la politique et la sécurité internationales, *think tank* allemand très influent sur les questions de politique étrangère.

Graham T. Allison Jr. (né en 1940) : Politologue américain spécialiste de l'analyse bureaucratique et de la sécurité, notamment en termes nucléaires. Il enseigne à l'Université Harvard à partir de 1968 où il dirige la *John F. Kennedy School of Government*, de 1977 à 1989. Membre du CFR, il travaille aussi au sein de plusieurs autres *think tanks* tels la *RAND Corporation*, la *Brookings Institution* et la Commission trilatérale durant les années 1970 et 1980. Il est aussi engagé sporadiquement comme consultant pour le département de la Défense entre 1985 et 1993.

Doug Bandow (né en 1954) : Commentateur politique américain diplômé de droit, il travaille pour la campagne électorale de Ronald Reagan en 1980, devenant ensuite aide à la Maison-Blanche puis conseiller spécial du président. Il est aussi, de 1982 à 1984, éditeur

de la revue *Inquiry*, publiée à l'époque par la *Libertarian Review Foundation* et devient, à l'époque de notre étude, *Senior Fellow* au *CATO Institute*. Opposant farouche à l'interventionnisme et à l'expansion de l'OTAN, il est l'auteur de plusieurs ouvrages et publie à partir de cette époque dans plusieurs revues d'analyse politique et journaux grand public.

Robert L. Bartley (1937-2003) : Journaliste américain, il entre au *Wall Street Journal* en 1962, devient éditorialiste en 1964 et éditeur en 1979. Il est aussi, en 1983, vice-président de la *Dow Jones & Company* qui est propriétaire du journal, qu'il dirige jusqu'en 2002. Conservateur en termes sociaux et partisan d'une plus grande ouverture des marchés, il est souvent décrit comme l'un des journalistes les plus influents de son temps.

Coral Bell (1923-2012) : Politologue australienne spécialisée en gestion de crise et en diplomatie, elle travaille dans les années 1950 au *Royal Institute of International Affairs* (Chatham House), équivalent britannique du CFR. Elle enseigne dans plusieurs universités australiennes, américaines et britanniques, notamment au *London School of Economics*, de 1965 à 1972. Tenante de l'école réaliste des relations internationales, elle publie plusieurs ouvrages, dont *Negotiation from Strength: A Study in the Politics of Power*, en 1962. À l'époque de notre étude, elle enseigne à l'Université de Canberra et est *Visiting Fellow* au *Strategic and Defence Studies Centre* de l'Université nationale d'Australie.

C. Fred Bergsten (né en 1941) : Économiste américain, il est *Senior Fellow* au CFR avant de devenir assistant d'Henry Kissinger aux affaires économiques internationales au sein du Conseil de sécurité nationale de 1969 à 1971. Travaillant à la *Brookings Institution* de 1972 à 1976, il est ensuite nommé secrétaire adjoint aux affaires internationales du département du Trésor de 1977 à 1981. Auteur prolifique et membre du CFR, il intègre brièvement le CEIP avant de fonder son propre *think tank*, le *Peterson Institute for International Economics*, qu'il dirige toujours à l'époque de notre étude, en plus de siéger au conseil éditorial de *Foreign Policy*.

Seweryn Bialer (né en 1926) : Politologue américain d'origine polonaise, il participe à la résistance antifasciste durant la Seconde Guerre mondiale. Rescapé d'Auschwitz, il intègre la police d'État et le Comité central du Parti communiste polonais avant de faire défection pour poursuivre sa carrière académique aux États-Unis en 1956. Il devient spécialiste des partis communistes, publiant plusieurs ouvrages sur les dirigeants soviétiques des années 1980 et sur les relations américano-soviétiques. Il enseigne à l'Université Columbia à partir de 1966 et, de 1977 à 1992, il y dirige le *Research Institute on International Change*. Il siège, à l'époque de notre étude au conseil éditorial de *Foreign Policy*.

Robert Blackwill (né en 1939) : Diplomate américain, il entre au département d'État en 1968, servant au Kenya, en Israël et au Royaume-Uni dans les années 1970. Entre deux épisodes où il est vice-doyen de la *John F. Kennedy School of Government* de l'Université Harvard, il est nommé par Ronald Reagan, en 1985, négociateur en chef des discussions avec les membres du pacte de Varsovie sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces se tenant à Vienne. Membre du CFR et de l'*International Institute for Strategic Studies*, *think tank* londonien, George H.W. Bush le nomme en 1989 directeur des affaires européennes et soviétiques du Conseil de sécurité nationale.

Allan Bloom (1930-1992) : Philosophe américain, défenseur de l'étude des grands auteurs et critique de l'éducation libérale américaine, il enseigne dans plusieurs universités américaines et européennes, notamment à l'Université de Chicago. Difficile à catégoriser, mais souvent décrit comme conservateur, il a suivi les cours d'Alexandre Kojève lors de ses études à l'École Normale Supérieure à Paris dans les années 1950 et enseigne à Francis Fukuyama à l'Université Cornell dans les années 1970.

Artyom Borovik (1960-2000) : Journaliste russe né dans l'élite moscovite, il étudie à New York de 1966 à 1972. Il est diplômé, en 1984, de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO), université liée au ministère des Affaires étrangères et formant les futurs diplomates. À l'époque de la *glasnost*, il écrit dans la revue *Ogonyok*, y dénonçant la guerre en Afghanistan et traitant abondamment de l'Ouest, puis fonde le journal d'enquête *Sovershenno Sekretno* en 1991, s'attaquant à la corruption et faisant la lumière sur les faces cachées de l'histoire soviétique. Continuant son travail durant les années Eltsine, il en vient à se bâtir un empire médiatique diffusant l'émission de télévision *Versia*, et collabore à l'émission américaine *60 minutes* du réseau CBS. Il meurt dans un accident d'avion en 2000, peu avant l'élection de Vladimir Poutine.

George W. Breslauer (né en 1946) : Politologue américain spécialiste de la politique soviétique et russe ainsi que des relations internationales. Enseignant à l'Université de Californie à Berkeley depuis 1971, il s'implique dans plusieurs projets de recherche universitaire traitant de l'Europe de l'Est et des études slaves, et est membre de plusieurs *think tanks* étudiant la politique étrangère, notamment le CFR. Ayant à ce jour publié une douzaine d'ouvrages sur la politique russe, il est, depuis 1992, l'éditeur de la revue scientifique *Post-Soviet Affairs*.

Archie Brown (né en 1938) : Historien et politologue britannique (écossais), il est un spécialiste de l'Union soviétique, de la guerre froide et de sa fin, s'intéressant plus spécifiquement à l'importance des idées et des institutions dans le changement. Il enseigne dans plusieurs universités américaines et britanniques, notamment à Oxford de 1989 à 2005. Il publie de nombreux ouvrages sur le leadership soviétique, notamment sur Gorbatchev, et sur la *perestroïka*.

Zbigniew Brzezinski (1928-2017) : Politologue américain d'origine polonaise dont la famille émigre au Canada avant la Seconde Guerre mondiale, il enseigne à l'Université Columbia de 1960 à 1989, et contribue à élaborer le concept de totalitarisme dans un ouvrage écrit en collaboration avec Carl J. Friedrich en 1956 : *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*. Commentateur écouté de la politique étrangère américaine et impliqué politiquement depuis la campagne de 1960 avec J.F. Kennedy, il devient le conseiller à la sécurité nationale de Jimmy Carter de 1977 à 1981, remplaçant la politique de détente des années Nixon-Kissinger par un réalisme utilisant les droits de l'homme comme moyen de pression. Membre du CFR, il est, avec David Rockefeller et Henry Kissinger, à l'origine de la fondation de la Commission trilatérale, *think tank* international visant à orchestrer la mondialisation économique. Mobilisé sporadiquement par plusieurs administrations présidentielles américaines, il travaille à l'époque de notre étude pour le *Center for Strategic and International Studies* (CSIS).

Patrick J. Buchanan (né en 1938) : Journaliste de formation, commentateur politique et homme politique américain, il travaille pour Richard Nixon, de la campagne de 1968 à sa démission, et devient, sous Reagan, directeur des communications de la Maison-Blanche de 1985 à 1987. Commentateur politique à la télévision et dans plusieurs revues et journaux conservateurs entre ses affectations, il est le porte-étendard d'un paléoconservatisme jumelant isolationnisme, décentralisation et conservatisme social. Il défie sans succès George H.W. Bush dans la course à l'investiture du Parti républicain en 1992.

James Chace (1931-2004) : Historien américain du politique et de la diplomatie américaine, il est l'auteur de plusieurs ouvrages sans toutefois investir la sphère universitaire avant la fin de sa vie. Ayant étudié en France, il devient traducteur de journaux français pour la CIA en 1955, avant de rentrer aux États-Unis pour travailler dans le domaine de l'édition et de l'analyse politique. Il est, de 1959 à 1969, rédacteur en chef de la revue *East Europe* puis de *Foreign Affairs* de 1970 à 1983, avant de devenir éditeur du *World Policy Journal* en 1993. Partisan d'approches collaboratives en politique étrangère, il est l'inventeur de l'expression reprise abondamment sous l'administration Clinton de « nation indispensable ».

Angelo Codevilla (né en 1943) : Politologue américain, il s'implique rapidement dans la bureaucratie politique, travaillant pour la commission du Sénat des États-Unis sur le renseignement de 1977 à 1985. Membre de l'équipe de transition de Ronald Reagan en 1980, il participe aussi à concevoir le projet qui deviendra le SDI en 1983, tout en poursuivant une carrière universitaire dont les travaux vont de la philosophie politique au contrôle de l'armement. Il est aussi parallèlement, à partir de 1985, *Senior Research Fellow* au *Hoover Institution*, *think tank* affilié à l'Université Stanford, et publie régulièrement dans plusieurs revues traitant de politique étrangère et journaux grand public.

Robert Conquest (1917-2015) : Historien américano-britannique spécialiste de l'Union soviétique, il est, durant ses études à l'Université d'Oxford, membre du Parti communiste de Grande-Bretagne. Officier de renseignement durant la Seconde Guerre mondiale et travaillant ensuite pour le ministère des Affaires étrangères britannique, il s'inscrit comme l'un des chefs de file de l'« école du totalitarisme » de l'historiographie de l'URSS, notamment avec son ouvrage *The Great Terror: Stalin's Purges of the 1930s*, publié en 1968. Anticommuniste polémique et proche de Margaret Thatcher, il s'installe, après des années de recherche dans plusieurs universités britanniques et américaines, au *Hoover Institution* de l'Université Stanford, en 1981.

John B. Dunlop : Politologue américain spécialiste de la politique soviétique et russe, il enseigne de 1970 à 1983 à l'*Oberlin College*, ainsi que sporadiquement aux universités de Princeton et Stanford. À partir de 1985, il est *Senior Fellow* à la *Hoover Institution*, se spécialisant dans les guerres de Tchétchénie après la chute de l'Union soviétique.

Gregory Flynn (1948-2003) : Politologue américain, directeur de l'Institut atlantique des affaires internationales de Paris au début des années 1980, il est, à l'époque qui nous intéresse *Senior Associate* au CEIP. Spécialiste de relations atlantiques et des études européennes, il écrit ou dirige de nombreux ouvrages sur la sécurité européenne, l'OTAN et les relations Est-Ouest. Il cofonde, en 1990, le *BMW Center for German and European Studies* à l'Université de Georgetown.

Lawrence Freedman (né en 1948) : Politologue britannique spécialisé en études stratégiques, il enseigne dans plusieurs universités britanniques, notamment au *King's College* de Londres depuis 1982. Il est membre d'importants *think tanks* britanniques comme le *Royal Institute of International Affairs* (Chatham House) et l'*International Institute for Strategic Studies*, siégeant aussi, à l'époque qui nous intéresse, sur le conseil éditorial de *Foreign Policy*.

Francis Fukuyama (né en 1952) : Politologue américain ayant aussi étudié la philosophie et la littérature comparée avant de s'intéresser à l'Union soviétique, il est associé à la *RAND Corporation* à partir de 1979 et travaille sporadiquement pour le département d'État à partir de 1981. La thèse de son article *The End of History?*, publié en 1989 dans *The National Interest*, sera développée et fera l'objet d'un ouvrage publié en 1992. Membre du CFR, il est, à l'époque de notre étude, assistant directeur du *policy planning staff* du département d'État.

Graham E. Fuller (né en 1937) : Diplômé (maîtrise) d'études russes et moyen-orientales, il fait carrière au sein du département d'État et de la CIA, où il est, de 1982 à 1988, vice-président du *Conseil national du renseignement*. Il est, à l'époque de la rédaction des articles à l'étude, *Senior Political Scientist* à la *RAND Corporation*.

John Lewis Gaddis (né en 1941) : Historien américain spécialiste de la guerre froide et biographe de George Kennan, il enseigne de 1969 à 1997 à l'Université d'Ohio où il fonde le *Contemporary History Institute*. Après des séjours parallèles au *US Naval War College*, de 1975 à 1977, et à l'Université d'Oxford en 1992-1993, il s'établit l'Université Yale en 1997. Membre du CFR et souvent vu comme le doyen des historiens de la guerre froide, il remporte de nombreux prix, dont un Pulitzer, au cours d'une carrière qui reste fondamentalement universitaire.

Carl Gershman (né en 1943) : Américain diplômé en éducation (maîtrise) de l'Université Harvard, il s'investit durant sa jeunesse dans des organisations penchant à gauche comme la *Young People's Socialist League*, 1965 à 1967, et le Parti social-démocrate des États-Unis, de 1975 à 1980. Il devient ensuite, durant le premier mandat de Reagan, délégué au comité de l'ONU pour les droits de l'homme. À partir de sa fondation en 1984 et jusqu'à aujourd'hui, il est le directeur du *National Endowment for Democracy*, *think tank* financé en partie par le Congrès des États-Unis, visant à favoriser l'établissement d'institutions démocratiques autour du monde et aidant abondamment les organisations d'Europe de l'Est dans les années 1980 et 1990.

Paul A. Goble (né en 1949) : Analyste américain spécialiste des enjeux ethniques en Union soviétique, il travaille, dans les années 1970 et 1980, pour *Voice of America* and *Radio Free Europe* ainsi que pour le département d'État. Il devient, de 1989 à 1992, secrétaire d'État adjoint à James Baker III pour les affaires baltes et celles des nationalités soviétiques. Il est ensuite, à partir de 1993, *Senior Associate* au CEIP.

Marshall I. Goldman (1930-2017) : Économiste spécialiste de la Russie et de l'URSS, ses travaux les plus connus portent sur la dynamique économique des années Gorbatchev et Eltsine. Il enseigne au *Wellesley College* à partir de 1958, puis à l'Université Harvard, de 1975 à 2006, où il est le directeur adjoint du *Davis Center for Russian Studies*. Visitant fréquemment l'URSS, il enseigne à l'Université de Moscou en 1977 et était sur place lors du putsch du mois d'août 1991. Participant à l'équipe éditoriale de la revue *Current History*, il publie au cours de sa carrière des articles dans *Foreign Affairs*, *The New Yorker* et *The Atlantic*, ainsi que dans des journaux grand public.

Colin S. Gray (né en 1943) : Politologue américano-britannique, spécialiste de la théorie et de l'histoire stratégique, plusieurs de ses travaux portant sur le contrôle de l'armement au temps de la guerre froide. Il est engagé comme conseiller stratégique pour les gouvernements britannique et américain, siégeant notamment au comité consultatif sur le contrôle des armements et le désarmement sous Ronald Reagan, de 1982 à 1987. Il travaille à l'*International Institute for Strategic Studies* de Londres et au *Hudson Institute* à New York, avant de fonder son propre *think tank* s'intéressant à la stratégie et la défense à

Washington en 1981, le *National Institute for Public Policy*. Il enseigne tout au long de sa carrière dans plusieurs universités britanniques et nord-américaines.

Morton H. Halperin (né en 1938) : Politologue américain qui, après avoir enseigné à l'Université Harvard de 1961 à 1966, s'engage au département de la Défense sous l'administration Johnson, tout en étant consultant pour plusieurs *think tanks*. Intégré au Conseil de sécurité nationale sous Nixon, il est congédié par Henri Kissinger en 1969. De 1975 à 1992, il est directeur du *Center for National Security Studies*, *think tanks* travaillant à protéger les libertés individuelles des Américains des actions abusives d'institutions plaçant des impératifs de sécurité. De 1992 à 1994, il est *Senior Associate* au CEIP et ensuite engagé comme consultant au département de la Défense et ramené au Conseil de sécurité nationale comme assistant spécial à la démocratie par Bill Clinton. Aussi membre du CFR, il siège, à l'époque dont traite notre étude, sur le conseil éditorial de *Foreign Policy*.

Owen Harries (né en 1930) : Politologue australien d'origine britannique (galloise), il enseigne, de 1956 à 1975, à l'Université de Sydney et est successivement conseiller du ministre des Affaires étrangères et du premier ministre australien Malcolm Fraser dans les années 1970. Après avoir été ambassadeur de l'Australie à l'UNESCO, il rejoint Washington où il est *Senior Fellow* à l'*Heritage Foundation* de 1983 à 1985. Il devient alors éditeur du *National Interest*, poste qu'il occupera jusqu'en 2001. Il publie aussi durant ces années des articles dans d'autres revues, telles *Foreign Affairs* et *Commentary*, et dirige plusieurs ouvrages sur les relations internationales et sur la politique étrangère de l'Australie et des États-Unis.

Gertrude Himmelfarb (née en 1922) : Historienne américaine spécialiste de l'histoire intellectuelle, notamment de la période victorienne. Elle défend une vision conservatrice de l'histoire, s'opposant dans les années 1960 à la montée de l'histoire sociale dans les universités, au déterminisme marxiste et plus tard aux idées postmodernes. D'abord chercheuse indépendante, elle n'intègre que tard la sphère universitaire, en venant à enseigner à l'Université de la ville de New York en 1965. Surnommée Bea Kristol, elle est l'épouse d'Irving Kristol de 1942 à sa mort en 2009 et la mère de William Kristol, commentateur politique et éditeur du *Weekly Standard*.

James F. Hodge Jr. (né en 1935) : Journaliste américain ayant étudié l'histoire et les sciences politiques, il débute sa carrière au *Chicago Sun-Times* en 1962 et en devient l'éditeur en 1980. Il se joint ensuite au *New York Daily News* en tant qu'éditeur et président en 1984, puis, siégeant déjà au conseil éditorial de *Foreign Affairs*, il succède à William Hyland en tant qu'éditeur 1992, poste qu'il conserve jusqu'en 2010. Sous sa gouverne, la revue double sa distribution et développe des parutions en espagnol, japonais et russe.

Stanley Hoffmann (1928-2015) : Politologue d'origine autrichienne naturalisé français qui, après avoir étudié en France, émigre aux États-Unis en 1955. Il enseigne à l'Université Harvard à partir de cette époque et y fonde le *Center for European Studies* en 1969. Il garde une proximité avec les cercles universitaires français étant notamment directeur d'études de la civilisation américaine à l'École des hautes études en sciences sociales en 1983-1984. Inspiré de Raymond Aron, il publie plusieurs ouvrages sur la situation de la puissance américaine et sa politique étrangère, ainsi que sur la relation transatlantique. Il siège, à l'époque de notre étude, au conseil éditorial de *Foreign Policy*.

David Holloway : Politologue irlandais enseignant à l'Université d'Édimbourg puis à Stanford à partir de 1986, ses travaux portent sur les relations Est-Ouest, la course aux armements et le développement scientifique en Union soviétique. Après la chute de l'URSS, il se tourne vers l'histoire, se penchant sur celle du développement des armes nucléaires. Il publie plusieurs ouvrages sur ces thèmes, mais se mêle peu au débat public.

Arnold L. Horelick (né en 1928) : Politologue américain spécialiste de l'Union soviétique, il travaille à partir des années 1960 pour la *RAND Corporation* et, de 1977 à 1981, il est analyste à la CIA pour les questions de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est. Il enseigne les sciences politiques à l'Université de Californie à Los Angeles, de 1983 à 1997, et y est directeur du *RAND/UCLA Center for Soviet Studies* jusqu'en 1989. Membre du CFR, il devient en 1997 vice-président des *Russian and Eurasian Affairs* au CEIP.

Jerry F. Hough (né en 1935) : Politologue américain spécialiste de l'Union soviétique se concentrant depuis sa chute à la politique interne américaine. Ses premiers travaux touchent à la dynamique et à la distribution du pouvoir en URSS, notamment aux rôles de la bureaucratie et de l'opinion publique, mettant à mal la théorie du totalitarisme. Il enseigne à l'Université de l'Illinois de 1968 à 1973, puis l'Université Duke, est membre de la *Brookings Institution* depuis 1988 et rédacteur en chef de la revue scientifique *Journal of Soviet Nationalities* depuis 1989.

Samuel P. Huntington (1927-2008) : Politologue américain spécialiste des relations internationales, il enseigne à l'Université Columbia de 1959 à 1962, puis à Harvard de 1963 à sa mort, y dirigeant le *Center for International Affairs*. Il fonde avec Warren Demian Manshel la revue *Foreign Policy*, dont il est coéditeur jusqu'en 1977, alors qu'il intègre le Conseil de sécurité nationale sous l'administration Carter. Auteur prolifique, la thèse de son article *The Clash of Civilizations?*, publié dans *Foreign Affairs* en 1993, sera développée dans un ouvrage plus étoffé en 1996. Il siège à l'époque de notre étude au conseil éditorial du *National Interest*.

William G. Hyland (1929-2008) : Diplômé d'histoire (maîtrise) américain, il joint la CIA en 1954 où il se spécialise dans les relations avec l'URSS. Il est inclus dans le Conseil de

sécurité nationale en 1969, travaillant de près avec Henry Kissinger, qui le traine au département d'État en 1973. En 1975, il est nommé assistant du conseiller à la sécurité nationale Brent Scowcroft. Il fait aussi partie du personnel de plusieurs *think tanks* spécialisés en politique internationale tels le *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) et le CEIP avant de devenir éditeur de *Foreign Affairs*, de 1983 à 1992.

Fred Charles Iklé (1924-2011) : Sociologue d'origine suisse émigrant aux États-Unis en 1946, il en vient à se spécialiser dans les questions de défense et de stratégie nucléaire. Il enseigne les sciences politiques au *Massachusetts Institute of Technology* dans les années 1960, occupant parallèlement plusieurs postes d'importance à la *RAND Corporation*. De 1973 à 1977, il dirige l'Agence américaine de contrôle des armements et du désarmement pour être ensuite nommé par Reagan sous-secrétaire à la Défense (1981-1988), étant l'un des instigateurs de la fourniture accrue d'armement aux rebelles afghans. Membre du CFR, il se joint au *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) en 1988, puis dirige le *National Endowment for Democracy* de 1990 à 1999.

Robert G. Kaiser (né en 1943) : Journaliste américain, il entre au *Washington Post* en 1964 comme correspondant à l'étranger, notamment à Moscou (1971-1974), avant de couvrir la politique de Washington durant la campagne électorale de 1980 et le premier mandat de Reagan. Il entre dans l'équipe éditoriale du journal en 1982 (jusqu'en 2014), publiant aussi plusieurs articles dans le *New York Review of Books*, *Esquire* et *Foreign Affairs*.

Jack Kemp (1935-2009) : Homme politique républicain et ancien joueur de football américain, il siège à la Chambre des représentants des États-Unis de 1971 à 1989. Appuyant les dépassements budgétaires de l'ère Reagan, il se présente à l'investiture du Parti républicain en 1988, utilisant son appui au SDI et prônant une position militaire ferme pour s'établir comme successeur du président sortant. Il est toutefois défait par George H.W. Bush qui en fait son secrétaire au logement. Il sera plus tard le candidat républicain malheureux à la vice-présidence, en 1996.

George F. Kennan (1904-2005) : Diplomate, politologue et historien américain spécialiste de l'Union soviétique. En poste à l'ambassade de Moscou en 1946, il envoie au département d'État un « long télégramme » proposant une politique de *containment* envers l'URSS, qui sera aussi dévoilée dans un article dans *Foreign Affairs* en 1947. Il collabore à son implantation avec le secrétaire d'État George Marshall, puis est ambassadeur à Moscou en 1951-1952 et en Yougoslavie en 1960-1962. Il quitte ensuite la vie politique pour poursuivre une carrière universitaire, se prononçant aussi comme expert et critique de politique étrangère américaine dans l'espace public. Fervent réaliste, il publie plusieurs ouvrages sur les relations entre la Russie et l'Ouest au XIXe et XXe siècle.

Jeanne J. Kirkpatrick (1926-2006) : Politologue et diplomate américaine, elle enseigne à partir de 1967 à l'Université de Georgetown. Démocrate affirmée, elle en vient à critiquer la politique étrangère de Jimmy Carter, s'opposant au traité SALT II, et participe à la fondation du *Committee on the Present Danger*, groupe d'intérêt prônant une politique étrangère plus musclée. En 1979, elle publie un article dans la revue *Commentary* où elle différencie les régimes autoritaires pouvant être des alliés et l'ennemi soviétique, totalitaire et irréformable, mettant les bases de ce qui sera connu comme la « doctrine Kirkpatrick ». En 1980, elle est conseillère en politique étrangère pour la campagne de Reagan et est ensuite intégrée au Conseil de sécurité nationale et nommée ambassadeur à l'ONU en 1981, poste qu'elle conserve jusqu'en 1985 où elle retourne enseigner à Georgetown et joint les rangs de l'*American Enterprise Institute*. À l'époque dont traite notre étude, elle siège au conseil éditorial du *National Interest*, intégrant aussi celui de *Foreign Affairs* en 1992. En 1993, elle cofonde, avec Jack Kemp notamment, le *think tank* conservateur *Empower America*.

Henry A. Kissinger (né en 1923) : Politologue et diplomate américain d'origine allemande et de confession juive, il émigre aux États-Unis en 1938. Il travaille pour les services secrets américains durant la guerre avant de se lancer dans une brillante carrière universitaire. Naviguant dans le milieu politique depuis la fin des années 1950, il est conseiller à la sécurité nationale (1969-1975) et secrétaire d'État (1973-1977) sous Nixon et Ford. Apôtre de la *realpolitik*, il est l'artisan d'une politique de détente avec l'Union soviétique, négociant notamment le traité SALT I en 1971, orchestrant le rapprochement avec la Chine en 1972 et menant les États-Unis à signer les accords de Paris mettant fin à la guerre du Vietnam en 1973. Après une carrière politique controversée, il se tourne vers le monde de l'expertise, étant à la base de la création de la Commission trilatérale avec David Rockefeller et Zbigniew Brzezinski et fondant son propre *think tank*, *Kissinger Associates*, en 1982. Il est aussi membre du *Center for Strategic and International Studies* (CSIS), de l'*Aspen Institute*, du *Bilderberg Group* et du CFR, s'implique dans le débat public sur la politique étrangère et est souvent mobilisé par les administrations américaines, notamment pour son expertise dans les relations russo-américaines. Il siège aussi, à l'époque dont traite notre étude, sur le conseil éditorial du *National Interest*.

Andreï Kozyrev (né en 1951) : Homme politique russe et historien de formation, il intègre dès 1974 le ministère des Affaires étrangères de l'URSS. Spécialiste des affaires concernant l'ONU et le contrôle de l'armement, il gravit les échelons du Département international du Comité central du PCUS durant les années 1980, profitant notamment de la réorganisation implantée par Édouard Chevardnadze. Il se fait connaître en publiant en 1989, à la grâce de la *glasnost*, un article répudiant la lutte des classes, qui sera republié aux États-Unis dans le *Washington Post*. Remarqué par Boris Eltsine, il fera partie de son

équipe de jeunes réformateurs en tant que ministre des Affaires étrangères de 1990 à 1996, adoptant une position de collaboration avec les États-Unis et l'Ouest.

Charles Krauthammer (né en 1950) : Journaliste et commentateur politique américain, il est psychiatre de formation, carrière qu'il abandonne graduellement pour devenir éditeur de la revue *The New Republic* en 1981. Publiant aussi dans plusieurs revues et journaux grand public, notamment dans le *Washington Post*, c'est lui qui définit et popularise l'expression « doctrine Reagan ». Assez centriste durant les années 1970, il en vient dans les années 1980 à définir sa pensée comme un « réalisme démocratique », prônant l'expansion prudente de la démocratie. Membre du CFR, il va à contre-courant de la majorité des analystes au tournant des années 1990 en parlant de l'« unipolarité » du monde, autre expression dont il revendique la paternité. Difficile à catégoriser en termes politiques, il reste un des commentateurs les plus influents de l'espace public américain, apparaissant aussi abondamment à la télévision. Il siège. À l'époque dont traite notre étude, sur le conseil éditorial du *National Interest*.

Irving Kristol (1920-2009) : Journaliste et éditeur américain, aussi diplômé d'histoire (maîtrise), il fait partie durant ses études de la Quatrième Internationale de Trotsky, fréquentant les cercles intellectuels de la gauche new-yorkaise. Servant en Europe durant la Seconde Guerre mondiale, il se tourne ensuite vers la droite dans les années 1950 et est souvent vu comme le fondateur du néoconservatisme. Affilié au Congrès pour la liberté de la culture, groupe d'intellectuels anticommunistes américains et européens, il devient éditeur de la revue américaine *Commentary* de 1947 à 1952, puis de la revue britannique *Encounter* de 1953 à 1958. En 1965, il fonde *The Public Interest*, première revue néoconservatrice plutôt axée sur des enjeux de politique intérieure, dont il reste l'éditeur jusqu'en 2002, puis *The National Interest* en 1985. Membre du CFR, il est aussi associé à d'autres *think tanks* comme l'*American Enterprise Institute*.

Steven Kull : Psychologue américain qui, de 1984 à 1988, poursuit des études postdoctorales à l'Université Stanford étudiant les relations internationales. Il se spécialise dans l'étude des relations entre l'opinion et les politiques publiques ainsi que dans les effets psychologiques de la réalité nucléaire sur les dirigeants. À l'époque de notre étude, il enseigne au département de sciences politiques de l'Université Stanford. Membre du CFR, il fonde en 1992 le *Center on Policy Attitudes*, ses articles apparaissant dans *Political Science Quarterly*, *Foreign Policy*, *Public Opinion Quarterly* et le *Washington Post*.

James Kurth : Politologue américain spécialisé dans les enjeux de défense et de sécurité. Il enseigne, avec son mentor Samuel Huntington à l'Université Harvard de 1967 à 1973, puis dirige le *Strategy and Campaign Department* au *U.S. Naval War College* et est conseiller pour le département de la Marine à partir de 1981. Membre du CFR et servant

dans plusieurs autres *think tanks*, il publie plusieurs articles, notamment dans *The National Interest*, *National Review*, *The American Conservative* et *Foreign Policy*.

Walter Laqueur (né en 1921) : Historien américain d'origine allemande et de confession juive, il se spécialise en histoire européenne, notamment russe et allemande, traitant aussi de l'histoire de la Shoah. Ayant quitté l'Allemagne pour la Palestine mandataire en 1938, il voit la création de l'État d'Israël en tant que journaliste avant de rejoindre le Royaume-Uni en 1955. Il y fonde le *Journal of Contemporary History* et, partageant son temps entre Londres et Washington, il occupe plusieurs postes au *Center for Strategic and International Studies* (CSIS). Il enseigne dans plusieurs universités américaines ainsi qu'à l'Université de Tel-Aviv.

Gail W. Lapidus : Politologue américaine spécialiste des conflits ethniques et sociaux en Union soviétique et de sa politique étrangère, elle se penche ensuite sur les tensions dans l'espace postsoviétique, notamment sur la guerre de Tchétchénie. Enseignant à l'Université de Californie à Berkeley, elle dirige, de 1985 à 1994, le *Berkeley-Stanford Program in Soviet and Post-Soviet Studies*. Elle est membre du CFR et de plusieurs associations de recherche, notamment le *Kennan Institute* du *Woodrow Wilson Center*.

Christopher Layne (né en 1949) : Politologue américain spécialiste des politiques de grandes puissances et de la théorie des relations internationales, il est aussi juriste de formation. Membre du CFR, il enseigne dans plusieurs universités américaines à partir de 1991 et publie abondamment autant dans des revues scientifiques, des revues spécialisées telles *The National Interest* et *Foreign Policy*, et des journaux grand public.

James A. Leach (né en 1942) : Homme politique américain et membre républicain de la Chambre des représentants de 1977 à 2007. Étudiant les *Soviet studies* à l'Université John Hopkins et à la *London School of Economics*, il travaille au Service diplomatique américain durant les années 1970 et est notamment délégué au Comité du désarmement de Genève. Membre du CFR, il est plutôt conservateur en politique domestique, mais plus progressiste en politique étrangère, plaidant pour l'entente en matière nucléaire.

Wolfgang Leonhard (1914-1991) : Historien et écrivain allemand d'origine autrichienne spécialiste de l'Union soviétique et des systèmes communistes. Proche du Parti communiste d'Allemagne (KPD) durant sa jeunesse, il émigre en URSS en 1935 où il est ensuite formé pour aider à installer le communisme en RDA après la Seconde Guerre mondiale en tant que membre du « Groupe Ulbricht ». Désabusé, il fuit ensuite à l'Ouest où il entame une carrière universitaire qui le porte à enseigner l'histoire soviétique et celle du communisme international, notamment à l'Université Columbia, où il travaille au sein de l'*Institute for Russian Studies* de 1963 à 1964, et à l'Université Yale de 1966 à 1987.

Robert Legvold (né en 1940) : Politologue américain, il se spécialise dans la politique étrangère soviétique puis russe et ukrainienne. Il enseigne à l'Université Tufts avant de devenir *Senior Fellow* et directeur du *Soviet Studies Project* du CFR de 1978 à 1984, puis directeur du *Harriman Institute* de l'Université Columbia de 1986 à 1992. Il est un contributeur régulier de *Foreign Affairs*, des années 1980 jusqu'à aujourd'hui, et est membre de différents *think tanks* aux États-Unis, ainsi que de la *Foundation for International Peace and Democracy*, dirigée par Mikhaïl Gorbatchev.

Vladimir P. Lukin (né en 1937) : Historien russe de formation et enfant de parents réprimés par Staline, il travaille comme journaliste à Prague de 1965 à 1968. Il dirige ensuite, de 1968 à 1987, la chaire d'étude extrême-orientale à l'Institut d'études des États-Unis et du Canada (ISKRAN), *think tank* soviétique affilié à l'Académie des sciences d'URSS qui offrait aux dirigeants soviétiques une expertise politique. Travaillant ensuite au ministère des Affaires étrangères, il est élu député de la RSFSR sous la bannière de « Russie démocratique » en même temps que Boris Eltsine en 1990 et siège alors sur le Comité du Soviet suprême pour les Affaires internationales. Il est ambassadeur de la Fédération russe aux États-Unis en 1992-1993 et cofonde ensuite le parti *Yabloko*, aux orientations social-libérales. Il est élu et siège à la Douma sous cette bannière à partir de 1993.

William H. Luers (né en 1929) : Diplomate américain qui, après son service dans la marine de 1953 à 1957, travaille au département d'État et au Service diplomatique américain, où il servira 31 ans, notamment comme ambassadeur en Tchécoslovaquie de 1983 à 1986. Il enseigne parallèlement, mais sporadiquement dans plusieurs universités américaines, notamment à la *Woodrow Wilson School of Public and International Affairs* de Princeton en 1982-1983. Membre actif du CFR, il siège aussi tout au long de sa carrière sur plusieurs conseils administratifs, notamment celui du *Rockefeller Brothers Fund*.

Edward N. Luttwak (né en 1942) : Économiste et politologue d'origine roumaine, il vit en Italie, au Royaume-Uni, en France et en Israël avant d'immigrer aux États-Unis en 1972. Fêré d'histoire militaire sans être historien à proprement dit, il publie plusieurs ouvrages sur la guerre et analyses géopolitiques des « grandes stratégies », notamment celle de l'URSS. Membre du CFR, il enseigne à temps partiel dans les universités de Georgetown et John Hopkins, est *Senior Associate* au *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) et sert de consultant à plusieurs reprises pour le Conseil de sécurité national, le département d'État, l'armée des États-Unis et l'OTAN. Il siège au conseil éditorial de plusieurs revues scientifiques et grand public, en France et aux États-Unis, et notamment, à l'époque qui nous intéresse, sur celui du *National Interest*.

Kishore Mahbubani (né en 1948) : Philosophe et diplomate singapourien, il intègre le ministère des Affaires étrangères de Singapour en 1971 et y reste jusqu'en 2004. Doyen

du *Civil Service College* de Singapour, il est aussi, de 1984 à 1989 et de 1998 à 2004, ambassadeur de son pays à l'ONU. Auteur prolifique sur la situation asiatique et sur sa géopolitique, ainsi que sur la relation des États-Unis avec le monde, il publie des articles dans plusieurs revues et journaux américains, notamment *Foreign Affairs*, *Foreign Policy*, et *The National Interest*.

Michael Mandelbaum (né en 1946) : Politologue américain spécialiste de la politique étrangère des États-Unis et de la question nucléaire, il enseigne aux universités Harvard et Columbia. Il travaille aussi au département d'État de 1982 à 1983 avant de devenir *Senior Fellow* au CFR où il dirige le *Project on East-West Relations*. Penseur influent des relations internationales, il publie plusieurs ouvrages en plus d'articles dans des revues spécialisées et des journaux grand public, étant aussi souvent invité à faire des commentaires télévisés.

Warren Demian Manshel (1924-1990) : Banquier, éditeur et diplomate américain, diplômé de l'Université Harvard en *government* où il est proche d'Henry Kissinger, il devient en 1954-1955 le directeur du Congrès pour la liberté de la culture. En 1965, il assiste Irving Kristol dans la fondation de la revue *The Public Interest*, avant de cofonder *Foreign Policy* avec Samuel Huntington en 1970. Partisan de l'ouverture des marchés, il crée en 1978, la *European Option Exchange* à Amsterdam. Membre du CFR, il conseille officieusement plusieurs figures importantes du Parti démocrate, notamment le vice-président (1977-1981) et candidat défait aux élections présidentielles de 1984 Walter Mondale.

Jack F. Matlock Jr. (né en 1929) : Diplomate et historien américain, il est spécialiste de l'Union soviétique. Après des études du langage russe au *Russian Institute* de l'Université Columbia, il s'engage dans la fonction diplomatique et est déployé à l'ambassade américaine de Moscou de 1961 à 1963. Suite à d'autres affectations à l'international, il rentre à Washington en 1971 pour travailler au département d'État et participe aux négociations menant au traité SALT II et aux accords d'Helsinki. Brièvement ambassadeur en Tchécoslovaquie en 1981, il est rappelé à Washington pour siéger au Conseil de sécurité national en remplacement de Richard Pipes comme spécialiste de l'Union soviétique. Il participe à ce titre à plusieurs des sommets de l'ère Gorbatchev avant de retourner à Moscou comme ambassadeur. Aussi membre du CFR, il enseigne ensuite la diplomatie aux universités de Princeton et Columbia, et publie des ouvrages sur la fin de la guerre froide à travers sa propre expérience.

Charles William Maynes (1938-2007) : Historien et politologue américain qui, après un passage au Service diplomatique de 1962 à 1972 où il est notamment posté à Moscou, combine son implication auprès de plusieurs candidats et élus démocrates avec son secrétariat du CEIP. Il est ensuite nommé secrétaire d'État adjoint sous Jimmy Carter, poste qu'il occupe de 1977 à 1980. Il est l'éditeur de *Foreign Policy* 1980 à 1997.

John Edwin Mroz (1948-2014) : Diplômé de droit diplomatique, il fonde l'*Institute for East West Security Studies*, devenant en 1989 le *EastWest Institute*, *think tank* dédié à la résolution de conflits politiques par des moyens alternatifs à la diplomatie officielle. Membre du CFR, il participe notamment aux négociations menant à la reconnaissance d'Israël par l'OLP. Depuis la dissolution de l'Union soviétique, il a été, avec son organisation, consultant pour plus d'une vingtaine de gouvernements en plus d'organisations telles l'OTAN ou le G-8.

Paul H. Nitze (1907-2004) : Officiel gouvernemental américain, d'abord financier puis formé en philosophie et en droit international, il entre au gouvernement durant la Seconde Guerre mondiale, travaillant notamment au Conseil économique de guerre. Membre du CFR et employé du département d'État de 1950 à 1953, il est l'auteur principal du NSC-68 qui contribuera à définir la politique étrangère des États-Unis tout au long de la guerre froide. Entre 1953 et 1961, il est associé à la *School of Advanced International Studies* (SAIS) de l'Université John Hopkins qu'il avait cofondé en 1943 et qui sera nommée en son honneur. Il est secrétaire à la marine de 1963 à 1967, secrétaire adjoint à la Défense de 1967 à 1969 et membre de la délégation pour les négociations menant à l'accord SALT I. En 1970 il fonde le *think tank Team B* qui fournira les justifications intellectuelles au réarmement massif débutant à la fin de la présidence de Carter et durant le premier mandat de Reagan et sera employé par l'administration Reagan comme négociateur et conseiller spécial pour le contrôle de l'armement.

Alec Nove (1915-1994) : Émigré russe en Grande-Bretagne en 1922, il devient économiste et spécialiste de l'histoire économique russe et soviétique, enseignant notamment à la *London School of Economics* de 1958 à 1963, puis à l'Université de Glasgow, jusqu'en 1982, où il dirige l'*Institute of Soviet and East European Studies*. Analyste critique, mais empathique du système économique soviétique, il publie plusieurs ouvrages sur le sujet, traitant de l'époque de Staline jusqu'à celle de Gorbatchev.

Joseph S. Nye Jr. (né en 1937) : Politologue et théoricien des relations internationales, il est, avec Robert Keohane, le fondateur de la théorie politique du néolibéralisme, mettant l'accent sur les relations complexes d'interdépendance entre les États. Enseignant à l'Université Harvard à partir de 1964, il y dirige le *Center for International Affairs* de 1989 à 1992. De 1977 à 1979, il travaille dans un groupe contre la prolifération nucléaire pour le Conseil de sécurité national. Il est aussi l'inventeur du concept de *soft power*, qu'il met pour la première fois de l'avant dans un article de *Foreign Policy* en 1990. Membre du CFR et de plusieurs autres *think tanks*, il siège aussi à l'époque de notre étude sur le Conseil éditorial de *Foreign Policy*.

William E. Odom (1932-2008) : Officier militaire américain diplômé de l'Académie militaire de West Point en 1954, il est agent de liaison stationné en RFA de 1964 à 1966,

puis sert au Vietnam en 1970-1971. Attaché militaire à l'ambassade des États-Unis à Moscou de 1972 à 1974, il réussit à récupérer et faire sortir d'URSS une bonne partie des archives d'Alexandre Soljenitsyne. Obtenant un doctorat de l'Université Columbia en 1970, il y enseigne sporadiquement durant la décennie qui suivra. De 1977 à 1981, il est l'adjoint pour les questions militaires de Zbigniew Brzezinski, le conseiller à la sécurité nationale de Jimmy Carter et, promu lieutenant-général en 1984, il dirige la *National Security Agency* sous Reagan de 1985 à 1988. Après sa carrière militaire et politique, il s'investit dans la sphère de l'expertise au sein du *Hudson Institute* et enseigne les sciences politiques à l'Université Yale.

Martha Brill Olcott (née en 1949) : Politologue américaine spécialisée dans la question des « nationalités » à l'époque soviétique, puis dans les relations interethniques de l'Asie centrale et du Caucase. Elle enseigne à l'Université Colgate de 1974 à 2002 et est la conseillère spéciale du secrétaire d'État Lawrence Eagleburger en 1992-1993, avant d'intégrer le CEIP en 1995. Elle publie ensuite plusieurs ouvrages sur les problèmes de transition des États postsoviétiques d'Asie centrale.

Richard Pipes (né en 1923) : Historien américain d'origine polonaise et de confession juive, il est un spécialiste de la Russie et de l'URSS. Sa famille ayant quitté la Pologne en 1939, il étudie aux États-Unis et en vient à enseigner à l'Université Harvard de 1958 à 1996, y dirigeant le *Russian Research Center* de 1968 à 1973. Fortement anticommuniste et partisan de l'« école du totalitarisme » de l'historiographie de l'Union soviétique, il s'élève contre la politique étrangère de détente des années 1970, participant au *Committee on Present Danger* en 1977. En 1981-1982, il est intégré au Conseil de sécurité national comme conseiller du président concernant les affaires soviétiques et l'Europe de l'Est. Membre du CFR, il est aussi partisan d'une politique dure envers l'URSS.

Colin L. Powell (né en 1937) : Militaire et homme politique américain, vétéran du Vietnam, il fait ses premières armes administratives sous Nixon alors qu'il était colonel. Il devient en 1980 assistant militaire du secrétaire à la Défense Caspar Weinberger, puis suivant le scandale de l'*Irangate*, il est nommé conseiller à la sécurité nationale en 1987. Promu général quatre étoiles en 1989, il est aussi chef de l'État-major jusqu'en 1993, notamment durant la guerre du Golfe où l'on se souviendra de son approche prudente comme de la « doctrine Powell ». Il sera plus tard, de 2001 à 2005, le secrétaire d'État de George W. Bush et le premier afro-américain à occuper ce poste.

Alexeï K. Pushkov (né en 1954) : Historien, politologue et journaliste russe, il est diplômé en 1976 de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO) et travaille ensuite à l'ONU à Genève. De 1988 à 1991, il est rédacteur de discours pour Mikhaïl Gorbatchev et devient, après sa chute, rédacteur en chef du journal hebdomadaire *Moskovskie Novosti*. De 1993 à 2000, il est intégré au comité éditorial de *Foreign Policy*

et siège comme expert au Forum économique de Davos. Très impliqué dans les télécommunications russes dans les années 1990, il se joint en 2002 au comité éditorial du *National Interest*. Depuis 2011, il est député de la Douma et président de la Commission des Affaires étrangères de la Fédération de Russie.

Earl C. Ravenal (né en 1931) : Politologue américain, il est secrétaire adjoint à la Défense de 1967 à 1969, servant sous Robert McNamara et Clark Clifford. Il enseigne les relations internationales à l'Université de Georgetown dans les années 1980 et est *Senior Fellow* au *CATO Institute*. Membre du CFR, il est, en 1984, un des candidats défaits à la course à l'investiture du Parti libertarien des États-Unis.

Sergeï M. Rogov (né en 1948) : Politologue russe aussi diplômé d'histoire, membre de l'Institut d'études des États-Unis et du Canada (ISKRAN), connue pour son importance dans la conceptualisation et la mise en œuvre de la *perestroïka*. Après la disparition de l'Union soviétique, il sera membre de plusieurs comités à fonctions économique et politique de la Fédération russe et à l'époque de notre étude, il est directeur de recherche à l'ISKRAN, en devenant le directeur en 1995.

Felix Rohatyn (né en 1928) : Banquier et diplomate américain d'origine autrichienne, il fuit le régime nazi pour éventuellement gagner les États-Unis. Il joint en 1949 la banque Lazard Frères, dont il dirige la division américaine de 1961 à 1997. Proche de Bill Clinton, il est nommé ambassadeur des États-Unis en France en 1997, pour ensuite entrer en 2000 au CFR et devenir administrateur au *Center for Strategic and International Studies* (CSIS).

Peter W. Rodman (1943-2008) : Avocat de formation et politologue américain, il est, durant les années 1970, assistant d'Henry Kissinger, travaillant pour le Conseil de sécurité nationale sous Nixon, Ford, Reagan et Bush. Il occupe à travers les années plusieurs postes au sein du département d'État et du département de la Défense, étant notamment assistant de George Schultz durant le premier mandat de Reagan. Il publie plusieurs ouvrages sur la guerre froide et la stratégie américaine, travaillant aussi pour différents *think tanks*, notamment *Freedom House* et *World Affairs Council of Washington, DC*, avant de devenir l'un des éditeurs du *National Review*, revue politique à tendance conservatrice.

Eugene V. Rostow (1913-2002) : Économiste et avocat de formation, il travaille au département d'État durant la Seconde Guerre mondiale, assistant le secrétaire Dean Acheson pour l'administration du prêt-bail (*Lend-Lease*). Outre sa fonction de doyen de la faculté de droit à l'Université Harvard qu'il occupe à partir de 1955, il reprend aussi du service au département d'État comme sous-secrétaire aux affaires politiques de 1966 à 1969. Il participe à la direction du *Committee on the Present Danger* en 1977 et est ensuite nommé directeur de l'Agence américaine de contrôle des armements et du désarmement par Reagan en 1981.

Walt Whitman Rostow (1916-2003) : Économiste et théoricien politique américain qui, après avoir travaillé pour l'*Office of Strategic Services* durant la Seconde Guerre mondiale, fait une carrière universitaire exposant dans son œuvre les phases de développement d'une société industrielle libérale, s'érigeant comme foncièrement anticommuniste. Il participe à la politique étrangère des administrations Kennedy et Johnson où il est notamment conseiller à la sécurité nationale de 1966 à 1969, supportant l'intervention au Vietnam. À l'époque dont traite notre étude, il est professeur d'économie politique à l'Université du Texas. Il est le frère d'Eugene V. Rostow.

David Satter (né en 1947) : Journaliste américain spécialiste de la Russie et de l'URSS, il est de 1976 à 1982 correspondant du *Financial Times* de Londres à Moscou et ensuite correspondant spécial aux affaires soviétiques pour le *Wall Street Journal*. En 1990, il se joint au *Foreign Policy Research Institute* de Philadelphia et sera plus tard affilié à la *Hoover Institution* de l'Université Stanford et au *Hudson Institute*. Il publie quelques ouvrages sur la Russie des années 1990 et ses textes paraissent aussi dans *The National Interest*, *National Review*, *The New Republic*.

David J. Scheffer (né en 1953) : Avocat et diplomate américain spécialisé en droit international et dans les crimes de guerre, il siège à l'époque de notre étude à la commission de la Chambre des représentants des États-Unis sur les Affaires étrangères et est *Senior Associate* au CEIP. Il est ensuite, à partir de 1993, conseiller de Madeleine Albright, ambassadeur à l'ONU, et participe à ce titre à la création du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Membre du CFR, il enseigne ensuite le droit international dans plusieurs universités américaines.

Benjamin Schwarz (né en 1963) : Écrivain et éditeur américain, diplômé d'histoire (maîtrise) aux intérêts variés, incluant les affaires étrangères, il travaille brièvement à la *Brookings Institution* avant de devenir analyste à la *RAND Corporation* de 1988 à 1995. Il fait plus tard partie de l'équipe éditoriale des revues *World Policy Journal*, *The Atlantic*, et *American Conservative*.

Simon Serfaty : Politologue américain spécialiste des relations transatlantiques et de la politique étrangère américaine et européenne, il enseigne à la *School of Advanced International Studies* (SAIS) de l'Université John Hopkins à partir de 1967, où il est directeur du *Foreign Policy Institute* de 1985 à 1991. Il est, à partir de 1993, *Senior Fellow* au *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) où il devient, en 2003, le premier dirigeant de la chaire Zbigniew Brzezinski en sécurité et géostratégie.

Stephen Sestanovich (né en 1950) : Politologue américain spécialisé en politique étrangère des États-Unis et en politique soviétique (puis russe et postsoviétique), il occupe plusieurs postes au sein du gouvernement. Il fait partie du personnel du département d'État

de 1981 à 1984, puis est intégré au Conseil de sécurité national sous Reagan, de 1984 à 1987. Il dirige ensuite les études russes et eurasiennes au *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) de 1987 à 1994, et, à partir de 1997, il est le conseiller spécial dédié aux relations avec les États postsoviétiques de l'ambassadeur à l'ONU de Bill Clinton, Madeleine Albright. Tout au long de sa carrière, il publie de nombreux articles, entre autres dans *Foreign Affairs*, *Foreign Policy* et *The National Interest*, mais aussi dans des journaux grand public. Membre du CFR, il siège au conseil éditorial du *National Interest* à l'époque touchée par notre étude.

Marshall D. Shulman (1916-2007) : Soviétologue américain qui, après une courte carrière de journaliste et une participation à la guerre du Pacifique comme pilote, en vient à être recruté par le *Russian Research Center* de l'Université Harvard en 1954. Il rejoint ensuite en 1967 le *Russian Institute* de l'Université Columbia qui deviendra sous sa direction le *W. Averell Harriman Institute for Advanced Study of the Soviet Union* en 1982. Membre du CFR, Il est aussi assistant aux secrétaires d'État Dean Acheson, de 1950 à 1953, et Cyrus Vance, de 1977 à 1980.

Dimitri K. Simes (né en 1947) : Né à URSS de parents militants pour les droits de l'homme, il obtient une maîtrise en histoire de l'Université de Moscou avant de travailler pour l'Institut d'économie mondiale et de relations internationales (IMEMO), *think tank* soviétique influent en politique étrangère. Il émigre aux États-Unis en 1973, et devient chercheur à la *School of Advanced International Studies* (SAIS) de l'Université John Hopkins. Il travaille au *Center for Strategic and International Studies* (CSIS) puis est *Senior Associate* au CEIP, enseignant aussi aux universités de Californie et Columbia. Membre du CFR, il publie, depuis les années 1980, des articles dans plusieurs revues spécialisées, dont *Foreign Affairs* et *Foreign Policy*. En 1994, il est recruté par Richard Nixon pour diriger son nouveau *think tank*, le *Nixon Center for Peace and Freedom*, qui fait l'acquisition de la revue *The National Interest* en 2001.

S. Frederick Starr (né en 1940) : Historien américain spécialiste de la Russie et de l'Eurasie, auteur prolifique d'études sur l'Asie centrale et contributeur assidu de revues de politique étrangère telles *Foreign Affairs* et *Foreign Policy*, il s'exprime aussi dans des journaux grand public comme le *New York Times*, le *Wall Street Journal* et le *Washington Post*. Il est un des membres fondateurs du *Kenan Institute for Advanced Russian Studies* du *Wilson Center* et est membre de plusieurs *think tanks*, notamment de l'*Aspen Institute* dont il est le président de 1994 à 1996.

Stephen John Stedman : Politologue américain, spécialiste d'études africaines, du maintien de la paix et de la résolution de conflits, il enseigne à l'époque de notre étude à la *School of Advanced International Studies* (SAIS) de l'Université John Hopkins. Il enseignera plus tard à l'Université Stanford où il sera directeur adjoint du *Center on*

Democracy Development and the Rule of Law, et remplira plusieurs mandats pour l'ONU, notamment comme assistant-secrétaire général à Kofi Annan en 2005.

Robert W. Tucker (né en 1924) : Politologue américain spécialiste de la politique étrangère des États-Unis, il enseigne à la *School of Advanced International Studies* (SAIS) de l'Université John Hopkins et est éditeur du *National Interest* de 1985 à 1990. Membre du CFR, il publie aussi des articles dans d'autres revues spécialisées telles *Foreign Affairs*, *Harpers* et *The New Republic* et plusieurs ouvrages sur les relations internationales des États-Unis à différentes époques.

Adam Ulam (1922-2000) : Historien et politologue américain d'origine polonaise et de confession juive, il quitte sa patrie peu avant l'invasion allemande en 1939 pour s'installer aux États-Unis. Spécialiste de l'Union soviétique et de la Russie, il enseigne à l'Université Harvard de 1954 à 1992 où il dirige le *Russian Research Center* de 1973 à 1976 et de 1980 à 1992. Éminent « kremlinologue », il publie plusieurs ouvrages sur les dirigeants soviétiques, l'idéologie communiste et la guerre froide.

Cyrus Vance (1917-2002) : Avocat américain, il commence une carrière politique dans l'administration Kennedy pour être ensuite nommé secrétaire adjoint à la Défense sous Lyndon B. Johnson. Il devient secrétaire d'État en 1977 lors de la présidence de Jimmy Carter, favorisant la négociation à la force et s'impliquant notamment pour la signature de l'accord SALT II. Il démissionne en 1980, notamment à cause de ses conflits avec le conseiller à la sécurité nationale Zbigniew Brzezinski. Il deviendra ensuite membre du CFR.

Michael Vlahos : Politologue américain spécialiste de la stratégie et de la sécurité internationale, abordant aussi l'anthropologie et l'histoire militaire. Il est, durant les années 1980, codirecteur du programme d'études sécuritaire à la *School of Advanced International Studies* (SAIS) de l'Université John Hopkins, puis travaille au Département d'État où il dirige le *Center for the Study of Foreign Affairs* à partir de 1986. Au cours de sa carrière, il publiera des articles dans des revues de toute sorte telles *Foreign Affairs*, *Foreign Policy*, *The Times Literary Supplement*, *National Review* et le *Rolling Stone*.

Malcolm Wallop (1933-2011) : Homme politique américain membre du Parti républicain, il siège au Sénat du Wyoming de 1973 à 1976, puis représente cet État au Sénat des États-Unis de 1977 à 1995. Il supporte les politiques dures du premier mandat de Reagan en termes de sécurité nationale, est un ferme défenseur du SDI et, à partir de 1988, participe aux négociations sur l'armement nucléaire de la CSCE.

Caspar W. Weinberger (1917-2006) : Homme politique américain et membre du Parti républicain, il est secrétaire à la Santé et aux Services sociaux de 1973 à 1975, avant de devenir le premier secrétaire à la Défense de Reagan de 1981 à 1987. Membre de l'État-

major du général Douglas MacArthur durant la Seconde Guerre mondiale et partageant les vues de Reagan sur la menace que représente l'Union soviétique, il se fait l'avocat de l'augmentation des budgets militaires et du développement du SDI. Il démissionne suite à son implication dans l'affaire Iran-Contra en novembre 1987 et devient éditeur de *Forbes Magazine* de 1989 à 1993.

Leon Wieseltier (né en 1952) : Écrivain, critique littéraire et éditeur américain, il est un commentateur affirmé des questions politiques et sociales aux États-Unis. Auteur de plusieurs œuvres de fiction et d'essais argumentatifs, il est aussi l'éditeur littéraire de la revue *The New Republic*, de 1983 à 2014. Il s'est aussi exprimé durant ces années sur la politique étrangère des États-Unis, la culture ou la religion dans des publications aussi variées que *Foreign Affairs*, le *New York Review of Books*, le *New York Times*, et *Dissent*.

Harris Wofford (né en 1926) : Avocat et homme politique américain membre du Parti démocrate, il est sénateur des États-Unis représentant la Pennsylvanie, de 1991 à 1995, et siège à cette époque à la commission du Sénat des États-Unis sur les Affaires étrangères. Proche de Martin Luther King Jr., il participera à la campagne électorale de Kennedy en 1960, il deviendra sous son administration conseiller spécial aux droits civiques. Il participe aussi à la fondation des Corps de la paix, dont il est le directeur de 1964 à 1966. Avant de revenir à la politique, il sera notamment directeur de l'Université de l'État de New York en 1966 et du *Bryn Mawr College* en Pennsylvanie.

Albert Wohlstetter (1913-1997) : Historien et stratège nucléaire américain qui, outre ses activités dans plusieurs universités américaines, travaille pour la RAND corporation de 1953 à 1961. Il conseille plusieurs présidents, démocrates et républicains, dont J.F. Kennedy durant la crise des missiles en 1962, et est connu comme l'auteur du concept d'« équilibre de la terreur ». Enseignant à l'Université de Chicago dans les années 1980, il est aussi souvent vu comme l'un des inspirateurs du néoconservatisme. À l'époque dont traite notre étude, il est directeur de recherche chez *PAN Heuristics*, division de *R & D Associates*, *think tank* en études stratégiques associé au département de la Défense.

BIBLIOGRAPHIE

Sources

Revue étudiée

<i>Foreign Affairs</i>	Corpus dépouillé : printemps 1987-hiver 1993
<i>Foreign Policy</i>	Corpus dépouillé : printemps 1987-hiver 1993
<i>The National Interest</i>	Corpus dépouillé : printemps 1987-hiver 1993

Articles hors-période

Non signé, « Introduction », *Foreign Affairs*, vol. 65, n° 4 (printemps 1987), p. 827-830.

A.C.C., « « Editorial Statement », *Foreign Affairs*, vol. 1, n° 1 (septembre 1922), p. 1-2.

Non signé, « A Note on “The National Interest” », *The National Interest*, n° 1 (automne 1985), p. 3-5.

HUNTINGTON, Samuel P. et Warren Demian MANSHEL, « Why Foreign Policy? », *Foreign Policy*, n° 1 (hiver 1970), p. 3-5.

SCHLESINGER, Arthur Jr., « Origins of the Cold War », *Foreign Affairs*, vol. 46, n°1 (octobre 1967), p. 22-52

X., « The Sources of Soviet Conduct », *Foreign Affairs*, vol. 25, n° 4 (juillet 1947), p. 566–582.

Études

Monographies et ouvrages collectifs

- ABELSON, Donald E., *Do Think Tanks Matter? Assessing the Impact of Public Policy Institutes*, Montreal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2002, 251 p.
- ABELSON, Donald E., *A Capitol Idea. Think Tanks and US Foreign Policy*, Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 2006, 392 p.
- ALPEROVITZ, Gar, *Atomic diplomacy: Hiroshima and Potsdam*, New York, Simon and Schuster, 1965, 317 p.
- ANGENOT, Marc, *L'Histoire des idées. Problématiques, objets, concepts, méthodes, enjeux, débats*, Liège, Presses universitaires de Liège, coll. « Situations », 2014, 394 p.
- ARON, Raymond, *Paix et guerre entre les nations*, Paris, Calmann-Lévy, 1962, 794 p.
- ARON, Raymond, *Les articles de politique internationale dans Le Figaro de 1947 à 1977*, présentation et notes par Georges-Henri Soutou, Paris, Édition de Fallois, 1990, 3 vol.
- BATTISTELLA, Dario, *Théories des relations internationales*, Paris, Les Presses de Sciences Po., 2012, 751 p.
- BOUCHER, Stephen et Martine ROYO, *Les think tanks. Cerveaux de la guerre des idées*, Paris, Félin, 2009, 157 p.
- BRANDS, Hal, *Latin America's Cold War*, Cambridge, Harvard University Press, 2010, 408 p.
- BRANDS, H. W., *The Specter of Neutralism: The United States and the Emergence of the Third World*, New York, Columbia University Press, 1989, 372 p.
- BRZEZINSKI, Zbigniew, *Ideology and Power in Soviet Politics*, New York, Frederick A. Praeger, 1962, 180 p.
- BUTON, Philippe, Olivier BÜTTNER et Michel HASTINGS (dir.), *La guerre froide vue d'en-bas*, Paris, CNRS Éditions, 2014, 381 p.
- BYRNES, James F., *Speaking Frankly*, New York, Harper and Brothers Publishers, 1947, 324 p.

- CARRÈRE D'ENCAUSSE, Hélène, *Six années qui ont changé le monde, 1985-1991. La chute de l'empire soviétique*, Paris, Fayard, 2015, 418 p.
- CHALIAND, Gérard et Michel JAN, *Vers un nouvel ordre du monde*, Paris, Éditions du Seuil, 2013, 299 p.
- CONNELLY, Matthew, *A Diplomatic Revolution: Algeria's Fight for Independence and the Origin of the Post-Cold War Era*, Oxford, Oxford University Press, 2002, 400p.
- COURTNEY, Kent et Phoebe COURTNEY, *America's Unelected Rulers*, New Orleans, The Conservative Society of America, 1962, 177 p.
- COURTOIS, Stéphane, Nicolas WERTH, Jean-Louis PANNÉ, Andrzej PACZKOWSKI, Karel BARTOSEK et Jean-Louis MARGOLIN (dir.), *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression*, Paris, Éditions Robert Laffont, 1997, 846 p.
- CUMINGS, Bruce, *The Origins of the Korean War, vol. 1: Liberation and the Emergence of Separate Regimes, 1945-1947*, Princeton, Princeton University Press, 1981, 606 p.
- DAVID, Charles-Philippe, *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama, la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2015, 1183 p.
- DOMHOFF, G. William, *The Powers That Be: Processes of Ruling Class Domination in America*, New York, Vintage Book, 1979, 206 p.
- DOSSE, François, *La marche des idées. Histoire des intellectuels-histoire intellectuelle*, Paris, La Découverte, 2003, 354 p.
- ENGEL, Jeffrey A. (dir.), *Local Consequences of the Global Cold War*, Stanford, Stanford University Press, 2008, 384 p.
- ENGERMAN, David C. *Know your Enemy: The Rise and Fall of America's Soviet Experts*, Oxford et New York, Oxford University Press, 2009, 459 p.
- ENGLISH, Robert D., *Russia and the Idea of the West*, New York, Columbia University Press, 2000, 401 p.
- FEIS, Herbert, *Churchill, Roosevelt, Stalin: The War they Waged and the Peace they Sought*, Princeton, Princeton University Press, 1957, 692 p.
- FEIS, Herbert, *Between War and Peace*, Princeton, Princeton University Press, 1960, 367 p.
- FLEMING, D. F., *The Cold War and its Origins, 1917-1950*, New York, Double day, 1961, 559 p.

- FOGELSONG, David S., *The American Mission and the "Evil Empire": The Crusade for a "Free Russia" since 1881*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007, 352 p.
- FONTAINE, André, *Histoire de la guerre froide. 1. De la révolution d'Octobre à la guerre de Corée, 1917-1950*, Paris, Arthème Fayard, 1965, 496 p.
- FONTAINE, André, *Histoire de la guerre froide. 2. De la guerre de Corée à la crise des alliances, 1950-1963*, Paris, Arthème Fayard, 1967, 564 p.
- FONTAINE, André, *Histoire de la « détente », 1962-1981*, Paris Arthème Fayard, 1981, 535 p.
- FONTAINE, André, *Après eux, le déluge. De Kaboul à Sarajevo, 1979-1995*, Paris, Arthème Fayard, 1995, 658 p.
- FONTAINE, André, « Les paradigmes artificiels. », *Revue internationale et stratégique* vol. 1, n° 41, 2001, p. 55-62.
- FRANKEL, Benjamin (dir.), *In the National Interest: A National Interest Reader*, New York, University Press of America, 1990, 426 p.
- GADDIS, John Lewis, *The United States and the Origins of the Cold War, 1941-1947*, New York, Columbia University Press, 1972, 432 p.
- GADDIS, John Lewis, *Strategies of Containment: A Critical Appraisal of Postwar American National Security Policy*, Oxford, Oxford University Press, 1982, 448 p.
- GADDIS, John Lewis, *The Long Peace: Inquiries into the History of the Cold War*, Oxford, Oxford University Press, 1986, 332 p.
- GADDIS, John Lewis, *We Now Know: Rethinking Cold War History*, Oxford, Oxford University Press, 1997, 425 p.
- GADDIS, John Lewis, *The Cold War: A New History*, New York, The Penguin Press, 2005, 333 p.
- GADDIS, John Lewis, *George F. Kennan: An American life*, New York, Penguin Press, 2011, 784 p.
- GRAEBNER, Norman A., *Cold War Diplomacy, 1945-1960*, Princeton, Princeton University Press, 1962, 193 p.
- GROSE, Peter, *Continuing the Inquiry: The Council on Foreign Relations from 1921 to 1996*, New York, The Council on Foreign Relations, 1996, 83 p.
- GROSSER, Pierre, *Les temps de la guerre froide. Réflexions sur l'histoire de la guerre froide et sur les causes de sa fin*, Bruxelles, Éditions Complexe, coll. « Questions au XXe siècle », 1995, 466 p.

- GROSSER, Pierre, *1989, l'année où le monde a basculé*, Paris, Perrin, 2009, 605 p.
- HALLE, Louis J., *The Cold War as History*, New York, Harper and Row, 1967, 434 p.
- HANHIMÄKI, Jussi M. et Odd Arne WESTAD (dir.), *The Cold War: A History in Documents and Eye-Witness Accounts*, Oxford, Oxford University Press, 2003, 694 p.
- HASLAM, Jonathan, *Russia's Cold War: From the October Revolution to the Fall of the Wall*, New Haven et Londres, Yale University Press, 2011, 523 p.
- HOGAN, Michael J., *The Marshall Plan: America, Britain and the Reconstruction of Western Europe, 1947-1952*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, 482 p.
- HOROWITZ, David, *The Free World Colossus: A Critique of American Foreign Policy in the Cold War*, New York, Hill and Wang, 1965, 451 p.
- IMMERMAN, Richard H. et Petra GOEDDE (dir.), *The Oxford Handbook of the Cold War*, Oxford, Oxford University Press, 2013, 660 p.
- ISAAC, Joel et Duncan BELL (dir.), *Uncertain Empire: American History and the Idea of the Cold War*, New York, Oxford University Press, 2012, 312 p.
- KENNAN, George, *Memoirs, 1925-1950*, Boston, Little, Brown, 1967, 583 p.
- KENNEDY, Paul, *The Rise and Fall of the Great Powers: Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, New York, Random House, 1987, 677 p.
- KOLKO, Joyce et Gabriel KOLKO, *The Limits of Power: The World and the United States Foreign Policy, 1945-1954*, New York, Harper and Row, 1972, 820 p.
- KOTKIN, Stephen, *Armageddon Averted: The Soviet Collapse, 1970-2000*, New York, Oxford University Press, 2001, 245 p.
- KOZOVOÏ, Andreï, *Par-delà le mur. La culture de guerre froide soviétique entre deux détentés*, Paris, Éditions Complexe, 2009, 311 p.
- KOZOVOÏ, Andreï, *La chute de l'Union soviétique, 1982-1991*, Paris, Éditions Tallandier, 2011, 328 p.
- KUHN, Thomas S., *La structure des révolutions scientifiques*, Paris, Flammarion, 2008 (1962), 284 p.
- KUZNICK, Peter J. et James GILBERT (dir.), *Rethinking Cold War Culture*, Washington, Smithsonian Institution Press, 2001, 232 p.
- LA FEBER, Walter, *America, Russia and the Cold War*, New York, Wiley, 1967, 295 p.
- LEFFLER, Melvyn P., *A Preponderance of Power: National Security, the Truman Administration, and the Cold War*, Stanford, Stanford University Press, 1992, 689 p.

- LEFFLER, Melvyn P., *For the Soul of Mankind: The United States, the Soviet Union, and the Cold War*, New York, Hill and Wang, 2007, 586 p.
- LEFFLER, Melvyn P. et Odd Arne WESTAD (dir.), *The Cambridge History of the Cold War*, Cambridge et New York, Cambridge University Press, 3 vol., 2010.
- LEGVOLD, Robert, *Return to Cold War*, Malden, Cambridge Polity, 2016, 208 p.
- LÉVESQUE, Jacques, *1989, la fin d'un empire. L'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Paris, Les Presses de Sciences Po, 1995, 331 p.
- LIPPMANN, Walter, *The Cold War: A Study in United States Foreign Policy*, New York, Harper, 1947, 62 p.
- LUKACS, John, *A History of the Cold War*, Garden City, N. Y., Doubleday and Company, 1961, 288 p.
- LUNDESTAD, Geir, *The American Non-Policy in Toward Eastern Europe, 1943-1947*, New York, Humanities, 1975, 654 p.
- LUNDESTAD, Geir et Odd Arne WESTAD (dir.), *Beyond the Cold War: New Dimensions in International Relations*, Oxford, Oxford University Press, 1993, 257 p.
- MADDOX, Robert James, *The New Left and the Origins of the Cold War*, Princeton, Princeton University Press, 1973, 168 p.
- MAINGUENEAU, Dominique, *L'analyse de discours. Introduction aux lectures de l'archive*, Paris, Hachette, 1991, 268 p.
- MAINGUENEAU, Dominique, *Les termes clés de l'analyse de discours*, Paris, Éditions du Seuil, 2009 (1996), 143 p.
- MARKWICK, Roger D., *Rewriting History in Soviet Russia: The Politics of Revisionist Historiography, 1956-1974*, Basingstoke et New York, Palgrave, 2001, 327 p.
- MASTNY, Vojtech, *Russia's Road to the Cold War: Diplomacy, Warfare and the Politics of Communism, 1941-1945*, New York, Columbia University Press, 1979, 409 p.
- MASTNY, Vojtech, *The Cold War and Soviet Insecurity: The Stalin Years*, Oxford, Oxford University Press, 1996, 285 p.
- MATLOCK, Jack F. Jr., *Reagan and Gorbachev: How the Cold War Ended*, New York, Random House, 2004, 363 p.
- MCGANN J.G. et R.K. WEAVER (dir.), *Think tanks and civil societies: Catalysts for ideas and action*, New Brunswick (New Jersey), Transaction publishers, 2002, 618 p.
- MCNEILL, William H., *America, Britain, and Russia: Their Cooperation and Conflict, 1941-1946*, Londres, Oxford University Press, 1953, 819 p.

- MEDVETZ, Thomas, *Think Tanks in America*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 2012, 324 p.
- MORGENTHAU, Hans J., *In Defense of the National Interest*, New York, Knopf, 1951, 283 p;
- O'CONNOR, John F., *The Cold War and the Liberation: A Challenge of Aid to the Subject Peoples*, New York, Vantage Press, 1961, 611 p.
- PLOKHY, Serhii, *The Last Empire: The Final Days of the Soviet Union*, New York, Basic Books, 2014, 489 p.
- POCOCK, J.G.A., *Barbarism and Religion, vol. 1: The Enlightenment of Edward Gibbon, 1737-1764*, New York, Cambridge University Press, 2001, 356 p.
- RICCI, David M., *The Transformation of American Politics: The New Washington and the Rise of Think Tanks*, New Haven et Londres, Yale University Press, 1993, 310 p.
- SAMAAN, Jean-Loup, *La RAND Corporation (1989-2009). La reconfiguration des savoirs stratégiques aux États-Unis*, préf. de Jean-Jacques Roche, Paris, L'Harmattan, coll. « Chaos International », 2010, 245 p.
- SAROTTE, Mary Elise, *The Struggle to Create Post-Cold War Europe*, Princeton, Princeton University Press, 2014 (2009), 349 p.
- SCHULZINGER, Robert D., *The Wise Men of Foreign Affairs: The History the Council on Foreign Relations*, New York, Columbia University Press, 1984, 342 p.
- SEABURY, Paul, *The Rise and Decline of the Cold War*, New York, Basic Books, 1967, 171p.
- SERVICE, Robert, *The End of the Cold War, 1985-1991*, New York, PublicAffairs, 2015, 643 p.
- SHOUP, Laurence H. et William MINTER, *Imperial Brain Trust: The Council on Foreign Relations and United States Foreign Policy*, New York et Londres, Monthly Review Press, 1977, 334 p.
- SKINNER, Quentin, *Visions of Politics, vol. 1: Regarding Method*, New York, Cambridge University Press, 2002, 209 p.
- SKINNER, Quentin, *Visions of Politics, vol. 2: Renaissance Virtues*, New York, Cambridge University Press, 2002, 478 p.
- SMOOT, Dan, *The Invisible Government*, Dallas, Dan Smoot Report inc., 1962, 250 p.
- SOUTOU, Georges-Henri, *La guerre de cinquante ans. Les relations Est-Ouest, 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001, 767 p.

- SPANIER, John W., *American Foreign Policy since World War II*, New York, Praeger, 1960, 354 p.
- STENT, Angela, *The Limits of Partnership: U.S.-Russian Relations in the Twenty-First Century*, Princeton and Oxford, Princeton University Press, 2014, 393 p.
- TAUBMAN, William, *Stalin's American Policy: From Entente to Détente to Cold War*, New York, Norton, 1982, 291 p.
- TRUMAN, Harry S., *Memoirs by Harry S. Truman: The Years of Decisions*, New York, Doubleday, 1955, 620 p.
- TUCKER, Nancy Bernkopf, *Patterns in the Dust: Chinese-American Relations and the Recognition Controversy*, New York, Columbia University Press, 1983, 396 p.
- VAN DIJK, Ruud (dir.), *Encyclopedia of the Cold War*, New York, Routledge, 2 vol., 2013.
- WALA, Michael, *The Council on Foreign Relations and American Foreign Policy in the Early Cold War*, Providence et Oxford, Berghahn Books, 1994, 289 p.
- WERTH, Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique. De l'Empire russe à la Communauté des États indépendants, 1900-1991*, Paris, Presse Universitaires de France, 2008 (1990), 588 p.
- WESTAD, Odd Arne (dir.), *Reviewing the Cold War : Approaches, Interpretations, Theory*, Londres, Frank Cass Publishers, 2000, 382 p.
- WESTAD, Odd Arne, *La guerre froide globale : Le tiers-monde, les États-Unis et l'URSS (1945-1991)*, trad. de l'anglais par Christian Jeanmougin, Paris, Payot et Rivages, 2007 (2005), 492 p.
- WHITFIELD, Stephen J., *The Culture of the Cold War*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1996 (1991), 275 p.
- WILLIAMS, William Appleman, *The Tragedy of American Diplomacy*, Cleveland et New York, The World Publishing Company, 1959, 219 p.
- YERGIN, Daniel, *Shattered Peace: The Origins of the Cold War and the National Security State*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1977, 526 p.
- ZHANG, Shuguang et Jian CHEN, *Chinese Communist Foreign Policy and the Cold War in Asia: New Documentary Evidence, 1944-1950*, Chicago, Imprint Publications, 1996, 240 p.
- ZUBKOVA, Elena, *Russia after the War: Hopes, Illusions and Disappointments*, New York, M.E. Sharp, 1998, 239 p.

ZUBOK, Vladislav M., *A Failed Empire: The Soviet Union in the Cold War from Stalin to Gorbachev*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 2007, 468 p.

ZUBOK, Vladislav et Constantin PLESHAKOV, *Inside the Kremlin's Cold War: From Stalin to Khrushchev*, Cambridge, Harvard University Press, 1996, 282 p.

Articles scientifiques et chapitres d'ouvrages collectifs

AGAMBEN, Giorgio, « What is a paradigm? » dans *The Signature of All Things: On Method*, New York, Zone, 2009, p. 9-32.

CHAUBET, François, « Enjeu : Histoire intellectuelle, histoire des intellectuels. Bilan provisoire et perspectives », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 1, n° 101, 2009, p. 179-190.

COMBE, Sonia, « Introduction : De la soviétologie à l'histoire du monde soviétique », dans Sonia Combe (dir.) *Archives et histoire dans les sociétés postcommunistes*, Paris, La Découverte, 2009, p. 7-17.

COSTIGLIOLA, Frank et Thomas G. PATERSON, « Defining and Doing the History of United States Foreign Relations: A Primer », dans Michael J. Hogan et Thomas G. Paterson (dir.), *Explaining the History of American Foreign Relations*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004 (1991), p. 10-34.

COX, Michael, « Learning from history? From Soviet collapse to the 'new' Cold War », *Cold War History*, vol. 14, n° 4, 2014, p. 461-485.

DELMAS, Virginie, « Pour une analyse pluridimensionnelle du discours : le discours politique. », *La linguistique*, vol. 48, n° 1, 2012, p. 103-122.

DE VRIES, Jan, « The Industrial Revolution and the Industrious Revolution », *Journal of Economic History*, vol. 54, n° 2, 1994, p. 249-270.

DUARA, Prasenjit, « The Cold War as a Historical Period: An Interpretive Essay », *Journal of Global History*, vol. 6, n° 3, 2011, p. 457-480.

EL-AFFENDI, Abdelwahab, « The war of ideas as therapy: reflections on a eureka moment in the "war on terror" », dans *Debating the war of ideas*, Palgrave Macmillan, Basingstoke, 2009, p. 175-193.

FONTAINE, André, « Les paradigmes artificiels. », *Revue internationale et stratégique*, vol. 1, n° 41, 2001, p. 55-62.

- FRANK, Robert, « L'historiographie des relations internationales : des "écoles" nationales », dans Robert Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, p. 5-40.
- GADDIS, John Lewis, « International Relations Theory and the End of the Cold War », *International Security*, vol. 17, n° 3, 1993, p. 5-58.
- GAIDUK, Ilya V., « Vers la nouvelle histoire de la guerre froide ? », dans Jean Delmas, Jean Kessler, Claude d'Abzac-Epezy (dir.), *Renseignement et propagande pendant la guerre froide, 1947-1953*, Paris, Éditions Complexe, 1999, p. 79-91.
- GOSCHA, Christopher, « La géopolitique vietnamienne vue de l'Eurasie : quelles leçons de la troisième guerre d'Indochine pour aujourd'hui ? », *Hérodote*, vol. 2, n° 157, 2015, p. 23-38.
- GRAEBNER, Norman A., « Cold War Origins and the Continuing Debate », *The Journal of Conflict Resolution*, vol. 13, n° 1, 1969, p. 123-132.
- GROSSER, Pierre, « Looking for the Core of the Cold War, and finding a mirage? », *Cold War History*, vol. 15, n° 2, 2015, p. 245-252.
- HANHIMÄKI, Jussi M., « The (really) good war? Cold War nostalgia and American foreign policy », *Cold War History*, vol. 14, n° 4, 2014, p. 673-683.
- ISAAC, Joel et Duncan BELL, « Introduction », dans *Uncertain Empire: American History and the Idea of the Cold War*, Joel Isaac et Duncan Bell (dir.), New York, Oxford University Press, 2012, p. 3-16.
- IRIYE, Akira, « Historicizing the Cold War » dans Richard H. Immerman et Petra Goedde (dir.), *The Oxford Handbook of the Cold War*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 15-31.
- KRAMER, Mark, « Special Issue: The Collapse of the Soviet Union (Part 1): Introduction », *Journal of Cold War Studies*, vol. 5, n° 1, 2003, p. 3-16.
- KRAMER, Mark, « Special Issue: The Collapse of the Soviet Union (Part 2): Introduction », *Journal of Cold War Studies*, vol. 5, n° 4, 2003, p. 3-42.
- KRAMER, Mark, « The Collapse of East Europe Communism and the Repercussions within the Soviet Union (Part 1) », *Journal of Cold War Studies*, vol. 5, n° 4, 2003, p. 178-256.
- KRAMER, Mark, « The Collapse of East Europe Communism and the Repercussions within the Soviet Union (Part 2) », *Journal of Cold War Studies*, vol. 6, n° 4, 2004, p. 3-64.

- KRAMER, Mark, « The Collapse of East Europe Communism and the Repercussions within the Soviet Union (Part 3) », *Journal of Cold War Studies*, vol. 7, n° 1, 2005, p. 3-96.
- KUHN, Thomas S., « En repensant aux paradigmes », dans *Les tensions essentielles. Tradition et changement dans les sciences*, Paris, NRF Gallimard, 1990 (1974), p. 391-423.
- LEFFLER, Melvyn P., « The Interpretative Wars around the Cold War, 1945-1960 », dans Gordon Martel (dir.), *American Foreign Relations Reconsidered, 1880-1993*, Londres et New York, Routledge, 1994, p. 106-125.
- LEFFLER, Melvyn P., « The Cold War: What Do “We Now Know” », *The American Historical Review*, vol. 104, n° 2, 1999, p. 501-524.
- LÉVY-DUMOULIN, Olivier, « Paradigme », dans Christian Delacroix, François Dosse, Patrick Garcia et Nicolas Offenstadt (dir.), *Historiographie. Concepts et débats*, Paris, Éditions Gallimard, 2010, p. 814-820.
- LUNDESTAD, Geir, « Empire by Invitation ? The United States and Western Europe », *Journal of Peace Research*, vol. 23, n° 3, 1986, p. 263-277.
- NAIMARK, Norman M., « Cold War Studies and New Archival Materials on Stalin », *The Russian Review*, vol. 61, n° 1, 2002, p. 1-15.
- PARMAR, Inderjeet, « The Issue of State Power: The Council on Foreign Relations as a Case Study », *Journal of American Studies*, vol. 29, n° 1, 1995, p. 73-95
- ROMERO, Federico, « Cold War Historiography at the Crossroads », *Cold War History*, vol. 14, n° 4, 2014, p. 685-703.
- SHIBUSAWA, Naoko, « Ideology, Culture, and the Cold War », dans Richard H. Immerman et Petra Goedde (dir.), *The Oxford Handbook of the Cold War*, Oxford, Oxford University Press, 2013, p. 32-49.
- SPITZ, Jean-Fabien, « Quentin Skinner. », *Revue Française d'Histoire des Idées Politiques*, vol. 2, n° 40, 2014, p. 347-377.
- STEPHANSON, Anders, « Fourteen Notes on the Very Concept of a Cold War », dans Gearòid Ó Tuathail et Simon Dalby (dir.), *Rethinking Geopolitics*, New York, Routledge, 1999, 62-85.
- STEPHANSON, Andres, « Cold War Degree Zero », dans *Uncertain Empire: American History and the Idea of the Cold War*, sous la dir. de Joel Isaac et Duncan Bell, New York, Oxford University Press, 2012, p. 18-50.

- TANNENWALD, Nina et William Curtis WOHLFORTH, « Introduction: The Role of Ideas and the End of the Cold War », *Journal of Cold War Studies*, vol. 7, n° 2, 2005, p. 3-12.
- VIOLA, Lynne, «The Cold War in American Soviet Historiography and the End of the Soviet Union », *The Russian Review*, vol. 61, n° 1, 2002, p. 25-34.
- WESTAD, Odd Arne, « Exploring the Histories of the Cold War: A Pluralist Approach », dans *Uncertain Empire: American History and the Idea of the Cold War*, sous la dir. de Joel Isaac et Duncan Bell, New York, Oxford University Press, 2012, p. 51-60.
- WHITE, Brian, « The Concept of Detente », *Review of International Studies*, vol. 7, n° 3, 1981, p. 165-171.